





BIBLIOTECA PROVINCIALE

Armadio

Handwritten signature/initials

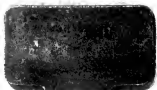


Palchetto

Num.° d'ordine

20

19344



124

4

26-31

B. P.
XX

171-17

Vol 6

648159

*Ma biblioteca provinciale
in dono
M. Pray*

COMMENTAIRES

SUR

LES LOIX

ANGLOISES,

DE M. BLACKSTONE;

Traduits de l'Anglois par M. D. G***

Sur la quatrieme Édition D'OXFORD

TOME PREMIER.



A BRUXELLES,

Chez J. L. DE BOUBERS, Imprimeur-
Libraire, Marché aux Herbes.

M. DCC. LXXIV.

Avec Permission.



THE
LIBRARY
OF THE
CONGRESS
WASHINGTON, D. C.
20540

AVIS DE L'ÉDITEUR.

L'ESPRIT DES LOIX a immortalisé le Président DE MONTESQUIEU, les COMMENTAIRES SUR LES LOIX ANGLOISES, immortaliseront M. BLACKSTONE. Notre siècle aura l'avantage d'avoir produit deux grands hommes, & deux Ouvrages qui, dans leur genre, sont supérieurs à tous ceux qui les ont précédés.

Les Anglois, admirateurs sinceres de l'ESPRIT DES LOIX, le sont aussi des COMMENTAIRES de M. BLACKSTONE. L'Europe entière applaudira aux éloges qu'ils en font, lorsqu'une bonne traduction aura mis ceux qui n'entendent pas assez l'Anglois pour le lire dans l'original, en état d'en juger par eux-mêmes. Depuis plusieurs années on desiroit cette traduction, & ce desir a sur-tout été excité par tous les extraits que l'Auteur de *l'Observateur François à Londres*, (*) a donnés successivement de cet Ouvrage. La seule difficulté de le bien traduire a sans doute empêché jusqu'à présent qu'on ne le tentât.

Cette traduction dont nous donnons aujourd'hui les deux premiers volumes, a l'avantage

[*] Ouvrage Périodique, qui se débite avec le plus grand succès, depuis cinq ans, chez Gueffier, Libraire, à Paris, rue de la Harpe.

AVIS DE L'ÉDITEUR.

d'avoir été faite avec beaucoup de soins & d'exactitude, par un homme très-familiarisé avec les Loix, la constitution du Gouvernement, l'esprit des peuples & l'Histoire d'Angleterre.

L'Ouvrage entier, actuellement sous presse, & qui ne tardera pas à suivre ces deux premiers volumes, en formera six ou sept, de même papier & même caractère que ces deux premiers, & de 500 pages ou environ chaque volume. Nous avons préféré cette forme à l'in-4°, parce qu'elle nous a paru plus commode.

Cet Ouvrage est essentiel pour tous les Jurisconsultes, les Historiens, les Littérateurs & les Publicistes, de quelque nation qu'ils soient. Il est d'un Philosophe, & ne peut manquer d'être lu avec empressement par ceux qui aiment la saine morale, les anciens usages, & qui sont eux-mêmes Philosophes; & les jeunes gens y pourront puiser les grands principes, d'après lesquels ils apprendront à penser & à se conduire. Nous ajouterons seulement que les deux premiers volumes, dans lesquels il a fallu que l'Auteur établît avec solidité les fondemens de ce grand édifice, ne peuvent être présumés, à beaucoup près, aussi intéressans que ceux qui les suivront.



DISCOURS PRÉLIMINAIRE. (*)

SECTION PREMIERE.

SUR L'ÉTUDE DES LOIX.

*A M.M. les Vice - Chancelier & Membres de
l'Université.*

UNE Assemblée aussi nombreuse que respectable, & ce qu'a de nouveau l'importance des devoirs que l'on attend de cette *Chaire*, doit ôter toute espece d'assurance à celui qui a l'honneur de la remplir. Il doit sentir combien les idées que l'on peut concevoir de lui sont dépendantes du genre d'étude auquel il s'est appliqué depuis l'enfance, étude qui pour la premiere fois est publiquement adoptée par l'autorité Académique, qui (quoique injustement) a toujours été regardée comme

(*) Lu dans l'Université d'Oxford, à l'ouverture des premieres leçons de la Chaire fondée par M. Viner.

aussi sèche qu'infructueuse, & dont les parties théoriques & élémentaires n'ont même été jusqu'à présent que très-foiblement cultivées. Il ne sauroit s'empêcher de sentir, si son plan d'Instruction se trouvoit mal conçu, ou si l'exécution n'en étoit que lente & superficielle, quels préjugés s'élèveroient contre les progrès futurs de cette utile branche de sciences, & quels retardemens ils pourroient apporter à l'accomplissement des vues de notre sage & généreux Bienfaiteur.

C'est ce que l'Orateur a d'autant plus lieu d'appréhender, que n'ayant été ni éclairé, ni guidé par des exemples précédens, il conçoit tout ce qui peut lui manquer pour remplir, de la façon qu'il le souhaiteroit, toute l'étendue d'une carrière aussi neuve que difficile! Cependant les bontés & l'indulgence qu'il a déjà éprouvées de votre part, & cette dernière préférence marquée en sa faveur par une nomination libre & par l'unanimité des suffrages d'une célèbre Université, sont des témoignages de votre jugement public, qui doivent l'emporter sur le sien, qui le rassurent, & lui défendent de se croire totalement incapable des travaux & de l'application qu'exige cet emploi. Ce dont il ose se flatter, & ce qu'il ne perdra jamais de vue, c'est que par son attention & son activité, il tâchera de suppléer à ce qui d'ail-

leurs pourroit lui manquer ; très - convaincu que c'est le témoignage le plus sûr qu'il puisse vous donner de sa vive reconnoissance , ainsi que de l'opinion favorable que vous avez daigné concevoir de ses talens.

La branche de science aujourd'hui commise à ses soins , pour être cultivée méthodiquement & expliquée dans un cours de leçons Académiques , consiste dans les Loix & dans la Constitution de notre pays ; science dans laquelle on a remarqué que les Anglois de tous états , sont moins instruits que toutes les autres Nations de l'Europe. La plupart de celles du Continent , où les Loix civiles ou Impériales sont entremêlées sous différentes modifications , avec les Loix municipales , sont l'objet de l'étude des personnes bien nées , ou du moins de celles qui ont de la littérature. Leur éducation n'est même point censée complète s'ils n'ont pas fait un cours de Droit Romain , & des constitutions de leur pays natal sous les Professeurs renommés qui abondent dans leurs Universités. Il en est de même dans la partie du nord de cette Isle , où les Loix municipales ont une fréquente connexité avec les civiles. Il est même fort rare d'y trouver quelqu'un absolument destitué de connoissances suffisantes sur cette science , qui doit être la sauve - garde des droits naturels & la regle de la conduite civile.

L'étude des Loix Impériales n'a pourtant point été absolument négligée par la Nation Angloise ; elle la regardoit même comme capable d'ajouter un nouveau lustre à l'éducation. Mais l'usage a prévalu , depuis quelque temps , d'envoyer la jeunesse de cette Isle , dont on conçoit quelques espérances , dans les Universités étrangères , en Allemagne , en Suisse & en Hollande , lesquelles , quoiqu'inférieures aux nôtres , à tous autres égards , sont censées être mieux instruites du Droit civil , ou , (ce qui est presque la même chose ,) de leurs propres Loix municipales. D'où il a résulté que le sort de notre admirable système de Loix a été d'être négligé , quoiqu'établi sur des fondemens solides , affermis par l'expérience des âges , & de n'être connu que par les personnes dont la profession est d'en faire leur étude particulière.

Je suis bien éloigné de déroger à l'étude des Loix civiles , en les considérant , (laissant à part l'autorité coercitive) comme collection des raisons écrites. Personne n'est plus persuadée que moi de l'excellence de leurs regles & de l'équité ordinaire de leurs décisions. Je suis même convaincu que c'est ajouter un nouvel avantage à l'éducation , soit d'un Ecclesiastique , soit d'un homme d'Etat , & même d'un Jurisconsulte. Mais notre respect à cet égard ne doit

jamais être porté jusqu'au point de sacrifier notre Alfred & notre Edouard aux mânes de Théodose & de Justinien. Bien moins encore de préférer l'édit d'un Préteur ou les rescrits d'un Empereur Romain à nos coutumes immémoriales, ou aux sanctions des Parlemens Anglois, adaptées à la libre constitution de ce Royaume : à moins que nous ne voulussions donner la préférence aux Monarques despotes de Rome & de Bizance, dont les Loix furent toujours calculées pour le méridien de leur Empire.

Sans me rétracter sur le mérite réel qui abonde dans les Loix Impériales, je crois qu'il m'est permis d'affirmer, que dans le cas où un Anglois se trouveroit obligé d'opter entre les unes & les autres, il feroit beaucoup mieux d'abandonner la connoissance des Loix Romaines que celles des Loix instituées par sa Nation. Car je crois pouvoir soutenir qu'on ne peut révoquer en doute que la connoissance des Loix du Corps de Société, dans lequel on vit, est ce qui met le comble à l'éducation des personnes de tous états. J'oserois même ajouter, que c'est la plus utile & la plus essentielle, & j'en ai pour garant l'ancienne Rome : puisque Cicéron nous apprend que les enfans mâles, dans l'âge d'adolescence, étoient obligés d'apprendre par cœur les douze tables de la Loi, comme étant *carmen necessarium*,

ou une leçon indispensable pour imprimer de bonne heure dans leur mémoire, la connoissance des Loix de leur pays.

Mais attendu que le long & ancien abandonnement de cette étude en Angleterre, paroît, à certains égards, mettre en question l'évidence de cette assertion ; notre première attention dans ce discours sera de démontrer l'utilité de quelque connoissance générale des Loix municipales du pays, en faisant observer l'usage particulier dont elles peuvent être, dans les circonstances les plus importantes de la vie. Delà nous hasarderons quelques conjectures sur les causes de la négligence apportée à cette étude, auxquelles je joindrai quelques réflexions propres à en faire revivre ou à en ranimer le goût dans nos Universités.

Premièrement, pour démontrer l'utilité d'acquérir quelque connoissance des Loix du pays, réfléchissons un moment sur la Constitution singulièrement politique de ce même pays, qui est gouverné par le système de Loix dont il s'agit.

Dans un Royaume, le seul peut-être dans l'Univers, où la liberté civile est l'unique point de vue, & le but final de la constitution ; cette liberté, bien entendue, consiste dans le pouvoir de faire tout ce que la Loi permet. Ce qui pourtant ne sauroit être effectué que par une soumission générale de tous les ordres,

états & conditions à ces regles des actions, par le moyen desquelles les moindres des individus sont mis à l'abri des insultes des grands. D'où il résulte que tous les sujets sont intéressés à la conservation de ces Loix, & que chaque homme est en quelque façon nécessité d'avoir quelque connoissance de celles qui le concernent immédiatement, soit pour ne pas encourir le blâme de vivre dans une société aux Loix de laquelle il est soumis, sans les connoître, soit pour n'être pas exposé aux inconvéniens qui en résulteroient. Cette observation doit suffire pour les personnes de condition inférieure, qui n'ont ni le temps ni la capacité de porter leurs vues au-delà de la sphere dans laquelle elles sont destinées à se mouvoir. Mais celles à qui la nature & la fortune ont accordé plus de talens & de loirs, ne sauroient être aisément excusées. Car ces avantages ne leur sont donnés que pour en faire usage, non-seulement pour leur profit particulier, mais encore pour celui du public. Ajoutons à ceci, qu'elles ne peuvent, dans aucun cas, ni dans aucune situation de la vie, remplir en quelque sorte leurs devoirs, soit relativement à elles-mêmes, soit relativement au public, sans avoir acquis quelque connoissance des Loix. Pour donner à ceci plus d'évidence, entrons dans quelques détails.

Commençons par nos Gentilshommes, dont les terres & les fortunes sont indépendantes, comme étant le corps le plus utile & le plus considérable de la Nation. M. Locke, en les supposant ignorans sur cette matiere, traite cette ignorance d'étrange absurdité. C'est la propriété de leurs Domaines, avec cette longue & volumineuse suite d'ancêtres, de mutations, de substitutions, d'hypotheques & de douaires, qui forment les objets les plus compliqués & les plus étendus des connoissances légales. La nécessité de les comprendre, ou de les posséder toutes jusqu'aux distinctions les plus minucieuses, seroit sans doute une tâche trop laborieuse & trop pénible pour tout autre que pour un Jurisconsulte de profession. Mais la connoissance de quelques-uns des articles capitaux & relatifs à leurs domaines & à leurs droits, ne peut que leur fournir des lumieres suffisantes pour se préserver tout au moins d'être grossièrement trompés.

D'ailleurs la police de toutes les Loix a établi des formes & les a rendues nécessaires, sur-tout en matiere de testamens. L'ignorance de ces formalités peut être d'une dangereuse conséquence pour ceux qui, par choix ou par nécessité, rédigent leurs testamens sans une assistance *technicale*: c'est-à-dire, en François, par celle d'une personne instruite des formalités. Celles qui ont le plus suivi le Barreau,

sont les meilleurs témoins des confusions & des malheurs que ce défaut d'instruction a occasionné dans un grand nombre de familles, ainsi que de la difficulté de pouvoir discerner les vraies intentions d'un testateur. Eh ! combien n'en pourroit-on pas citer d'exemples ! Que d'héritiers auxquels n'avoient jamais pensé des testateurs, pour avoir oublié un ou deux mots prescrits par la forme, pour asseoir précisément le véritable sens dans lequel ils avoient fait leurs testamens en présence de moins de témoins que la Loi n'en requiert !

Mais passons d'une affaire privée à une autre de plus grande importance. Toutes les personnes riches ou aisées sont, eu égard à leurs propriétés, exposées ou assujetties à être nommées pour discuter des droits, évaluer des offenses, peser des accusations, & souvent forcées par serment de décider de la vie de leurs concitoyens en qualité de Jurés ; & cela sur des questions de la dernière importance, & dont la solution exige la connoissance des Loix. Quel ne doit pas être leur embarras, lorsque le fait est, ainsi qu'il arrive souvent, intimement dénaturé, tronqué, masqué, ou si compliqué avec la Loi, que l'incapacité de nos meilleurs Jurés avilit leur autorité, en donnant matière aux Juges d'étendre la leur jusqu'au point de contrôler, de refondre &

même d'anéantir leur *Verdict* (*), au-delà peut-être de l'intention de notre Constitution !

Mais ce n'est pas en qualité de Juré seulement qu'un Gentilhomme Anglois peut être appelé pour déterminer des questions de droit & distribuer la justice à ses concitoyens. C'est principalement en qualité de Juge-de-paix. C'est là, c'est dans l'exercice de ces fonctions, qu'ils ont un vaste champ ouvert pour exercer leurs talens, en maintenant le bon ordre dans leur voisinage, en punissant les gens dissolus & les fainéans, en protégeant les gens tranquilles & industrieux, & sur-tout en apaisant de légers différens entre les particuliers, & en prévenant des poursuites vexatoires. Mais pour être capable d'atteindre à un but si louable, il est très-important qu'un Magistrat soit instruit, & qu'il entende sa besogne. La bonne volonté, ni l'autorité ne sont pas suffisantes, si les lumières & les connoissances manquent, lorsqu'il s'agit d'administrer une justice légale & effective : car, si le Juge abuse de son autorité, soit par passion, soit par ignorance, il devient l'objet du mépris de ses inférieurs, & s'expose à la censure de ceux à qui il doit compte de sa conduite.

D'ailleurs, la plupart de ceux qui ont des

(*) Rapport.

propriétés considérables, & desirer, ou peuvent desirer de parvenir un jour à se voir Membres du Parlement, ou Représentans pour leur Comté, sont très-intéressés pour parvenir à un poste de cette importance, à en connoître tous les devoirs. Cette distinction honorable d'être choisis par leurs concitoyens n'est pas uniquement accordée pour honorer leurs personnes, pour ajouter à leurs prérogatives ainsi qu'à celles de leurs domaines & de leurs protégés, pour voter pour ou contre une administration populaire, & se rendre agréables à la Nation ; mais pour être en effet les gardiens de la Constitution Angloise, les auteurs, les abrogeurs & les interpretes des Loix du Royaume ; pour veiller, contrôler & détourner les innovations dangereuses ; pour proposer, adopter & chérir toute amélioration solide & bien pesée ; pour ne jamais oublier enfin qu'ils sont tenus par la nature, par l'honneur & par la religion, de transmettre à leur postérité la constitution perfectionnée de ses Loix, ou du moins sans qu'elle ait souffert aucune altération. Il seroit donc fort mal à un Membre de la Législation de voter pour ou contre une nouvelle Loi, s'il ignoroit totalement les anciennes. Quelle interprétation peut donner au texte d'une Loi, celui qui est étranger à l'esprit de la Loi même ?

Il est en vérité bien surprenant qu'il n'y ait

aucun état dans la vie , aucun art , aucune science ou occupation , dans lesquels il ne soit requis quelques méthodes d'instruction , & que la Législation , qui est la plus noble & la plus difficile , soit la seule qui soit exceptée ! Presque tous les arts , soit de commerce , soit de mécanique , exigent un apprentissage : un long cours d'études & beaucoup de lecture , doit former un Ecclésiastique , un Physicien , & celui qui pratique le Barreau ; tandis que tout homme d'une fortune supérieure se croit lui-même un Législateur né ! Cicéron cependant étoit d'un sentiment bien différent : *Il est nécessaire & très-important*, dit-il, *pour un Sénateur, qu'il soit parfaitement instruit de la Constitution de son pays.* Il ajoute , de plus , que cette instruction exige des lumières & des connoissances de la plus grande étendue ; & que c'est une science d'activité & de réflexion , sans lesquelles il n'est pas possible qu'un Sénateur puisse bien remplir son office.

Les inconvéniens & les malheurs qui ont résultés pour le public des altérations inconsidérées de nos Loix , sont trop connus pour être rapportés & mis en question. Mais ce qui mérite toute l'attention du public , c'est que c'est à l'éducation défectueuse des Sénateurs que l'on doit attribuer l'excès des abus qui en ont été la suite. La Loi commune d'Angleterre

a eu le même sort que celui de ces vénérables édifices de l'antiquité, que des ouvriers violens & sans expérience ont hasardé de redresser ou de rectifier, en partant du goût ou des idées modernes. C'est la raison pour laquelle les symétries sont détruites, les proportions rendues informes, & le simple majestueux surchargé d'embellissemens spécieux, nouveaux & fantastiques. Disons la vérité; la plupart des questions perplexes, la plupart de ces observations pointilleuses, subtiles & recherchées, qui ont quelquefois confondu les Anglois, ainsi que leurs Cours de Justice, ne doivent leur origine qu'aux innovations qui ont été faites par des actes du Parlement, dont la Nation est accablée, ainsi que le dit formellement le Chevalier Coke, & non pas à la Loi même. Toutes ces corrections & additions ont été souvent brochées & rédigées par des hommes sans, ou avec peu de connoissance & de jugement, eu égard aux Loix. Ce grand & excellent Juge (le Chevalier Coke) déclare qu'il n'a jamais vu pendant tout son exercice, deux questions agitées, qui fussent précisément fondées sur la Loi commune; & il déplore la confusion introduite par les mauvais jugemens & l'ignorance des Législateurs. Il ajoute même, » que si les actes du Parlement eussent été tra- » cés uniquement par ceux qui savoient ce que » la Loi commune étoit, avant que de faire des

» actes sur cette matiere & sur les Statuts exis-
» tans, lesquels pourvoyoient aux moyens de re-
» médier aux défauts qui pourroient se dé-
» couvrir par l'expérience; il se seroit élevé peu
» de questions sur la Loi, & les Savans ne se
» seroient pas si souvent tourmenté l'esprit pour
» en construire de nouvelles, avec des ter-
» mes vagues, souvent vuides de sens, &c. »
Or, si ces inconvéniens ont été si vivement
sentis & apperçus dès le regne d'Elisabeth,
combien le mal ne s'est-il pas accru dans ces
derniers temps, puisque le livre des Statuts
est dix fois plus volumineux qu'il n'étoit alors!
A moins qu'on ne prouve que les Auteurs de
nos Statuts modernes aient été successivement
mieux instruits du véritable esprit & de la
vraie jurisprudence de la Loi commune.

Ce qu'on vient de dire à l'égard des Gen-
tilshommes en général, & de l'application qu'ils
doivent apporter à l'étude des Loix de leur
pays, doit avoir encore plus de force à l'égard
de la haute Noblesse du Royaume, à l'excepti-
on seulement de l'article du service, comme
Jurés. Mais quoiqu'affranchis de cet assujettisse-
ment, ils ont de bien plus grands devoirs à rem-
plir dans les Provinces particulieres; où non-
seulement ils sont par leur naissance Conseillers
héréditaires du Roi, & Juges nés de la vie de
leurs confreres, mais aussi les arbitres des pro-
priétés de leurs concitoyens, en dernier ressort.

C'est dans ces circonstances où ils sont tenus de décider, suivant leur capacité judiciaire, les points les plus critiques de la Loi; d'examiner & de rectifier les erreurs qui ont échappées aux sages les plus expérimentés de la profession, ainsi qu'aux grands Juges de la Cour de Westminster; que leur sentence enfin est finale, décisive & irrévocable; qu'elle n'est sujette ni à l'appel, ni à la correction, ni même à la révision; & que quelque soit leur arrêt, les Cours de Justice inférieures sont obligées de s'y conformer, sans quoi la règle des propriétés ne seroit pas long-temps uniforme ni stable.

Si un Juge de la juridiction la plus subordonnée étoit en défaut sur la connoissance des Loix, il ne pourroit manquer de s'attirer le mépris général, ainsi que la disgrâce de celui qui l'auroit mis en place; & cependant les conséquences de son ignorance sont légères en comparaison des autres; puisque ses jugemens peuvent être examinés & ses erreurs rectifiées par d'autres Tribunaux. Mais combien sont sérieux & capitaux ceux d'un Juge supérieur, si, sans aucune instruction ni connoissance de la Loi, il hasarde témérairement de décider la question de laquelle dépend toute la fortune, & même l'existence d'une famille entière! Où son jugement, juste ou non, est lâché au hazard; & où, si ce même hazard est contre lui, il offense la nature, & se trouve l'auteur d'un mal sans remède!

Quelque étendue cependant que soit cette confiance, elle ne peut être placée dans de plus nobles mains. Et si notre excellente Constitution en a ainsi disposé, c'est qu'en partant de l'indépendance de leur fortune, & de la dignité de leur état, elle a présumé (& cette présomption en est la conséquence) que le loisir de ceux qui en jouissent, seroit sérieusement employé à acquérir les connoissances les plus étendues sur les Loix, & avec plus de soin & d'attention que ne feroient des personnes d'un rang inférieur.

Si les fondateurs de notre forme de gouvernement se sont reposés sur cette délicatesse de sentiment, attachée à une naissance illustre; ils étoient persuadés que d'un côté c'étoit le moyen le plus assuré de les induire à juger sans acception des personnes, & conformément à la Loi; & de l'autre qu'elle lioit les Pairs, par le point d'honneur, (obligation que la Loi envisage égale à celle du serment!) de se rendre savans dans les matieres dont la décision est de droit attachée à leur naissance.

Citons ici un trait de l'Histoire Romaine, très-applicable dans cette occasion. Servius-Sulpicius, de l'ordre des Patriciens, & Orateur célèbre, fut un jour dans le cas de prendre l'opinion de Quintus-Mutius-Scevola, l'oracle
des

des Loix Romaines ; mais par le défaut de connoissance de cette science , il ne put pas même entendre les termes techniques dont son ami fit usage pour lui expliquer son sentiment. Sur quoi Mutius-Scevola ne put s'empêcher de lui faire ce reproche mémorable : » N'est-il pas honteux , lui dit-il , pour un Patricien , de ne point comprendre une Loi qui le concerne si particulièrement ? » Et ce reproche fit une si profonde impression sur Sulpicius , qu'il s'appliqua depuis à cette étude , & qu'il y fit de si grands progrès qu'il a laissé à sa mort environ 180 volumes de sa composition sur cette matiere , & que suivant Cicéron , il passe pour avoir été depuis plus savant Jurisconsulte que n'étoit Scevola même.

Mais quoique Sulpicius ait été à la fois excellent Orateur , ferme , zélé Patriote & Sénateur infatigable , je ne prétends pas recommander à la Noblesse Angloise , ni au corps des autres étudians , de devenir aussi grands Jurisconsultes que lui ; mais j'infere de ce trait d'histoire , que l'ignorance des Loix de son pays a toujours été déshonorante pour ceux à qui on en a confié la manutention , l'administration & l'amélioration ; & je crois inutile d'insister plus long-temps sur cet objet. Heureux , en établissant la regle , de pouvoir en produire des exemples ! Permettez donc que vos

Professeurs ayent la satisfaction publique & particuliere de témoigner que, dès l'enfance de leurs études parmi vous, ils ont été favorisés de beaucoup d'égards & d'une application infatigable de la part des personnes les plus distinguées par leur naissance & par leurs possessions ; puisqu'actuellement quelques-unes d'entre elles font encore l'ornement de cette Université, & que d'autres font honneur à son institution, soit en comparant notre forme de gouvernement & de nos Loix avec celles des Royaumes étrangers, soit en exerçant leurs talens distingués dans le Conseil de la Nation.

La connoissance des Loix n'est pas moins utile aux personnes d'un rang inférieur, surtout à celles qui font profession des Sciences, & principalement au Clergé ; car indépendamment des devoirs communs auxquels ils doivent se conformer, relativement à leur rang & à leur fortune, ils sont encore intéressés, en qualité d'Ecclésiastiques, à acquérir la connoissance de celles, qui sont particulièrement propres à leur état. Telles sont les Loix relatives aux bénéfices, aux institutions, *inductions*, à la simonie, aux contrats simoniaux, à l'uniformité, à la résidence, à la pluralité des bénéfices, aux dimes, & autres droits de l'Eglise ; au mariage, (& sur-tout depuis peu) & à quantité d'autres sujets confiés à leurs

soins par les Statuts particuliers. Il est donc important pour eux qu'ils entendent ou sachent ce qui est de droit, ou légal, ou enjoint, & ce qui est défendu par la Loi, &c. connoissances qu'ils ne peuvent acquérir que par un usage familier des bons Ecrivains sur cette matiere.

A l'égard de Messieurs de la Faculté de Physique, j'avoue que je ne vois aucune raison spéciale pour qu'ils s'appliquent à l'étude des Loix ; à moins qu'ils ne veuillent joindre l'étendue de leurs lumières sur cet objet, à celles de leur profession. Ils me permettront cependant de dire, que cette étude pourroit être fréquemment utile aux familles de leurs malades, en certains cas pressans, sur-tout lorsqu'il s'agit de testamens & de dernieres volontés ; puisqu'un Médecin est alors d'un grand secours, ne fut-ce que pour la forme de l'exécution de l'acte.

Mais ceux qui se proposent de professer les Loix ecclésiastiques & civiles dans les Cours spirituelles ou maritimes du Royaume, sont indispensablement obligés de s'appliquer à l'étude des Loix municipales ; car les Loix civiles & canoniques, considérées relativement à une obligation intrinsèque, n'ont ni force ni autorité dans ce Royaume, & ne lient pas plus en Angleterre, que nos Loix ne lient à Rome.

Mais attendu que ces Loix étrangères , par rapport à certains cas particuliers , ont été adoptées par nos Loix , il est nécessaire de les connoître , parce que leur autorité est du moins fondée sur cette adoption. Nous ne pouvons même sur cet article être taxés de singularité : car même en Hollande , où les Loix Impériales sont fort cultivées , & leurs décisions très-souvent suivies , M. Van Leewen nous apprend qu'elles reçoivent leur force de la coutume & du consentement que le peuple y donne tacitement ou expressement. Car autrement , ajoute-t-il , nous ne serions pas plus liés par ces Loix , que nous ne le sommes par celles des Germains , des Francs , des Goths , des Vandales , & autres anciennes Nations. C'est pourquoi , dans tous les points où les systèmes se trouvent différens les uns des autres , les Loix des pays prennent la place de celles de Rome , soit ancienne ou moderne , soit Impériale ou Pontificale. Et dans ceux de nos Tribunaux d'Angleterre , où les Loix civiles & canoniques sont admises ou reçues avec exception ; si elles excèdent les bornes de ces exceptions , en les étendant jusques sur d'autres objets que sur ceux qui sont permis : ou si les Cours procedent conformément aux décisions de ces mêmes Loix , dans les cas où elles soient contrôlées ou contredites par celles du pays ; la Loi commune peut prohiber & an-

nuller leur procédure. Il ne leur suffira même point d'alléguer à la Cour du Roi, à Westminster, que leur procédure est relative à celle prescrite par les Loix de Justinien & de Grégoire; qu'elle est conforme au Décret de la Rotte ou de la Chambre Impériale; elle n'en fera pas moins rejetée. C'est par cette raison qu'il est très-important, pour tout Légiste civil ou canonique, d'agir avec beaucoup de précaution en qualité de juge, & avec prudence en qualité d'avocat, pour bien connoître dans quel cas & jusqu'à quel point les Loix Angloises ont donné quelque fonction aux Loix Romaines; de savoir sur quels articles celles-ci ont été rejetées, & comment celles qu'on a adoptées, sont entremêlées avec les Loix communes d'Angleterre, par forme de supplément, & distinguées par les titres de Loi pour la Marine du Roi, pour le Militaire, & pour la Canonique du Roi. Il y a même plus d'un siècle que l'Université d'Oxford donne si bien toute son attention à l'examen de cette matiere, qu'elle ordonne dans ses Statuts que l'une des trois questions qui doivent être annuellement discutées dans l'acte des *Juris Interceptores*, soit relative à la commune Loi; en partant de cette raison : *Quia Juris civilis studiosos decet haud imperitos esse Juris municipalis, & differentias exteri patriique Juris notas habere*, & que les

Statuts de l'Université de Cambridge s'expriment absolument de même.

En partant de ces principes, il est aisé de sentir toute l'utilité de la présente & nouvelle institution; puisque les personnes de tous rangs & de tous états, pourront y venir puiser la connoissance de la Loi commune du pays comme à la source la plus pure. Mais pour savoir comment l'idée d'un pareil établissement n'a point été plutôt conçue par l'Université, & la raison pour laquelle l'étude de nos Loix étoit généralement tombée & hors d'usage; je commencerai par procéder à l'examen du panégyrique qu'a écrit le Chevalier Jean Fortescue, en faveur des Loix d'Angleterre, sous le regne d'Henri VI.

Ce Chevalier, exhortant le jeune Prince à s'occuper de cette branche de Science, fut étonné de l'entendre lui demander : pourquoi les Loix d'Angleterre, qui sont si bonnes, si utiles & si commodés, n'étoient point enseignées dans les Universités, comme l'étoient les civiles & les canoniques? A quoi il répondit, je crois, très-faiblement, & d'une manière peu satisfaisante, en disant : » Que comme l'on procède doit alors dans la commune Loi en Anglois, » en Latin & en François; & que cette Science » devant nécessairement être enseignée dans ces » trois langues; tandis que dans les Universi-

» rés les autres Sciences étoient enseignées
 » en Latin seulement ; il concluoit que cette
 » Science ne pouvoit être commodément ensei-
 » gnée ni étudiée dans ces mêmes Universités."

Mais, sans vouloir entreprendre d'examiner sérieusement la validité de cette raison, qui tombe à la seule vue de vos dernières constitutions pleines de sagesse ; peut-être en trouverons-nous une meilleure, ou tout au moins plus plausible, que celle que ce savant Chancelier donnoit à son Royal Pupile.

Cette ancienne collection de maximes & de coutumes non écrites, que l'on appelle Loi commune, de quelque manière qu'elle ait été composée, ou de quelque source qu'elle soit venue, subsistoit dans le Royaume depuis un temps immémorial ; &, quoiqu'altérée & déguisée par l'outrage des temps, avoit néanmoins survécu au choc qu'elle dut recevoir de la conquête des Normands. Elle en devint même d'autant plus chère au peuple, que ses décisions étoient universellement connues, qu'on la trouvoit excellemment adaptée au génie de la Nation Angloise, & que d'ailleurs la connoissance des Loix étoit une partie considérable de la littérature de ces siècles d'ignorance. On l'enseignoit pour lors, dit M. Selden, dans les monasteres, dans les Universités & dans les familles de la principale Noblesse. Le Clergé spécialement qui,

à l'imitation des Druides ses prédécesseurs, s'étoit emparé de presque toutes les Sciences, étoit particulièrement remarquable dans ses progrès, eu égard à l'étude des Loix : *nullus Clericus nisi causidicus*, est même le caractère qui leur fut donné par Guillaume de Malmshury, peu après la conquête. Conséquemment il étoit d'usage de prendre les Juges dans les Ordres sacrés, ainsi que vraisemblablement cela se pratiquoit parmi les Normands ; & tous les offices inférieurs étoient remplis par le bas Clergé, d'où leurs successeurs ont été & sont encore nommés *Clercs*.

La Loi commune d'Angleterre n'étant point écrite, mais seulement connue par la tradition & par l'usage, n'étoit point du goût du Clergé étranger, qui vint en foule en Angleterre du temps du *Conquérant* & de ses deux fils ; & d'autant plus qu'ils ignoroient également notre constitution & notre langage. Un événement qui arriva peu de temps après, pensa même occasionner sa ruine totale. On découvrit à Amalfi une copie du Code Justinien ; & ce Code introduisit très - promptement les Loix civiles dans tout l'occident de l'Europe, où il étoit en quelque façon oublié, quoiqu'il fût resté en Italie, quelques traces de son autorité, ainsi que dans les Provinces orientales de l'Empire. Ce Code fut adopté d'une façon particulière par

le Clergé Romain, qui en emprunta la méthode & beaucoup de maximes pour ses Loix canoniques. L'étude de ce même Code fut alors introduite dans plusieurs Universités étrangères, principalement dans celle de Bologne, où l'on en donna des leçons comme des autres branches des Sciences. Plusieurs Nations du Continent, qui commençoient à se remettre des convulsions que le renversement de l'Empire Romain avoit occasionnées, & qui s'étoient insensiblement établies une forme de gouvernement tranquille, adopterent les Loix civiles comme le meilleur système écrit alors existant, & en firent la base de leurs différentes constitutions; ils les entremêlerent même avec leurs coutumes féodales, en leur accordant les uns plus, les autres moins d'autorité.

Ces adoptions du Continent précéderent de beaucoup l'époque de leur introduction en Angleterre; car Théobald, Abbé Normand, fort attaché à cette étude du Code Justinien, ayant été élu Archevêque de Cantorberi, amena à sa suite, lorsqu'il passa en Angleterre, plusieurs savans Professeurs en cette matiere, entre autres Robert, surnommé *Vacarius*, qu'il plaça dans l'Université d'Oxford pour les enseigner aux peuples de cette contrée. Mais elles ne furent pas reçues en Angleterre avec la même facilité qu'elles l'avoient été ailleurs; les peuples

étoient trop attachés à leur système aussi doux que raisonnable, & qui subsistoit depuis longtemps. Et si les Moines les reçurent, il n'en fut pas de même des laïques, plus intéressés qu'eux à soutenir leurs anciennes constitutions, & qui avoient déjà éprouvé de cruels effets des innovations Normandes. Le Roi Étienne publia même alors une proclamation qui défendoit l'étude des Loix nouvellement arrivées d'Italie, laquelle fut traitée d'impie par les Moines. Mais quoiqu'elle dût prévenir l'introduction de ces Loix civiles dans nos Tribunaux de Justice, elle n'empêcha pas le Clergé d'en donner des Leçons publiques dans presque tous les Monasteres.

Depuis ce temps, la Nation semble s'être divisée en deux partis : les Evêques & le Clergé, dont plusieurs étoient étrangers, s'appliquoient entièrement à l'étude des Loix civiles & canoniques, qui s'entremêlerent bientôt les unes avec les autres ; & les Nobles & les laïques, qui se tinrent attachés à la commune Loi avec le même acharnement que le Clergé pour les Loix civiles. Ces deux Ordres étoient également jaloux d'objets qu'ils ne connoissoient pas, & chacun d'eux refusoit d'adopter ce que les unes & les autres pouvoient avoir de bon. Cela paroît constaté d'une part, en voyant avec quelle aigreur les Moines se sont déchainés dans

leurs écrits, contre les Loix municipales ; & de l'autre, par la fermeté avec laquelle la Noblesse s'expliqua dans le fameux Parlement de Merton , lorsque les Prélats mettoient tout en usage pour obtenir un acte qui déclarât légitimes les bâtards , dans le cas où les peres & meres vinssent à se marier, dans quelque temps que ce pût être , après leur naissance ; attendu , disoit le Clergé, que la sainte Église (c'est-à-dire les Loix canoniques) déclarent légitimes de pareils enfans. Mais les Comtes & les Barons (disent les rolles du Parlement) répondirent d'une voix unanime, qu'ils ne changeroient point les Loix qui avoient été usitées & approuvées jusqu'alors dans le pays.

Nous trouvons, plus d'un siècle après, que la même querelle se renouvela , par le même esprit de jalousie , & que la Noblesse, comme par une espèce d'inspiration prophétique , déclara que le Royaume d'Angleterre ne se gouverneroit jamais , de l'aveu du Seigneur Roi, ni de celui des Lords du Parlement, par les regles des Loix civiles. On pourroit encore citer plusieurs exemples de ces mêmes contestations entre le Clergé & les laïques.

Tandis que les choses étoient dans cet état, le Clergé, convaincu qu'il étoit impossible de déraciner les Loix municipales, se retira bientôt insensiblement de ces mêmes Cours & des

Tribunaux temporels , au point que dès le commencement du regne d'Henri III , une constitution épiscopale fut publiée , qui défendoit à tous les Ecclésiastiques de paroître en qualité d'Avocats , *in foro seculari*. Aussi ne continuerent-ils pas long-temps d'exercer l'office de juges , ni de prêter le serment qu'il avoit été jugé à propos d'exiger d'eux , lorsqu'ils étoient reçus en charge , quoiqu'ils fussent restés en possession de l'office de Grand-Chancelier , dont le pouvoir juridique étoit alors fort médiocre , & qui par la suite , à mesure que les affaires se multiplièrent , devint beaucoup plus considérable ; & en conséquence disposèrent à leur gré de la procédure de ce Tribunal.

Mais , soit que leur autorité se vit restreinte ou augmentée , ils ne persisterent pas moins avec ardeur dans le desir d'établir les regles des Loix civiles sur les ruines des Loix municipales. Cela paroît d'une évidence sensible & particuliere dans toutes les Cours spirituelles , sous quelque dénomination que ce soit , depuis celle de la Chancellerie des Universités , jusqu'à la Grande Chancellerie mentionnée ci-dessus , où la procédure a toujours été jusqu'à ce jour conforme aux Loix civiles , & dont il n'est guères possible d'apporter une raison tant soit peu tolérable ; à moins de convenir que ces Cours étant toutes sous la direction immédiate

de l'Église Romaine, qui avoit sans cesse pour point de vue l'exclusion de toutes les Loix municipales. Le Pape Innocent IV en avoit même défendu la lecture au Clergé, parce que ses décisions n'étoient pas fondées sur les Constitutions Impériales, mais simplement sur les coutumes particulières & laïques. Ajoutons à ceci que ce fut à-peu-près vers ce temps-là que nos Universités commencèrent à recevoir la forme de la discipline ecclésiastique qu'elles ont encore présentement, qu'elles étoient & ont continué d'être entièrement soumises au Clergé catholique, jusqu'au temps de la réformation, & nous concevrons aisément les vrais motifs de cet attachement aux Loix civiles. Le Chevalier Jean Mafon, premier Chancelier, Protestant de l'Université d'Oxford, quoique laïque, fit connoître pourquoi les Romains s'acharnoient à cette étude particulière des Loix civiles, & dit, que c'est parce qu'ils prétendoient que la Loi commune avoit toujours été regardée par eux à-peu-près comme hérétique.

Depuis la réformation, plusieurs causes ont concouru pour empêcher que les Loix communes ne devinssent une partie de l'éducation académique : 1°. Le long usage que l'habitude avoit adopté, ce qui dans toutes choses, & sur-tout dans les formes des exercices scholastiques, a beaucoup de poids & d'autorité.

1^o. Le mérite réel des Loix civiles, considéré sur le principe de la raison, & non pas sur celui de l'obligation, & dont les Instituteurs de notre jeunesse étoient intimement convaincus, joint à leur ignorance totale du mérite des Loix communes, quoique tout au moins égal à celui des Loix civiles, & qui peut-être même eussent contribué à améliorer les autres. Mais la principale raison qui a empêché l'introduction de cette branche de Science, est que l'étude de ces Loix communes ayant été bannie du temps du catholicisme, étoit tombée dans une école toute différente, & avoit été jusqu'à présent cultivée ailleurs. Mais attendu que cette longue habitude de rester dans l'ignorance des Loix du pays, commence à être envisagée comme déraisonnable, & qu'en même temps le mérite de ces Loix sera probablement mieux & plus généralement connu par la suite; nous espérons que la méthode de les étudier reprendra bientôt son ancien cours; ou tout au moins que la fondation faite pour enseigner cette Science, sera établie dans les deux Universités, sans rester plus long-temps dans l'école où elle a été exclusivement confinée, dans les temps que je viens de décrire.

L'étude de cette Science étant donc abandonnée par le Clergé, à l'exception de quelques membres isolés de ce Corps, la pratique

en fut dévolue aux laïques, qui de leur côté avoient de l'aversion pour les Loix civiles, & faisoient trophée de leur ignorance à cet égard. Mais comme l'avantage des Sciences étoit absolument du côté du Clergé, & qu'à peine enseignoit-on celle des Loix communes dans quelques parties du Royaume, elles eussent été totalement abandonnées & absorbées par les Loix civiles, si, par un événement particulier, qui arriva dans un temps très-critique, elles n'eussent pas été protégées.

Ce fut lorsqu'il fut question d'établir un lieu fixe pour la Cour des *Plaid-communs*, Tribunal suprême de la propriété, afin que ce siege de justice ordinaire devînt permanent & connu de toute la Nation. Car ci-devant il étoit tenu, ainsi que toutes les autres Cours supérieures, dans l'*Aula Regis* (le Palais où le Roi faisoit sa résidence) & il suivoit le Roi par-tout où il alloit. Mais attendu que cette mobilité occasionnoit des inconvéniens pénibles & à charge aux plaideurs; il fut inséré dans la grande Charte des libertés accordées par les Rois Jean & Henri III, qu'à l'avenir cette Cour de plaids communs ne suivroit plus le Roi, mais seroit placée dans un certain endroit; & depuis ce temps elle s'est toujours tenue à Westminster, excepté pendant les temps de peste : ce qui a rassemblé les Professeurs

des Loix municipales, qui étoient auparavant dispersés dans le Royaume, & en a formé un Corps complet. Dès lors il s'est établi une société de gens (ainsi que l'observe Spelman) qui se sont entièrement appliqués à l'étude des Loix du pays, & qui ne les ont plus considérées comme une Science faite pour amuser des momens de loisir, mais qui l'ont portée à sa perfection, sous les auspices du Justinien Anglois, Édouard I.

En conséquence de cette heureuse réunion, ce Tribunal s'est formé dans une espèce d'ordre collégial; lequel, se voyant exclu d'Oxford & de Cambridge, jugea nécessaire de se former en corps d'Université particulière, & parvint à acquérir, en différens temps, plusieurs maisons en propre (que l'on nomme présentement les Hôtelleries, ou Auberges de la Cour de la Chancellerie, *Inns off Court and Chancery*) entre la ville de Westminster, où le Roi tient sa Cour, & la Cité de Londres: pour que d'une part, l'accès y devint plus facile, & que de l'autre on y put trouver abondamment les denrées & provisions nécessaires. C'est là où se donnerent les leçons, & où les degrés en commune Loi furent enfin conférés, ainsi qu'on les confère dans les Universités canoniques & civiles. Ces degrés étoient ceux de *Barrister*, (homme qui suit le Barreau)

reau) que l'on nommoit *apprentif*, du mot François *apprendre*, & qui répond à celui de Bachelier, ainsi que celui de *Sergent à Loi*, *Serviens ad Legem*, répond à celui de Docteur.

La Couronne alors paroît n'avoir pas tardé à prendre sous sa protection ce Séminaire naissant de la Loi commune; Henri III, à l'effet de le soutenir & l'entretenir, donna dans la neuvième année de son règne, un ordre direct au Lord-Maire & aux Schérifs de Londres, portant défense d'établir, à l'avenir dans la Cité, aucun Régent ni école pour enseigner les Loix communes; dans la vue de rassembler tous ceux qui s'y appliquoient dans l'établissement de cette nouvelle Université, fondé dans le fauxbourg. M. Selden prétend même, qu'il y fut défendu d'enseigner les Loix civiles; & que ce fut pour rendre le réciproque au Clergé, qui avoit exclu de ses collèges l'instruction des Loix communes. Tel fut aussi le sentiment du Chevalier Colle.

Cette Université juridique, suivant ce que disent Fortescue & Colle, avoit deux sortes de maisons collégiales, les unes appellées *Auberges de la Chancellerie*, dans lesquelles étoient placés les jeunes étudiants, & les autres *Auberges de la Cour*, (*Inns Court*) dans lesquelles ils étoient admis à mesure qu'ils faisoient des

progrès, & que leur jugement se formoit. Les Chevaliers, les Barons & autres grands Nobles du Royaume, y plaçoient leurs enfans, quoique leur dessein ne fût pas de les rendre assez savans dans la science de cette Loi, pour la pratiquer, ni pour qu'ils fussent en état de pourvoir eux-mêmes à leur entretien. Le Chevalier Fortescue dit en outre, qu'il y avoit alors environ deux mille étudians dans les différentes Auberges, lesquels étoient tous *filii Nobilium*, ou nés Gentilshommes. D'où il paroît évident que nos Universités (quoique sous l'influence des Moines) négligeoient l'étude de cette Science. Cependant dans le temps d'Henri VI, elle étoit jugée si nécessaire & si importante, que la jeune Noblesse, ainsi que les autres écoliers s'instruisoient des élémens de cette Loi; mais par degrés, & insensiblement cet usage est tombé en désuétude; au point que sous le règne d'Elisabeth, le Chevalier Édouard Colle ne comptoit même pas au-delà de mille étudians, & que depuis le nombre en est considérablement diminué; ce qui ne peut être attribué, 1°. qu'à ce que les Auberges de la Chancellerie ne sont presque plus remplies que par les branches inférieures de la profession; & qu'elles ne sont ni assez commodés ni assez propres pour les personnes un peu distinguées. 2°. Parce que toute espece de Régime & de

Surintendance, tant sur ce qui concerne les études que les mœurs, y sont regardés comme impraticables, & que par conséquent ces deux articles essentiels y sont absolument négligés. 3°. Et enfin parce que les personnes de naissance & de fortune, après avoir fini le cours ordinaire des études dans les Universités, ont rarement le loisir, ou assez de résolution pour s'appliquer à un nouveau système d'étude dans un autre College institué pour cet effet; en sorte que peu d'entre elles fréquentent les Aùberges de cette Cour, & qu'on n'y voit que ceux pour qui la connoissance de la pratique, est absolument nécessaire, j'entends ceux qui se destinent à la profession de praticien: les autres sont dans l'usage de se retirer dans leurs terres, ou de voyager dans les pays étrangers, ou d'entrer dans les emplois publics sans aucune espèce de connoissance des Loix du pays.

Il faut donc avouer que nos Universités sont ce que nous avons de plus convenable & de plus propre à procurer avec succès, cette espèce de science aux personnes de quelque condition que ce puisse être. Tout Gentilhomme peut y vivre avec ceux de même naissance; leur conduite, ainsi que leurs études, sont soumises à des regles & à une discipline si sages & si convenables à des personnes bien nées, qu'ils semblent, en s'y assujettissant,

suivre plutôt leur inclination que leur devoir. Ils ne sont pas même dans le cas d'appréhender que cette étude soit assez pénible pour les priver de leurs amusemens, pour les empêcher de veiller au bien de leurs propres affaires, de remplir les devoirs de l'amitié, & (ce qui est plus noble encore) de ceux dont ils sont comptables à leur patrie. Cette étude, en un mot, va, pour ainsi dire, de pair avec les autres, & loin de nuire à aucune d'elles, les fortifie encore & y ajoute un nouvel ornement.

S'il se trouvoit pourtant encore quelques personnes assez entichées des idées monastiques, pour douter que cette étude particulière soit aussi utile que vraiment académique; je craindrois fort, ou qu'elles eussent peu réfléchi sur la constitution de nos Universités, ou qu'elles n'en eussent pas conçu des idées assez justes. Ce seroit en effet en augurer très-mal, que d'imaginer qu'elles ne fussent propres qu'à deux sortes d'instructions savantes, & uniquement bornées à ces deux objets.

Nous pouvons pourtant dire à la louange de ce siècle, qu'on a enfin conçu des idées plus nobles & plus élevées de ce qu'on a droit d'attendre d'elles. Tout ce qui peut, indépendamment de la Science, servir à compléter l'éducation des écoliers de toute qualité, a été l'objet des soins & des attentions de nos géné-

reux Patrons & Protecteurs ; & l'Université même a concourru à un but si louable, en ajoutant très-sagement, à son ancien plan d'éducation, tout ce qui pouvoit concourir à la rendre complete : moyennant quoi je pourrois sans crainte affirmer qu'il n'y a rien dans ces instructions qui ne soit convenable à une personne bien née, quand même certaines parties pourroient ne lui être pas absolument utiles.

Mais qu'une science, qui sait distinguer le vrai d'avec le faux, qui enseigne à établir l'un, à prévenir, punir ou rectifier l'autre ; dont la théorie emploie les facultés les plus nobles de l'ame, & dont la pratique met en action les premières vertus du cœur ; qu'une science aussi universelle dans son usage que dans son extension, combinée, ajustée pour le bien de chaque individu, & qui comprend enfin toute l'institution des Corps politiques, ait été jusqu'ici regardée comme inutile, au point de n'avoir pas cru nécessaire qu'elle fût enseignée dans une Université ; c'est, en vérité, ce dont on ne peut être convaincu qu'avec autant d'étonnement que de regret !

Il est donc plus que temps que cette même Université s'occupe avec soin d'un objet de si grande importance ; & si quelqu'un pouvoit encore douter qu'elle fût effectivement de son

ressort, nous ne lui opposerions ici que le sentiment d'Aristote même, lequel, en parlant des Loix de son propre pays, dit expressément, *que la jurisprudence & la connoissance de ces sortes de Loix, est la principale & la plus parfaite des branches de la morale.* (*)

C'est en partant de cette vérité, que notre généreux bienfaiteur (M. Viner) a dit dans la préface du huitieme volume de ses Abrégés, » qu'après avoir employé plus de cinquante » années à rassembler les matériaux nécessaires » pour rendre plus facile & plus commode les » études seches & arides des Loix du pays; » il en a confié le plan & les moyens à ses judicieux confreres de l'Université, pour qu'ils » pussent être d'une utilité perpétuelle à sa » patrie. " Et la reconnoissance avec laquelle l'Université a reçu un don si précieux, ne peut être mieux prouvée que par le zele avec lequel elle s'est empressée de mettre son plan à exécution.

Il en résulteroit un avantage bien plus considérable pour la science même de la Loi, s'ils étoient encore un peu plus suivis. Des Savans, dans leurs momens de loisir, trouveroient sans doute des expédiens pour en faire exécuter les leçons par des génies assez supé-

(*) Ethic. ad Nicomach. L. 5. CHAP. 3.

rieurs pour en simplifier la méthode , pour en retrancher les superfluités , ainsi que les contrariétés que la révolution de plusieurs siècles font toujours naître dans tout système humain : tâche aussi délicate que pénible , & dont les personnes occupées de toutes autres professions publiques , consentiroient difficilement à se charger. Quant à ce qui touche l'intérêt ou la réputation des Universités mêmes , j'ose risquer de prononcer , que si jamais cette étude parvient à fleurir jusqu'à un certain point , soit à Oxford , soit à Cambridge ; la Noblesse & les autres étudians du Royaume ne raccourciront point le terme de leur résidence pour raison de cette même étude , & n'en concevront point une idée plus désavantageuse de leur éducation. On ne doit pas non plus regarder comme un point de peu d'importance , que lorsque nous travaillons à étendre les objets d'étude des Universités , & en adoptant dans leur enceinte une nouvelle espèce d'étudians , nous ne pouvons manquer d'intéresser au maintien de nos Loix , un Corps aussi puissant & aussi éclairé que nombreux. J'ose même penser qu'il n'est aucun de ceux qui résident dans les Auberges de la Cour , (*Inns of Court*) dans la vue de suivre cette profession , qui puisse mettre en doute qu'il ne soit infiniment plus avantageux d'en prendre les premiers élémens , ainsi que des autres scien-

ces , dans nos savantes Universités ; puisque le Jurisconsulte le plus éclairé ne peut disconvenir que rien n'est plus hasardeux , ni plus décourageant que les premiers pas , qui menent un jeune homme au vestibule (si l'on peut s'exprimer ainsi) de l'étude des Loix.

La jeunesse, en effet, pour ainsi dire, brute encore & sans expérience , se trouve tout-à-coup transplantée, au moment le plus dangereux de la vie , dans le centre de la licence & des plaisirs , sans autre guide , sans autre censeur que celui qu'elle peut trouver en elle-même ; sans personne , en un mot , qui puisse ni la diriger dans sa course , ni lui applanir les obstacles qui embarrassent & arrêtent à chaque pas un candidat.

Il faut que l'écolier opte alors , ou de se séquestrer du monde pour s'enfoncer dans une étude aussi ennuyeuse que rebutante (celle de saisir la théorie des Loix à travers l'indigeste masse d'une science absolument étrangère pour lui) ou de s'assujettir à suivre assiduellement les différentes Cours , pour y attraper insensiblement , & ce qu'on appelle (à la volée) une teinture de théorie & de pratique , qui puisse le mettre à-peu-près en état de se présenter au public , en qualité de Jurisconsulte ou d'Avocat plaidant.

Après cela , devoit - on s'étonner de voir

si fréquemment tant de tentatives avortées , tant d'étudiants rebutés se livrer totalement au plaisir , & plus souvent encore à la débauche ? Ainsi que d'en voir d'autres , avec les lumieres les plus bornées , se livrer aux cliens qu'ils abusent , & n'être pas plus éclairés pendant le restant de leur vie ?

Le défaut évident d'assistance , nécessaire pour l'intelligence du Rudiment de la science des Loix , a donné l'être à la Pratique qui , si par malheur elle étoit devenue plus générale , eût été de la plus pernicieuse conséquence : j'entends celle que quelques personnes exaltent & recommandent avec tant de chaleur , pour fronder l'éducation publique , comme inutile aux écoliers de Droit , pour delà les placer dans l'étude d'un habile Procureur , & les rendre aussi adroits qu'experts dans la partie purement mécanique des affaires.

L'exemple de quelques particuliers , aussi recommandables par leurs lumieres que par leur probité , & qui malgré ce genre d'éducation ont brillé dans les premières places du Barreau , a donné quelque espece de lustre à cette partie , que l'on peut appeller *illibérale* du *sentier* de cette profession , & séduit plusieurs familles peu éclairées : sans faire attention qu'il est des génies faits pour surmonter tous les obstacles ; que les exemples parti-

culiers ne font jamais que confirmer les regles générales ; que ces mêmes personnages enfin ont été les premiers, dans la suite, à s'empres-
ser de procurer à leurs enfans un autre fond d'études plus légales, c'est-à-dire, une éducation régulière & académique. Je pourrois même citer, à ce propos, nombre de ceux qui remplissent maintenant les principaux Tribunaux du Royaume, & qui tous sont sortis de cette Université, si leurs noms étoient moins connus dans cette Assemblée.

En admettant par conséquent une ou deux exceptions brillantes de ce genre, l'expérience peut nous apprendre & même nous prédire, qu'un Avocat élevé ainsi au Barreau, c'est-à-dire, sous les Procureurs & les Solliciteurs, ne tardera jamais à s'appercevoir qu'il a commencé par où il devoit finir ; que si toute sa science consiste dans la pratique, c'est en même temps tout ce qu'il pourra jamais acquérir ; que s'il ignore les élémens & les premiers principes sur lesquels ses regles de pratique sont fondées, les moindres changemens ou variations, qui le dérangeront de sa routine, l'égareront bientôt, au point de lui faire perdre la tête : *ita Lex scripta est*, sera le *nec plus ultra* de ses lumieres ; il ne pourra jamais prétendre à former, ni encore moins se flatter de bien comprendre aucun argument tiré, *à priori*,

du véritable esprit des Loix & des fondemens naturels de la Justice.

D'ailleurs, attendu que peu de personnes bien nées se trouvent disposées à se soumettre à ce qu'exige souvent d'humiliant l'éducation du Barreau ; on ne doit pas s'attendre à les voir un peu fréquemment embrasser ce parti. Et de quelle conséquence ne seroit-il pas de voir l'interprétation & la manutention des Loix (c'est-à-dire, l'entière disposition de nos propriétés, de nos libertés, même de notre vie) tombées entre les mains de gens aussi obscurs que peu lettrés ?

Les inconvéniens qu'on vient de citer ne peuvent être prévenus qu'en établissant que les premiers élémens de l'étude des Loix communes fassent partie de l'éducation académique ; car les Sciences sont sœurs, & fructifient beaucoup mieux étant voisines les unes des autres : nulle d'entre elles ne peut vraiment se perfectionner, qu'en se communiquant & en s'aidant mutuellement. C'est pourquoi celui qui s'adonne à l'étude de nos Loix se forme les sentimens & le style par la lecture & l'imitation des Auteurs classiques, en cultivant entre les Historiens & les Orateurs, ceux qui méritent le plus son attention. S'il fait raisonner avec précision & séparer les argumens vrais d'avec les sophismes par les simples regles de la Lo-

gique; s'il pénètre à travers les systèmes les plus compliqués & les plus abstraits, par l'usage des démonstrations mathématiques; s'il a étendu ses idées sur la nature, & l'art par une méditation réfléchie sur les différentes branches de la vraie Philosophie, sur-tout, de l'expérimentale; s'il a conçu de justes idées des vrais sentimens qu'inspire la nature, uniques fondemens des Loix humaines; si enfin il a vu les maximes, qui en dérivent, réduites en système pratique dans les Loix Romaines; s'il est parvenu, dis-je, à faire en tout, ou même en partie, ce que je viens de proposer, (quoique le tout, à l'aide de nos Professeurs actuels, soit maintenant aisé) un écolier de cette classe peut briller dans l'étude des Loix avec autant d'avantages que de réputation pour l'avenir. J'ajouterai pour conclusion que si, après avoir acquis ces premières connoissances, il peut se résoudre à passer ici une année ou deux de plus, pour les digérer à loisir, & pour réduire les principes de ses travaux futurs, en une méthode aussi aisée que savante, sans aspirer à se jeter trop tôt dans une pratique très-difficile (pour ne pas dire impossible) à bien comprendre de prime-abord; il sera pour lors en état d'exercer sa profession avec beaucoup plus d'aisance, & de résoudre avec autant de précision que de clarté, les questions les plus compliquées.

Je n'insisterai point sur les motifs qui peuvent se tirer des principes de l'économie, & qui ne sont applicables qu'aux particuliers; je ne m'arrête qu'aux généraux. Ainsi je désirerois qu'aux qualités de l'esprit dont je viens de parler, se joignissent celles du cœur ? c'est-à-dire, affection loyale pour le Roi, beaucoup de zèle pour le maintien de la liberté & de la constitution, le sentiment du véritable honneur, joint à ceux que doit inspirer la religion; qualités nécessaires pour former un bon & estimable Jurisconsulte Anglois, en un mot, un Hyde, un Hales, ou un Talbot. Et quoique l'envie & l'ignorance aient pu dire au contraire, il n'est pas moins certain que ces mêmes qualités ne peuvent se rencontrer ni paroître avec plus d'éclat que dans les deux Universités de ce Royaume.

Avant que de finir, on attend sans doute que je mette sous vos yeux un plan général de la méthode que je me propose de suivre, en tâchant de remplir la confiance dont il vous a plu de m'honorer; & je présume que dans ces Leçons solennelles, que vous avez destinées pour l'entrée de chaque terme des études, (peut-être plus pour l'honneur de cette louable Institution, que pour l'instruction particulière des individus) je présume, dis-je, que nous répondrions peut-être mieux à l'attente de notre

Bienfaiteur, & à celle de cette savante Académie, si l'on tentoit quelquefois d'enrichir ces mêmes instructions de pieces détachées des titres de la Loi, comme les plus aisées à entendre, & les plus susceptibles d'ornemens critiques & historiques. En lisant le Cours complet, qui est annuellement confié à mes soins, il me semble pourtant que je devrois suivre nécessairement une méthode plus régulière. Mais jusqu'à ce qu'il en soit proposé une meilleure, je prendrai la liberté de m'arrêter à celle que j'ai déjà soumise au public dans mon *Analyse des Loix*, publiée en 1756. J'employerai donc tous mes soins à simplifier & mettre à la portée de mes auditeurs mes idées sur cette science; & à me rendre, autant qu'il pourra être en moi, intelligible à tous, & avec d'autant plus de raison qu'on ne peut leur supposer l'intelligence de nombre de termes, & même d'idées qu'ils n'auront pas été dans le cas de connaître. Heureux encore, si mes vœux peuvent être remplis!

Permettez cependant que je vous expose, en peu de mots, plutôt ce que j'ai conçu que doit faire un Interprete de l'Esprit des Loix, que ce qui peut à cet égard encore être fait.

Il doit, je crois, considérer d'abord les Loix de son pays comme une carte générale, en remarquer la forme, les adjacens & les li-

mites, les divisions en grand, & les villes principales, sans s'embarraffer des subdivisions minutielles, non plus que de la longitude ou latitude des moindres bourgades ou hameaux. Car, ainsi que l'observe Justinien, si vous commencez par surcharger la foible intelligence de l'écolier d'une multitude de matieres diverses; ou il se dégoûtera bientôt de cette étude, ou il ne la continuera que forcément, pesamment & d'un esprit découragé.

Ces premiers fondemens des Loix doivent être tirés de leurs sources primitives, autant que leur antiquité peut permettre qu'on y remonte : telles que des coutumes des Bretons & des Germains, des Commentaires de César & des Annales de Tacite, des Codes des Nations du Continent du Nord, & spécialement de ceux de nos Princes Saxons, des regles des Loix Romaines, qui nous ont été laissées du temps de Papinien, ou apportées dans notre Isle par Vacarius & ses successeurs; mais sur-tout de ce réservoir inépuisable d'antiquités légales & savantes (la Loi féodale) ou, ainsi que Spelman les intitule, *des Loix des Nations dans notre Sphere Occidentale*. Delà ces premieres notions & ces principes fondamentaux doivent être pesés & comparés avec les préceptes de la Loi de nature, & la pratique ou l'usage des autres pays. Ils

doivent être expliqués par la raison, illustrés par les exemples, & confirmés par des autorités authentiques & jamais suspectes. Leur histoire doit s'en ensuivre avec méthode, leurs changemens & leurs révolutions observées, & la connexité qu'ils ont plus ou moins acquise avec les Loix particulieres du pays, eu égard aux différens changemens de Gouvernement qu'il peut avoir subi.

Un plan de cette nature, exécuté avec soin & habileté, ne peut manquer de procurer aux écoliers de toutes qualités & professions, un établissement aussi utile que raisonnable : sans cependant vouloir insinuer que l'étude des Loix puisse jamais être regardée comme matiere de pur amusement ; puisqu'un très-judicieux Auteur(*) a observé, en pareille occasion : » Que tout » homme qui croira en acquérir la science, » sans y appliquer toute son attention, se trou- » vera extrêmement trompé dans son attente." Disons pourtant que cette attention n'est ni plus grande, ni d'une autre espece que celle qu'exigent les premiers Rudimens, ou souvent d'autres objets d'exercice ou d'amusemens favoris. D'ailleurs cette attention n'est pas également nécessaire dans de certaines occasions pour chaque étudiant,

(*) *Dr. Taylor's pref. to Elem. of Civil. Law.*

diant, à l'égard de quelques branches de la Loi, comme par exemple, le cours de la forme des procès civils, les distinctions subtiles dans les incidens relatifs aux propriétés territoriales qui sont les plus difficiles à entendre parfaitement, & qui sont celles qui méritent le moins d'être bien comprises, à moins qu'on ne se soit déterminé à embrasser la profession d'Avocat. Quant à ceux qui n'ont pas ce dessein, je leur appliquerai ce que Fortescue en a dit, lorsque son Royal Pupille fut déterminé à se livrer à cette étude : » Il n'est » pas nécessaire pour un Gentilhomme d'exa- » miner avec une attention scrupuleuse toutes » les délicatesses minutieuses de la Loi. Il lui » suffit, pour être regardé comme Jurisconsulte, si, instruit par un bon maître, il con- » noît leurs principes, en partant de leurs » premiers élémens. Donc, en très-peu de » temps & avec aussi peu de peine, il peut ac- » quérir la connoissance de celles de son pays, » pour peu qu'il soit déterminé à y accorder » de bonne foi quelque application. Car quoi- » que les connoissances nécessaires à un Juge » puissent à peine être acquises en vingt an- » nées; un homme bien né peut cependant, » avec une intelligence au-dessus de la médio- » cre, en acquérir dans le cours d'une année,

» sans négliger ses autres occupations, une
» teinture suffisante. »

M. Viner n'invite point à profiter de cet établissement, ce peu de personnes (comme je suis en effet persuadé qu'il en est peu) qui ont de fausses idées sur la nature de nos Universités, & qui ne les supposent utiles que pour occuper le loisir d'une jeunesse fougueuse, jusqu'à l'âge de vingt ou vingt & un an, en l'assujettissant aux exercices de l'école. C'est uniquement à cette noble & ingénieuse jeunesse, qui ne se distingue pas moins chez nous par l'éclat de la naissance & par les grandes possessions, que par la régularité de la conduite & l'amour pour les sciences; c'est à elle seule, dis-je, que notre Bienfaiteur a consacré les fruits d'une vie, aussi longue que pénible, à remplir les devoirs de sa charge. Et si mes réflexions se peuvent maintenant allier avec les siennes, je pense qu'il ne pouvoit rendre un plus grand service à sa patrie & à la postérité, que par une institution de ce genre, faite pour instruire la génération naissante dans la sagesse de nos Loix civiles, & leur inspirer le desir de se les rendre assez familières pour se voir encore mieux instruits de la vraie constitution de notre pays.

SECTION II.

DE LA NATURE DES LOIX EN GÉNÉRAL.

LA Loi, dans le sens le plus général & le plus étendu du mot, signifie une regle de l'action & on l'applique indifféremment à tout ce qui en est susceptible, soit animé ou inanimé, raisonnable ou irraisonnable; delà nous disons les Loix du mouvement, de la gravitation, de l'optique & de la mécanique; ainsi que les Loix de la nature & des Nations. Et c'est cette regle d'action qui est toujours prescrite par une puissance supérieure, à laquelle l'inférieure est obligée d'obéir.

Ainsi lorsque l'Être Suprême forma l'univers, & créa la matiere de rien, il lui imprima certains principes dont elle ne peut jamais se départir, & sans lesquels elle cesseroit d'être. Lorsqu'il donna de la mobilité à cette matiere, il établit certaines Loix de mouvement auxquelles tout corps mobile doit se conformer; & pour descendre de la plus grande des opérations jusqu'à une des plus petites; lorsqu'un artiste veut faire une pendule, ou quelque'autre piece de mécanique, il établit à sa volonté certaines Loix arbitraires qui la

dirigent : comme par exemple, à l'aiguille de décrire un espace donné dans un temps fixe. De sorte que tant que l'ouvrage se conforme à cette Loi, il demeure parfait, & remplit le but de l'ouvrier.

Si nous passons de la matiere purement inerte à la vie végétale & animale, nous les verrons également gouvernées par des Loix, plus nombreuses à la vérité, mais également fixes & invariables. Tout le progrès des plantes, tous leurs différens accroissemens & changemens, depuis la semence jusqu'à la fleur, & qui reviennent semence encore ; le mécanisme de la nutrition animale, de la digestion, de la sécrétion, & de toutes les autres branches de l'économie vitale, n'est pas non plus abandonné au hasard, ou à la volonté de la créature, mais est combiné d'une maniere aussi merveilleuse qu'absolue, & guidé par les regles infaillibles qui lui ont été imposées par le Suprême Créateur.

La signification la plus générale de la Loi, est donc une regle de l'action émanée de quelqu'être supérieur ; & toute créature qui n'a ni pensée ni volonté, doit obéir invariablement à cette Loi, car son existence même dépend de cette obéissance. Mais les Loix dans leur sens le moins étendu, & dans lequel nous nous proposons de les considérer, indiquent les re-

gles, non pas de l'action en général, mais de l'action de la vie humaine; c'est - à - dire, les préceptes qui prescrivent à l'homme, le plus noble des êtres sublunaires, de faire usage des facultés de sa raison, & de la volonté libre dont il est doué dans le cours général de sa conduite.

L'homme, considéré comme une créature; étant un être absolument dépendant, doit nécessairement être sujet aux Loix de son Créateur. Un être, indépendant de tout autre, n'a d'autres regles à suivre que celles qu'il se prescrit à lui-même; mais l'état de dépendance oblige inévitablement l'inférieur de suivre la volonté de celui dont il dépend pour la regle de sa conduite; non pas entièrement, à la vérité, mais au moins dans tous les points qui constituent sa dépendance. Ainsi ce principe a plus ou moins d'étendue & d'effet, à proportion que la supériorité de l'un & la dépendance de l'autre sont plus ou moins grandes, absolues ou limitées. Par conséquent, attendu que l'homme dépend absolument, pour toutes choses de son Créateur, il est de nécessité qu'il se conforme en tout à sa volonté.

Cette volonté de son Créateur est appelée la Loi de la nature. Car comme Dieu, lorsqu'il créa la matiere & la doua d'un principe de mobilité, établit certaines regles pour la

direction perpétuelle de ce mouvement ; de même, lorsqu'il créa l'homme & le doua d'une volonté libre pour se conduire dans la vie, il établit certaines Loix immuables pour la nature humaine, par lesquelles sa liberté est en quelque façon réglée & restreinte, en lui laissant néanmoins la faculté de la raison pour sentir & connoître le but & la fin de ces mêmes Loix.

En ne considérant le Créateur que comme un Être d'un pouvoir infini, il pouvoit indubitablement prescrire les Loix qu'il auroit voulu à sa créature, (l'homme) quelques injustes ou quelques sévères qu'elles eussent été. Mais comme la sagesse de cet Être est infinie, il n'imposa que des Loix fondées sur les rapports de la justice qui existoient dans la nature des choses, avant qu'il y eût aucun précepte positif. Telles sont les Loix éternelles & immuables du bien & du mal, auxquelles le Créateur lui-même se conforme dans toutes ses opérations, & qu'il nous a fait connoître par le moyen de la raison humaine, autant qu'elles étoient nécessaires, pour la conduite de nos actions. Tels, entre autres, sont ses principes : *qu'il faut vivre honnêtement, ne faire tort à personne, & rendre à chacun ce qui lui est dû.* C'est même à ces trois préceptes généraux que Justinien a réduit toute la doctrine de la Loi.

Mais si la découverte de ces premiers principes de la Loi de la nature avoit dépendue absolument de l'exercice de la saine raison, & d'un enchaînement de recherches métaphysiques; le genre humain n'ayant pas un motif pour l'animer à en faire la recherche, la majeure partie des hommes se feroit contentée de demeurer dans cette indolence d'esprit, qui est toujours accompagnée de l'ignorance. Ainsi, comme le Créateur est un Être, non-seulement d'un pouvoir & d'une sagesse, mais encore d'une bonté infinie, il lui a plu d'arranger la constitution humaine, de manière que nous n'eussions besoin d'autre aiguillon pour chercher & pour suivre la règle du bien, que notre seul amour-propre, ce principe puissant, & universel de l'action. Car il a tellement lié & entremêlé les Loix de la justice éternelle avec le bonheur de chaque individu, que l'un ne peut être obtenu que par l'observance des autres, & cette observance assure nécessairement le bonheur. En conséquence de cette connexité mutuelle de la justice avec la félicité humaine, le Créateur n'a pas embrouillé la Loi de la nature d'une multitude de préceptes & de règles abstraites, sur ce *qui convient* & sur ce *qui ne convient pas*, comme certains Auteurs l'ont vainement imaginé; mais il a daigné réduire la règle de l'obéissance à ce seul précepte

paternel : » Que chacun doit chercher son propre bonheur. » Tel est le fondement de ce que nous appelons la *Morale*, ou la *Loi naturelle* : car les différens articles sous lesquels nos Moralistes l'ont divisée dans leurs systèmes, ne servent qu'à démontrer que telle ou telle action tend au vrai bonheur de l'homme : donc, concluent-ils avec raison, la Loi de la nature l'ordonne ; & que telle autre action étant nuisible à la félicité humaine, par conséquent, disent-ils, la Loi de la nature la défend.

Cette Loi de la nature étant aussi ancienne que le genre humain, & ayant été dictée par Dieu même, est par conséquent plus obligatoire qu'aucune autre. Elle regne sur tout le globe, dans tous les pays, & dans tous les temps. Toute Loi humaine qui lui est contraire, est sans validité ; & celles qui sont valides, tirent toute leur force & leur autorité, ou médiatement, ou immédiatement de cette source.

Mais pour appliquer cette Loi aux besoins de chaque individu, il est toujours nécessaire de recourir à la raison, dont l'emploi, comme nous venons de l'observer, est de découvrir ce que la Loi de la nature ordonne dans les différentes circonstances de la vie, en cherchant les moyens qui peuvent assurer notre bonheur. Si notre raison, comme celle de notre premier ancêtre avant sa chute, étoit tou-

jours claire & parfaite, fans être troublée par les passions, obscurcie par les préjugés, ou affoiblie par les maladies ou par l'intempérance; cette recherche seroit facile & agréable, & nous n'aurions pas besoin d'autre guide. Mais l'expérience de chaque homme lui apprend, au contraire, que sa raison est corrompue, & que son esprit est subjugué par l'ignorance & par l'erreur. Delà sont venus les fréquens secours bienfaisans de la Providence divine, qui par compassion pour la foibleffe, l'imperfection & l'aveuglement de la raison humaine, a daigné, en divers temps & de différentes manieres, faire connoître & renforcer ces Loix par une révélation immédiate & directe. Les doctrines qui nous ont été ainsi transmises, sont appellées la *Loi révélée* ou divine, & ne se trouvent que dans l'Écriture-Sainte. En examinant ses préceptes, on trouvera même qu'ils ne sont en effet qu'une partie de la Loi originelle de la nature, puisqu'ils ne tendent qu'à la félicité de l'homme. Mais il ne faut pas conclure delà que la raison, corrompue comme elle l'est, eût pu atteindre à la connoissance de ces vérités; car nous voyons qu'elles ont été cachées à la sagesse des siècles, jusqu'à ce qu'elles ayent été révélées. Comme les préceptes moraux ont la même origine que la Loi de la nature, les obligations qu'ils

imposent ont la même force & perpétuité. Cependant il est indubitable que la Loi révélée est infiniment plus authentique que ce système de morale, qui a été bâti par certains Auteurs, & qu'ils ont nommé la *Loi naturelle*. L'une est déclarée expressément par Dieu même, être la Loi de la nature, tandis que l'autre nous paroît seulement l'être d'après la décision de la raison humaine. Si nous pouvions être aussi certains de l'une, comme nous le sommes de l'autre, elles auroient toutes deux une autorité égale; mais jusqu'à ce que nous ayons cette certitude, elles ne sauroient jamais être mises en concurrence.

C'est sur ces deux fondemens des Loix naturelles & révélées, que sont établies toutes les Loix humaines; c'est - à - dire, que ces dernières doivent toujours être conformes aux deux premières. Il est vrai qu'il y a un grand nombre de points indifférens, où les Loix divines & humaines laissent l'homme dans une liberté entière, mais à laquelle le bien de la société exigeoit qu'on mit des bornes; & c'est en quoi consistent principalement la force & l'efficacité des Loix humaines. Car à l'égard des points qui ne sont pas indifférens, elles ne font que promulguer les Loix divines & naturelles auxquelles elles sont subordonnées. Le meurtre, par exemple, est expressément défendu par la Loi

divine, & démonstrativement par la Loi naturelle ; & c'est de ces prohibitions que naît la vraie illégitimité du crime : car les Loix humaines, qui y attachent une punition, n'ajoutent rien à la faute morale, & n'imposent aucune nouvelle obligation au for intérieur. Quand même le crime nous seroit permis, ou enjoint par une Loi humaine, nous sommes obligés de le transgresser, pour ne pas désobéir aux Loix naturelles & divines. Mais à l'égard des choses, qui par elles-mêmes sont indifférentes, & qui ne sont ni ordonnées ni défendues par ces Loix supérieures, telles, par exemple, que l'exportation des laines pour l'étranger ; à l'égard de ces choses, dis-je, la Législation inférieure a la liberté d'interposer son autorité & de rendre illégale une action qui autrement ne l'étoit pas.

Si l'homme ne devoit vivre que dans l'état de nature, sans liaison avec d'autres individus, il n'auroit besoin d'autres Loix que de celles de la nature & de Dieu. Il n'est pas même possible qu'il pût en exister d'autres que celles-là ; car une Loi suppose toujours quelque supérieur de qui elle émane, & dans l'état de nature nous sommes tous égaux, sans autre supérieur que l'Auteur de notre existence. Mais l'homme fut formé pour la société ; &, comme l'ont démontré les Auteurs qui ont

écrit sur ce sujet, il n'a ni l'industrie, ni le courage de vivre seul. Cependant, comme il étoit impossible que toute la race humaine fût réunie en une grande société, elle se partagea nécessairement en plusieurs communautés, qui forment aujourd'hui autant d'Etats, de Républiques, & de Nations séparées, entièrement indépendantes les unes des autres; mais susceptibles cependant d'une communication mutuelle. De là naît une troisième espèce de Loi, pour régler cette correspondance, & qui est appelée Loi des Nations, ou *Droit des gens*; & attendu qu'aucun de ces Etats n'en voulant reconnoître un autre pour supérieur, elle ne peut être dictée ni par les uns ni par les autres, elle ne peut donc dépendre que des règles de la Loi naturelle, & des contrats, des traités, des alliances & des accords mutuels, faits par les différentes communautés entre elles. Ajoutons à ceci, que dans la formation de ces mêmes contrats nous ne pouvons avoir recours à d'autre règle qu'à celle de la Loi de la nature, qui est la seule à laquelle toutes les communautés sont également assujetties. C'est pourquoi la Loi civile observe avec raison que, *quod naturalis ratio inter homines constituit, vocatur Jus gentium*.

Après avoir dit ce que j'ai cru nécessaire sur les Loix naturelles & révélées, & sur celles

des Nations, je vais traiter plus amplement du sujet principal de cette Section ; savoir de la Loi municipale ou civile, qui est une regle par laquelle les districts particuliers, les communautés & les Nations sont gouvernées, & qui est ainsi définie par Justinien : *Jus civile est quod quisque sibi populus constituit*. Je l'appelle Loi municipale, pour me servir de l'expression usitée, & quoique ces mots dénotent particulièrement les usages d'un seul *Municipium*, ou ville libre, cependant on peut l'appliquer avec assez de justesse à un Etat ou Nation qui se gouverne par les mêmes Loix & usages.

La Loi municipale, dans ce sens, peut être définie, une regle de la conduite civile, ordonnée par la puissance suprême de l'Etat qui prescrit ce qui est juste, & qui défend ce qui ne l'est pas. Cherchons à expliquer les différentes qualités qui lui sont propres, d'après cette définition.

Premièrement, c'est une *regle*, & non pas un ordre soudain & passager donné par un supérieur à l'égard d'un particulier, mais un ordre permanent, uniforme & universel. Ainsi un acte particulier de la Législation qui confisque le bien de Titius, ou qui le punit du crime de haute trahison, n'entre pas dans l'idée de la Loi municipale ; car l'effet de cet acte ne tombe que sur Titius seul, & n'a aucun rap-

port avec la communauté en général ; c'est plutôt une sentence qu'une Loi. Mais si un acte déclare que le crime dont Tiriüs est accusé, sera regardé comme haute trahison ; alors la permanence, l'uniformité & l'universalité, le rendent une *regle*. On l'appelle encore ainsi, pour la distinguer d'un *avis*, ou d'un *conseil*, que nous sommes les maîtres de suivre ou de rejeter, suivant que ce qu'on nous conseille nous paroît plus ou moins raisonnable : car notre obéissance à la Loi ne dépend pas de notre approbation, mais de la volonté de celui qui l'a faite. Le conseil n'opere que sur ceux qui sont portés à le suivre ; la Loi sur ceux mêmes qui ne le sont pas.

On l'appelle encore une *regle*, pour la distinguer d'un contrat ou d'un accord ; car un contrat est une promesse que nous faisons, & la Loi est un ordre qu'on nous donne. Le langage d'un contrat, est : » je veux, ou je ne veux pas le » faire." Celui d'une Loi est : » Tu le feras, » ou tu ne le feras pas." Il est vrai que le contrat porte avec lui une obligation qui est égale pour la conscience à celle d'une Loi, mais l'origine est différente. Dans les contrats nous déterminons & nous promettons l'exécution de telle ou telle chose, avant que nous soions obligés de la faire ; dans les Loix nous sommes obligés d'agir, sans avoir rien déterminé ou promis ; par ces raisons, la Loi est définie comme *regle*.

La Loi municipale est également une règle de la conduite civile ; c'est en quoi elle est distinguée des Loix naturelles & révélées , dont la première est la règle de la conduite morale , & l'autre de la conduite morale , ainsi que de la foi. Elles regardent l'homme , en qualité de créature , & lui prescrivent son devoir envers Dieu , envers lui-même & envers son prochain , en l'envisageant comme un individu isolé. Mais la Loi municipale & civile le regarde aussi comme citoyen , & lui impose envers son prochain d'autres devoirs que ceux de la pure nature & de la religion : devoirs qu'il s'est engagé de remplir , pour jouir des avantages de l'union commune , & qui demandent seulement qu'il contribue pour sa part à la subsistance & à la paix de la société.

Elle est aussi une *règle ordonnée* ; car une simple résolution conservée dans le cœur du Législateur sans se manifester par aucun signe extérieur , ne peut jamais être une Loi. Il est nécessaire que cette résolution soit notifiée au peuple qui doit y obéir. Mais la manière dont cette notification se fait est absolument indifférente : car elle peut être devenue notoire par une tradition universelle , & une longue pratique , qui supposent une promulgation antérieure ; ce qui est le cas de la Loi commune de l'Angleterre. Elle peut être publiée *vivâ voce*

par des personnes préposées pour cet office , ainsi qu'il se pratique pour les proclamations , & pour de certains actes du Parlement , qu'on lit publiquement dans les églises & autres lieux d'assemblée. Elle peut enfin être notifiée par écrit , ou par la voie de l'impression , ainsi qu'on en use toujours à l'égard de tous nos actes authentiques du Parlement. Cependant quels que soient les moyens dont on se sert , il est du devoir de ceux qui promulguent la Loi , de le faire avec toute la publicité possible , & non pas comme Caligula qui , selon Dion Cassius , écrivoit ses Loix d'un très-petit caractère , & les faisoit afficher sur des colonnes très-élevées , afin de mieux surprendre le peuple. Il y a encore une méthode plus injuste que celle-là , qu'on appelle faire des Loix *ex post facto* ; c'est lorsqu'après qu'une action , indifférente par elle-même , est commise , & que le Législateur déclare , pour la première fois , que c'étoit un crime , & qu'il inflige en conséquence une punition sur celui qui l'avoit commis. Il étoit pourtant impossible que cet homme pût prévoir qu'une action innocente , lorsqu'elle avoit été faite , pût devenir criminelle par une Loi subséquente. Il n'avoit donc aucune raison de s'en abstenir ; & sa punition devient par conséquent aussi injuste que cruelle. Toute Loi ne doit donc être faite que pour lier *in futuro* , & doit

doit être publiée, avant qu'elle puisse être mise à exécution : ce qui est renfermé dans le mot *ordonné*. Mais lorsqu'une fois cette Loi a été notifiée ou *ordonnée*, c'est aux sujets à s'y soumettre ; car si l'ignorance des choses, qu'il ne tient qu'à nous de savoir, pouvoit servir d'excuse légitime, les Loix deviendroient sans effet ; on pourroit toujours les éluder avec impunité.

La Loi municipale est encore une règle de la conduite civile, prescrite par la *puissance suprême de l'Etat* ; car la Législation, comme on l'a déjà observé, est le plus grand acte de supériorité qui puisse être exercé, par un être envers un autre. C'est pourquoi l'essence même de la Loi exige que cet acte soit fait par la puissance suprême. La Souveraineté & la Législation sont en effet des termes synonymes ; l'une ne peut subsister sans l'autre.

Ceci nous conduira naturellement à faire une recherche abrégée sur la nature de la société, du gouvernement civil, & sur le droit naturel & inhérent qui appartient à la Souveraineté de chaque Etat (quelque part qu'elle soit placée) de faire des Loix & de les mettre en vigueur.

Les seuls vrais fondemens naturels de la société, sont les besoins & les craintes des individus. Ce n'est pas que nous puissions croire,

avec quelques théoriciens, qu'il y eût jamais un temps où la société ne subsistât pas, & que les individus, par un effort de raison & un sentiment de leurs propres besoins & foiblesses, se soient assemblés dans une grande plaine, où ils se sont engagés par un contrat originel, & où ils ont choisi l'homme de la plus grande taille pour les gouverner. Cette notion de l'existence réelle d'un Etat, si peu conforme à la nature, est trop absurde pour être sérieusement adoptée; elle est d'ailleurs absolument contraire à ce que la révélation nous dit de l'origine primitive du genre humain & de sa conservation, pendant le cours de deux mille ans, qui fut opérée par le moyen d'une seule famille; qu'elle forma d'abord une société par elle-même, qui s'étendoit journellement; & qui, lorsqu'enfin elle devint trop grande pour pouvoir subsister commodément dans cet état pastoral, où les premiers Patriarches paroissent avoir vécu, se subdivisa naturellement en plusieurs autres, par des émigrations différentes. Que dans la suite, les progrès de l'agriculture étant augmentés, ce qui nourrissoit & occupoit un bien plus grand nombre de mains, les émigrations devinrent moins fréquentes, & plusieurs tributs, qui s'étoient séparées, se réunirent de nouveau; quelquefois forcées par le droit de conquête, & d'autres par l'effet du

hasard, & quelques-unes par contrat volontaire. Mais quoique la société n'ait pas dû son origine primitive à aucune convention réelle des individus, poussés par leurs besoins & par leurs craintes; ce n'est pas moins le sentiment intérieur de leur foiblesse & de leurs imperfections qui les tient les uns aux autres, & qui leur démontre la nécessité de cette union. Tel est donc le seul fondement solide & naturel, & l'unique ciment de la société. C'est ce que nous entendons par le premier contrat social, & qui sans peut-être avoir été jamais exprimé formellement dans l'institution d'aucun Etat, ne laisse pas d'être toujours sous-entendu, & renfermé dans l'acte même de l'association; c'est-à-dire, que le *tout* dût protéger les parties, & que chaque partie dût obéir à la volonté du *tout*; ou, ce qui revient au même, que la communauté dût défendre le droit de chaque membre individuel qui la compose; & qu'en retour de cette protection, chaque individu dût se soumettre aux Loix de la communauté: sans quoi il n'étoit pas possible que cette protection pût être accordée à personne.

Car, la société, une fois formée, le gouvernement doit naturellement en résulter, comme un moyen nécessaire pour y conserver l'ordre: attendu que si on n'y constituoit pas quelque puissance supérieure, dont les ordres

& les décisions dussent être observées par tous les membres, ils se retrouveroient encore comme dans l'état de nature, sans avoir aucun juge sur la terre pour définir, régler leurs droits, & réparer les torts particuliers. Cependant, comme tous les membres de la société sont naturellement égaux, on pourroit demander dans quelles mains les rênes du gouvernement doivent être confiées ? La réponse générale à cette question n'est pas difficile, mais l'application de cette réponse à des cas particuliers, a occasionné la moitié des malheurs, que le zèle politique, mal digéré, est capable de produire. Tous les hommes, en général, s'accorderont à dire que le gouvernement doit être donné à celui que nous nommons emphatiquement l'Être Suprême : j'entends la sagesse, la bonté & la puissance. La sagesse, pour discerner les vrais intérêts de la communauté ; la bonté, pour employer ses efforts à tâcher de favoriser ces mêmes intérêts ; la force ou la puissance, pour mettre ce discernement & ce vouloir en exécution. Tels sont les fondemens naturels de la souveraineté, & telles sont les qualités qui doivent se trouver dans toute espèce de gouvernement bien constitué.

Comment ces différentes formes de gouvernemens, que nous voyons aujourd'hui dans le monde, ont commencés, est matière à beau-

coup d'incertitudes, & qui a occasionné des disputes infinies : ce n'est ni mon objet, ni mon intention de la discuter. Quelqu'ait été le commencement de ces gouvernemens, quelque soit le droit par lequel ils subsistent ; ils ont tous, de nécessité, une autorité suprême, irrésistible, absolue & indépendante, dans laquelle les *Jura Imperii*, où les droits de la Souveraineté résident. Cette autorité est confiée aussi à ceux qui paroissent être le plus faits pour posséder cette sagesse, cette bonté & ce pouvoir qui sont requis dans la puissance souveraine : au moins l'intention des premiers fondateurs de ces gouvernemens étoit telle.

Les Auteurs politiques de l'antiquité n'ont voulu reconnoître que trois formes régulières de gouvernement. La première, lorsque la puissance souveraine est placée dans une assemblée collective, consistant dans tous les membres de la communauté ; ce qu'on appelle Démocratie. La seconde, lorsqu'elle réside dans un Conseil, composé de quelques membres particuliers ; ce qu'on nomme Aristocratie. La troisième, lorsqu'on la confie à une seule personne ; alors elle prend le nom de Monarchie. Toutes les autres especes de gouvernemens, disent-ils, sont des corruptions des trois premières, ou peuvent être réduites à celles-ci.

On entend par la puissance souveraine, comme on l'a déjà observé, celle qui fait des Loix ; car par-tout où cette puissance réside, toutes les autres doivent s'y conformer & y obéir, quelque soit l'apparence de la forme extérieure & de l'administration du gouvernement. Car il dépend de la Législation de changer, quand elle voudra, cette forme & cette administration, par un nouvel édit ou regle, & de mettre l'exécution des Loix dans les mains qui lui plaisent. Toutes les autres puissances de l'Etat, dans leurs différentes fonctions, doivent également obéir à la législative, sans quoi la constitution cesseroit d'être.

Dans une Démocratie, où le droit de faire des Loix réside dans le peuple en général, on trouve plus aisément la vertu publique, ou la bonté de l'intention, qu'aucune des autres qualités nécessaires pour le gouvernement. Les assemblées populaires sont souvent absurdes dans leurs décisions, & foibles dans l'exécution ; mais en général elles veulent le bien & la justice, & elles ont toujours un certain degré de patriotisme ou de vertu publique. Dans une Aristocratie on voit plus de sagesse que dans toute autre forme de gouvernement, puisqu'elle n'est composée que de citoyens, qui sont, ou qui devroient être expérimentés dans les affaires. Mais on y trouve aussi moins de probité

que dans une Démocratie, & moins de force que dans une Monarchie. La Monarchie est, à la vérité, le plus puissant de tous les gouvernemens, puisque toutes ses forces sont rassemblées & réunies dans la main du Prince. Mais on y court un danger imminent de lui voir employer ces forces à des projets aussi nuisibles qu'oppressifs.

Ainsi ces trois especes de gouvernement ont chacune leurs beautés & leurs défauts. Les Démocraties sont ordinairement les mieux calculées pour aller au but de la Loi; les Aristocraties, pour trouver les moyens de parvenir à ce but; & les Monarchies pour mettre ces moyens à exécution. Les Anciens, comme nous venons de le dire, n'avoient généralement pas d'idée d'aucune autre forme permanente de gouvernement que celles-ci. Car quoique Cicéron déclare qu'il est d'opinion que, *esse optimè constitutam Rempublicam, quæ ex tribus generibus illis regali, optimo, & populari, sit modicè confusa*: cependant Tacite traite cette notion d'un gouvernement mixte, composé des trois autres, & partageant leurs avantages; mais qui, si elle pouvoit être mise en pratique, ne seroit jamais ni durable ni assurée.

Mais, heureusement pour les habitans de cette Isle, la Constitution Britannique a long-

temps été, & probablement sera encore longtemps, une exception à la vérité de cette observation. Car, comme la puissance exécutrice des Loix est placée en Angleterre dans une seule personne, notre gouvernement a tous les avantages de la force & de l'expédition qui peuvent se trouver dans la Monarchie la plus absolue. Et attendu que la Législation du Royaume, étant confiée à trois puissances distinctes & entièrement indépendantes l'une de l'autre ; c'est-à-dire, 1°. le Roi. 2°. Les Lords spirituels & temporels, qui sont une assemblée aristocratique de personnes choisies pour leur piété, leur naissance, leur sagesse, leur valeur ou leurs richesses. 3°. La Chambre des Communes, qui est composée de membres choisis librement par le peuple dans le corps du peuple même, ce qui forme une espèce de Démocratie ; & que ces trois puissances, qui composent le Parlement Britannique & la Souveraineté suprême, étant remuées par des ressorts & des intérêts très-opposés & très-différens, il s'ensuit que si l'une de ces branches vouloit tenter quelque chose de contraire au bien général, les deux autres ne manqueroient pas de s'y opposer, comme étant revêtues d'une puissance négative, qui suffit pour rejeter toute innovation inutile ou dangereuse.

C'est dans ce même Parlement que réside

la Souveraineté Britannique; Souveraineté qui ne sauroit être placée plus avantageusement pour le bien de la société; car par-tout ailleurs on ne trouvera jamais les trois grandes branches du gouvernement si bien & si heureusement unies. Si la puissance suprême eût été placée séparément dans une seule de ces trois branches, nous serions exposés aux inconvéniens ou d'une Monarchie absolue, ou d'une Aristocratie, ou bien d'une Démocratie; & nous manquerions par conséquent de deux des trois grands principes de la bonne politique, la vertu, la sagesse & le pouvoir. Si elle eût été confiée exclusivement à deux de ces branches, (par exemple au Roi & à la Chambre des Seigneurs) les Loix auroient pu toujours être utiles & bien exécutées; mais elles eussent pu ne pas avoir toujours en vue le bien du peuple. Si elle eût été placée dans le Roi & les Communes, nous aurions été privés de cette prudence circonspecte, & de cette espèce de médiation que nous devons à la sagesse des Pairs. Si les droits suprêmes de la Législation n'eussent résidés que dans les deux Chambres, & que le Roi n'y eût pas eu de voix négative, elles eussent peut-être été tentées d'empiéter sur la Prérogative Royale, ou même d'abolir la dignité de Roi: ce qui affoiblirait, ou plutôt détruirait la force de la puissance exécutive,

Mais le gouvernement constitutionnel de cette Isle est si admirablement modifié & composé, que rien ne peut lui nuire, que la destruction de cette balance du pouvoir qui est entre une branche de la Législation & les autres. Car, si jamais il arrivoit que l'indépendance de l'une des trois fût perdue, ou qu'elle fût assujettie aux vues de l'une des deux, la constitution verroit bientôt sa fin. La Législation ne seroit plus celle qui fut originellement établie par le consentement général, & l'acte fondamental de la société; & ce changement, quelqu'en pût être la cause, entraîneroit avec lui, selon M. Locke, (qui peut-être a poussé trop loin sa théorie) une dissolution entière des liens du gouvernement, & réduiroit par-là le peuple dans un état d'Anarchie, qui le mettroit en état de former, de sa propre autorité, une nouvelle puissance législative.

Après avoir ainsi donné une idée des trois especes de gouvernemens les plus usitées, ainsi que de notre constitution particulière, qui est composée & qui tient de toutes les trois; je dois observer que comme le pouvoir de faire des Loix constitue l'autorité suprême; de même, par-tout où cette autorité réside, elle a le droit de faire des Loix : c'est-à-dire, selon les termes de notre définition, de *prescrire la regle d'une action civile*. Ce qui est évident,

en partant du but & de l'institution des Etats civils. Car un Etat est un corps collectif, composé d'une multitude d'individus, unis pour la sûreté & la commodité commune, & déterminée à agir ensemble comme une seule personne ; & pour agir ainsi, il est donc nécessaire qu'ils n'aient qu'une seule volonté. Mais d'autant que les communautés politiques sont composées de plusieurs personnes, dont chacune a une volonté & une inclination particulière ; ces différentes volontés ne peuvent, par aucune union *naturelle*, être unies ensemble, ou disposées à une harmonie assez permanente. Ainsi pour former & produire une seule volonté générale & uniforme, ce ne peut donc être que par une union *politique* ; c'est-à-dire, que par le consentement unanime des citoyens de soumettre leurs volontés particulières à celle d'un seul homme, ou d'une, ou bien de plusieurs assemblées à qui l'autorité suprême est confiée ; & c'est cette volonté d'un seul homme, ou de l'assemblée de plusieurs (suivant les constitutions différentes des Etats) qu'on appelle la Loi.

Ce n'est pas seulement le droit de la puissance suprême de faire des Loix, c'est encore son *devoir* ; car, puisque les membres respectifs de l'Etat sont obligés de se conformer à la volonté de l'Etat même, il est nécessaire

qu'elle leur soit annoncée. Mais, comme il est impossible, dans une si grande multitude, de donner des ordres à chaque personne, relativement à chaque action particulière; l'Etat établit des regles générales pour l'instruction & la direction de tous les sujets, sur tous les points de devoirs positifs & négatifs; & cela pour que chacun puisse savoir ce qui lui appartient, & ce qui est à autrui; quels sont les devoirs absolus, & quels sont les relatifs qu'on lui impose; quelles sont les choses qu'il doit regarder comme justes, injustes ou indifférentes; quelle est la partie de sa liberté naturelle qui lui reste, & quelle est celle qu'il a abandonnée comme le prix des avantages de la société; de quelle maniere enfin il doit user des droits que l'Etat lui accorde, pour procurer & assurer la tranquillité publique.

Je crois avoir suffisamment démontré la vérité du premier membre de ma définition: savoir, que *la Loi municipale est une regle de la conduite civile, ordonnée par la puissance suprême dans un Etat*. Je vais maintenant passer à l'autre branche, qui dit que *cette regle ordonne ce qui est juste & défend ce qui ne l'est pas*.

Il est d'abord nécessaire que les bornes du juste & de l'injuste soient établies & fixées par les Loix. D'où il s'ensuivra que la Loi,

considérée comme une regle de la vie civile, est obligée d'appuyer ces droits, & de réprimer ou redresser les torts. Delà il ne restera qu'à établir la maniere dont la Loi fixe les bornes des droits & des torts, & la méthode dont elle se sert pour prescrire les uns, & pour défendre les autres.

Il faut considérer, pour y parvenir plus sûrement & plus clairement, que chaque Loi peut être composée de différentes parties : l'une *déclaratoire*, par laquelle les droits qu'on doit observer, & les torts qu'on doit éviter sont nettement définis & établis : une autre *directoire*, qui enjoint ou qui ordonne aux sujets d'observer ces mêmes droits, & d'éviter les torts ; une troisieme *qui remédie*, ou qui indique les moyens de recouvrer ses droits, & de faire réparer ses torts : auxquelles on peut en ajouter une quatrieme, qu'on appelle vulgairement, la *sanction* ou la branche *vengeresse* de la Loi ; par laquelle sont notifiés aux membres de l'Etat, les amendes & châtimens qui seront encourus par ceux qui commettront quelques délits publics, & qui auront ou transgressé ou négligé leurs devoirs.

A l'égard de la partie de la Loi municipale (la *déclaratoire*) elle dépend moins de la Loi révélée & de la Loi de la nature, que de la sagesse & de la volonté du Législateur. Et

cette doctrine, que nous n'avons fait qu'effleurer, mérite d'être plus approfondie.

Les droits que l'Être Suprême & la nature ont établis, & qui par cette raison sont nommés *droits naturels*, tels que la vie & la liberté, n'ont pas besoin du secours des Loix humaines pour en confirmer la possession à l'homme; & les Loix municipales, en les déclarant inviolables, n'ajoutent rien à leur inviolabilité. Aucune Législation humaine n'a même le pouvoir de les abroger, ou de les détruire, à moins que leur possesseur ne commette quelque action qui l'en dépouille. Les *devoirs* divins ou naturels, tels que le culte de Dieu, l'éducation des enfans, ne reçoivent également aucun surcroît de sanction, de ce qu'ils sont prescrits par les Loix du pays. Il en est de même des crimes & des délits qui sont défendus par les Loix supérieures, & qui, par cette raison, sont appelés *mala in se*; tels que le meurtre, le vol & le parjure, qui n'acquiescent pas plus de turpitude pour avoir été déclarés illégaux par la Législation inférieure. Car dans tous ces cas, cette Législation n'agit que d'une manière subordonnée au grand Législateur, & ne fait que transcrire & publier ses préceptes. Ainsi la partie de la Loi municipale qui *déclare*, est sans vigueur & sans effet, à l'égard des actions qui sont naturellement & par elles-mêmes, soit justes, soit injustes.

Mais le cas est absolument différent à l'égard des choses qui sont indifférentes par elles-mêmes. Celles-ci deviennent justes ou injustes, des droits ou des torts, des devoirs ou des méfaits, selon que la Législation municipale le juge à propos pour le bien de la société & l'avantage de la vie civile. C'est ainsi que notre Loi commune déclare les biens de la femme, dès qu'elle est mariée, être la propriété du mari, & que notre Loi *statutaire* déclare que tout monopole est une *offense* publique : cependant ce droit & cette offense n'ont aucun fondement dans la nature ; mais sont déclarés tels par la Loi, pour le bien de la société. Quelquefois même lorsque l'action a sa source dans la Loi de la nature ; les circonstances particulières qui l'accompagnent, ou la manière dont on la fait, deviennent justes ou injustes, selon ce que prescrivent les Loix du pays. Parmi les devoirs civils, par exemple, l'obéissance envers les supérieurs est une doctrine de religion révélée, ainsi que naturelle ; mais c'est aux Loix humaines à déterminer quels sont ces supérieurs, & jusqu'à quel point, & dans quelles circonstances on doit leur obéir. De même à l'égard des injures ou des crimes ; c'est à notre propre Législation à décider en quel cas la saisie du troupeau d'autrui devient un crime de vol ; & celui où l'action est légitime,

comme quand le propriétaire du pâturage s'en empare, au défaut du payement des fermages.

En voilà suffisamment sur la partie *déclaratoire* de la Loi municipale : il en est à-peu-près de même de la *directoire*, qui virtuellement renferme la première, la déclaration étant ordinairement tirée de la direction. La Loi qui dit, *tu ne voleras pas*, renferme la déclaration que le vol est un crime ; & nous avons vu que dans les choses naturellement indifférentes, l'essence même du juste & de l'injuste dépend de la partie de la Loi, qui nous enjoint de le faire, ou de ne le pas faire.

La partie de la Loi qui *remédie*, est une conséquence si nécessaire des deux autres, que toute Loi qui ne la renferme pas, doit être aussi vague qu'imparfaite. En vain nous annoncerait-elle nos droits, en vain en enjoindrait-elle l'observance, s'il n'étoit point de méthode pour les constater, & les recouvrer toutes les fois qu'ils seroient attaqués ou envahis ; & c'est ce que nous entendons par la protection des Loix. Lorsque, par exemple, la partie déclaratoire de la Loi a dit, que *le champ ou l'héritage, qui étoit au pere de Titius, appartient par sa mort à Titius* ; elle a défendu à tout homme de s'emparer du bien d'autrui, sans la permission du possesseur : si Caius, après cela, ose prendre possession de ce champ, c'est

c'est à la partie de la Loi directe ou qui remédie; d'interposer son autorité, & d'obliger Caius d'en rendre la possession à Titius, & de lui payer des dommages & intérêts.

A l'égard de la sanction des Loix, ou des suites de l'infraction des devoirs publics, on voit que la plupart des Législateurs humains ont préféré de rendre la sanction de leurs Loix plutôt vengeresse que rémunératoire, & d'infliger plutôt des punitions que de statuer des récompenses. Et cela, parce que la jouissance tranquille & la protection de tous nos droits & libertés civiles, qui sont une suite certaine & générale de notre obéissance à la Loi municipale, sont par elles-mêmes les meilleures & les plus précieuses des récompenses. Par la raison encore, que si l'exercice de chaque vertu devoit être encouragé par l'appât d'une récompense, aucun Etat ne se trouveroit dans la possibilité de suffire aux fonds nécessaires pour une dépense de cette nature; & que d'ailleurs la crainte du mal est un principe infiniment plus puissant sur les actions humaines, que l'attente du bien. Il est vrai qu'une sage distribution des récompenses pourroit être quelquefois de la plus grande utilité; mais par les raisons que je viens d'alléguer, nous voyons que les Loix civiles, qui nous enjoignent nos devoirs, ne proposent que rarement, ou presque jamais

aucune récompense ou faveur à ceux qui obéissent aux Loix ; mais qu'au contraire elles sont constamment armées d'un glaive menaçant , & toujours prêt à punir ceux qui les transgressent.

De toutes les parties de la Loi , la plus efficace est la vengeresse ; car il seroit assez inutile de dire , *faites ceci , ou ne faites pas cela* , à moins que l'on n'ajoute : *car telle sera la punition de votre refus*. Ainsi la force principale des Loix humaines consiste essentiellement dans les clauses pénales qui y sont attachées. Si l'on dit des Législateurs & de leurs Loix , qu'ils *contraignent & obligent* , ce n'est pas dire que par une violence naturelle elles mettent un homme dans l'impossibilité d'agir contre leurs ordonnances , ce qui est la signification yraiment stricte d'une obligation ; mais qu'en annonçant & faisant voir une punition pour les coupables , elles contraignent assez le sujet pour qu'il ne se détermine pas facilement à les transgresser ; parce que la peine , qui le menace , rend pour lui la soumission infiniment préférable à la désobéissance ; & que , lorsque les récompenses sont proposées aussi bien que les punitions , l'obligation de la Loi paroît consister principalement dans la peine. Car les récompenses ne peuvent que les flatter & les inviter à bien faire , tandis que le châtiment peut seul les re-

tenir dans les bornes que prescrivent les avantages de la société.

Il est vrai que nos meilleurs moralistes ont pensé, avec raison, que les Loix humaines obligent la conscience de l'homme. Mais s'il n'y avoit pas d'obligations plus fortes, le juste seul obéiroit aux Loix, & le méchant les braveroit. Et quelque vrai que soit ce principe, on doit pourtant l'entendre avec quelque restriction. Je crois qu'il a principalement son application en ce qui concerne les *droits*; & que, lorsque la Loi a décidé que le champ appartient à Titius, la conscience défend qu'on s'en empare : de même qu'à l'égard des devoirs naturels & des offenses qui sont *mala in se*. Nous nous croyons obligés en conscience de remplir les uns & de nous abstenir des autres, parce que cela nous étoit enjoint par des Loix supérieures, avant que les Loix humaines eussent existées. Mais par rapport aux Loix qui n'ordonnent que des devoirs positifs, & ne défendent que des choses qui ne sont pas *mala in se*, mais purement *mala prohibita*, en y attachant une peine; je ne vois pas que la conscience y soit intéressée, qu'en ce qu'elle nous porte à nous soumettre à cette peine, lorsque nous avons enfreint les Loix dont il s'agit. Car autrement la multitude des Loix pénales ne paroitroit pas seulement contraire à la politique, mais même très-odieuse;

& pourroit être regardée comme un piège dressé contre la conscience des justes. Mais de ces sortes de cas, l'alternative est simple & à la portée de tout le monde : *abstenez-vous de cela, ou soumettez-vous à une telle peine*. Ainsi dans nos Statuts pour la conservation du gibier, où des peines sont annoncées contre toute personne qui, n'ayant pas les qualités requises, tue un lievre; cette Loi ne rend pas la transgression une offense morale : la seule obligation imposée par la conscience, est de se soumettre à l'amende, au cas qu'elle soit exigée.

En finissant ainsi mon Commentaire sur la définition que j'ai donnée de la Loi municipale, je crois avoir démontré que c'est *une règle.... de la conduite civile.... ordonnée.... par la puissance suprême de l'Etat.... qui prescrit ce qui est juste, & qui proscriit ce qui ne l'est pas*; & j'ai tâché d'y entremêler quelques principes utiles, tant sur la nature du gouvernement civil, que sur l'obligation des Loix humaines. Mais avant que de conclure cette Section, il ne sera peut-être pas hors de propos de faire quelques observations sur l'interprétation des Loix.

Lorsque quelque doute s'élevoit sur l'explication des Loix Romaines, il étoit d'usage d'établir l'état de la question, de la présenter ensuite par écrit à l'Empereur, & de prendre sa

décision. Méthode absolument mauvaise ; puisque recourir à la Législation pour des disputes particulières, c'est non-seulement risquer de n'en point voir la fin, mais donner lieu à la partialité la plus dangereuse, dont la suite est souvent l'oppression. Les réponses des Empereurs, que l'on appelloit *Rescrits*, acquéroient, par succession des temps, force de Loix perpétuelles ; quoique très - distinguées par tout Jurisconsulte éclairé de ces Loix généralement constitutives, qui n'ont eu pour fondement que la vraie nature des choses. L'Empereur Macrinus, selon son historien (Capitolinus), prit un jour la résolution d'abolir ces *Rescrits*, & de conserver seulement les édits généraux ; il ne pouvoit pas souffrir que les réponses précipitées & mal digérées des Princes, tels que Commode & Caracalla, fussent révérees comme des Loix. Mais Justinien pensa différemment : aussi nous les a-t-il toutes conservées. Et c'est ainsi que les Loix canoniques, les Décrétales & Epîtres des Papes sont parvenues à être mises au rang des *Rescrits*, dans le sens le plus étroit ; quoique, en dépit de toutes les vraies façons de raisonner, elles forment des conclusions générales d'après des cas particuliers.

La méthode la plus juste & la plus raisonnable d'interpréter la volonté du Législateur, est de chercher à pénétrer les intentions qu'il

pouvoit avoir, dans le temps que la Loi fut faite, & cela par les indices les plus naturels & les plus probables ; tels que les mots, la liaison, le sujet, la matière, les effets, la conséquence, l'esprit & la raison de la Loi. Jettons un coup d'œil rapide sur ces objets.

1°. Les mots doivent être entendus dans le sens le plus connu & le plus usité ; c'est-à-dire, en faisant plus d'attention à l'usage général & populaire, qu'à la propriété grammaticale : ainsi qu'on jugea que la Loi, dont parle Puffendorf, laquelle défendoit à un laïque de *mettre les mains sur un Prêtre*, devoit s'entendre de celui qui frappoit un Prêtre avec une arme quelconque. Les termes techniques doivent être reçus selon l'acception qu'y attachent les personnes éclairées dans chaque art, science ou métier. C'est ainsi que dans l'acte d'établissement, qui assigne la Couronne à la Princesse Sophie, & aux héritiers de son corps, qui seront Protestans ; il faut avoir recours aux Jurisconsultes pour fixer l'idée précise qu'on doit attacher aux mots, *les héritiers de son corps*, qui dans un sens légal ne comprennent que quelques-uns de ses descendants, en ligne directe. Enfin, lorsque les mots de deux différentes Loix se contredisent, c'est celle qui a été faite la dernière, qui doit l'emporter. *Leges posteriores, priores contrarias abrogant*, est une maxi-

me de la Loi universelle, aussi bien que de notre Constitution. C'étoit même une Loi écrite sur les douze tables de Rome, *quod populus postremum jussit, id Jus ratum esto.*

2°. Si des mots quelconques semblent encore douteux, on peut établir leur signification par l'esprit & l'objet de la Loi. C'est ainsi qu'on a souvent recours à l'exorde ou préambule, pour l'explication d'un acte du Parlement, & qu'on compare ensemble deux Loix faites par le même Législateur, qui ont quelque rapport, ou qui regardent expressément le même objet. Par exemple, lorsque la Loi d'Angleterre déclare que le meurtre est une félonie, *sans privilege du Clergé*, il faut avoir recours à la Loi du Royaume, pour savoir ce que c'est que ce privilege. Quand la Loi commune défend les contrats simoniaux, il est donc nécessaire de recourir à la Loi canonique, pour voir en quoi elle fait consister la simonie.

3°. Ce qui donne matière à la Loi doit toujours influencer sur le sens des mots; car il est censé que le Législateur l'a eu constamment en vue, & que toutes ses expressions y ont rapport. Ainsi, en lisant la Loi d'Edouard III, qui défend à tout Ecclésiastique d'acheter des *Provisions* à Rome, on pourroit croire d'abord que cette prohibition regarde l'achat des grains

ou d'autres denrées. Mais en considérant le vrai motif de ce Statut, on saura bientôt ce que le mot *Provision* signifie.

4°. Quant aux effets & aux conséquences, la règle est que, lorsque les mots, en les prenant à la lettre, n'ont aucune signification, ou qu'ils n'en ont qu'une très-absurde, alors il faut s'éloigner un peu du sens reçu. La Loi *Bolognoise*, dont parle Puffendorf, qui ordonnoit que *quiconque tireroit du sang dans les rues, seroit puni avec la plus grande sévérité*, fut jugée, après un long débat, ne devoir pas s'étendre jusqu'au Chirurgien qui ouvre la veine à quelqu'un qui tombe en défaillance dans la rue.

5°. Le moyen enfin le plus universel & le plus efficace pour découvrir le véritable sens d'une Loi, lorsque les mots sont douteux, est d'en considérer la raison & l'esprit; c'est-à-dire, le motif qui l'a fait faire. Car lorsque cette raison, ou ce motif cessent, la Loi également cesse d'être. Nous en avons un exemple dans le cas proposé par Cicéron, ou du moins par celui qui fut l'auteur du traité adressé à Herennius. Il y avoit une Loi qui portoit, que tous ceux qui abandonneroient un vaisseau, dans une tempête, en perdroient la propriété, & que le vaisseau & la cargaison appartiendroient à ceux qui ne l'auroient point quitté.

Il arriva que , dans une tempête dangereuse , tout l'équipage quitta le vaisseau , à l'exception d'un passager , qui étoit trop malade pour en sortir ; & que le hasard ayant aussi voulu que le navire arrivât au port , le malade en prétendit la possession , en vertu de la Loi. Alors tous les Jurisconsultes furent d'avis que cet homme n'étoit pas compris dans la raison de la Loi , qui n'avoit été faite que pour encourager les matelots à risquer leur vie pour sauver leurs navires : mérite auquel le malade ne pouvoit prétendre , puisqu'il n'avoit pas eu ce motif en restant dans le navire , & qu'il n'avoit en aucune façon contribué à le sauver.

C'est de cette méthode d'interpréter les Loix , par la raison qui les a fait faire , que vient ce que nous appellons l'*Equité* , qui , selon la définition de Grotius , est *une correction des choses , à l'égard desquelles la Loi , par son universalité , se trouve défectueuse*. Car , puisque la Loi n'a pu tout prévoir & exprimer , il est nécessaire , lorsque des ordonnances générales sont appliquées à des cas particuliers , qu'il se trouve une puissance revêtue du droit de définir ou préciser les circonstances que le Législateur auroit lui-même exprimées , s'il les avoit prévues. Tels sont les cas , que , selon Grotius , *Lex non exactè definit , sed arbitrio boni viri permittit*.

L'équité dépendant donc essentiellement des circonstances de chaque cas particulier, on ne peut en établir des regles fixes, sans détruire l'essence de cette même équité, & sans la réduire en Loix positive. D'un autre côté la liberté de considérer tous les cas dans un jour équitable, ne doit pas être poussée trop loin, de peur que toutes les Loix ne fussent bientôt détruites, & que la décision de chaque question ne fût entièrement assujettie à l'arbitrage d'un Juge. La Loi, sans équité, quelque dure qu'elle puisse être, est infiniment préférable, pour le bien public, à l'équité sans Loi : ce qui rendroit tout Juge Législateur, & ne produiroit qu'une confusion infinie ; attendu qu'on verroit alors, dans nos Cours, autant de regles différentes de l'action, qu'il y auroit de différences dans la capacité & les opinions des hommes.



SECTION III.

DES LOIX D'ANGLETERRE.

LA Loi municipale de l'Angleterre, ou la Règle de la conduite civile prescrite aux habitans de ce Royaume, peut, avec justice, être divisée en deux especes : *Lex non scripta*, ou la Loi commune & non écrite ; & *Lex scripta*, ou la Loi des Statuts qui est écrite.

Lex non scripta, ou la Loi non écrite, renferme non-seulement les *Usages généraux*, ou pour mieux dire la Loi commune ; mais aussi les *Usages particuliers* de certaines parties du Royaume ; & encore les *Loix particulières* que l'usage fait observer dans différentes Cours de judicature.

Quoique j'appelle cette partie de nos Loix, *Leges non scriptæ*, il ne faut pourtant pas s'imaginer que toutes ces Loix soient absolument *orales*, ou qu'elles ne nous aient été transmises des siècles éloignés jusqu'au nôtre, que verbalement. Il est vrai que pendant l'ignorance profonde des lettres, qui regnoit autrefois dans tout le monde occidental, les Loix n'étoient connues que par la tradition, & cela par une raison très-simple : parce que les Nations qui

les adoptèrent n'avoient presque pas d'idée de l'écriture. Aussi voyons-nous que les Druides Bretons & Gaulois confioient toutes leurs Loix, aussi bien que leur savoir, à la mémoire seule; & que les premiers Saxons, chez nous, ainsi que leurs confreres, sur le Continent, *Leges solum memoriâ & usu retinebant*. Mais aujourd'hui, quoique les monumens & les preuves de nos usages légaux soient conservés dans les registres des différens Tribunaux, dans les livres des rapports & des décisions judiciaires, & dans les ouvrages des savans Jurisconsultes, (ouvrages qui nous ont été transmis depuis le temps de la plus haute antiquité.) J'appelle cependant cette partie de nos Loix, *Leges non scriptæ*; parce que l'origine de leur institution & de leur autorité n'est pas écrite, comme le sont nos actes du Parlement, & qu'elles ne tiennent leur pouvoir que d'un usage long & immémorial, & du consentement général. C'est ainsi qu'Aulus-Gellius dit, que le *Jus non scriptum*, est celui qui est *tacito & illitterato hominum consensu & moribus expressum*.

Nos anciens Jurisconsultes, & sur-tout Fortescue, insistent avec beaucoup de chaleur, dans le sentiment que nos usages dérivent des premiers Bretons, & qu'ils ont toujours subsisté sans changement ni corruption, malgré les différentes mutations, tant d'habitans que

de gouvernemens : ce qui peut être vrai (ainsi que l'observe M. Selden, dans ses notes) à l'égard de quelques-uns, quoiqu'en général cette assertion ne doive être reçue qu'avec certaines modifications, & comme ne voulant dire autre chose, sinon qu'on n'a jamais adopté formellement chez nous un nouveau système de Loix, à la place d'un autre. Ajoutant même que quoique les différentes Nations qui se sont établies dans notre Isle, telles que les Romains, les Pictes, les Saxons, les Danois & les Normands, aient dû avoir insensiblement introduit & mêlé plusieurs de leurs usages parmi ceux des Bretons ; ce mélange même n'a probablement servi qu'à perfectionner les nôtres, qui ne doivent être regardés que comme le résultat de la sagesse de toutes ces différentes Nations, réuni & fondu dans notre système de Loix. Elles sont (dit le Lord Bacon) aussi mélangées que notre langage : ce qui a rendu celui-ci plus riche, & celles-là plus complètes.

Nos Antiquaires & nos premiers Historiens sont également tous d'accord à nous assurer positivement que le Corps de nos Loix est ainsi composé. Car ils prétendent que du temps du Roi Alfred, les usages locaux de différentes Provinces du Royaume, étoient si opposés les uns aux autres, que ce Prince jugea à propos de compiler un Code, ou *Liber judicialis*, pour

servir à toute la Nation en général. On ajouta que ce livre existoit même sous Edouard IV ; que malheureusement il fut perdu depuis , & qu'il contenoit probablement les principales maximes de la Loi commune, les peines dues au crime , & les formes de procédures judiciaires. C'est au moins ce qu'on en peut inférer ; en partant de l'injonction de l'observer , qui se trouve dans les Loix d'Edouard l'ainé ; fils d'Alfred : *omnibus qui Reipublicæ præsumt, etiam atque etiam mando, ut omnibus æquos se præbeant Judices, perinde ac in judiciali libro (Saxonice DOM-BEC) scriptum habetur : nec quicquam formident quin Jus commune (Saxonice POLCPIHRE) audacter liberèque dicavit.*

Mais l'irruption & l'établissement des Danois en Angleterre , qui suivit bientôt après ; introduisit de nouveaux usages ; & fit que dans plusieurs Provinces on ne se servit plus du Code d'Alfred , où qu'on l'avilit en le confondant avec des Loix bien moins parfaites. De sorte que vers le commencement du onzième siècle , il y avoit trois principaux systèmes de Loi , qui prévalurent en différens districts. 1°. La *Mercen - Lage* , ou la Loi *Merciennne* , qui fut observée dans plusieurs Provinces , & sur-tout dans celles qui confinent à la Principauté de Galles , la retraite des anciens Bretons. 2°. La

West-Saxon-Lage, ou la Loi des Saxons occidentaux, qui eut lieu dans les parties du sud & de l'occident, depuis la Province de Kent jusqu'à celle de Devon. 3°. La *Dane-Lage*, ou la Loi Danoise. Celle-ci fut observée principalement dans les autres Provinces de la méditerranée, & sur la côte orientale, qui est la partie qui se trouvoit la plus exposée aux descentes de ce peuple pirate. Les Provinces septentrionales avoient alors un gouvernement particulier.

C'est de ces trois espèces de Loix que Roger Hoveden & Ranulphus Cestrensis nous apprennent que le Roi Edouard le Confesseur tira une Loi uniforme, ou un Digeste de Loix, pour servir à tout le Royaume. Ces sortes de Digestes ont en effet été trouvés nécessaires, & par conséquent adoptés par toutes les grandes Nations, formées d'un assemblage de différens petits Etats, gouvernés par leurs usages particuliers. Ainsi qu'en Portugal, sous le Roi Edouard, vers le commencement du quinzième siècle; ainsi qu'en Espagne, où Alonze a mit en exécution, vers l'an 1250, le plan qu'avoit formé son pere (St. Ferdinand) qui réunissoit toutes les coutumes provinciales en une seule Loi uniforme : savoir le Code célèbre de *Las Partidas*; de même qu'en Suede, où vers la même époque on compila un Corps univer-

set de Loix communes, tirées des coutumes particulières de chaque Province, & intitulé *Lands-Lagh*, ce qui répond à la Loi commune d'Angleterre.

L'entreprise d'Edgar & celle d'Edouard le Confesseur ne paroissent au surplus avoir été qu'une nouvelle promulgation du Code d'Alfred, avec les additions & corrections que l'expérience d'un siècle & demi devoit naturellement avoir suggérées. Car Alfred est généralement appelé par les Historiens, *Legum Anglicanarum Conditor*, & Edouard le Confesseur, *Restitutor*.

Ce fut pour maintenir ces mêmes Loix que nos ancêtres ont fait tant d'efforts sous les premiers Princes de la race Normande; & que la promesse de les conserver ou de les rétablir, fut depuis regardée comme l'acte le plus populaire & le plus agréable à la Nation que nos Monarques subséquens pussent faire. Aussi n'y manquèrent-ils guères, sur-tout lorsqu'ils se voyoient menacés par des puissances étrangères ou par des troubles intestins. Ce sont ces mêmes Loix qui résisterent si vigoureusement aux attaques redoublées de la Loi civile, lorsqu'elle établit, vers le douzième siècle, un nouvel Empire Romain, qui gouverne la plupart des Etats du continent, lesquels ne doivent peut-être qu'à cette Loi seule la perte

perte de leur liberté politique; tandis que la Constitution libre de l'Angleterre, en se refusant à son joug, s'est toujours de plus en plus perfectionnée. Ce sont enfin les Loix d'Edouard le Confesseur qui sont la source & l'origine de cette collection de Maximes & de Coutumes, connue sous le nom de Loi commune, nom qui lui fut donné pour la distinguer de la Loi des Statuts, de la Loi civile, de la Loi marchande, &c. ou bien, parce qu'elle devint une Loi commune à tout le Royaume, après l'abolition des Coutumes provinciales & des Loix particulières.

Mais, quoique tel soit vraisemblablement le fondement de cette collection, les maximes & les usages, qui y sont contenus, sont pourtant d'une antiquité si reculée, que rien n'est plus difficile que d'en fixer précisément l'origine. C'est pourquoi notre Loi fait consister la validité d'une Coutume, en ce qu'elle a été en usage depuis un temps immémorial; & c'est ce qui caractérise les Maximes & les Coutumes, qui composent la Loi commune, ou *Lex non scripta* de ce Royaume.

Cette Loi commune, ou non écrite, se divise en trois espèces. 1°. Les Coutumes générales, qui sont la règle universelle de tout le Royaume, & qui constituent la Loi commune, selon la signification la plus stricte & la

plus usitée. 2°. Les Coutumes particulières ; qui, pour la plupart, ne régissent que les habitans de quelques districts. 3°. Certaines Loix particulières, adoptées par l'usage, & propres à quelques Tribunaux, dont la juridiction est de quelque étendue.

I. Les Coutumes générales, ou la Loi commune, proprement dite, dirige les procédures & les déterminations dans les Cours ordinaires de Justice. Cette Loi, en général, établit l'ordre de la succession pour les terres ; la manière & la forme d'acquérir & de transférer une propriété ; les solemnités & l'obligation des contrats ; les règles pour expliquer les testamens ; les actes particuliers & ceux du Parlement ; les réparations respectives des injures civiles ; les différentes offenses temporelles avec les degrés de punition ; ainsi qu'une infinité d'autres cas particuliers de moindre importance, & qui s'étendent aussi loin que l'administration ordinaire de la Justice commune puisse l'exiger. Elle veut, par exemple, qu'il y ait quatre Greffes supérieurs, celui de la Chancellerie, du Banc du Roi, des Plaids communs, & de l'Echiquier ; que le fils aîné soit le seul héritier de son ancêtre ; que la propriété puisse être acquise ou transférée par des écrits ; qu'un acte n'ait aucune validité, à moins qu'il n'ait été scellé & délivré ; que les testamens soient

expliqués favorablement & les actes sévèrement ; qu'une somme d'argent, prêtée sur une obligation, puisse se recouvrer par une action contre le débiteur ; qu'enfreindre la paix publique soit une offense punissable par amende & emprisonnement. Or tous ces préceptes, qui ne sont écrits dans aucun Statut ou Ordonnance, dépendent uniquement d'un usage immémorial, ou de la Loi commune, qu'on peut regarder comme leur unique support.

Quelques Auteurs ont divisé la Loi commune en deux branches principales : 1°. Les Coutumes établies, telle que celle qui dit, que lorsqu'il y a trois freres, l'ainé doit hériter du second, à l'exclusion du cadet. 2°. Les Regles & Maximes établies ; par exemple, que le Roi ne peut pas faire de mal, que personne ne peut être obligée de s'accuser soi-même, &c. Mais cette division me paroît inutile ; car l'autorité de ces Maximes est fondée entièrement sur l'usage & l'acception générale ; & le seul moyen de prouver que telle ou telle Maxime est une Regle de la Loi commune, est de faire voir qu'elle a toujours été en usage.

Ce que je viens de dire doit faire naître une question fort naturelle & fort essentielle. Comment peut-on connoître ces Coutumes & ces Maximes ? Et par qui leur validité sera-t-elle décidée ? La réponse est, par les Juges des

différentes Cours de Justice, les dépositaires des Loix, les oracles vivans qui doivent déterminer tous les cas douteux, & qui sont obligés par serment de juger selon les Loix du Royaume. Leur connoissance de ces Loix doit naître de l'expérience & de l'étude, des *viginti annorum lucubrationes*, dont parle Fortescue, & d'avoir été accoutumés depuis long-temps à entendre les décisions judiciaires de leurs prédécesseurs.

Ces décisions sont en effet les preuves les plus authentiques qu'on puisse donner de l'existence d'une Coutume qu'on prétend former une partie de la Loi commune. Le jugement même & la procédure, tenus en conséquence, sont soigneusement enrégistrés & conservés dans des dépôts publics destinés à cet usage, auxquels on a souvent recours, lorsqu'une question épineuse se présente, & pour la décision de laquelle on peut recevoir quelques lumières ou quelques secours des exemples antérieurs. C'est pourquoi nous trouvons, même du temps de la Conquête, que la *præteritorum memoria executorum* étoit comptée parmi les premières qualités de ceux qu'on jugeoit être *Legibus patriæ optimè instituti*; Car c'est une règle établie, qu'il faut se gouverner par les exemples antérieurs, toutes les fois que le même point devient un objet de contestation; par ce moyen

la balance de la Justice n'est pas sujette à pencher au gré du caprice ou de l'opinion de chaque nouveau Juge ; & la Loi , ayant une fois été déclarée & déterminée dans une occasion quelconque , ce qui étoit incertain , ou peut-être indifférent , devient pour l'avenir une règle permanente , qui ne peut être changée & éludée par aucun Juge postérieur. Les Juges sont même obligés par serment de prononcer , non selon leurs sentimens particuliers , mais selon les Loix connues & les Coutumes du Royaume : ils sont délégués , non pas pour donner des Loix nouvelles , mais pour expliquer & conserver les anciennes. Cette règle cependant souffre une exception , lorsque la décision antérieure a été absolument contraire à la raison , & encore plus , lorsqu'elle se trouve incompatible avec la Loi divine. Cependant dans ces cas même , les Juges postérieurs ne prétendent pas faire une Loi nouvelle , mais seulement débarrasser l'ancienne d'une fautive interprétation : car quand une première décision paroît manifestement absurde ou injuste , on déclare , non pas qu'une telle sentence est une *mauvaise Loi* , mais qu'elle n'est pas une *Loi* , c'est-à-dire , qu'elle n'est pas conforme aux Coutumes du Royaume , comme on l'avoit mal-à-propos jugé. C'est pourquoi nos Jurisconsultes sont fondés , lorsqu'ils donnent

de si grands éloges à la Loi commune, & qu'ils nous disent, qu'elle est la perfection de la raison, qu'elle doit toujours s'y conformer, & que *tout ce qui n'est pas raison n'est pas Loi*. Ce n'est pas que la raison de chaque regle de la Loi puisse, vu l'éloignement des temps où elle a été faite, être donnée avec certitude ; mais pourvu qu'il n'y ait rien dans cette regle qui soit évidemment contraire à la raison, la Loi suppose toujours qu'elle a été bien établie. C'est une ancienne observation qu'on a faite à l'égard des Loix d'Angleterre, que toutes les fois que la regle établie d'une Loi, dont on ne voyoit peut-être plus la raison, a été sans nécessité enfreinte par des Statuts ou par des décisions nouvelles ; la sagesse de cette Regle s'est fait connoître dans la suite par les inconvéniens qui ont résultés de l'innovation.

Voici donc la doctrine de la Loi : les exemples & les regles doivent être observés, à moins qu'ils ne soient absolument injustes ou absurdes ; car quoique la raison qui les a dictés puisse ne pas être évidente au premier coup d'œil, nous devons trop de déférence à nos ancêtres, pour supposer qu'ils aient agi absolument sans réflexion. Pour démontrer la vérité de cette doctrine, par des exemples : il a été décidé, depuis un temps immémorial, qu'un homme ne peut hériter par droit de succession du bien de

celui qui n'est son frere que du côté paternel ou maternel; mais que la succession tombe plutôt au Roi ou à autre Seigneur fuzerain. Or cette Loi est positive, elle a été fixée & établie par la Coutume, & cette Coutume est tellement constatée par des décisions judiciaires, qu'aucun Juge moderne ne peut y donner atteinte, sans violer son serment & la Loi; car il n'y a rien ici qui répugne à la justice naturelle, quoique la raison artificielle de cette regle, & qui est tirée de la Loi féodale, puisse ne pas être tout-à-fait sensible à tout le monde. De sorte que si un Tribunal quelconque déterminoit aujourd'hui qu'un frere aîné du côté paternel ou maternel pourroit s'emparer des biens acquis par son cadet, tous les Juges postérieurs seroient en droit de déclarer cette détermination injuste, déraisonnable & par conséquent nulle. Ainsi la Loi & l'opinion d'un Juge ne sont pas toujours des termes synonymes; puisqu'il peut arriver quelquefois que le Juge se trompe sur la Loi. Cependant la regle générale est que les décisions des Cours de Justice sont les preuves de la Loi commune. De même que dans la Loi, civile ce qui avoit une fois été déterminé par l'Empereur, servoit de guide pour l'avenir.

Ainsi on a une très-grande déférence pour les décisions des Tribunaux, on les conserve com-

me authentiques dans les Greffes des différentes Cours, & on les présente au public dans les nombreux volumes des *Rapports*, qui composent la bibliothèque de nos Jurisconsultes. Ces *Rapports* sont une narration de différentes causes jugées, avec une courte analyse des procédures, qui sont conservées en entier dans les registres; les argumens dont les parties se sont servis, ainsi que les raisons données par la Cour pour fonder son jugement; le tout écrit en abrégé par des personnes présentes à la décision; & ces rapports servent d'index & de commentaire aux registres auxquels on a toujours recours dans les affaires délicates ou importantes. Nous en avons même une suite régulière, depuis le regne d'Édouard II inclusivement, jusqu'à celui de Henri VIII, qui ont été recueillis & mis en ordre par les Prototaire des Tribunaux, que l'on publioit annuellement aux frais du Gouvernement; & qui sont connus sous le titre de *Livres annuels*. Il seroit bien à désirer que cet usage utile eût continué, avec les précautions requises, jusqu'à nos jours. Car, quoique Jacques I, à l'instance du Lord Bacon, eût établi deux Rapporteurs, avec des honoraires proportionnés à cette fin, cette sage institution ne fut pas moins négligée; & depuis le regne de Henri VIII jusqu'à ce jour, cette tâche a été rem-

plie par différens particuliers, qui souvent par trop de précipitation, par manque d'intelligence ou d'exactitude, ont publié des relations très-imparfaites, & quelquefois contradictoires. De sorte que les plus estimables de nos anciens *Rapports* sont ceux qui ont été publiés par le Lord, Chef de Justice, Coke, Magistrat extrêmement savant, mais dont les ouvrages se ressentent fortement du pédantisme & du faux bel esprit du siècle où il a vécu.

Outre ces *Rapports*, nous avons aussi des Auteurs que les étudians de la Loi commune regardent avec autant de respect que de vénération. Tels sont Glanvil, Bracton, Britton, Fleta, Littleton, Fitzherbert, & quelques autres de plus ancienne date, dont les traités sont autorité, & qui, en prouvant l'existence des cas où tels & tels points de la Loi ont été décidés, sont maintenant au rang des principes établis. Parmi ces Auteurs méthodiques, celui dont les ouvrages ont la plus grande autorité dans les Cours de Justice, & dont toute la force ne dérive pas des citations des Auteurs anciens, est le même savant Juge dont nous venons de parler, le Chevalier Édouard Coke. Ainsi le fondement, ou la base des Loix d'Angleterre, est une Coutume générale & immémoriale, ou la Loi commune; toujours confirmée de temps à autres par les décisions des

Cours de Justice : décisions conservées dans nos registres publics, expliquées dans nos livres de *Rapports*, & consignées pour l'utilité générale dans les écrits des respectables interprètes de la Loi.

La Loi Romaine, du temps de la République, avoit aussi beaucoup de déférence pour la Coutume, mais pas tant que la nôtre; car elle ne l'adoptoit que lorsque la Loi écrite se trouvoit défectueuse. Cependant les raisons alléguées dans le Digeste, en faveur de la Coutume, justifient pleinement l'usage que nous en faisons; car elles accordent à la Loi non écrite, la même autorité qu'à la Loi écrite; à moins que la première ne se trouve absolument incompatible avec la seconde. « Puisque la Loi » écrite, dit Julien, ne nous oblige que par » ce qu'elle a été approuvée par le jugement » du peuple; de même celle qui n'est pas écrite » doit nous obliger également, puisqu'elle » a reçu la même approbation : car il est égal » que le peuple déclare son acquiescement à » une Loi par suffragès, ou par une conduite » conforme à la teneur de cette Loi. » C'est ainsi qu'on parloit à Rome pendant que la liberté n'y étoit pas encore totalement éteinte; mais lorsque la tyrannie Impériale y fût bien établie, la Loi civile changea de langage : *Quod Principi placuit, Legis habet vigorem, cum*

populus ei & in eum omne suum imperium & potestatem conferat, (dit Ulpien) Imperator solus & conditor & interpres Legis existimatur, (dit le Code) sacrilegii instar est rescripto Principis obviare. Et l'une des marques qui caractérise le plus la liberté Angloise, c'est que la Loi commune dépend de la Coutume, & que par conséquent il est évident qu'elle n'a tiré son origine que du consentement volontaire & unanime du peuple.

II. La seconde branche des Loix non écrites de l'Angleterre, consiste dans les Coutumes particulières, ou dans les Loix qui n'affectent que les habitans de certains districts.

Quelques-unes de ces Coutumes particulières sont indubitablement les restes de ce nombre prodigieux d'usages locaux, dont la Loi commune fut formée par les Rois Alfred, Edgard, & Édouard le Confesseur : chaque district ayant sacrifié quelques-unes de ses Coutumes particulières, afin que tout le Royaume pût jouir des avantages d'un système de Loix uniforme & universel. Mais par des raisons que l'on a long-temps ignorées, certaines Provinces, Villes, Bourgs, Domaines & Seigneuries eurent le privilège de conserver leurs propres Coutumes exclusivement au reste de la Nation ; & ce privilège leur fut continué par plusieurs actes du Parlement.

Telle est, par exemple, la Coutume de Gavelkind dans la Province de Kent, & en quelques autres parties du Royaume, (& qui peut-être existoit généralement avant la conquête des Normands) laquelle ordonne que tous les fils succèdent en commun à l'héritage de leur pere; & que quoiqu'un ancêtre eût été convaincu de crime, & même pendu, néanmoins son héritier lui succede au préjudice du Seigneur suzerain. Telle est la Coutume, qui, en différens Bourgs anciens, nommés par cette raison *Bourgs Anglois*, prescrit que le fils cadet doit succéder à l'héritage par préférence à tous ses freres aînés. Telle est celle de quelques autres Bourgs qui donne à la veuve toutes les terres de son mari pour douaire, tandis que la Loi commune ne lui accorde qu'un tiers. Telles sont les Coutumes particulieres des Seigneuries, lesquelles, quoique singulieres, assujettissent à leur joug tous les tenanciers qui en relevent. Telle est aussi la Coutume qui autorise la tenue de plusieurs Tribunaux inférieurs, & qui leur donne le pouvoir de juger des procès dans les Cités & Villes commerçantes, sans qu'on puisse montrer le titre ou privilege Royal qui leur accorde ce droit, & sans qu'il ait d'autre fondement qu'un usage suivi de temps immémorial. Telles enfin sont les différentes Coutumes particulieres de la ville de

Londres, à l'égard du commerce, des apprentifs, des veuves, des orphelins, &c. Coutumes qui toutes sont contraires à la Loi générale du Royaume, & qui ne subsistent que par l'usage, quoique les Coutumes de Londres soient aussi confirmées par actes du Parlement.

Sous ce titre de Coutumes particulieres on peut encore ranger celles qui forment un système particulier, & qui n'ont lieu que parmi une certaine classe de Citoyens; je veux dire la Coutume des Marchands, ou *Lex Mercatoria*, qui, quelque différente qu'elle soit des Loix générales de la Loi commune, n'en est pas moins une partie, & à laquelle le bien du commerce a fait accorder la plus grande autorité dans les affaires de négoce : car c'est une maxime de la Loi que, *cuiuslibet in sua arte credendum est*.

Les regles relatives aux Coutumes particulieres exigent d'abord la preuve de leur existence, ensuite celle de leur légalité, & font connoître enfin jusqu'à quel point ces Coutumes doivent avoir lieu.

A l'égard des Coutumes de Gavelkind & des Bourgs Anglois, la Loi en parle particulièrement; ainsi il n'est pas nécessaire de prouver qu'elles existent, mais seulement que les terres en question y sont assujetties. Mais quant aux autres Coutumes particulieres, la preuve

de leur existence est nécessaire. Il faut , par exemple, prouver : « Que dans telle Seigneurie les terres » ne peuvent descendre qu'aux héritiers mâles , & » jamais aux femelles. » Et ensuite il faut prouver : « Que la terre en question est située dans » cette Seigneurie. » Ces preuves doivent être faites devant douze Jurés , & non pas devant les Juges ; à moins que la même Coutume particulière n'ait été déjà discutée , déterminée , & enrégistrée dans la même Cour.

Les Coutumes de Londres different de toutes les autres, en ce que leur existence ne peut être prouvée que par le Lord-Maire & les Échevins de la Ville , qui certifient leur volonté par leur Greffier. Cependant lorsqu'il s'agit d'une Coutume qui intéresse cette même Communauté , telle que la levée d'un impôt , la Loi alors ne leur permet pas d'être juges dans leur propre cause.

Lorsqu'on a prouvé l'existence d'une Coutume , il est encore nécessaire d'en démontrer la légalité ; car si la Coutume n'est pas bonne , il ne faut pas la conserver : *malus usus abolendus est*. C'est une maxime établie par la Loi. Voici ce qui caractérise la bonté d'une Coutume particulière.

1°. Il faut qu'elle ait été en usage de temps immémorial ; car si on peut en faire connoître le commencement , la Coutume cesse d'être

bonne. C'est pourquoi nulle Coutume n'a pu prévaloir contre un acte exprès du Parlement, puisque le Statut même est une preuve qu'il fut un temps où cette Coutume n'existoit pas.

2°. Il faut que la Coutume ait été *continué*; attendu que toute interruption étant une cessation temporelle, son rétablissement est un nouveau commencement qui n'est plus immémorial, & qui rend la Coutume nulle. Il faut pourtant remarquer que je n'entends parler ici que de l'interruption du *Droit*; car une interruption de la seule *possession* pendant dix ans, ne détruit pas la Coutume. Les habitans d'une paroisse, par exemple, ont un droit coutumier d'abreuver leur bétail à un certain étang; s'ils n'en usent pas pendant dix ans, on ne doit pas en conclure que leur droit soit annéanti, il devient seulement plus difficile à prouver; mais si l'interruption de droit a lieu, seulement un jour, elle met absolument fin à la Coutume.

3°. Elle doit avoir été reçue paisiblement, sans opposition ni dispute. Les Coutumes doivent leur origine au consentement général; les contestations qu'elles auront éprouvées de temps immémorial, soit par leur opposition à quelque Loi, soit d'une autre manière, prouvent qu'elles n'ont pas eu ce consentement unanime.

4°. Les Coutumes doivent être raisonnables.

bles, ou plutôt elles ne doivent rien avoir de contraire à la raison ; car, comme dit Sir Édouard Coke, il ne s'agit pas de les juger d'après la raison humaine, mais d'après la raison artificielle & légale, garantie par la Loi. Ainsi une Coutume peut être bonne, quoiqu'on n'en puisse pas donner une raison particulière ; il suffit qu'on ne puisse lui opposer aucune bonne raison légale. La Coutume, par exemple, qui ne permettra à aucun habitant d'une paroisse de conduire ses bestiaux dans les pâturages communs, jusqu'au trois du mois d'Octobre, sera bonne, quoiqu'on ne puisse pas dire pourquoi on a fixé ce jour plutôt que celui qui le précède, ou celui qui le suit. Mais celle qui défendra d'y mener les bestiaux avant que le Seigneur du lieu y ait fait mettre les siens, sera déraisonnable, & par conséquent mauvaise : car il peut arriver que le Seigneur du lieu n'y envoie jamais les siens, & alors les propriétaires des communes perdroient les bénéfices qu'ils font en droit d'en attendre.

5°. Les Coutumes doivent être *certaines*. Une Coutume qui décideroit que les biens doivent passer au plus digne des descendans de leur possesseur, seroit nulle ; car comment détermineroit-on cet héritier ? La Coutume qui attribue l'héritage au plus proche enfant mâle, à l'exclusion des filles, est certaine, précise,
&

& par conséquent bonne. Celle qui autorise à payer deux sols par acre à la place de la dime, est également bonne; elle ne le seroit pas si elle obligeoit tantôt à deux sols, tantôt à trois, suivant le bon plaisir du décimateur, parce qu'elle seroit incertaine. Mais celle, en vertu de laquelle on payeroit de droit au Seigneur une année du revenu de la terre, dont on a fait l'acquisition, seroit bonne, quoique la valeur fût incertaine, car elle pourroit être fixée, & c'est une maxime en Loi, que *id certum est quod certum reddere potest*.

6°. Les Coutumes, quoiqu'établies par le consentement général, doivent être obligatoires. Il ne faut laisser à la volonté de personne le droit de les suivre ou de ne les pas suivre. Ainsi une Coutume qui oblige chaque homme à payer une somme déterminée, pour l'entretien d'un pont, sera bonne; & elle deviendra mauvaise, même absurde, si elle laisse à chacun la liberté de contribuer comme il voudra.

7°. Enfin les Coutumes doivent se concilier ensemble. L'une ne peut & ne doit être opposée à l'autre; car, si toutes deux sont réellement des Coutumes, elles sont également anciennes, & ont été établies d'un consentement unanime; ce qu'on ne peut pas dire des Coutumes contradictoires. Car si un homme assure que la Coutume lui donne le droit d'a-

voir des fenêtres ouvertes sur le jardin d'un autre, celui-ci ne peut opposer une autre Coutume qui lui donne le droit de les faire fermer : ces deux Coutumes contradictoires ne sauroient être bonnes l'une & l'autre ; il faut plutôt nier l'existence de la première.

Nous parlerons maintenant de l'autorité des Coutumes particulières. Celles qui dérogent sensiblement à la Loi commune, doivent être expresses. La Coutume qui admet les enfans à partager également entr'eux les biens de leur père, autorise un enfant de quinze ans à céder, par une espèce de contrat, ses terres, moyennant une redevance, ou pour toujours. Cependant cette même Coutume ne lui permet pas toute autre espèce de cession. Toutes les Coutumes particulières sont généralement soumises à la prérogative du Roi. Si le Monarque acquiert quelques-uns de ces biens, qui se partagent également, la Coutume n'a plus d'empire, & le successeur du Roi hérite seul de ces biens. Voilà ce que nous avons à dire sur la seconde partie des Loix non écrites, ou de ces Coutumes particulières, qui n'obligent que quelques citoyens ou quelques districts seulement.

III. La troisième branche qui va nous occuper renferme les Loix particulières que la Coutume adopte & met en vigueur dans certaines Cours & certaines Jurisdictions particu-

lières : j'entends ici les Loix civiles & ecclésiastiques.

On trouvera d'abord singulier de voir ranger ces Loix au nombre de celles qui ne sont *pas écrites*, puisque leur autorité est établie par leurs Codes, leurs Instituts, leurs Conseils, leurs Décrets, & fortifiée par un nombre presque infini de cas, de décisions, & de traités produits par les Savans dans les deux Droits. Mais je suis ici l'exemple de Sir Matthieu Hale, & je dis d'après lui, que la Loi civile & la Loi ecclésiastique ne sont pas obligatoires dans le Royaume, parce qu'elles sont *écrites*; que leur force & leur efficacité, n'est pas l'effet de leur autorité intrinsèque, & qu'il n'y a que les Loix écrites, c'est-à-dire, les actes du Parlement qui soient dans ce cas. Le Droit civil & le Droit canonique ne lient point les sujets du Royaume d'Angleterre, parce que les Loix qui les composent sont recueillies par des Papes ou des Empereurs, rédigées par Justinien, ou déclarées authentiques par Grégoire. Ces considérations ne leur donnent pas d'autorité ici; car la Législation Angloise ne connoît aucun pouvoir étranger qui lui soit supérieur, même égal, & qui ait droit de donner des Loix quelconques au moindre de ses sujets. Toute la force que les Loix Papales & Impériales ont obtenue dans ce Royaume, & je puis ajouter dans tous les

autres Royaumes de l'Europe, a sa source unique dans l'usage immémorial, & la Coutume qui les a adoptées & reçues dans certains cas, & dans quelques Tribunaux particuliers. Elles forment en conséquence une branche de Loix *non écrites* ou coutumieres. Si dans quelques autres cas particuliers elles ont été reçues du consentement du Parlement, elles doivent alors leur validité à ce que nous appellons la Loi *écrite* ou les Statuts. C'est ce qui est expressément déclaré dans le Statut 25 du regne de Henri VIII, chap. 21, où le Parlement adresse ces mots remarquables au Roi : « Ce Royaume ne reconnoît d'autre supérieur, après Dieu, que Votre Majesté; il n'a jamais été, & ne peut être soumis aux Loix d'aucun homme, qu'à celles qui ont été proposées, rédigées & faites *dans le Royaume*, pour sa prospérité, ou à quelques autres qu'il a bien voulu laisser faire à V. M. ou à ses Ancêtres, que le peuple a reçues librement, qui n'ont été en usage que de son propre consentement, & qui ont reçu, pour ainsi dire, leur sanction par une longue observation. Il rejette toute Loi d'un Prince, d'un Potentat, d'un Prélat étranger. Il n'admet que les anciennes Loix & Coutumes de ce Royaume, établies originairement par les permissions, con-

» sentemens & Coutumes dont nous venons
» de parler. »

Par le Droit civil, pris d'une maniere absolue, on entend généralement les Loix civiles & municipales de l'Empire Romain, telles qu'elles sont dans les Instituts, le Code, le Digeste de l'Empereur Justinien, & les nouvelles Constitutions de ce Prince & de ses successeurs. Comme on a fréquemment l'occasion de les citer pour éclaircir nos propres Loix, je ne dois pas négliger d'en donner ici une idée générale.

La Loi Romaine fut successivement fondée sur les Constitutions Royales des anciens Rois, sur les douze tables des Décemvirs, sur les Loix ou les Statuts promulgués par le Sénat ou le peuple, sur les Edits des Préteurs & les *Responsa prudentum*, ou les opinions des savans Jurisconsultes, & enfin sur les Décrets des Empereurs. Le nombre de ces Loix étoit devenu si considérable, ou comme Tite-Live s'exprime, *tam immensus aliarum super alias acervatorum Legum cumulus*, qu'un autre Auteur qui précéda Justinien dit, que leur recueil feroit la charge de plusieurs chameaux. Une pareille immensité de Loix ne pouvoit produire que de la confusion. Trois Jurisconsultes particuliers, Grégoire, Hermogenes & Papinius, remédièrent en partie à cet inconvénient par des col-

lections abrégées. Théodose le jeune fit ensuite composer un Code, en 438, où il rassembla toutes les Constitutions Impériales, alors en vigueur; & le Code Théodosien fut le seul livre de Loix civiles qui fut adopté dans la partie occidentale de l'Europe, pendant plusieurs siècles. Il paroît que les Huns & les Goths y puisèrent fréquemment, pour donner des Loix aux Royaumes qu'ils avoient érigés. Justinien ne possédoit plus que les restes de l'Empire dans l'Orient, & ce fut sous ses auspices que le corps actuel des Loix civiles fut compilé, & fini par Tribonien & d'autres Jurisconsultes en 529.

Ce corps consiste, 1°. dans les Instituts, qui contiennent les élémens ou les premiers principes de la Loi Romaine, en quatre livres. 2°. Dans les Digestes, ou Pandectes, en cinquante livres, contenant les opinions & les écrits des plus célèbres Jurisconsultes. 3°. Dans un nouveau Code, ou collection des Constitutions Impériales. Un siècle entier qui s'étoit écoulé, avoit rendu le premier Code, celui de Théodose, imparfait. 4°. Dans les Nouvelles, ou nouvelles Constitutions postérieures aux autres livres, auxquels elles formerent un supplément, rempli de nouveaux Décrets, rendus successivement par les Empereurs, à mesure qu'il s'élevoit des questions nouvelles.

Tel est le contenu du *Corps de la Loi Romaine*, tel qu'il fut publié vers le temps de Justinien. Ce Code fut cependant négligé & oublié jusqu'en 1130, qu'on trouva une copie du Digeste à Amalfi, en Italie; & cet événement, avec le concours de l'Eglise Romaine, procura une nouvelle vogue & une nouvelle autorité à la Loi civile, qui fut introduite dans plusieurs Etats, & donna bientôt lieu à cette multitude de commentaires volumineux, qui surchargèrent ce système de Loix, plus qu'aucun autre ne l'avoit jamais été.

Le Droit canonique est le corps de la Loi Ecclésiastique Romaine, relativement aux matières sur lesquelles cette Eglise prétend avoir une juridiction. Ce Droit est composé des opinions des anciens Peres, des Décrets des Conciles généraux, des Décrétales & des Bulles du S. Siege. Ces Loix étoient aussi nombreuses que les Loix civiles; & la même confusion y regna jusqu'en 1151, qu'un Moine Italien (Gratien), animé par la découverte des Pandectes de Justinien, imagina de recueillir les Constitutions ecclésiastiques de la même manière, & les rédigea avec quelque méthode en trois livres, qu'il intitula *Concordia discordantium canonum*; & généralement, comme aujourd'hui, sous le titre de *Decretum Gratiani*. Il porta sa compilation jusqu'au temps du

Pape Alexandre III. Les Décrets des Papes qui suivirent, jusqu'à Grégoire IX, furent recueillis & publiés de la même manière par les soins de ce Pontife, en 1230; & forment cinq livres, intitulés, *Decretalia Gregorii noni*. Un sixième leur fut ajouté, en 1298, par Boniface VIII, sous le titre de *Sextus Decretalium*. Les Constitutions Clémentines, ou les Décrets de Clément V, furent également publiés en 1317, par son successeur, (Jean XXII) qui publia aussi les siennes, au nombre de vingt, qu'on appelle *Extravagantes Joannis*. On y a joint depuis quelques Décrets des derniers Papes, en cinq livres, nommés, *Extravagantes communes*. Tous ces monumens réunis, les Décrets de Gratien, les Décrétales de Grégoire, les Constitutions Clémentines, & les *Extravagantes* de Jean & de ses successeurs, forment ce qu'on appelle le *Corpus Juris canonici*, ou le *Corps canonique* de la Loi Romaine.

Outre les Constitutions des Souverains Pontifes, qui, pendant le temps du Catholicisme, étoient reçues dans cette Isle, & observées avec respect, il y avoit aussi une espèce de Loi canonique nationale, composée des Constitutions provinciales, ou émanées du Légat du S. Siege. Celles-ci étoient des Loix ecclésiastiques, faites dans les Synodes nationaux, présidés par les Cardinaux Otho, & Othobon, Légats

de Grégoire IX & de Clément IV, en 1229 & 1268, sous le regne de Henri III. Les Constitutions provinciales étoient composées des Décrets des Synodes provinciaux, présidés par divers Prélats, & que d'autres Provinces adoptoient quelquefois. Au commencement de la Réforme, sous Henri VIII, le Parlement ordonna une révision exacte de tous les Canons, Constitutions & Ordonnances synodales & provinciales, & en attendant qu'elle fût faite, il régla qu'on suivroit toutes les Loix ecclésiastiques, qui ne seroient pas contraires à la Loi commune & aux prérogatives du Roi. Et comme cette révision n'a jamais eu lieu complètement, l'autorité du Droit Ecclésiastique Anglois est uniquement fondé sur ce Statut. Quant aux Loix portées par le Clergé, sous Jacques I, en 1603, elles n'ont jamais été confirmées par le Parlement, & il a été formellement décidé, conformément aux principes de la Loi & de la Constitution, que dans tous les cas où elles dérogent aux anciennes, & tendent à introduire des innovations, elles n'obligent pas les laïques, quelque respect que le Clergé veuille cependant avoir pour elles.

Il y a quatre especes de Tribunaux, dans lesquels on reçoit & on observe, sous diverses restrictions, les Loix civiles & canoniques.

1°. Les Tribunaux des Archevêques, des Evê-

ques, & de leurs officialités ; ils sont appelés ordinairement dans nos Loix, Cours Ecclésiastiques, *Curiae Christianitatis*. 2°. Les Tribunaux militaires. 3°. Ceux de l'Amirauté. 4°. Ceux des deux Universités. Dans ces Tribunaux, la réception de ces Loix & les différentes restrictions qu'elles y souffrent, sont fondées uniquement sur la Coutume, confirmée en dernier lieu par acte du Parlement, qui a ratifié les chartres qui ont donné la sanction législative aux Coutumes des Universités. Nous entrerons dans des détails particuliers sur cet objet, dans la partie de ces Commentaires, où nous traiterons de la juridiction des Cours ; nous nous bornerons ici à un petit nombre de remarques qui confirmeront encore mieux la doctrine que nous avons établie sur cet objet.

1°. Les Cours de la Loi commune, sont au-dessus de ces Cours. Elles les surveillent pour les contenir dans leurs juridictions, sans leur permettre d'en passer les bornes, pour réprimer les excès en ce genre, & punir les Officiers qui exécuteront, dans les cas où les Juges les y voudront obliger, des sentences déclarées illégales.

2°. La Loi commune s'est réservée l'explication des actes du Parlement, qui ont rapport à l'étendue de ces juridictions & aux matieres dont elles peuvent connoître. Si ces Cours re-

fusent d'obéir à de semblables actes, ou si elles les expliquent dans un sens différent de celui que leur donne la Loi commune; la Cour du Roi, à Westminster, a droit de prononcer contre elles & de les reprimander.

3°. On appelle des jugemens de toutes ces Cours, au Roi, en dernier ressort; ce qui prouve que la juridiction qu'elles exercent est émanée de la Coutume d'Angleterre, & non d'une puissance étrangère, ni d'une autorité qui leur soit particulière. Il résulte de ces trois articles une preuve évidente de la grande supériorité que les Loix civiles ont sur les canoniques, quoiqu'admises en certains cas, par la Coutume, dans quelques Cours; & qu'elles sont toujours subordonnées à ce qu'on appelle *Leges sub graviore Lege*. Et que, quoique reçues dans ces Tribunaux avec des modifications & des restrictions nécessaires, elles ne forment pas une espèce distincte & indépendante; qu'elles sont simplement des branches inférieures des Coutumes ordinaires ou des Loix non écrites de l'Angleterre, & que leurs noms propres sont Loix royales, ecclésiastiques, militaires, marines ou académiques.

Nous parlerons maintenant des Loix écrites du Royaume, qui sont les Statuts, les actes & les édits faits par les Rois, de l'avis & du consentement des Pairs spirituels & temporels, &

des Communes assemblées en Parlement. La plus ancienne de ces Loix, actuellement existante, & recueillie dans notre Code, est la fameuse *Grande Charte*, telle qu'elle fut confirmée par le Parlement, la neuvième année du règne d'Henri III. Il n'est pourtant pas douteux qu'il n'y eût, avant ce temps, plusieurs autres actes, qui sont oubliés.

Nous considérerons, ci-après, en examinant la Constitution du Parlement, la manière dont ses Statuts doivent être faits. Nous nous bornerons maintenant à dire un mot des différentes espèces de Statuts, & de quelques-unes des règles générales qui s'observent dans leur composition (*).

(*) La manière de citer les actes du Parlement n'est point uniforme. Plusieurs de nos anciens Statuts prennent leur dénomination des lieux où le Parlement a été assemblé; tels sont les Statuts de Merton, de Marlbrige, de Westminster, de Gloucester, de Winchester. D'autres tirent leurs noms des matières qui en sont l'objet, comme les Statuts de Galles & d'Irlande, les *Articuli Clerici*, & la *Prerogativa Regis*. Quelques-uns sont distingués par le mot initial. Ce dernier usage est fort ancien; c'étoit celui des Juifs, pour désigner les Livres du Pentateuque; celui de l'Eglise Chrétienne, qui désigne ainsi les Hymnes, les Offices; les Bulles des Papes n'ont pas d'autres dénominations; & les Docteurs en Droit civil & canonique ne citent pas autrement les Loix. C'est à leur imitation que quelques-uns de nos actes ont été ainsi désignés, tels que l'acte *Quia Emptores*, & celui *Circumspectè agatis*. La méthode la plus ordinaire, & la plus en usage, depuis Edouard II, est de nommer l'année du règne du Prince sous lequel ils ont été faits, & le chapitre ou l'acte selon l'ordre chronologique. Tous

Nous nous arrêterons d'abord sur leurs especes. 1°. Les Statuts sont *généraux*, *publics* ou *particuliers*. Un acte général ou public, est une Loi universelle qui oblige la société entière. Les Cours de Justice sont autorisées à en prendre judiciairement connoissance, & *ex officio*. Les actes particuliers sont plutôt des exceptions que des regles, parce qu'ils n'ont été portés que pour des cas particuliers. Les Romains appelloient ces actes *Senatus Decreta*, pour les distinguer des *Senatus Consulta*, qui obligeoient tous les citoyens; & les Juges ne prennent la connoissance de ceux-là qu'autant qu'on les réclame. Ainsi, pour donner un exemple qui fera sentir cette distinction, l'acte de la treizieme année d'Elisabeth, chap. 10, qui défend aux Ecclésiastiques de faire des baux, pour un terme plus long que celui de vingt ans, est un acte public. Cette Loi oblige un Ordre entier de la Nation (le Clergé). Mais l'acte qui autorise l'Evêque de Chester à passer un bail de soixante ans avec *A B*, est une exception à la Loi précédente; il n'intéresse que les parties contractantes, & les suc-

les actes d'une session du Parlement sont pris collectivement dans l'année, comme s'ils ne faisoient qu'un, & les chapitres désignent les différens actes. Lorsque le Parlement s'est assemblé deux fois dans la même année, on dit, le premier ou le deuxieme Statut de telle année du regne de tel.

ceffeurs de l'Evêque : ainfi c'est un acte particulier.

Les Statuts, ou confirment la Loi commune, ou remédient à quelques défauts qu'ils y trouvent. Ils la confirment quand elle est tombée en désuétude, ou lorsqu'elle est contestée; dans ce cas le Parlement juge à propos, pour éviter tout doute & toute difficulté, & *in perpetuum rei testimonium*, de déclarer que la commune Loi existe & a toujours existée. Ainsi l'acte des *Trahisons*, de la vingt-cinquième année d'Édouard III, chap. 2, ne statue aucune nouvelle espèce de trahison; il se contente, pour l'instruction du peuple, de faire l'énumération des crimes de ce genre, qui étoient regardés comme tels par la Loi commune. Les Statuts *corréctifs* sont ceux dont l'objet est de suppléer à quelques omissions, & d'élaguer des superfluités dans l'ancienne Loi commune, qui n'est pas exempte des imperfections attachées à tous les ouvrages humains : les temps, les circonstances, les interprétations de quelques Juges peu instruits, & bien d'autres causes rendent de pareils actes nécessaires. Quelquefois cette Loi commune est trop précise & a besoin d'être étendue; quelquefois elle est trop prolix, & il faut la resserrer. Ces sortes de cas, qui peuvent se présenter, divisent les actes correctifs en actes pour restreindre, & en actes d'exten-

sion. Nous en citerons un exemple dans le cas du crime de trahison. La Loi commune n'avoit pas assez déterminé la maniere dont on devoit envisager celui de rogner les especes ; il fut, en conséquence, jugé nécessaire d'y suppléer. On le fit, dans le chap. 2 du vingt-cinquieme Statut d'Elisabeth, qui le rangea dans la classe des crimes de haute-trahison ; & ce fut ce que nous appellons un acte d'*extension*. La Loi commune n'avoit fixé aucun terme pour les baux des Ecclésiastiques, qui les étendoient à autant d'années qu'ils le vouloient : le Statut treizieme d'Elisabeth en fixa un ; & cet acte restreignit la trop grande liberté dont ils abusoient.

Les regles qu'il faut observer dans la composition des Statuts, sont les suivantes.

1°. Il y a trois points à observer dans la construction des Statuts correctifs, l'ancienne Loi, le défaut & la correction ; c'est-à-dire, l'état de la Loi au moment où on fait l'acte, la chose à laquelle elle n'a point pourvu, & le remède que le Parlement juge à propos d'y apporter. Nous prendrons pour exemple le treizieme Statut d'Elisabeth, chap. 10, que nous avons déjà cité. La Loi commune laissoit aux Ecclésiastiques le droit de faire d'aussi longs baux à ferme qu'ils le vouloient. Le tort qui en résultoit étoit celui-ci ; il appauvrissoit le successeur du Bénéficiaire qui avoit fait un long

bail. Le remède qui y fut apporté, fut d'annuller tout bail qui passeroit vingt-un an. Dans la rédaction de l'acte, on régla que les baux, qui passeroient ce terme, seroient valables pendant la vie de celui qui l'auroit fait, si c'étoit un Evêque ou Doyen de Chapitre; parce qu'il ne s'agissoit que de protéger le successeur, & d'assurer sa fortune; & ce but étoit rempli en annullant le bail après la mort de celui qui l'avoit passé.

2°. Un Statut qui traite des choses & des personnes d'un rang inférieur, ne peut être étendu en aucune maniere à celles d'un rang supérieur. Ainsi un Statut dans lequel il sera question des Doyens & Prébendaires, des Curés, Vicaires & autres Ecclésiastiques, ne peut obliger les Evêques; parce que les Doyens, qui sont les personnes les plus élevées que désigne l'acte, sont toujours fort au-dessous des Prélats.

3°. Les Loix pénales doivent être très-précises. Le Statut premier d'Édouard VI, chap. 12, ayant déclaré que ceux qui étoient convaincus d'avoir volé des *chevaux* ne pouvoient réclamer le bénéfice de *Clergie*; les Jurés trouverent que l'on pouvoit entendre que cette rigueur ne s'étendoit pas jusqu'à ceux qui n'en auroient volé qu'un. Ils sollicitèrent en conséquence un nouvel acte qui éclaircît le premier, & il eut lieu l'année suivante. En nous rapprochant

chant de notre temps, nous voyons dans l'acte 14 de George II, chap. 6, que le vol des brebis ou d'autre bétail sera pareillement regardé comme un crime capital, punissable sans privilège de Clergie. Ces mots généraux ou *autre bétail*, parurent trop vagues pour déterminer une offense capitale, & en conséquence les Juges ayant restreint la disposition de l'acte au vol des brebis, qui y étoit expressément désigné; on jugea nécessaire dans les Sessions suivantes, de faire un autre Statut, qui étendit cette disposition aux taureaux, aux vaches, aux bœufs, en les désignant chacun par leurs noms.

4°. Les Statuts contre les fraudes sont susceptibles d'extension dans leurs développemens. Ceci peut paroître contradictoire avec la règle précédente, la plupart des Statuts de ce genre entraînant une peine après eux. On doit cependant distinguer entre ces Statuts; quand la Loi agit sur le coupable, & lui inflige une peine telle que le pilori ou une amende, elle doit être très-précise. Mais quand elle ne considère que le crime en général, sans s'arrêter à l'action qui en détermine la nature, elle est susceptible d'extension. C'est en conséquence de cette maxime que le Statut de la treizième année d'Elisabeth, chap. 5, qui annule toute donation de biens, faite pour frauder les droits des créanciers ou autres, fût étendu jusqu'aux

donations dont l'objet étoit de priver la Reine; des confiscations qui lui revenoient.

5°. Un Statut peut contenir quelques conditions dans quelques-unes de ses parties; nous en donnerons un exemple. Si le Roi & ses héritiers étoient en possession d'une terre par acte du Parlement, sauf les droits d'A. qu'on suppose avoir un bail de trois ans; A. remplira son bail, après quoi la terre appartiendra au Roi. Cet exemple explique la nature des clauses d'un Statut; elles ne peuvent être contraires au Statut même.

6°. Une condition qui seroit opposée à l'acte même, seroit nulle, ainsi que l'acte. Tel seroit celui qui accorderoit au Roi un bien, sauf les droits de plusieurs personnes, ou sauf les droits d'A. Dans ces deux cas la clause répugne totalement au but du Statut, qui est l'investiture. Si elle étoit valide, le Statut seroit sans effet.

7°. Quand la Loi commune & un Statut sont en contradiction, c'est la première qui est suivie; si ce sont deux Statuts qui diffèrent, le nouveau abroge l'ancien. Cette proposition est la conséquence du principe général que nous avons établi dans la précédente Section: *Leges posteriores priores contrarias abrogant.* Mais cela n'a lieu que quand le dernier Statut est conçu en termes négatifs, ou suppose

négarion. Par exemple, si un premier acte dit qu'un Juré doit avoir 24 sterlins de rente, & qu'un nouveau dise qu'il aura 20. marcs ; ce dernier suppose une négation, quoiqu'il ne l'exprime pas, & détruit le précédent. Car si 20 marcs suffisent, l'acte qui exige 24 livres, est inutile. Mais si les deux actes sont l'un & l'autre affirmatifs, de manière que la contradiction ne soit qu'apparente, & que leurs dispositions, quoiqu'opposées, puissent subsister sans se nuire ; le second n'annulera pas le premier, on les suivra tous les deux. Si une Loi déclare que tel cas sera jugé aux sessions, & qu'une autre attribue le même jugement aux assises, la juridiction des sessions n'est point abolie par cette dernière, elle conserve son droit, & le procès du coupable peut être porté aux deux Cours, à moins que la nouvelle Loi n'ajoute, en termes négatifs, que le cas sera jugé aux assises, & non ailleurs.

8°. Si un Statut qui en annule un autre, est en suite annullé lui-même, le premier est rétabli, *ipso facto*, sans qu'il soit besoin d'aucune autre formalité. Ainsi quand les Statuts 26, & 35 d'Henri VIII, qui déclaroient le Roi chef suprême de la Religion, furent abrogés par un autre de Philippe & Marie, qui le fut à son tour par un de la première année d'Elisabeth ; on n'eut pas besoin de rappeler en

termes exprès les deux Statuts d'Henri VIII ; qui, rétablis par le fait, donnerent à Elisabeth la suprématie qu'avoit eu son prédécesseur Henri.

9°. Les actes du Parlement qui dérogent d'avance à des actes de Parlemens successifs, ne lient pas, *de facto*, la nation. Le Statut de l'onzième année d'Henri VII, chap. 1, qui décide qu'une personne qui aura assisté un Roi, ne pourra être déclaré coupable de haute-trahison, ni poursuivi comme tel par acte du Parlement ou autrement, n'est suivi que dans ce qui a rapport aux poursuites pour crime de haute-trahison ; mais il ne lie pas le Parlement, qui peut décider le contraire. La Législation est le pouvoir suprême, son autorité est toujours la même, toujours absolue, elle ne connoît aucun supérieur sur la terre, & le premier Législateur seroit au-dessus d'elle, si les Loix précédentes lioient le Parlement actuel. C'est d'après ce principe que Cicéron, dans ses Lettres à Atticus, traite avec mépris ces clauses, ces restrictions que les nouveaux Législateurs essayent d'opposer d'avance à ceux qui les suivroient : « en annullant une Loi vous-même, vous annulez en même-temps la clause prohibitive qui défend de l'abroger. »

10°. Enfin les actes du Parlement, qui sont d'une exécution impossible, n'ont aucune validité, & s'ils donnent lieu dans quelques par-

ties à des conséquences absurdes, & manifestement contraires au sens commun, ils sont nuls relativement à ces conséquences. J'ai cru nécessaire de joindre cette restriction à cette maxime, quoique je n'ignore pas qu'on n'admet pas toujours ce qu'on dit généralement : que les actes du Parlement sont nuls quand ils sont contraires à la raison. Mais si le Parlement vouloit prescrire une chose déraisonnable, je ne connois aucun pouvoir capable de l'en empêcher. Car, si lorsque le but d'un Statut est opposé à la raison, les Jurés avoient la liberté de le rejeter, ce seroit mettre le pouvoir des Juges au-dessus de celui des Législateurs, ce seroit bouleverser le gouvernement. Mais quand on remarque que quelques conséquences d'un acte sortent du but général, & sont contraires à la raison ; les Juges peuvent avec décence conclure que ces conséquences n'ont pas été prévues par le Parlement, & s'écarter de la Loi en faveur de la justice, quant aux parties seulement que la raison rejette. Ainsi, si un acte du Parlement donnoit à un homme le pouvoir de juger tous les procès qui s'éleveroient dans le lieu de sa demeure, il n'autoriseroit pas cet homme à en juger un, dans lequel il seroit partie, s'il venoit à s'en élever un de cette espece ; quoique la Loi n'eut pas fait cette exception, on seroit en droit de la

prélumer. Mais s'il étoit possible d'en supposer une qui autorisât cet homme à juger dans sa propre cause comme dans celle des autres, je ne connois point de pouvoir qui pût anéantir la volonté expresse du Législateur, quelque absurde qu'elle fût, quand elle seroit énoncée aussi clairement.

Tels sont les fondemens des Loix d'Angleterre, que l'équité a le droit de modérer & d'interpréter. J'ai déjà montré dans la Section précédente ce que c'étoit que l'équité, & que, par son essence, il est impossible de la réduire à des regles établies. J'ajouterai ici, qu'outre la liberté que la Loi commune accorde aux Juges d'interpréter les actes du Parlement, & les Coutumes ou les Loix non écrites, lorsque leurs dispositions ne sont pas positives; il y a aussi des Cours de Justice destinées à défendre les citoyens, à découvrir les fraudes cachées dont les conséquences ne pouvoient être prévues, à faire exécuter les Loix de confiance (si l'on peut se servir de cette expression), qui ne lient que quant au *for* intérieur, & desquelles les Tribunaux ne peuvent prendre connoissance, à protéger l'infortuné contre les dangers qui sont souvent l'effet du malheur, à préparer les remèdes certains, & les mieux adapter aux circonstances, dans tous les cas, selon les principes de la Loi positive ou commune. Telles sont

les fonctions de nos Cours de Justice ; mais dans les matieres de propriété seulement ; car la liberté de notre Constitution ne leur permet pas de s'écarter de la Loi dans les affaires criminelles. Cette précaution sage protege le citoyen , & ne lui est jamais nuisible. Un homme ne peut subir un plus grand châtiment que celui que la Loi lui inflige ; il ne peut qu'en subir un moindre. Les Loix , par une interprétation partiiale , ne peuvent infliger une peine plus grave que celle que porte la lettre de ces mêmes Loix , & dans les cas où la lettre semble être trop sévere , le Roi a le pouvoir de faire grace.



SECTION IV.

DES PAYS SUJETS AUX LOIX D'ANGLETERRE.

LES Loix municipales auxquelles ce Royaume est sujet , n'obligent que le Royaume d'Angleterre seulement. La Loi commune sépare de cette soumission , la principauté de Galles, l'Ecosse , l'Irlande , & les autres pays de la domination du Roi. Cela n'empêche pas que ses Loix civiles, & ses Coutumes proprement locales, n'y soient reçues en tout, ou en partie, avec plus ou moins de restrictions. Nous dirons un mot de ces différentes contrées, avant de parler du Royaume d'Angleterre, qui est, si nous pouvons nous exprimer ainsi, le sujet original & propre de ces mêmes Loix.

La Principauté de Galles est restée pendant plusieurs siècles indépendante de l'Angleterre, dans cet état primitif & presque sauvage où César la trouva, & que Tacite représente comme l'état des Bretons en général. Pendant les invasions des Saxons, ceux des anciens habitants de l'Isle, qui avoient embrassé le Christianisme, se refugierent dans ce pays défendu par la nature, où ils trouverent un asyle pour

eux & pour leur religion. Quand les conquérans se furent convertis eux-mêmes, & eurent établi des gouvernemens solides & puissans, cette retraite des anciens Bretons se resserra; on en conquit par degrés plusieurs parties, & on mit fin à leur sauvage indépendance. Nous trouvons de bonne heure, dans notre histoire, les Princes de Galles faisant hommage à la Couronne d'Angleterre. Ce fut sous le regne d'Édouard I, que la ligne des anciens Princes fut éteinte, & que les fils aînés des Rois d'Angleterre prirent le nom de cette Principauté. Elle fut entièrement réunie à la Couronne, par une espece de *résomption féodale*; & c'est ainsi que s'exprime à ce sujet le Statut de Rutland, ou le dixieme d'Édouard I: *Terra Walliæ cum incolis suis prius Regi jure feodati subjecta, jam in proprietatis dominium totaliter, & cum integritate conversa est, & Coronæ Regni Angliæ tanquam pars corporis ejusdem annexa & unita*. Le Statut de Galles (ou le douzieme d'Édouard I) fit plusieurs changemens importants dans les Loix de cette Principauté. Il les rapprocha de celles d'Angleterre, pour les procédures judiciaires; mais il leur laissa partie de leur police, & sur-tout ce qui concernoit les héritages & leurs Loix, qui partageoient également les terres entre les enfans mâles, au lieu de les accorder à l'aîné. Les Statuts

subséquens diminuerent les privileges de la Province ; & leur indépendance fut entièrement anéantie par le vingt-septieme Statut de Henri VIII, chap. 26. Ce brave peuple, dépouillé par degré de ses droits, entra dans ceux des Anglois. Cette politique généreuse avoit déjà été pratiquée avec succès par les Romains : en soumettant l'Italie par leurs armes, ils se l'attachèrent en lui faisant partager leurs privileges.

Le vingt-septieme Statut d'Henri VIII a fixé irrévocablement le sort de cette Province. Il porte, 1°. qu'elle sera unie, à perpétuité, au Royaume d'Angleterre. 2°. Que les Gallois jouiront des mêmes droits & privileges des autres sujets du Roi. 3°. Que la succession aux terres sera désormais réglée comme elle l'est en Angleterre. 4°. Que les Loix Angloises y seront observées & nulles autres, à l'exception cependant de quelques regles de police particulieres à cette Principauté, qu'elle conserva. Les Statuts trente-quatre & trente-cinq du même Roi, confirment les Loix précédentes. Ils divisent la Principauté en douze Comtés, & fixent l'état qu'elle a pris, & qui dure encore. Elle ne differe des autres Provinces du Royaume, que par quelques privileges particuliers, dont le plus important est d'avoir des Cours de Justice indépendantes de celle de

Westminster ; les autres sont de peu de conséquence.

Le Royaume d'Ecosse , malgré la réunion des deux Couronnes , à l'accession de Jacques VI à celle d'Angleterre , continua de faire un Royaume séparé pendant plus d'un siècle. Le projet de les réunir avoit été formé cependant de bonne heure ; & l'exécution en paroissoit d'autant plus aisée , que les deux Etats n'en avoient anciennement fait qu'un , & conservoient encore une grande conformité dans leurs Loix. L'acte du Parlement de la première année de Jacques I, chap. 1 , déclara que ces deux Royaumes *puissans , fameux , & anciens , n'en avoient d'abord fait qu'un*. Et sir Edouard Coke observe en effet qu'il y avoit une ressemblance singulière entre les deux nations , relativement à la religion , au langage , & même à leurs anciennes Loix , à la succession au Trône , à leur Parlement , à leurs titres de noblesse , leurs Officiers d'Etat & de Justice , leurs écrits , leurs coutumes & les expressions de leurs Loix. Il en conclut que la Loi commune de l'une & de l'autre , avoit été originairement la même. Il fait voir en effet que leur ancien Code authentique , appelé *Regiam Majestatem* , qui contient les dispositions de leur ancienne commune Loi , ressemble beaucoup à celui de Glanvil , qui contient les dispositions des nôtres ,

telles qu'elles étoient du temps de Henri II. Les différences qui existent actuellement entre les deux Loix , peuvent être attribuées à celle de la pratique dans deux grandes juridictions indépendantes , & sans communication l'une avec l'autre , & aux actes des deux Parlemens également distincts , qui en plusieurs points ont altéré & abrogé l'ancienne commune Loi des deux Royaumes.

Malgré ces observations , si Edouard Coke & plusieurs autres politiques pensèrent que l'union rencontreroit de grandes difficultés. Il y en eut en effet , & elles ne furent surmontées qu'en 1707 , la cinquième année de la Reine Anne. Les Parlemens des deux nations convinrent alors de plusieurs articles , dont voici les principaux.

1. Qu'à compter du premier Mai 1707 , les Royaumes d'Angleterre & d'Ecosse seront unis pour toujours , sous le nom commun de la Grande-Bretagne.

2. Que la succession au Trône de la Grande-Bretagne sera la même qui étoit ci-devant établie pour l'Angleterre.

3. Que les Royaumes unis seront représentés par un seul Parlement.

4. Que les sujets des deux Royaumes jouiront des mêmes droits & privilèges , à l'exception des cas où il en sera autrement ordonné,

9. Que lorsque l'Angleterre payera 2,000,000 liv. st. en taxe sur les terres, l'Ecosse en payera 48,000.

16 & 17. Que le coin, les poids, les mesures seront uniformes, & que ceux d'Angleterre seront reçus en Ecosse.

18. Que les Loix relatives au commerce, aux usages, à l'excise, seront les mêmes en Ecosse & en Angleterre.

19, 20 & 21. Que toutes les autres Loix d'Ecosse continueront d'être en vigueur; mais qu'elles pourront être changées ou abrogées par le Parlement de la Grande-Bretagne; avec cette clause cependant, que les Loix qui concernent la police publique pourront l'être, suivant le besoin, à la volonté du Parlement; mais que celles qui intéressent le Droit particulier, ne pourront l'être que pour l'avantage évident du peuple d'Ecosse.

22. Que seize Pairs seront choisis pour représenter les Pairs d'Ecosse au Parlement, & quarante-cinq pour représenter les Communes.

23. Que les seize Pairs d'Ecosse jouiront de tous les privilèges des Pairs Parlementaires, & qu'ils seront Pairs de la Grande-Bretagne. Qu'ils prendront leur rang dans le même ordre qu'ils le prenoient avant l'union. Qu'ils auront tous les privilèges des Pairs, à l'exception de prendre place dans la Chambre-Hau-

te , & de voter dans le procès d'un Pair :

Tels furent les principaux articles de l'acte d'union , qui étoient au nombre de vingt-cinq , & furent ratifiés & confirmés par le cinquieme Statut d'Anne , chap. 8. Ce Statut rapporte deux actes importants ; l'un , du Parlement d'Ecosse , établit à perpétuité l'Eglise Ecossoise & les quatre Universités de ce Royaume , & oblige les Souverains , en montant sur le Trône , de jurer de les maintenir. L'autre , du Parlement d'Angleterre , de la cinquieme année de la Reine Anne , chap. 6. déclare perpétuels les actes d'uniformité de la vingt-troisieme année d'Elisabeth & de la treizieme année de Charles II ; à l'exception des articles de ce dernier , que les Parlemens subséquens ont jugé à propos d'abolir , & les autres actes alors en vigueur , & relatifs à l'Eglise Anglicane. Il y est aussi stipulé que chaque subséquent Roi ou Reine , feront serment de maintenir ces dispositions en Angleterre , en Irlande , dans la Principauté de Galles , & dans la ville de Berwic , sur la Tweede. Il est déclaré en outre que ces deux actes seront observés à jamais , & regardés comme contenant les dispositions essentielles & fondamentales de l'union.

Nous observerons sur ces articles & sur l'acte d'union , 1°. que les deux Royaumes sont

irrévocablement unis ; que rien ne peut les séparer , si ce n'est peut-être l'infraction de quelques-unes des conditions qu'ils ont faites, lorsqu'ils étoient, pour ainsi dire , étrangers l'un à l'autre , & qu'ils ont stipulé être *des conditions essentielles & fondamentales de leur union*. 2°. Que ces mêmes conditions essentielles & fondamentales sont la conservation des deux Eglises d'Angleterre & d'Ecosse , dans l'état où elles étoient au temps de l'union , & le maintien des actes d'uniformité qui établissent notre Liturgie. 3°. Que toute altération dans la constitution de l'une ou l'autre Eglise , ou dans la Liturgie Anglicane , fera une infraction aux conditions essentielles & fondamentales , & mettroit l'union en danger. 4°. Que les Loix municipales d'Ecosse doivent être observées dans cette partie de la Grande-Bretagne , tant que le Parlement ne les changera pas. Et comme le Parlement n'a pas encore jugé à propos de les changer , si ce n'est dans un très-petit nombre de parties , celles qui n'ont souffert aucune altération sont encore dans toute leur force. Dès-là les Loix communes de l'Angleterre n'ont , généralement parlant , aucune valeur en Ecosse ; aussi aurons-nous , en conséquence , très-peu d'occasions dans les Commentaires suivans , de faire men-

tion des Loix municipales de cette partie des deux Royaumes unis.

La ville de Berwic , sur la Tweede , faisoit originairement partie du Royaume d'Ecosse ; elle fut conquise par Edouard I , qui , lorsqu'elle eut été postérieurement cédée par Edouard Bailleul , pour être à perpétuité unie à la Couronne d'Angleterre , lui accorda une Charte que le Roi Edouard III confirma ensuite , avec quelques additions. Suivant cette Charte , elle doit être gouvernée suivant les Loix & les Coutumes du temps d'Alexandre , Roi d'Ecosse ; c'est-à-dire , avant sa réduction par Edouard I. Sa Constitution fut réglée depuis , & mise sur le pied de celle d'Angleterre. Par une Charte de Jacques I , toutes ses libertés , coutumes , franchises furent confirmées en Parlement par le vingt - deuxieme Statut d'Edouard IV , chap. 8 ; & le deuxieme de Jacques I , chap. 28. Ainsi , quoiqu'elle ait conservé quelques réglémens particuliers , dérivés des anciennes Loix d'Ecosse , elle fait clairement partie du Royaume d'Angleterre , puisqu'elle a des représentans dans la Chambre des Communes. Aussi est-il déclaré par le vingtieme Statut de Georges II , chap. 42 , que par-tout où l'Angleterre seule seroit nommée dans un acte du Parlement , on y comprennoit la Principauté de Galles & la ville de Berwic sur la Tweede.

Et

Et quoique quelques Rescrits du Roi & les Procédés de la Chambre de Westminster n'aient pas lieu à Berwic, il a été solennellement déterminé que tous les ordres supérieurs, tels que ceux de *mandamus*, de défense, d'*habeas corpus*, de *certiorari*, &c. auroient leur effet à Berwic, aussi-bien que dans tous les lieux de la domination de la Couronne ; & que les plaintes & autres matières locales qui s'éleveroient à Berwic, pourront être jugées par les Jurés du Comté de Nortumberland.

Quant à l'Irlande, quoique ce Royaume soit toujours dépendant & subordonné, il est pourtant encore distingué de celui d'Angleterre. On l'appelloit autrefois le Domaine ou la Seigneurie d'Irlande, & le titre que prenoit le Roi étoit *Dominus Hiberniæ*, avant la trente-troisième année du règne de Henri VIII, qui prit celui de Roi d'Irlande, lequel fut établi & confirmé par l'acte du Parlement, 35, chap. 3, On a vu que l'Angleterre & l'Ecosse, quoique formant le même Royaume, diffèrent par les Loix municipales ; de même nous voyons l'Angleterre & l'Irlande former deux Royaumes séparés, & être soumis aux mêmes Loix. Les habitans d'Irlande sont pour la plupart descendus des Anglois, qui s'y établirent & y formèrent une espèce de Colonie, après la conquête d'Henri II. Les

Loix d'Angleterre y furent reçues, & la nation Irlandoise,assemblée au Conseil de Lismore, jura de s'y soumettre. L'Irlande ainsi conquise, établie, & gouvernée, est toujours dans le même état de dépendance, & se trouve obligée de se conformer aux Loix que l'État supérieur juge à propos de lui prescrire.

Au temps de cette conquête, les Irlandois étoient gouvernés par ce qu'ils appelloient la *Loi Brehon*, nom qu'ils donnoient dans leur langue à leurs Juges. Le Roi Jean, dans la douzième année de son règne, fit un voyage en Irlande, où il conduisit plusieurs sages Jurisconsultes, & ordonna, en vertu du droit que lui donnoit la conquête, que ce Royaume fût soumis aux Loix de celui d'Angleterre. Sir Edouard Coke croit que les Lettres-Patentes furent confirmées en Irlande par le Parlement; cependant plusieurs habitans refuserent d'y obéir; ils restèrent attachés à la *Loi Brehon*, & forcèrent Henri III & Edouard I, de renouveler l'ordre donné par le Roi Jean. Ce ne fut même que la quarantième année d'Edouard III, que le Parlement d'Irlande assemblé à Kilkenay, par Lionel, Duc de Clarence, alors Vice-Roi de ce pays, abolit solennellement la *Loi Brehon*. Mais cela n'empêcha pas les sauvages habitans des montagnes, de conserver cette Loi fameuse, jusqu'au règne d'E-

lisabeth. Voici comme Spencer représente cette Loi. „ C'est une regle de droit non écrite, „ dit-il, transmise par tradition de pere en „ fils, où l'on trouve quelquefois de grands „ principes d'équité, dans les cas où il s'agit „ de déterminer les droits des parties conten- „ dantes; mais où il s'en trouve plusieurs qui „ répugnent également à la Loi divine & à la „ Loi humaine. „ Les actes d'Edouard I & de son petit-fils, que nous avons cités précédemment, ne donnent que ce dernier caractère à cette Loi.

Mais attendu que l'Irlande étoit un Etat séparé, & avoit son propre Parlement, il faut observer que, quoique les Coutumes immémoriales (ou la Loi commune d'Angleterre) fussent devenues Regles judiciaires, dans l'Irlande même; cependant on ne vit aucun acte du Parlement Anglois y acquérir force de Loi, avant la douzieme année du regne du Roi Jean; à moins qu'il ne fût spécialement prononcé, que ces mêmes actes seroient observés, *dans quelque pays que ce fût, étant sous la domination du Roi.* „ Et il en fut de même pour les habitans de „ Calais, de la Gascogne & de la Guienne, tant „ que ces différens pays furent assujettis à la Couronne d'Angleterre. „ Il est sans doute de principe que le cours général des Loix promulguées par un Etat supérieur, est supposé cal-

culé pour l'intérieur de son gouvernement ; & ne doit point s'étendre jusqu'aux pays éloignés de sa dépendance , lesquels n'étant point immédiatement sous les yeux du Législateur , ne peuvent être l'objet de son attention journalière & particulière. Mais il est également vrai que lorsque la puissance législative trouve nécessaire de porter ses soins sur tous les objets qui lui sont subordonnés , en les nommant ou en les supposant *expressément* ; on ne sauroit douter , (ainsi que l'a prononcé Henri VII , dans le *Livre annuel* , chap. 3.) que les habitans de ces différens pays ne soient tenus de s'y soumettre.

La première manière dont on passa les Statuts en Irlande , fut à-peu-près la même qu'en Angleterre ; le Vice-Roi convoquoit à sa volonté le Parlement , qui faisoit les Loix qu'il jugeoit nécessaires. Le mauvais usage que quelques gouverneurs , entre autres le Lord Gormonstown , Lieutenant député sous le regne d'Edouard IV , firent de cette liberté , donna lieu à plusieurs actes qui furent passés la première année de Henri VIII. Ces actes prirent le nom de Loix de Poyning , de celui de Sir Edouard Poyning , qui commandoit alors au nom du Roi. Parmi ces actes il y eut un dans lequel le Parlement d'Irlande , pour restreindre le pouvoir du Vice-Roi , régla 1°. qu'avant que le Parlement fût convo-

qué, le principal Gouverneur & le Conseil informeroient le Roi de cette convocation, & des objets des actes qu'on avoit à y proposer, & que cette déclaration lui seroit envoyée scellée du grand sceau d'Irlande. 2°. Que lorsque le Roi dans son Conseil auroit examiné, approuvé ou corrigé lesdits actes en tout ou en partie, & les auroit renvoyés scellés du grand sceau d'Angleterre, avec permission d'assembler le Parlement, on le convoqueroit alors, en lui remettant les actes revenus de la Cour, & on ne lui en proposeroit aucuns autres. Mais cette dernière clause ayant paru offrir des inconvéniens; on y pourvut par un Statut de Philippe & de Marie, qui porta qu'on pourroit proposer d'autres actes que ceux qui auroient été projetés & arrêtés avant l'assemblée du Parlement, pourvu qu'on les envoyât auparavant au Roi, & on autorisa les gouverneurs à en faire l'envoi, pendant l'assemblée même. Mais cet acte ne laissoit réellement au Parlement d'Irlande qu'un pouvoir négatif, celui de rejeter une Loi, & lui ôtoit celui d'en proposer une nouvelle ou d'en corriger une ancienne. L'usage actuel est que les Bills sont rédigés dans les deux Chambres; on en offre les principaux au Vice-Roi & au Conseil Privé qui les reçoivent, ou les rejettent, ou les approuvent sans les envoyer en Angleterre. Cependant, suivant la Loi de Poy-

ning, cet envoi ne peut être ni supprimé, ni suspendu, à moins que les deux Chambres n'approuvent les Bills sans cette formalité.

Mais les Irlandois étant exclus des avantages que procurent les Statuts Anglois, étoient privés de plusieurs Loix utiles, faites pour la perfection de la Loi commune; & l'administration de la justice commençant à varier dans les deux Royaumes, & l'uniformité ne s'y étant plus trouvée; une autre Loi de Poyning statua que tous les actes du Parlement faits auparavant en Angleterre, seroient reconnus en Irlande. Mais si de la même Loi qui dit qu'aucune des Loix faites en Angleterre entre le Roi Jean & le temps où furent promulguées celles de Poyning, neliera les Anglois, il s'ensuit qu'aucun acte du Parlement Anglois depuis la dixieme de Henri VII, ne lie actuellement les Irlandois, à moins qu'ils n'y soient spécialement nommés ou désignés par des expressions générales; il n'est pas moins évident que ceux de ces actes où ils sont nommés, ont force de Loi chez eux, comme une conséquence de leur état de dépendance, qui consiste dans l'obligation où l'inférieur est de reconnoître les Loix de son supérieur. La source originale de cette supériorité, est dans ce que nous appellons ordinairement, quoiqu'improprement, le droit de conquête, droit reconnu par la Loi des Nations,

s'il ne l'est pas par celle de la nature , & lequel ne doit être entendu que comme un moyen de mettre fin aux hostilités : ce qui suppose toujours un contrat entre le peuple conquérant & le peuple conquis. Ce droit est exprès ou tacite , & veut que si le vaincu a reconnu le vainqueur pour son maître , il doit en être traité en sujet & non en ennemi. Il est vrai que cet état de dépendance fut presque oublié il y a quelques années , & sur le point d'être même contesté par les Irlandois. Sur quoi on jugea nécessaire de décider la question par le Statut fixieme de Georges I , chap. 5 , qui déclara l'Irlande un Royaume subordonné , dépendant de la Couronne de la Grande-Bretagne , à laquelle il est inséparablement uni ; & qu'il fut ajouté dans le même Statut , que le Roi , du consentement des Pairs & des Communes de la Grande - Bretagne , avoit le droit de faire des Loix qui obligeassent le peuple d'Irlande.

Ces détails font voir jusqu'où les Loix d'Irlande s'accordent avec celles d'Angleterre , & combien la communication entre les Législations étoit nécessaire , les Tribunaux de Justice d'Irlande , comme ceux de Galles , ressortissans à ceux d'Angleterre , puisque les appels du Banc du Roi en Irlande se portent au Banc du Roi en Angleterre , comme ceux de la Chancellerie d'Irlande se portent à la Chambre des

Pairs d'Angleterre. C'est ce qui est expressément réglé par le sixieme Statut de Georges I, chap. 5, où l'on dit que les Pairs d'Irlande n'ont aucun droit de jurisdiction, en quelque sentence ou décret que ce soit, & qu'ils ne peuvent ni les approuver ni les annuler. Et cette constitution est d'autant plus juste & plus nécessaire, que quoique dans un état inférieur, la Justice soit administrée par des Tribunaux particuliers, les appels en dernier ressort n'en doivent pas moins être portés devant les Cours de l'Etat supérieur. Maxime fondée sur deux raisons: la premiere, parce que la Loi pourroit être insensiblement changée dans le Royaume inférieur, sans le consentement supérieur. 2°. Parce que les jugemens pourroient y être rendus quelquefois au désavantage du supérieur, & pourroient mettre cet Etat dans la dépendance du Roi bien plus que dans celle de la Couronne.

Quant aux autres Isles adjacentes soumises à la Couronne de la Grande-Bretagne, il y en a quelques-unes, telles que celles de Wight, de Port-Land, de Thanet, &c. qui sont comprises dans quelques Comtés voisins. On les regarde par conséquent comme annexées à l'Isle-mere, & faisant partie du Royaume d'Angleterre. Mais il y en a quelques - autres qui méritent une attention particuliere.

L'Isle de Man, par exemple, est un territoi-

re distinct de l'Angleterre, & n'est point gouverné par nos Loix. Les actes du Parlement n'y ont aucun pouvoir, à moins qu'ils ne la comprennent expressément dans leurs dispositions. Cette Isle fut d'abord un Royaume feudataire sujet aux Rois de Norwege, en suite aux Rois Jean & Henri III d'Angleterre, après eux aux Rois d'Ecosse, & de nouveau à ceux d'Angleterre. Henri IV ayant conquis cette Isle, en disposa en faveur du Comte de Northumberland, qui la posséda à titre de Seigneurie, & elle resta à ses héritiers pendant huit générations, c'est-à-dire, jusqu'à la mort de Ferdinand Comte de Derby, en 1594. Il s'éleva alors une dispute entre ses filles & son frere Guillaume, au sujet de la succession à cette Seigneurie, qui donna lieu à des doutes sur l'authenticité de la Patente d'Henri IV. L'Isle alors fut saisie entre les mains de la Reine; Jacques I en gratifia depuis différentes personnes, & l'accorda enfin à Guillaume, Comte de Derby, & à ses héritiers mâles successivement. Cette donation fut même confirmée par acte du Parlement, la 8^{me} année de son regne, avec une clause portant que le Comte de Derby, ni ses successeurs ne pourroient l'aliéner. A la mort de Jacques, Comte de Derby, en 1735, la ligne masculine de cette maison s'étant trouvée éteinte, le Duc d'Artholl succéda à ses droits

en l'Isle, en qualité de l'héritier général par une branche de la ligne féminine. Quoique le titre de cette Isle eût été aboli, les Comtes de Derby comme Seigneurs de Man, y avoient pourtant conservé une sorte d'autorité Royale, en approuvant ou en désapprouvant les Loix, & en exerçant eux-mêmes une juridiction en dernier ressort, au point qu'aucun ordre de la Cour de Westminster n'y étoit reçu, & quoiqu'un décret du Seigneur eût établi que les appels seroient portés devant le Roi de la Grande-Bretagne & son Conseil. Sur quoi l'intérêt public, & la justice réclamant contre cette petite juridiction, qui offroit un asyle commode aux débiteurs, aux contrebandiers; un Statut de la douzième année de Georges I, chap. 28, autorisa la Trésorerie de racheter cette Isle de ceux qui en étoient alors en possession, & l'acquisition en a été enfin terminée en 1769, & confirmée par les Statuts 5, 26, & 39 de Georges III. L'Isle en conséquence & toutes ses dépendances furent irrévocablement unies à la Couronne, & soumises aux Coutumes Angloises; la famille d'Atholl n'y ayant conservé que les terres qu'elle y possédoit, le patronage, l'Evêché, quelques autres bénéfices, & quelques autres droits de peu d'importance.

Les Isles de Jersey, Guernesey, Sarck,

Aldernay & leurs dépendances , faisoient partie du Duché de Normandie , & furent unies à la Couronne d'Angleterre par les premiers Princes de la ligne Normande. Elles sont gouvernées par leurs propres Loix , qui sont pour la plupart la Loi Ducale de Normandie , recueillie dans un ancien livre , de très-grande autorité , intitulé *le Grand Coutumier*. Les ordres de la Cour de Westminster n'y ont aucune force. Elles ne sont point liées par les actes du Parlement , à moins qu'elles n'y soient nommées. Toutes les causes y sont décidées par leurs propres Officiers , les Baillis & les Jurés des Isles. On appelle de leurs jugemens au Roi dans son Conseil.

Outre ces Isles adjacentes , nos établissemens les plus éloignés , en Amérique & ailleurs , sont à quelques égards sujets aux Loix d'Angleterre. Les plantations & les colonies , dans les contrées éloignées , sont des pays dont le droit de propriété est fondé sur la prise de possession seulement , soit que ce soient des déserts qu'on a découverts , peuplés & cultivés ; soit que ce soient des pays déjà habités & conquis , ou cédés par des traités. Ces droits sont appuyés sur la Loi de la nature , ou du moins sur celle des Nations. Mais il y a une différence entre les especes de colonies , à l'égard des Loix par lesquelles elles doivent être gou-

vernées ; car , quoiqu'il ait été décidé , que dans une contrée découverte & peuplée par les Anglois , les Loix existantes en Angleterre , au moment de la découverte , y feroient établies dans toute leur force ; cette décision souffre cependant plusieurs restrictions , & même d'importantes. Car ces mêmes Loix doivent être applicables à ce qui peut être convenable à une colonie naissante ; telles , par exemple , que celle de la succession aux biens , & celles qui doivent mettre à l'abri des injures personnelles. Les raffinemens artificiels , (si nous pouvons nous exprimer ainsi) les distinctions qui surviennent nécessairement dans une société commerçante , les Loix de police & de finances , celles qui sont relatives au Clergé , aux Cours de juridictions spirituelles , & une multitude d'autres leur sont inutiles , & par conséquent n'y ont aucune force. Ce qui sera admis ou rejeté , & les restrictions , peuvent en cas de dispute , être jugées , en première instance , par la Jurisdiction Provinciale , sujette aux révisions du Roi dans son Conseil ; l'ensemble même de la Constitution peut être réformé ou changé par le pouvoir du Législateur suprême , qui réside dans la Métropole. Il n'en est pas de même des colonies conquises ou cédées , qui ont déjà leurs Loix. Le Roi peut à la vérité les changer ; mais , jusqu'à ce qu'il

l'ait fait, les anciennes subsistent. Nos établissemens en Amérique sont principalement de cette dernière espèce : ils ont été faits dans les derniers siècles, ou par traités, ou par droit de conquête, & en en chassant les naturels du pays. Je ne discuterai pas à présent, si ce fut avec justice, je poursuivrai mes recherches.

C'est pourquoi la Loi commune d'Angleterre n'a pas d'autorité dans ces contrées qui ne sont point partie de la Métropole, qui n'en sont que des domaines dépendans, mais distincts, & dont les Loix sont seulement soumises à l'inspection & au contrôle du Parlement; mais dont les actes ne les lient pas plus que l'Irlande & l'Isle de Man, à moins qu'elles n'y soient particulièrement nommées.

Nos colonies, quant à la police intérieure, sont de trois sortes. 1°. Elles forment des établissemens provinciaux, dont les Constitutions dépendent des commissions respectives, données par la Couronne aux Gouverneurs, sous l'autorité desquels les Assemblées provinciales sont convoquées & tenues, avec le pouvoir de faire des réglemens suivant le besoin & les circonstances; pourvu qu'ils ne répugnent pas aux Loix d'Angleterre. 2°. Elles peuvent être des gouvernemens en propriété; avec le consentement de la Commune, de la nature des Principautés feudataires, avec les droits-régaliens

inférieurs , & le pouvoir de faire des Loix ; mais sous la condition expresse de ne rien attenter de contraire à la souveraineté de la Métropole. 3°. Des Gouvernemens particuliers semblables aux corporations civiles , autorisées à se gouverner par des Loix qu'elles peuvent faire , pourvu qu'elles ne soient pas contraires à celles d'Angleterre.

La forme de ce gouvernement des colonies est modelé sur celui de leur mere-patrie. Elles ont un Gouverneur nommé par le Roi ou par le propriétaire du pays qu'elles habitent , & qui en est le représentant. Ces Assemblées générales sont composées de Députés qui forment leur Chambre des Communes. Le Conseil d'Etat tient lieu de la Chambre Haute. Les deux Chambres réunies , de concert avec le Roi , ou le Gouverneur qui le représente , font les réglemens nécessaires ; mais il est expressément décidé par les Statuts sept & huit de Guillaume III , chap. 22 , que toutes Loix , Coutumes , &c. faites , ou à faire , dans quelque colonie que ce soit , seront nulles & sans force , lorsqu'elles seront opposées à celles qui ont été faites dans la Métropole , relativement à ces mêmes colonies , en particulier ou en général. Comme quelques-unes ont réclamés le droit exclusif de régler elles-mêmes les impôts qu'elles doivent payer , il a été expressément dé-

claré par le Statut six de Georges III, chap. 12, que toutes les colonies ou plantations Angloises ont été, ou doivent être subordonnées à la Couronne & au Parlement de la Grande-Bretagne dont elles dépendent ; que l'une & l'autre ont le pouvoir de faire des Loix auxquelles doivent obéir les colonies & les peuples de l'Amérique sujets de l'Angleterre. La nouvelle Yorck ayant refusé de se soumettre à cet acte, & de fournir aux troupes du Roi les livraisons qui leur étoient nécessaires ; l'autorité législative, mais subordonnée du Conseil & de l'Assemblée de la Province, a été suspendue par le Statut sept de Georges III, chap. 59, jusqu'à ce qu'elle se fût soumise aux dispositions de l'acte précédent.

Telles sont les différentes parties des dominations de la Grande-Bretagne, dans lesquelles les Loix municipales d'Angleterre n'ont point en totalité la même force qu'en Angleterre même. Plusieurs d'entr'elles ont sûrement puisé l'esprit de leurs Loix dans la Loi originale, mais elles ne sont obligatoires qu'en qualité de Loix particulieres au pays qui les a faites.

Quant aux domaines étrangers qui peuvent appartenir à la personne du Roi, par droit héréditaire, par achat, ou autrement ; comme le territoire d'Hanovre & les autres possessions de Sa Majesté en Allemagne ; elles ne dépen-

dent en aucune maniere de la Couronne de ces Royaumes , & n'ont aucune liaison , ni aucun rapport avec notre Nation. La Législation Angloise a sagement remarqué les inconvéniens inséparables des possessions en terre ferme , tel qu'étoit autrefois le Duché de Normandie , qui appartenoit à Guillaume le Conquérant , & qu'il conserva avec la Couronne d'Angleterre , l'Anjou & ses dépendances , qui tombèrent à Henri II par droit de succession ; elle s'est vue engagée pendant 400 ans dans des guerres ruineuses , pour la défense de ces possessions étrangères , jusqu'à Henri VI , qui les perdit honteusement pour le pays. Elle a observé que depuis ce temps la Nation a porté plus d'attention à ses intérêts maritimes ; qu'il en est résulté , qu'au sortir des guerres civiles qui l'ont agitée , elle a recommencé à fleurir , & est devenue plus puissante & plus considérée dans l'Europe qu'elle ne l'étoit quand elle possédoit un plus grand territoire , & que les Conseils étoient par conséquent trop gênés par des intérêts étrangers. Cette expérience & les observations qui en furent la suite , donnerent lieu à cette clause qui fut insérée dans l'acte qui appella à la Couronne la Maison illustre qui la possède actuellement : „ Que dans „ le cas , où la Couronne & la dignité Impé- „ riale de ce Royaume passeroient dans la suite „ à

„ à un Prince qui ne seroit pas né en Angle-
 „ terre, la Nation ne sera pas obligée de s'enga-
 „ ger dans aucune guerre pour la défense du
 „ pays, qui n'appartiendrait pas à la Couronne
 „ d'Angleterre, sans le consentement du Par-
 „ lement. ”

Nous allons maintenant considérer le Royaume d'Angleterre en particulier, & comme l'objet direct des Loix, dont les Commentaires vont nous occuper. Il comprend non-seulement la Principauté de Galles & la ville de Berwic, dont nous avons déjà parlé; mais encore partie de la haute mer. Celle qui environne le Royaume en est une portion, puisque la Cour de l'Amirauté étend sur elle sa juridiction, comme nous le montrerons ci-après : mais elle n'est pas sujette à la Loi commune. La haute mer commence à l'endroit où s'arrête la basse marée, ainsi l'espace qui est entre ce lieu, & celui où monte la mer, est soumis également à l'Amirauté & à la Loi commune, qui y exercent alternativement leur juridiction, la première pendant que les eaux la couvrent, la seconde après qu'elles se sont écoulées.

Le territoire d'Angleterre se divise en ecclésiastique & en civil. 1°. La partie ecclésiastique est sujette à plusieurs subdivisions. Elle comprend deux Provinces, qui sont celles de Canterbury & d'Yorck. Une Province est un ter-

ritoire soumis à la juridiction d'un Archevêque. Chaque Province contient divers Diocèses, ou sieges d'Evêques-Suffragans. Il y en a vingt-un dans celle de Canterbury, & trois dans celle d'Yorck, sans compter l'Evêché de l'Isle de Man, qui fut annexé à cette dernière Province par Henri VII. Chaque Diocèse est divisé en Archidiaconats, qui sont au nombre de soixante, & chaque Archidiaconat en Doyennés de campagne, qui ont leurs juridictions, dont il sera parlé ci-après, & les Doyennés en Paroisses.

Une Paroisse est une étendue de terrain, où un Vicaire a soin du salut des personnes qui l'habitent. On en compte environ dix mille. Il seroit à présent difficile de déterminer quelle est l'antiquité de cette division des Paroisses. On convient généralement que dans les premiers temps du Christianisme dans le Royaume, elles étoient inconnues; on n'entendoit guères, par ce nom, que ce que nous entendons aujourd'hui par celui d'Evêché. Il n'y avoit point alors de droits ecclésiastiques, appropriés aux Eglises particulières; chacun étoit libre de porter ses dîmes à celle qu'il vouloit & au Prêtre qu'il choisissoit. Il suffisoit qu'on les payât, soit d'un côté, soit de l'autre. Si on ne les donnoit pas à quelqu'un, de son choix, on étoit obligé de payer entre les mains de l'Evêque, dont le

devoir étoit de faire sa distribution au Clergé, ou de faire d'autres dispositions pour lesquelles on s'en rapportoit à sa discrétion. (*Selden, of tit. 9, 4, 2, inst. 646, hob. 296.*)

Camden dit que l'Angleterre fut divisée en Paroisses par l'Archevêque Honorius, en 630; & Sir Henri Hobart prétend que les Paroisses ne furent érigées que par le Concile de Latran, en 1179. L'un & l'autre, comme on le voit, différent de beaucoup, & tous deux peut-être s'écartent de la vérité qu'il faut chercher dans un juste milieu entre ces deux extrêmes. Car Selden a démontré clairement (*of tit. 21, chap. 9.*) que le Clergé vivoit en communauté, sans être réparti sur des Paroisses long-temps après l'époque fixée par Camden; & il paroît par les Loix Saxonnnes, que les Paroisses existoient long-temps avant la date du Concile de Latran cité par Hobart.

Nous trouvons la distinction des Paroisses, même des Eglises meres, vers l'an 970, dans les Loix du Roi Edgard. Avant ce temps, la consécration des dîmes étoit arbitraire, c'est-à-dire, que chacun payoit celles qu'il devoit, comme nous l'avons observé, à l'Eglise ou à la Paroisse qu'il vouloit. Cet usage étoit sujet à bien des inconvéniens; la fraude ou le caprice des payeurs, l'avidité des receveurs, leurs petites jalousies, en pouvoient faire naître plu-

sieurs. Le Roi Edgard y mit ordre, en ordonnant que *dentur omnes decimæ primariae Ecclesiæ ad quam Parochia pertinet*. Cependant, si un Seigneur a dans ses domaines une Eglise distincte de la mere Eglise, de l'espece d'une Chapelle particuliere, & que cette Eglise ait un terrain destiné pour les sépultures, il peut lui allouer le tiers de ses dîmes pour l'entretien du Prêtre qui la desservira; mais s'il n'y a point de cimetiere, le Seigneur sera obligé de pourvoir à l'entretien de son Chapelain de quelque autre maniere, parce qu'alors toutes ses dîmes doivent être payées à l'Eglise principale.

Cette Loi prouve que le Royaume étoit alors généralement divisé en Paroisses, & que cette division ne fut pas d'abord faite en une fois, mais progressivement. Il semble clair & certain que les bornes des Paroisses étoient alors marquées par celles du fief ou des fiefs; puisqu'on voit rarement un fief comprendre plus d'une Paroisse, tandis qu'on voit souvent une seule paroisse embrasser plusieurs fiefs. Les Seigneurs, à mesure que le Christianisme s'étendit, commencerent à bâtir des Eglises sur leurs propres domaines, pour la commodité d'une ou deux Seigneuries contiguës, & pour y faire régulièrement célébrer le Service Divin. Ils obligerent ces mêmes vassaux de payer leurs dîmes à l'Ecclésiastique qui desservoit

leur Eglise, & leur ôterent la liberté d'en disposer à leur volonté. Cette partie de terre dont les dîmes furent employées à l'usage du Prêtre de cette Eglise, forma une Paroisse distincte, quoique souvent elle se trouvât mêlée avec d'autres ; car si le Seigneur avoit une portion de terre séparée du reste de son bien, mais non suffisante pour former une Paroisse proprement dite, il étoit naturel qu'il en appropriât les dîmes à la nouvelle Eglise qu'il avoit érigée, sur-tout lorsqu'il n'en avoit pas été bâtie dans les Seigneuries voisines.

C'est ainsi que les Paroisses furent formées successivement, & que l'on donna à leur Eglise les dîmes des pays qui la composoient. Mais quelques terres, parce qu'elles étoient entre les mains d'hommes peu religieux, ou situées dans des forêts ou des lieux déserts, ne furent jamais unies à aucunes Paroisses, & continuent d'être encore de nos jours des terres *Extraparoissiales*. Leurs dîmes, par un usage immémorial, se payent au Roi, & non à l'Evêque, dans la confiance cependant qu'il en emploiera le produit au bien de l'Eglise. Ces terres *extraparoissiales* ont été annexées par le Statut dix-sept de Georges II, chap. 3. ; aux Paroisses voisines, pour que les habitans y remplissent leurs devoirs spirituels seulement. Telle est la division ecclésiastique de ce Royaume.

2°. La division civile de l'Angleterre est en Comtés, les Comtés en cent, & les cens en dixaines ou Villes. Cette division, telle qu'elle existe actuellement, paroît devoir son origine au Roi Alfred, qui, pour prévenir les rapines & les désordres très-communs dans le Royaume, institua les dixaines, ainsi appelées du Saxon, parce que dix *francs tenanciers*, avec leurs familles, en composoient une. Elles veilloient les unes sur les autres, & répondoient au Roi réciproquement de leur bonne conduite. S'il se commettoit un crime dans leur district, elles étoient obligées de représenter le coupable. C'est en conséquence de cet usage, qu'on ne souffroit pas anciennement un étranger plus de quarante jours en Angleterre, à moins qu'il ne fut enrôlé dans quelque dixaine. Un des principaux habitans de la dixaine étoit choisi annuellement, pour présider sur le reste. Il est appelé le *Tithin-man*, ou chef de la dixaine, ou le chef du bourg (mots qui portent avec eux leur étimologie), & dans quelque pays, *l'ancien du bourg*, parce qu'il est supposé le plus sage de la dixaine ou de la ville.

Les dixaines, les villes ou les terres seigneuriales, signifient la même chose, dans les termes de la Loi; elles sont dites avoir chacune, dans leur origine, une Eglise pour la célébration

des offices divins, pour les sacremens, & les enterremens, quoique cela semble plutôt une distinction ecclésiastique que civile. Le mot ville est devenu, par l'altération inévitable du langage à la suite des temps, le mot générique, pour exprimer toutes les especes de villes, bourgs, villages. Une cité est une ville incorporée, qui est, ou qui a été le siege d'un Evêque; & quoique l'évêché ait été aboli, le nom de cité lui reste encore, comme nous en avons un exemple dans celle de Westminster. On entend par un bourg, une petite ville qui envoie des représentans au Parlement. Il y a d'autres villes, & Sir Edouard Coke en compte huit mille huit cens & trois, qui ne sont ni cités ni bourgs. Quelques-unes ont le privilège de marchés, d'autres ne l'ont pas, & sont également des villes. Selon la Loi, quelques-unes de ces villes ont des dépendances, qu'on appelle hameaux, & dont le Statut d'Exeter fait mention, en parlant fréquemment de villes, de demi-villes & de hameaux. Sir Henri Spelman conjecture que ce qu'on appelloit ville entiere, consistoit en dix hommes libres ou chefs de famille, les demi-villes en cinq, & les hameaux en nombre inférieur.

Ces petits assemblages de maisons sont quelquefois sous la même administration que la ville même; quelquefois ils sont gouvernés

par des Officiers séparés. Dans ce dernier cas la Loi les regarde, dans quelques circonstances, comme des juridictions distinctes. Ces villes, comme elles ont été ci-devant décrites, ne contenoient originairement chacune qu'une paroisse & une dixaine, quoique plusieurs soient actuellement, en conséquence de l'augmentation de leurs habitans, divisées en certain nombre de paroisses ou de dixaines. Il y en a aussi où il n'y a qu'une paroisse pour deux ou pour un plus grand nombre de dixaines.

Comme dix familles d'hommes libres composèrent une dixaine; dix dixaines composèrent une division supérieure, appelée cent, consistante en dix fois dix familles. Le cent est gouverné par un haut Connétable, ou Baillif. On y tenoit anciennement & régulièrement des Cours de Justice pour le jugement des causes. Elles ne sont plus d'usage aujourd'hui que dans quelques-unes de nos contrées les plus septentrionales, où ces cens sont appelés *Cantons*.

La subdivision de cent en dixaines semble être particulièrement de l'invention d'Alfred; l'institution même des cens fut plutôt introduite qu'inventée; car ils semblent avoir eu lieu en Dannemarck. Nous trouvons même, qu'en France, une règle de cette espèce fut établie environ 200 ans auparavant, par Clo-

taire & Childebert, dans la vue d'obliger chaque district à répondre des vols faits dans sa division. Ces divisions furent dans ce pays autant militaires que civiles, chacune contenoit cent hommes libres, sujets à un Officier, nommé *Centenarius*; & un certain nombre de ces Centenaires étoit assujetti d'un autre côté à un Officier supérieur, appelé Comte ou *Comes*. On remarque encore quelque chose d'approchant de cette institution des cens chez les anciens Germains, d'où il paroît que les Francs qui s'emparèrent des Gaules, & les Saxons qui s'établirent en Angleterre, l'ont tiré. Car la chose & le nom, comme l'assemblage des personnes dont le territoire prit probablement son nom, n'étoient point inconnus à ce peuple guerrier : *Centeni ex singulis pagis sunt; idque ipsum inter suos vocantur; & quod primo numerus fuit, jam nomen & honor est.* (Tacit. de morib. German. 6.)

Un nombre indéfini de ces cens forme un Comté. Le mot *Shire*, dont nous nous servons en Angleterre, est Saxon, & signifie une *Division*; mais le mot Comté (*Comitatus*) est visiblement dérivé de *Comes*, Comte des *Francs*, c'est-à-dire, le Comte ou l'*Alderman* du Comté, comme les Saxons l'appelloient, auquel on en laissoit le gouvernement, qu'il faisoit ordinairement administrer par son Dé-

puté, encore appelé en latin, *Vice-Comes*, & en Anglois *Sherif*, ou l'Officier du Comte. C'est à ce dernier que les révolutions du temps ont fait tomber l'administration civile qu'il exerce de nos jours. Dans quelques Comtés il y a une subdivision intermédiaire entre les Comtés & les cens, comme les Cantons dans celui de Kent & de Suffex. Chacun de ces cantons contient trois ou quatre cens, & a eu autrefois ses Officiers dépendans du Shérif. Dans les Comtés divisés en trois juridictions de cette espèce, ces cantons s'appellent *Trit-hings*. Ces *Trithings* existent encore dans le Comté d'Yorck, & par corruption, on les appelle *Ridings*. Le nombre de ces Comtés dans l'Angleterre & dans la Principauté de Galles a été différent dans diverses époques; maintenant il y en a quarante dans la première & douze dans la seconde.

Trois de ces Comtés, Chester, Durham, & Lancastre, sont appelés Comtés Palatins. Les deux premiers le sont de temps immémorial, ou du moins depuis la conquête; le dernier fut créé par Edouard III, en faveur de Henri Plantagenet, premier Comte, & auparavant Duc de Lancastre, dont Jean de Gand, fils du Roi, avoit épousé l'héritière. Cette création fut confirmée ensuite par le Parlement, en faveur de Jean de Gand lui-même,

qui, aussi après la mort de son beau-pere, fut Duc de Lancastre. Les Comtés Palatins sont ainsi nommés, à *Palatio*; parce que leurs titulaires, le Comte de Chester, l'Evêque de Durham, & le Duc de Lancastre, avoient dans ces Comtés les *Jura regalia*, aussi pleinement que le Roi dans son Palais. Ils pouvoient faire grace aux traîtres, aux meurtriers & aux coupables de crimes capitaux, & ils nommoient les Juges. Tous les écrits & les ordres légaux étoient en leur nom dans leur Comté, comme ils étoient en celui du Roi dans les autres. Toutes les offenses étoient dites, *contra pacem Comitum*, & en d'autres endroits, *contra pacem Domini Regis*. Il est vrai que par l'ancienne Loi, dans toutes les juridictions particulieres, on regardoit les offenses comme faites contre la paix de la juridiction qui les jugeoit; dans une Cour fonciere c'étoit, *contra pacem Domini*, dans une de corporation, *contra pacem Ballivorum*, & dans celle du Shérif, *contra pacem Vice-Comitis*. Ces privileges Palatins, si semblables à ces juridictions Royales & indépendantes, usurpées par les grands Barons sur le continent, pendant la foiblesse & l'enfance des premiers Royaumes féodaux de l'Europe, furent probablement accordés dans l'origine aux Comtes de Chester & de Durham, parce qu'ils étoient sur les frontieres de Galles

& de l'Ecosse. On vouloit que leurs titulaires encouragés par une si grande autorité, veillassent avec plus de soin à leur défense, & que les habitans trouvant chez eux une justice pleine & assurée, ne fussent point obligés de l'aller chercher ailleurs, & de laisser leur patrie exposée aux invasions de l'ennemi. Il y avoit eu aussi sur le même pied deux autres Comtés Palatins, ceux de Pembroke, & d'Haxham, dont le dernier a été réuni à celui de Northumberland. Ceux-ci furent abolis par le Parlement, le premier par le vingt-septieme Statut d'Henri VIII, & le deuxieme par le quatorzieme d'Elisabeth. Le vingt-septieme d'Henri VIII diminua les pouvoirs trop étendus des autres Comtés Palatins, parce que les motifs qui les leur avoient fait accorder, ne subsistoient plus. Cependant les ordres sont encore donnés en leur nom, & les confiscations, pour cas de trahison, leur sont accordées.

De ces trois Comtés, celui de Durham est maintenant le seul qui soit entre les mains d'un sujet. Celui de Chester, comme le témoigne Camden, fut réuni à la Couronne par Henri III, & a depuis toujours été donné aux fils aînés du Roi; le Comté Palatin, ou Duché de Lancastre, étoit à Henri de Bolingbrocke, fils de Jean de Gand, dans le temps où il ôta la Couronne

au Roi Richard II. Il prit alors le nom d'Henri IV, & fut trop sage pour permettre qu'il fût réuni à la Couronne, parce qu'en perdant l'une il auroit aussi perdu l'autre. » Il savoit ; » ainsi que l'observe Plowden & Sir Edouard Coke, qu'il possédoit le Duché de Lancastre en vertu d'un droit certain & inconteste ; & que son droit à la Couronne n'étoit pas aussi assuré ; car après la mort d'Edouard II, ce droit passoit à l'héritier de Lionel, Duc de Clarence, second fils d'Edouard III, tandis que Jean de Gand, pere d'Henri IV, n'en étoit que le quatrième fils." Ce fut cette raison qui le déterminà à faire déclarer, par un acte du Parlement de la première année de son regne, ce Duché séparé & distingué de la Couronne. Il passa successivement à son fils & à son petit-fils Henri V & Henri VI. Et ce dernier, ayant été détrôné par Edouard IV, le Duché fut déclaré par un autre acte du Parlement, dévolu à la Couronne, par confiscation ; & en même temps le Parlement, par un second acte, le déclara encore séparé des autres héritages de la Couronne. Ce ne fut que dans la première année d'Henri VII, qu'un nouvel acte en assura l'héritage à ce Prince & à ses héritiers. Ce Duché resta, en conséquence, selon Sir Coke & Lambard, séparé

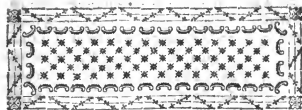
174 DISCOURS PRÉLIMINAIRE
de la Couronne pendant la vie de ces Princes. (*)

L'Isle d'Ely n'est pas un Comté Palatin, quoique souvent on l'appelle ainsi par erreur; c'est seulement une franchise Royale; l'Evêque ayant obtenu du Roi Henri I, les *jura regalia* dans cette Isle, où il exerce une juridiction qui s'étend sur toutes les causes, tant civiles que criminelles.

Il y a aussi des Comtés *Corporates*, qui sont certaines Villes, certaines Cités, les unes avec plus, les autres avec moins de territoire, qui obtinrent, de la faveur des Rois d'Angleterre, l'avantage de n'être incorporées dans aucun autre Comté, & d'en former elles-mêmes quelques-uns qui sont gouvernés par leurs Shérifs & autres Magistrats; de manière que les Officiers d'un plus grand Comté, ne sont point autorisés à se mêler de leur Gouvernement; tels sont Londres, York, Bristol, Norwich, Coventry, & plusieurs autres.

(*) Si cette observation de Lambard & de Coke est fondée, ce qui n'est pas tout-à-fait certain, elle auroit pu donner lieu à une question curieuse, en 1688, après l'abdication du Roi Jacques, à qui appartenait le droit d'hériter de ce Duché. Il est vrai que la proscription du prétendu Prince de Galles, par le Statut 13 de Guillaume III, Chap. 2, ne laisse plus de doute sur la réponse. Mais pour donner à cette proscription toute la force qu'elle peut avoir, il faut supposer que le Prince qui en étoit l'objet étoit légitime, sans quoi l'on n'avoit point d'intérêt à la confiscation.

Fin du Discours Préliminaire.



COMMENTAIRES
SUR LES
LOIX D'ANGLETERRE.



LIVRE PREMIER.
DES DROITS DES PERSONNES.

CHAPITRE PREMIER.

Des Droits absolus des Individus.

LES Loix d'Angleterre embrassent tant d'objets, qu'il faut nécessairement pour en rendre la connoissance plus aisée à acquérir, les distribuer méthodiquement, & les examiner chacun en particulier, en évitant sur-tout de trop multiplier les divisions, & d'entrer dans des détails trop minutieux; sans quoi on tomberoit dans la confusion, & delà dans l'obscurité.

La Loi municipale n'a pour objet que la conduite des individus; elle leur indique ce qu'ils doivent faire & ce qu'ils ne doivent pas faire, en leur montrant ce qui est juste ou injuste, & ce qui est permis ou défendu: *Sanctio justa*, a dit Cicéron, & après lui Bracton, *ju-bens honesta, & prohibens contraria*. Donc l'objet principal de la Loi d'Angleterre, est *le droit & le tort*. Et c'est d'après cela que j'ai formé mon plan; & fait mes divisions. J'examinerai d'abord ce qui est droit & juste, & par conséquent ce que la Loi ordonne qui soit fait. Ensuite ce qui est injuste & qu'elle défend par conséquent de faire.

En subdivisant ensuite le droit & le juste, j'examinerai 1°. ce qui concerne la personne de l'homme & en est inséparable, & qu'on peut nommer *jura personarum*. 2°. Les objets qui sont étrangers à la personne, mais qu'il peut acquérir, & que la Loi appelle *jura rerum*, ou le droit des choses. En suivant la même méthode pour l'injuste, j'examinerai 1°. les torts qui sont une infraction au droit de chacun des individus qui les concernent personnellement, & qui sont les injures civiles. 2°. Les torts publics, c'est-à-dire, ce qui attaque le droit public, & qui affecte la communauté, que, pour cela, on nomme crime ou offense.

Toutes les Loix d'Angleterre n'ayant rap-
port

port qu'à ces différens objets, je diviserai ces Commentaires en quatre parties. Dans la première, je traiterai des droits des gens ou des personnes, & des moyens de les acquérir ou de les perdre. Dans la seconde, je parlerai des droits des choses & des moyens de les acquérir ou de les perdre. Dans la troisième, j'examinerai les torts privés ou injures civiles, & les moyens que la Loi emploie pour les redresser. Dans la quatrième enfin, je discuterai les torts publics, ou autrement dits, les crimes & les offenses, & la manière de les prévenir & de les punir.

Les droits des personnes que la Loi veut qu'on respecte, sont de deux sortes. 1°. Ceux qui concernent chaque particulier & qu'on nomme droits, ou devoirs civils. 2°. Ce qui lui est propre, qu'on nomme communément droits ou *jura*. Tous les deux cependant peuvent être compris dans la même division; car comme tous les devoirs de toutes les sociétés sont de nature relative, il doit en résulter que s'ils sont dûs par un homme ou une certaine quantité d'hommes, ils sont aussi également dûs par tous les autres respectivement. Mais je pense qu'il sera plus aisé de n'envisager les droits que comme des devoirs requis, plutôt que comme des droits appartenant particulièrement aux personnes. Le serment d'*allégeance*, ou de

fidélité, par exemple, envers le Gouvernement, est d'usage ordinaire ; conséquemment il doit être considéré comme un devoir ou soumission de la part du peuple ; au lieu que de la part du Magistrat, il n'est qu'un devoir de protection : en sorte que c'est un devoir réciproque de droit & de protection. L'allégeance est donc le droit du Magistrat, & la protection le droit du peuple.

La Loi distingue les personnes qu'elle nomme naturelles, de celles qu'elle nomme artificielles. Les premières sont celles que Dieu ou la nature a formées, les secondes celles que la Loi a formées pour la société & pour le Gouvernement, & qu'elle nomme *corporations*, ou corps politiques.

Les droits des personnes considérées dans leur capacité naturelle, sont de deux sortes, *les absolus & les relatifs*. Les absolus, parce qu'ils appartiennent propre à chaque homme en particulier purement & simplement, considéré comme individu ou seule personne particulière. Relatifs, parce qu'il les tient de sa qualité de membre de la société, & qu'ils sont une suite des relations que tous ceux qui la composent ont les uns avec les autres. Dans ce premier Chapitre, j'examinerai tout ce qui a rapport aux droits absolus. Les droits absolus des individus sont ceux que les hommes

tiennent de leur état primitif, c'est-à-dire, de la nature, & dont tous les hommes doivent jouir, soit qu'ils soient unis en société, soit qu'ils ne le soient pas. Les Loix municipales qu'ont fait les hommes, n'ont rien ajouté ni à l'étendue, ni à la force de ces droits. Car l'objet de ces Loix n'a été que de régler la conduite de l'homme considéré comme membre d'une société, & comme ayant des relations avec les autres membres de cette société pour laquelle ces Loix ont été établies, puisqu'elles ne regardent que les devoirs réciproques de tous ceux qui la composent. De sorte qu'un homme, quelque vicieux, quelque méchant qu'il soit, n'a rien à redouter des Loix humaines, s'il ne viole pas les regles de la décence publique, & s'il ne se permet pas des actions qui puissent nuire aux autres. Mais si, au contraire, il rend publique sa corruption, telle, par exemple, que son penchant à l'ivrognerie; alors ce vice, devenu public, devient pernicieux à la société par le scandale qu'il donne; & c'est aux Loix humaines qu'il appartient de le corriger, attendu que par la publicité qu'il a donnée à son vice, il a intéressé la société à ses effets, de façon qu'il est devenu, pour ainsi dire, d'une nature différente qu'il n'étoit avant cette publicité. La sobriété publique est un devoir relatif & prescrit par la Loi; la sobriété

particulière un devoir purement absolu , qui peut être rempli ou négligé sans que la Loi en ait connoissance ; ce qui fait qu'elle ne peut ajouter à sa force , ni veiller à son observation. Il n'en est pas de même des droits : Les Loix humaines les soutiennent , & ce sont elles qui déterminent leur étendue , soit qu'ils appartiennent à un homme considéré comme simple individu , soit qu'elles les regarde comme relatifs à d'autres.

Les vues principales de la société , sont de maintenir les individus qui la composent dans la jouissance des droits absolus qu'ils tiennent des Loix immuables de la nature , mais qu'ils ne peuvent conserver sans l'assistance des institutions établies par le concours unanime de tous les membres de la communauté. Et c'est pour cela que le but principal des Loix humaines ayant été de régler & de maintenir les droits absolus des individus , tous les droits sociaux & relatifs , sont postérieurs à la formation des Etats & des sociétés , qui cependant n'en sont que le résultat. En sorte qu'il est évident que les réglemens faits pour leur soutien , n'ont été faits qu'en considération de ces mêmes sociétés. Ainsi la Loi commune ne doit & ne peut être considérée que comme explicative , & faite pour soutenir & maintenir les droits absolus des individus , qui par eux-mêmes

mes sont simples & en petit nombre ; mais ces mêmes droits , devenus relatifs , sont aussi devenus plus nombreux , plus étendus , plus compliqués. Et dès-là le Code des Loix , qui a rapport à ces droits considérés comme relatifs , doit être plus considérable , & mériter plus d'attention & d'exactitude que s'ils étoient considérés comme absolus

Examinons jusqu'où peut s'étendre la puissance des Loix , dans ce qui regarde les droits absolus ; & jusqu'où en effet elle s'étend présentement en Angleterre , tant pour leur maintien , que pour la conservation de ces mêmes droits.

L'homme est un agent libre , qui a la faculté de distinguer le bien d'avec le mal , ainsi que le pouvoir de choisir entre l'un & l'autre ; & c'est ce pouvoir , dont il jouit , qu'on nomme la *Liberté naturelle*. Cette liberté , qu'il tient de la nature , qu'il acquiert en naissant , & qu'il hérite de ses peres , est un don que Dieu lui fit lorsqu'il le créa. Mais du moment que l'homme entre en société avec d'autres hommes , il remet à la société , dans laquelle il est admis , une partie de cette même liberté , pour prix des avantages qu'il reçoit de son admission dans cette même société. Dès ce moment , l'homme contracte l'obligation de se conformer aux Loix établies par la communauté ; & cette es-

pece de contrainte à laquelle il se soumet, lui devient beaucoup plus utile que la liberté sauvage dont il jouissoit, & dont il se dépouille.

Tout homme qui réfléchit, ne peut desirer de conserver le droit absolu ou le pouvoir de faire tout ce qu'il veut; puisque s'il jouissoit de ce droit, il faudroit nécessairement que les autres hommes, avec lesquels il seroit en société, eussent aussi le même privilège; d'où il s'en suivroit nécessairement que la vie de chaque individu ne pourroit être en sûreté. La liberté civile, dont jouissent tous les hommes réunis en société, n'est donc autre chose que la liberté naturelle, restreinte ou limitée par la Loi humaine, pour l'avantage de toute la société. Mais cette gêne & cette contrainte ne peuvent s'étendre au-delà du nécessaire : c'est-à-dire, qu'elles cessent au moment qu'elles ne sont plus nécessaires au bien public, ni avantageuses pour la société.

D'après ce principe, toutes les Loix faites pour empêcher les hommes de se nuire les uns aux autres, quelques contraires qu'elles paroissent à la liberté naturelle, servent essentiellement à assurer, & même à fortifier la liberté civile. Mais toutes celles qui sans motif & sans cause, sont uniquement établies, ou pour servir l'ambition, ou pour satisfaire quelques desirs particuliers, sont toujours des Loix tyranni-

ques, soit qu'elles soient promulguées par le Monarque, soit par le corps de la noblesse, ou même par l'assemblée entière du peuple. Toute Loi, quelque consentie qu'elle soit par toute la Nation, ou quelque rejetée qu'elle puisse être, est destructive de la liberté, du moment qu'elle n'a pas pour objet une utilité réelle, ou qu'elle contraint & prétend régler notre conduite dans des choses absolument indifférentes au bien de la société. Il n'est qu'un seul cas qui pourroit la rendre valide; celui où cette même Loi pourroit avoir quelques effets qui intéressassent, quoiqu'indirectement, la liberté générale de la nation. Sous Edouard IV, par exemple, on donna une Loi qui défendit aux simples Gentils-hommes de porter, comme les Lords, des souliers ou des bottes dont la pointe eût deux pouces de long. C'étoit une Loi tyrannique, parce que quelque ridicule que pût paroître alors l'usage de ces souliers pointus, observé par la petite Noblesse, il étoit fort indifférent au bien public qu'il fût ou conservé ou aboli. Sous Charles II, on fit une Loi pour que les morts fussent à l'avenir ensevelis dans de la flanelle d'Angleterre. Au premier coup d'œil, l'objet de cette Loi paroît assez peu intéressant pour le bien public; & cependant quand on la considère avec attention, on trouve qu'elle n'étoit pas con-

traire à la liberté publique, puisqu'elle avoit pour motif d'encourager en particulier les fabriques de laine, & le commerce en général, dont les succès sont essentiellement liés avec les intérêts de toute la nation. C'est ainsi que les Loix, lorsqu'elles sont prudemment établies, ne peuvent jamais être destructives de la liberté, dont même alors elles deviennent le soutien. Aussi Locke a-t-il dit, que par-tout où il n'y avoit pas de Loi, il ne pouvoit y avoir de véritable liberté. Tout système de Loi, toute forme de Gouvernement, toute Constitution nationale, ne peut ou ne doit être faite & établie que, pour maintenir & assurer la liberté civile, & cette liberté civile consiste à laisser aux citoyens la liberté de leur conduite pour tous les objets où il n'est pas intéressant pour le bien public qu'ils soient contrariés, dirigés, ou même restreints.

Dans tous les pays où la liberté civile est à son plus haut point de perfection, il peut arriver qu'elle s'altère ou s'affoiblisse; mais il est presque impossible qu'elle puisse être détruite entier. Lorsque le cas arrive, c'est toujours par la faute & par l'inconsidération de ceux qui en jouissent. En Angleterre, c'est pour veiller à sa conservation que les Loix & les Cours de Justice ont été établies, & par conséquent pour le bonheur du plus grand comme du plus pe-

tit des sujets, qui l'un comme l'autre est intéressé à ce que la constitution du Gouvernement ne soit pas altérée. C'est en cela que diffère la constitution Angloise de presque toutes les autres qui ne sont calculées que pour les intérêts du pouvoir arbitraire, ou même despotique; de façon qu'elles ne paroissent avoir été établies que pour les Princes & les grands, qu'afin de les rendre maîtres absolus des sujets, & mettre les petits dans leur dépendance.

Cet esprit de liberté si profondément gravé dans notre Constitution, est tellement enraciné dans notre territoire, qu'un esclave négre qui met le pied en Angleterre devient homme libre, quoiqu'il puisse être obligé de servir son maître comme auparavant, non à titre d'esclave, mais d'homme libre.

Les droits absolus de chaque Anglois, pris dans un sens politique & extensif, sont appelés communément les *Libertés*. Et comme ces libertés sont fondées sur la nature & sur la raison; & qu'elles sont essentiellement liées à la forme de notre Gouvernement, elles ont peu souffert des différentes agitations & des changemens qui y sont arrivés. L'excellence de notre Gouvernement est même telle, qu'opprimé dans certains temps par des Princes tyranniques ou livré à l'Anarchie, le pire de tous les Etats (car toute espece de Gouvernement vaut infiniment

ment mieux que de n'en avoir aucun) elle n'a pu être anéantie. La vigueur de notre libre Constitution a toujours délivré la nation de ses maux ; & aussi-tôt que les convulsions ont cessé , la balance de nos droits & de nos libertés a été remise dans son propre équilibre. Nous pouvons même ajouter que les fondemens de notre Constitution ont été , de temps à autre , de plus en plus affermis par les soins vigilans de notre Parlement , & que toutes les fois qu'elle a été en danger , ce corps lui a donné une nouvelle force.

Premièrement, par la grande Charte obtenue , l'épée à la main , sous le regne de Jean , qui fut ensuite confirmée , avec quelques changemens , par celle de Henri III , son fils. Cette Charte renferme peu de nouvelles concessions ; mais comme le remarque le Chevalier Edouard Coke , elles sont plutôt une reconnoissance authentique des Loix fondamentales de l'Angleterre que des actes de concession. Ces Chartes furent ensuite confirmées par le Statut dont le titre est , *Confirmatio Cartarum* , qui , ainsi que la grande Charte du Roi Jean , & celle de Henri III , ont servi pour faire la Loi commune. Tous jugemens contraires à la grande Charte , sont nuls de droit ; & pour qu'elle soit généralement connue , on la lit au peuple dans toutes les Paroisses des trois Royaumes , deux fois par

an, & le Ministre excommunie tous ceux qui par paroles ou actions, agissent contre ce qu'elle contient. Suivant le Chevalier Edouard Coke, 32 Statuts ont été donnés pour la corroborer, depuis Edouard I jusqu'à Henri IV. Après un long intervalle, on a donné la *Pétition de droit*, qui est une déclaration authentique du Parlement, confirmée par Charles I, lors de son avènement au Trône, de toutes les libertés du peuple Anglois, qui depuis ont été encore assurées par l'acte de l'*Habeas corpus*, passé sous le regne de Charles II. Lorsque le Prince d'Orange arriva en Angleterre avec la Princesse Marie sa femme, on leur présenta le *Bill des droits* qu'ils reçurent, & auquel le Parlement donna force de Loi, le 13 Février 1688. Ce Bill est terminé par des termes si intéressans pour les libertés de la Nation Angloise, que nous croyons devoir les rapporter ici :

Les Anglois y demandent que les droits, & sur-tout tous ceux qui sont antécédens audit Bill, leur soient conservés, comme droits & libertés à eux appartenans indubitablement, & reconnus par le Parlement. Déclarant que tous ces droits & libertés réclamés par ledit Bill, sont vrais, de toute ancienneté, & sont bien véritablement les droits du peuple de ce Royaume.

Ces libertés enfin ont été confirmées au commencement de cette Centurie, par l'acte

de *Settlement*, qui fut donné pour assurer la Couronne dans l'illustre Maison de Sa Majesté régnante ; & dans cet acte on a fait quelques nouvelles additions , pour assurer encore mieux notre religion , nos Loix & nos libertés. On y dit aussi que ces droits du peuple Anglois sont aussi anciens que lui , & qu'ils sont tous conformes à l'ancienne doctrine de la Loi commune.

Mais en voilà suffisamment sur ce qui regarde l'existence de nos libertés & de nos droits : examinons présentement quels sont ces mêmes droits. Ils consistent dans plusieurs immunités privées ou particulières , qui ne sont autre chose que le résidu de la liberté naturelle , dont on ne peut demander le sacrifice sous quelque prétexte que ce soit , relativement au bien public , par la raison que la société s'est engagée de les maintenir ; & que d'ailleurs ils tiennent lieu à ceux qui en jouissent , des parties de la liberté naturelle dont ils se sont volontairement dépouillés , & qu'ils avoient héritée de leurs pères. Dans d'autres pays , ces mêmes parties de la liberté naturelle ayant été avilies ou détruites , la Nation Angloise peut justement appeler les droits qu'elle a acquis , & dont elle jouit , les droits du *Peuple d'Angleterre*. Ces droits peuvent se réduire à trois principaux : savoir , celui de la sûreté des personnes , de la

liberté personnelle, & le droit de propriété privée & particulière. Enfreindre l'un ou l'autre de ces droits, c'est priver l'homme de toute sa liberté, c'est le réduire à la condition de l'esclave; mais lorsqu'il en jouit, comme nous en jouissons, c'est un être parfaitement libre. Examinons présentement chacun de ces droits en particulier.

I. Le droit de la sûreté des personnes, consiste dans la jouissance personnelle, légale & non interrompue, de sa vie, de ses meubles, de son corps, de sa santé, & de sa réputation. La vie est un don de Dieu, un héritage que chaque individu tient de la nature, & dont les Loix lui accordent la jouissance, avant qu'il ait vu le jour, & dès l'instant même qu'il existe dans le ventre de sa mere. Aussi une femme est-elle déclarée homicide, si au moment qu'elle se sent grosse, elle fait quelque chose pour détruire son enfant. De même que celui qui, en la maltraitant, occasionne la mort de l'enfant, soit après, soit avant sa naissance, est aussi déclaré homicide, quand bien même il prouveroit que son intention n'auroit pas été de nuire à l'enfant. Le Chevalier Coke, plus indulgent, n'envisage point cette offense avec tant de sévérité; il la place, au contraire, au nombre des accidens malheureux.

Un enfant au ventre de sa mere est réputé,

par la Loi, être né. Il est, suivant elle, capable de recevoir des legs; on peut faire en sa faveur des substitutions, & lui nommer des tuteurs; il peut posséder des terres, & avoir un revenu pour son usage.

2. Les membres de l'homme, dont nous entendons parler présentement, sont ceux qui peuvent servir à sa conservation, qui lui ont été donnés par le Créateur, pour se défendre lui-même contre les insultes qu'on auroit pu lui faire; lorsqu'il étoit encore dans l'état de pure nature. La Loi regarde la conservation de ces membres comme très-importante pour lui, & en même temps comme un bien propre d'héritage, dont il ne doit pas être privé, dont même on ne peut lui ôter le libre usage, que dans le cas où il se seroit rendu coupable de quelque entreprise contre la Loi civile. La vie & les membres mêmes de l'homme sont aux yeux de la Loi Angloise d'un si grand prix, qu'elle pardonne l'homicide à celui qui le commet pour se les conserver; *se defendendo*. Dans ce cas, tout est permis à l'homme; c'est une nécessité absolue qui l'excuse & le rend innocent. De façon même que si un homme, en Angleterre, dans la plus simple crainte de perdre la vie ou quelqu'un de ses membres, après avoir pris toutes les mesures que la Loi lui prescrit, pour se mettre à couvert des voies

de fait, dont il se voit menacé, se trouve tout-à-coup attaqué par son ennemi & le tue ; son action est regardée comme une rencontre malheureuse, & comme un acte qu'il n'a commis qu'à son corps défendant. C'est ce que nous expliquerons plus au long, dans le Chapitre IV.

La Loi Angloise distingue deux sortes de *détresses*, celle où l'homme se trouve si on veut lui ravir la liberté ou l'emprisonner, (nous en parlerons dans la suite) & celle où les menaces qu'on lui fait, lui font craindre qu'on ne lui ôte la vie, ou seulement qu'on lui fasse quelques blessures qui lui ôte l'usage de ses membres. Mais pour qu'en vertu de ces craintes il puisse agir avec violence, il faut qu'elles soient justement fondées. Bracton s'exprime ainsi, sur ce point : *Non suspicio cujuslibet vani & meticulosi hominis, sed talis quæ possit cadere in virum constantem. Talis enim debet esse metus, qui in se contineat vitæ periculum, aut corporis cruciatum.* Il s'ensuit de là que la crainte d'être battu, quelque fondée qu'elle soit, sur les menaces qui auront été faites, ne donne pas le droit de se permettre des voies de fait, & d'attaquer son ennemi, non plus que s'il avoit brûlé la maison, détruit ou enlevé les biens de celui auquel il en voudroit ; par la raison que l'offensé peut avoir recours à la Loi, & demander réparation de l'insulte qui

lui seroit faite, ou du dommage qui lui seroit fait. Mais comme la perte de la vue ou de quelques-uns des membres ne peut se réparer, tout moyen employé pour conserver l'un & l'autre est légitimé par la Loi, qui dit : *ignoscitur ei qui sanguinem suum qualiter qualiter redemptum voluit.*

La Loi ne se contente pas de veiller à la conservation des membres & de la vie des hommes, elle veut encore qu'ils puissent en faire usage. Aussi tout homme, quelqu'indigent qu'il soit, est autorisé par la Loi à demander à la partie la plus opulente de la société les moyens de subsister. C'est pour cela que furent faits plusieurs actes du Parlement, en vertu desquels on forma des établissemens en faveur des pauvres, & ces établissemens ont tous pour principe le bien de la société. Chez les Romains ils ne subsistoient pas, & les Loix avoient prescrit une maniere différente de soulager le malheureux. L'Empereur Constantin donna un édit qui chargeoit le trésor public de l'entretien des enfans, dont les parens étoient hors d'état de pourvoir à leur subsistance. Par-là cet Empereur avoit voulu empêcher les pauvres parens d'ôter la vie à leurs enfans, ou de les *exposer*. C'est dans la même vue que nous avons établi des hôpitaux parmi nous, pour les enfans-trouvés. On voit la même Loi dans le

Code

Code de Théodose, mais elle ne se trouve pas dans celui de Justinien.

L'homme ne doit & ne peut légitimement perdre la vie ou les membres, que de deux manieres; ou par la mort naturelle, ou par la mort civile. Celle-ci arrive si l'homme est banni hors du Royaume; en vertu d'un jugement légal de la Loi, ou bien lorsqu'il entre en religion, c'est-à-dire, s'il se fait Moine; auquel cas il est censé être mort civilement, & son plus proche héritier succede à ses biens; parce qu'il est réputé n'être plus membre de la société. Il ne l'est plus en effet, puisqu'en entrant dans le Monastere il a renoncé à toute espece d'intérêts temporels, qu'il se croit exempt des devoirs de la société civile, & qu'il voudroit se soustraire à l'autorité des Magistrats mêmes. Les Loix Angloises n'admettent pas ces prétendus privileges du Clergé; & c'est pourquoi elles ont toujours regardé les Moines comme morts civilement, & leur ont permis, avant de faire leurs vœux, de faire leur testament, au défaut duquel l'administration de leurs biens étoit confiée aux plus proches de leurs parens, comme s'ils étoient morts *ab intestat*. Ces administrateurs avoient le pouvoir de former des actions contre les débiteurs des Religieux, & ces débiteurs étoient obligés de satisfaire à ce qu'ils pouvoient devoir, com-

me si leurs créanciers étoient réellement dé-cédés. Avant la réformation, s'il arrivoit en Angleterre qu'un Moine devint Abbé, il ren-troit dans tous ses droits, pouvoit faire ren-dre compte à l'administrateur de ses biens, & le forcer à lui payer ce qu'il avoit reçu pen-dant le temps qu'il étoit resté simple Moi-ne. Tous les baux qui avoient été faits par celui qui entroit en religion, cessoient à l'inf-tant même qu'il faisoit profession ; & cela étoit fondé sur ce qu'en Angleterre un bail ne peut durer qu'autant que dure la vie naturelle. Du temps du Catholicisme, la Loi Angloise ne prenoit aucune connoissance des professions qui se faisoient hors du Royaume ; par la raison que ses Tribunaux ne pouvoient juger des faits qui se passaient au-delà des mers.

La vie naturelle, ainsi que je l'ai dit, est un don qu'aucun individu ne peut ni ôter à un autre, ni s'en priver lui-même, mais dont Dieu cependant permet à la Loi de disposer pour punir ceux qui violent les Loix de la société, lesquelles par cette punition capitale, sont de plus en plus affermies. Nous parlerons à la fin de ces Commentaires, de la légalité de cette punition, ainsi que de son étendue. Nous nous contenterons d'observer ici, que lorsque la Constitution d'un Etat donne à une seule ou à plusieurs personnes le pouvoir d'ôter la vie

ou quelques membres à un citoyen , suivant leur volonté ou leur caprice, sans être dirigés ni conduits par les Loix ; on doit regarder cette Constitution comme tyrannique. Les Loix elles-mêmes le sont également , si , pour de légères fautes , elles infligent la peine de mort. Il est vrai que cette rigueur peut en quelque façon être excusée, attendu que les sujets ayant connoissance de la Loi , peuvent se garantir de la punition en évitant de commettre la faute ; ce qu'ils ne peuvent faire lorsqu'une ou plusieurs personnes peuvent arbitrairement disposer de leurs vies. Les Loix criminelles, en Angleterre, sont fort douces ; elles ne prononcent la peine de mort ou de la mutilation que pour les grands crimes , & la Loi commune ne la prononce jamais. D'ailleurs tout pouvoir arbitraire est contraire & même tout-à-fait étranger à notre Constitution , quant à ce qui regarde la vie , les membres & la propriété des citoyens. *Nullus liber homo, dit la grande Charte , aliquo modo destruatur, nisi per legale judicium parium suorum, aut per legem terræ.* Ces mots, *aliquo modo destruatur*, suivant le Chevalier Coke, renferment non-seulement la défense de tuer , ou de mutiler , mais encore d'appliquer à la torture , punition que nos Loix rejettent absolument ; ainsi que toute espece d'oppression de la part

d'une autorité illégale. Le Statut d'Edouard III, chap. 9, dit, qu'il seroit contraire à la grande Charte qu'on donnât la mort, ou qu'on mutilât quelqu'un qui n'y auroit pas été condamné auparavant par la Loi. Le Statut 29 du même Prince, chap. 3, dit, qu'aucun homme ne peut être mis à mort, si auparavant il n'a pas été conduit devant le Tribunal pour entendre les accusations formées contre lui & y répondre.

3. Ce n'est pas assez que la conservation des membres de l'homme lui soit assurée, afin qu'il puisse se garantir de toute insulte ; il a encore le droit de se précautionner contre les menaces qui lui sont faites, & de se mettre à l'abri de tous les événemens.

4. La conservation de la santé & de la réputation, est de la plus grande importance pour les hommes qui, tous en Angleterre, ont le droit de se précautionner contre ce qu'on pourroit tenter pour nuire à l'une & l'autre, & d'avoir pour cela recours à la Justice & aux Loix. Si les Anglois n'avoient pas ce droit, il leur seroit impossible de jouir de tous les autres avantages de la vie. Mais comme ces trois articles sont cependant moins importans que les précédens, & que ceux dont il nous reste à traiter ; nous nous en tiendrons à ce que nous avons dit sur ce qui les regarde, en nous ré-

servant, dans la suite de ces Commentaires, d'entrer dans la discussion des faits qui peuvent concerner la violation de ces mêmes droits.

II. Quelque attention que la Loi Angloise apporte à la sûreté des personnes, elle ne néglige rien de ce qui peut aussi assurer la liberté de chaque individu. Cette liberté consiste dans le pouvoir de changer de situation & d'habiter dans quelque lieu qu'on veuille choisir, sans qu'on puisse être arrêté ou emprisonné, à moins que la Loi ne l'ait préalablement ordonné. Mais la Loi Angloise, qui attache elle-même la plus grande valeur au droit de la liberté, & qui le regarde comme essentiel à la nature de l'homme, n'a jamais ordonné qu'il lui fût ôté sans de puissans motifs. Elle ne veut pas que ce soit par la simple volonté du Magistrat; mais par l'ordre exprès qu'elle en donne. Voici comme la grande Charte s'exprime à cet égard : *Nul homme libre ne peut être arrêté ou emprisonné, qu'en vertu d'un jugement de ses Pairs, & par une permission ou par ordre exprès de la Loi.* Par plusieurs Statuts, qui ont été donnés depuis, il est dit expressément, qu'aucun homme ne sera arrêté ni emprisonné, à la réquisition de qui que ce soit, faite au Roi ou à son Conseil, si auparavant il n'a pas été procédé contre lui suivant les for-

mes prescrites par les Loix. Dans la Pétition de droit de Charles I, il est expressément défendu d'arrêter ou d'emprisonner aucun homme qui n'auroit pas eu connoissance auparavant du motif de son emprisonnement, & s'il n'a pas joui de la faculté de répondre aux accusations formées contre lui. Par un autre Statut de Charles II, il est dit que si quelque personne est privée de la liberté, en vertu d'un ordre d'une Cour illégale, ou par le commandement de Sa Majesté ou de son Conseil; il lui sera accordé, sur sa simple demande, un Rescrit d'*habeas corpus*, pour qu'il soit conduit devant les Juges du Banc du Roi, ou devant ceux des Plaids communs; lesquels Juges décideront si l'emprisonnement est juste & légitime; & s'il est déclaré tel, que la Justice pourra agir alors contre le prisonnier. Par le Statut 31 de Charles II, vulgairement nommé l'acte d'*habeas corpus*, la maniere de demander ce Rescrit est si clairement expliquée, & le droit de l'obtenir si bien affermi, qu'aussi long-temps que ce droit subsistera, aucun sujet en Angleterre ne pourra être détenu en prison par aucune autre autorité que par celle de la Loi. Mais comme il est des cas où l'ordre même de la Loi peut être suspendu par l'offre qu'on fait pour le prisonnier de le représenter, en donnant caution; le Statut premier, chap. 2, de Guil-

laume & Marie , veut que la caution exigée ne soit pas *excessive*.

Il est de la dernière importance pour le public que la liberté personnelle soit constamment respectée ; car si le Magistrat de la Nation jouissoit du droit de faire emprisonner arbitrairement , & sur-tout dans un pays tel que le nôtre , tous les autres droits & privilèges seroient bientôt anéantis. Quelques personnes ont prétendu que les attentats formés contre la vie & la propriété du citoyen , par la volonté arbitraire du premier Magistrat , pouvoient être de moindre conséquence pour le bien de la société , que ceux qui se feroient contre la liberté personnelle des sujets. Priver un homme de la vie , confisquer ses biens avec violence , sans procéder contre lui juridiquement , seroit certainement un acte de violence , & bien fait pour jeter l'alarme dans tout le Royaume. Mais l'arrêter secrètement , le conduire précipitamment en prison , l'y laisser ignoré , & souvent oublié par ceux même qui auroient pu ordonner son emprisonnement , seroit un acte qui , étant plus caché , & par conséquent moins public , seroit peut-être moins de sensation que le premier , mais qui n'en seroit pas de moindre conséquence pour la société : car ce pouvoir d'arrêter arbitrairement un citoyen , est une arme bien cruelle & bien dan-

gereuse dans tout gouvernement arbitraire. S'il arrivoit cependant que l'Etat fût menacé d'un danger réel, le pouvoir d'emprisonner arbitrairement pourroit alors être d'une grande utilité. Mais la nature de notre gouvernement est telle que, quand bien même l'Etat se trouveroit dans le danger le plus imminent, la puissance exécutrice ne pourroit avoir recours à la force; à moins qu'elle n'y fût autorisée par la puissance législative, qui alors pourroit suspendre l'acte d'*habeas corpus*, afin que le Roi pût faire emprisonner les sujets suspects, sans être obligé d'en dire les motifs. C'est ainsi que le Sénat de Rome donnoit aux Dictateurs une autorité absolue. Le Décret du Sénat qui précédoit la nomination de ce suprême Magistrat, étoit énoncé en ces termes : *dent operam Consules, ne quid Respublica detrimenti capiat*; & ce Décret étoit nommé, *Sénatus Consultum ultimæ necessitatis*. De même on ne doit avoir recours à l'emprisonnement arbitraire, que dans les cas les plus urgents; car lorsqu'on le permet, on dépouille, pour un temps, la Nation de sa liberté. Mais comme c'est pour la mieux conserver qu'on fait cet abandon volontaire, le motif ne peut que le rendre légitime.

Arrêter un homme de quelque manière que ce soit, & dans quelque cas que ce puisse être; le faire garder dans un endroit quelconque, où

on le forceroit à reſter contre ſa volonté; le faire prendre nuitamment, & enfuite enfermer, ſont autant d'actes de violence qui ſont réputés être des emprifonnemens. Les Loix les regardent comme d'autant plus illégaux, que quelque acte qu'on pût faire ſigner au prifonnier pour obtenir ſa liberté, ſeroit regardé comme nul, & par conféquent de nul effet. Il n'en ſeroit pas de même des actes que ſigneroit un prifonnier légalement détenu, qui ſeroient regardés comme très-valables.

Pour qu'un emprifonnement ſoit conforme à la Loi, il doit être fait après une procédure juridique, & dans une Cour de Juſtice; ou bien en vertu d'un ordre d'un Magiſtrat, revêtu d'un pouvoir ſuffiſant. Cet ordre doit encore être donné par écrit, ſigné par ce Magiſtrat, & ſcellé du ſceau de ſes armes. Il faut dans cet ordre, qu'il ſoit fait mention du motif de l'emprifonnement, afin que ſur le Reſcrit de l'*habeas carpus* obtenu par le prifonnier, les Juges du Banc du Roi puiſſent décider ſi l'emprifonnement eſt bon & valable. Dans le cas où cet ordre ne ſeroit pas revêtu de ces formalités preſcrites par la Loi, le Géolier ne pourroit pas retenir le prifonnier: car la Loi (ainſi que le dit le Chevalier Coke) juge qu'il n'eſt pas raifonnable d'emprifonner un homme ſans lui faire connoître le crime dont

il est accusé, afin qu'il sache la raison & le motif de sa détention.

En vertu de son droit de liberté, tout Anglois peut demeurer & résider en Angleterre aussi long-temps qu'il le voudra ; car il ne peut être forcé d'en sortir que par une sentence de bannissement. Le Roi peut cependant, en vertu de sa prérogative Royale, donner un Rescrit de *Ne exeat Regnum*, qui empêche ses sujets de sortir du Royaume, sans sa permission. L'utilité que le public peut retirer de l'exercice de cette prérogative, l'avantage dont elle peut être pour la communauté, a sans doute été le motif qui l'a fait établir ; mais il n'est sur la terre aucune autorité, si ce n'est celle du Parlement, qui puisse forcer un Anglois à sortir du Royaume contre sa volonté, pas même un criminel : car l'exil & la transportation sont des punitions inconnues à la Loi commune, excepté quand cette punition est infligée, ou par le choix du criminel lui-même, qui la préfère à une plus rigoureuse, ou en vertu de quelque acte du Parlement. Aussi la grande Charte dit-elle, qu'aucun homme libre ne peut être banni, à moins que ce ne soit par le jugement de ses Pairs, rendu conformément aux Loix du pays. L'acte d'*habeas corpus*, qu'on doit regarder comme une seconde grande Charte, & le boulevard de notre liberté, défend qu'aucun sujet du Royau-

me ne soit envoyé prisonnier en Irlande, en Ecosse, à Jersey, à Garnesey & autres lieux situés au-delà des mers, dans lesquels il ne pourroit jouir du bénéfice de la Loi commune; déclarant, en outre, toutes ces sortes de punitions, qu'on nomme emprisonnemens illégaux, & tous ceux qui les ordonnent, incapables de remplir aucunes charges & offices; voulant aussi qu'ils encourent la peine de *Premunire*, sans que le Roi lui-même puisse leur accorder le pardon de cette transgression de la Loi. La même Loi d'*habeas corpus* autorise ceux qui auront été ainsi emprisonnés illégalement, à prendre à partie ceux qui en auroient donné l'ordre, comme aussi ceux qui l'auroient exécuté & même conseillé, contre lesquels l'offensé pourra exiger des dommages & intérêts, & en outre trois fois le montant des frais du procès; lesquels dommages & intérêts ne pourront jamais être fixes à moins de 500 liv. sterlin.

L'attention de la Loi est si grande pour tout ce qui peut intéresser la liberté personnelle des citoyens, qu'elle ôte même au Roi la puissance d'envoyer hors du Royaume aucun de ses sujets, même pour le service, à l'exception seulement des soldats & des matelots: de façon que le Roi d'Angleterre ne peut, contre leur gré, obliger aucun de ses sujets à aller le

représenter en Irlande, & y être son Député ou Lieutenant; attendu qu'il se pourroit faire que cette marque de confiance ne fût, dans le vrai, qu'un moyen dont il se serviroit pour exiler ce même sujet, sous le prétexte apparent de le récompenser.

III. Le troisieme droit inhérent à chaque individu Anglois, c'est la propriété de ses biens, qui consiste dans le libre usage, & dans la libre disposition de ces mêmes biens, sans qu'il y puisse jamais être gêné & contraint que pour la partie seulement, & de la maniere que la Loi du pays la prescrit. C'est de la nature même que l'homme tient le droit de propriété, ainsi que nous l'expliquerons dans la suite de ces Commentaires; & si ce même droit est modifié tant par la maniere de le conserver à son propriétaire, que par celle de le transporter à ses descendans ou autres, ce n'a pu être que pour l'avantage de la société; & attendu que ceux que le propriétaire retire de cet établissement, lui tiennent lieu de l'espece d'altération qu'a souffert son droit par la modification nécessaire qui en a été faite.

C'est sur ce principe que la grande Charte déclare que tout homme libre ne peut être privé de sa possession, ni de sa liberté, ni des franchises de sa Coutume, que par un jugement de ses Pairs, ou en vertu de la disposition

même de la Loi du pays; que plusieurs Statuts donnés depuis la grande Charte, disent aussi précisément : que les biens d'un homme libre ne pourront être saisis ni mis dans la main du Roi, & que ce seroit agir scandaleusement contre l'esprit de la grande Charte & l'intention de la Loi du pays. Ils ajoutent encore, que personne ne pourra être privé de son héritage, ni expulsé de ses biens, si auparavant on ne l'a pas sommé de comparoître devant les Tribunaux de justice, pour y être jugé par la Loi.

Les droits de propriété des Anglois ne peuvent être violés, même lorsqu'il s'agit de l'intérêt public. S'il s'agissoit par exemple, de la construction d'un nouveau chemin, & que pour cet effet il fallût le tracer à travers les terres d'un particulier; il faudroit que le Roi demandât auparavant le consentement du propriétaire de la terre. En vain prétendrait-on que le bien particulier doit céder au bien général; cette maxime paroîtroit trop dangereuse, pour qu'on souffrit qu'un particulier, & un Tribunal même, pût juger de ce qui convient, ou peut ne pas convenir au bien public. D'ailleurs rien n'intéresse tant le public que la conservation des droits de chaque individu en particulier. La puissance législative peut seule obliger un particulier à acquiescer, contre son gré, à ce qu'exige le bien général; mais ce n'est jamais en le

dépouillant arbitrairement de sa propriété : ce qu'elle lui ôte lui est rendu par l'indemnité qu'elle lui accorde. Alors le public est réputé un individu qui fait un échange contre un autre individu ; & la puissance législative oblige seulement le propriétaire à assigner une partie de sa propriété, au moyen d'un prix raisonnable. Mais la puissance législative ne se permet jamais cet acte d'autorité , qu'avec la plus grande circonspection.

Ce n'est pas dans le seul point , dont nous venons de parler, que la Loi en Angleterre a limité les droits du bien public. Pour assurer à ses habitans leur droit de propriété, elle l'a reconnu inviolable & sacré , lorsqu'elle a dit : *qu'aucun Anglois n'est obligé à payer aucune taxe, ni d'agir que de son consentement ou de celui de son représentant, même pour la défense de l'Etat & le maintien du gouvernement.* Le Statut 28 d'Edouard I, chap. 5 & 6 , dit, que le Roi n'établira, ni ne levera aucune aide ni taxe, que du commun consentement de tous les habitans du Royaume. Le Statut 34 du même Roi s'explique encore plus formellement, lorsqu'il dit , qu'aucune taille ni aide ne seront levées ni imposées sans le consentement des Archevêques , Evêques, Prélats, Comtes, Barons, Chevaliers, Bourgeois & autres hommes libres du pays. Le Statut 14 d'Edouard III,

chap. 1, dit que les Prélats, Comtes, Barons, Communes, Citoyens, Bourgeois & Marchands ne seront chargés de payer aucune taxe, sans le consentement de la haute Noblesse & des Communes réunies en Parlement. Mais comme cette Loi a été souvent enfreinte sous plusieurs Princes, par des emprunts forcés, ou par des dons gratuits extorqués sans le consentement réel & libre des sujets ; il fut présenté à Charles I une requête, qu'on nomme *suppression des droits*, dans laquelle il est dit formellement, que personne ne sera forcé de faire aucun don ni prêt, ni don gratuit, de payer aucune taxe ou toute autre charge, sans le consentement du Parlement. Enfin par le Statut de Guillaume & Marie, chap. 2, il est expressément ordonné que toute levée d'argent, faite pour l'usage de la Couronne, en vertu de la prérogative Royale, qui se feroit à longs termes, sans avoir été préalablement accordée par le Parlement, seroit regardée comme illégale.

Ce n'est pas assez d'avoir examiné, comme nous venons de le faire, les principaux droits absolus qui appartiennent à chaque individu Anglois, il faut expliquer comment la Constitution actuelle leur en assure la jouissance. Cette Constitution a établi pour cet effet des droits qu'on peut appeller auxiliaires ou subor-

donnés, & qui servent de barrière contre tout ce qui pourroit attenter à la sûreté des personnes, de leur liberté & de leur propriété.

Ces droits auxiliaires sont, 1°. la Constitution, le pouvoir & le privilege du Parlement, dont je parlerai dans le Chap. suivant. 2°. Les prérogatives du Roi limitées par des liens si certains, si forts & si bien connus, qu'il n'est pas possible qu'ils soient relâchés sans le consentement du peuple. J'en traiterai aussi dans la suite.

Le pouvoir législatif établi comme il l'est aujourd'hui, & jouissant de toute sa force & vigueur, il est presque impossible qu'on établisse parmi nous de nouvelles Loix qui soient destructives de notre liberté. Et quant à la prérogative Royale, elle doit être considérée dans l'état où elle est présentement, comme étant elle-même un frein à l'autorité exécutive, qui la met dans l'heureuse impuissance de faire quelque chose contre les Loix émanées du Parlement, ni même de se trouver en opposition avec la puissance législative.

3°. Le troisième droit auxiliaire ou subordonné, est celui dont chaque Anglois jouit, de pouvoir s'adresser aux Cours de Justice, pour demander le redressement des injures ou des offenses qu'il peut essuyer. Ce Tribunal des Loix étant ainsi toujours ouvert pour protéger & maintenir

maintenir la propriété & les libertés des sujets, il est presque impossible que les Loix elles-mêmes ne soient toujours constamment respectées & observées. Le Roi étant l'organe de la grande Charte, il est toujours censé (dit le Chevalier Coke) être présent dans tous les Tribunaux, & y répéter sans cesse ces mots qui y sont contenus : *Nulli vendemus, nulli negabimus aut differemus rectum vel justitiam* ; de façon qu'il est impossible, ajoute encore le même Auteur, qu'aucun des sujets soit ecclésiastique, soit séculier, puisse ne pas avoir recours à la Loi, & obtenir d'elle justice pleine & entière, prompte & sans délais, & sans qu'elle lui soit vendue, pour les injures qui lui sont faites dans ses biens, dans ses terres, ou dans la personne, *in bonis, terris, vel personâ*. Je ne finirois pas si je voulois rapporter ici tous les actes faits par le Parlement, pour que la justice soit toujours rendue aux particuliers.

D'ailleurs la Loi parmi nous est tellement fixe, permanente & invariable, elle est si claire & si précise, qu'il n'est pas au pouvoir du Juge de prononcer aucun jugement qui soit arbitraire ; d'autant que chacun peut connoître ce que prescrit la Loi au Tribunal auquel il a recours, & qu'il n'y a que le Parlement seul qui puisse la changer. Je crois, à ce propos,

devoir parler de différens actes du Parlement faits pour empêcher que , sous prétexte de la prérogative Royale , on arrêtât le cours de la Justice. La grande Charte dit , qu'aucun homme nè peut être *mis hors de Loi*, c'est-à-dire , privé de la protection de la Loi , que conformément à celles du pays. Par le Statut 2 d'Edouard III , chap. 8 , & le Statut 11 , chap. 10 de Richard II , il est formellement défendu de donner aucun ordre ou commandement , sous le grand ou petit Sceau , qui soit contraire ou préjudiciable à la Loi , ou d'apporter aucun obstacle , ou d'occasionner aucun délai à l'exercice du Droit commun. Les mêmes Statuts ordonnent aux Juges de ne pas obéir à de pareilles ordres ; & les Juges le promettent , en prêtant serment lors de leur réception. Le Statut 18 d'Edouard III , & celui de Guillaume & Marie ; chap. 2 , portent expressément que le prétendu droit que les Rois pourroient s'arroger de suspendre le jugement & d'en arrêter l'exécution , seroit toujours illégal , s'il n'étoit pas autorisé par le Parlement.

Mais si la substance des Loix ne peut être altérée que par le Parlement , ce ne peut être aussi qu'au Parlement qu'il appartient de changer la forme qu'il a établie pour leur administration. Ces formes doivent être regardées comme les remparts de la Loi , & si ces rem-

parts étoient démolis , le corps de la Loi seroit exposé à toutes les entreprises de l'innovation. Le Roi peut ériger de nouveaux Tribunaux, mais il doit dans leur établissement ne pas s'écarter de l'ancienne Loi commune. C'est pour cela que le Statut 15, chap. 10, de Charles I, qui s'est fait lors de la dissolution de la *Chambre étoilée*, déclare que Sa Majesté & son Conseil privé, n'ont aucune juridiction, aucune autorité, aucun pouvoir d'agir sur ce qui regarde les Bills, pétitions, articles & libelles, dont la Chambre étoilée s'étoit arrogé le droit de connoître. Que Sa Majesté & son Conseil n'ont aucuns moyens d'attirer à eux aucune question relative aux terres & biens des sujets dont ils ne peuvent disposer ; attendu que tout ce qui est relatif à ces différens objets, doit être traité, examiné, & discuté devant les Tribunaux de la Justice, & suivant le cours de la Loi.

4. S'il arrivoit quelques injures ou offenses qui ne fussent pas ordinaires, ou une infraction manifeste aux droits ci-dessus mentionnés, & que le cours ordinaire de la Justice ne pût pas y apporter remède, chaque individu alors pourroit avoir recours à la Loi subordonnée, droit dont en pareil cas il peut jouir ; qui est celui de présenter une requête au Roi, ou à l'une des Chambres du Parlement, à l'effet

d'obtenir le redressement de ses griefs. Pierre I, a, dit-on, établi une Loi en Russie, qui défendoit à tous ses sujets de lui présenter aucune requête avant qu'ils n'en eussent présenté une semblable à deux différens Ministres d'Etat, & dans le seul cas où ces deux Ministres n'auroient pas rendu justice; mais sous peine de mort, au cas que les plaintes portées dans la requête ne se trouveroient pas légitimes. L'effet de cette Loi du Czar, fut que personne n'osa présenter cette troisieme requête; de sorte que les plaintes & les griefs de ses sujets ne pouvant parvenir jusqu'à lui, il n'étoit jamais ni dans l'obligation, ni dans la puissance de les redresser.

Si on a restreint en Angleterre le droit qu'ont ses habitans de présenter requête au Roi ou au Parlement, pour demander justice de leurs griefs, ce n'a été que pour le maintien de la paix au-dedans du Royaume, mais sans jamais avoir prétendu donner aucune atteinte à la liberté du citoyen. Et cela étoit d'autant plus nécessaire, qu'il pouvoit arriver que, sous prétexte de demander le redressement des griefs, on excitât du tumulte, & même des révoltes, ainsi qu'il est arrivé en 1640.

C'est donc pour prévenir ces sortes d'inconvéniens que le Statut 3, chap. 5, de Charles II, veut que les Pétitions qui seront pré-

sentées au Roi, ou aux deux Chambres, pour les affaires de l'Etat & de l'Eglise, ne soient signées que par vingt personnes; à moins que ces mêmes Pétitions n'aient été auparavant approuvées par trois Juges de paix, ou par la majeure partie des grands Jurés du Comté; & qu'à l'égard de la ville de Londres, elles soient signées par le Lord Maire, les Aldermans & les Membres du Conseil commun. Le même Statut veut encore qu'aucune Pétition ne soit présentée par plus de deux personnes à la fois. Le Statut premier, chap. 2, de Guillaume & Marie, dit formellement, qu'on ne peut détenir ni emprisonner personne, pour le punir d'avoir présenté une Pétition, & que toutes poursuites, faites pour cette cause, seront toujours regardées comme illégales. 5°. Le cinquième & dernier droit auxiliaire & subordonné, dont jouissent les Anglois, est celui d'avoir des armes pour leur usage, & qui soient relatives à leur état & à leur condition. Ce droit est reconnu par le Statut premier, chap. 2, de Guillaume & Marie, & est une suite nécessaire du droit naturel qu'ont tous les hommes de veiller à leur conservation, quand la Loi elle-même ne peut réprimer la violence & l'oppression.

C'est donc dans les différens articles, dont nous venons de parler, que consistent nos

droits, ou plutôt nos libertés. Mais ce mot de *Liberté* est plus souvent prononcé qu'il n'est bien entendu; il n'est cependant pas moins nécessaire qu'il le soit de toutes les personnes, de quelque rang & condition que ce puisse être; sans quoi il est à craindre que ceux qui ne connoissent pas bien sur quoi elle est fondée, ne se livrent trop aisément à l'esprit de faction & de licence, ou à une soumission trop aveugle & trop pusillanime.

Par tout ce que nous venons d'avancer on a pu se convaincre qu'aussi long-temps que nous jouirons de la sûreté de nos personnes, de notre liberté & de nos propriétés, il est impossible que nous cessions d'être un peuple libre. Car il ne peut y avoir d'oppression & de tyrannie, qu'autant que ces mêmes droits seront attaqués. Mais pour empêcher que cela n'arrive, il est essentiel que la Constitution du Parlement soit maintenue dans toute sa vigueur, & que les limites apposées à la prérogative Royale soient parfaitement connues. Que pour venger leurs droits & les revendiquer lorsqu'ils seront attaqués ou violés, les sujets puissent s'adresser d'abord aux Tribunaux de Justice, pour réclamer la protection des Loix; delà présenter leur requête au Roi ou au Parlement, pour obtenir le redressement des griefs; & qu'il leur soit enfin permis de prendre les armes, pour leur propre défense.

Tels sont les droits que nous tenons de notre naissance même, & que les Loix ont restreints dans de si justes bornes, que nul homme de bon sens, qui a de la probité, ne doit jamais souhaiter qu'ils puissent être altérés ni changés, puisque nous pouvons faire librement tout ce qu'un homme peut desirer honnêtement de faire; & que, si nous sommes en quelque façon gênés, ce n'est que dans les choses qui peuvent être nuisibles, ou à nous-mêmes, ou à nos semblables. De sorte qu'en partant de ce coup d'œil sur notre Constitution, il n'est pas étonnant que Montesquieu, l'homme de France qui a écrit avec le plus de liberté, de force & de génie, ait dit au sein même de sa patrie (*), que la Nation Angloise est la seule du monde où la politique & la liberté civile ont établi le meilleur système de Loix possible. Aussi ne saurois-je trop recommander aux Etudiants en Droit de s'appliquer à cette étude, qui, suivant moi, est de la plus grande importance; & je finirai ce Chapitre par faire le même souhait que faisoit au lit de la mort le fameux Pere Paul (**), à sa patrie : *Esse perpetua!*

(*) L. 11. 5.

(**) Fra. Paolo.

CHAPITRE II.

Du Parlement.

LE lien le plus universel pour attacher les hommes les uns aux autres, est celui du gouvernement; c'est-à-dire, le rapport qui se trouve entre ceux qui gouvernent & ceux qui sont gouvernés : les Magistrats & le Peuple. Parmi les Magistrats, les uns sont *suprêmes*; & c'est en eux que réside la puissance souveraine de l'Etat; les autres leur sont subordonnés, & tiennent toute leur autorité des Magistrats suprêmes. Ils sont comptables envers eux de leur conduite, & leurs fonctions sont inférieures.

Dans tous les gouvernemens tyranniques, le droit de faire des Loix & de les faire exécuter réside dans le même homme, ou bien dans le même Corps; toutes les fois que ces deux puissances sont unies ensemble, il n'y a plus de liberté publique. Dans un pareil gouvernement le Magistrat fait des Loix tyranniques & les exécute despotiquement, puisqu'il est tout à la fois Législateur & Dispensateur, & qu'il a pour l'un & pour l'autre tout le pouvoir qu'il veut avoir. Mais dans un Etat où le pouvoir législatif est séparé du pouvoir exécu-

tif, la puissance législative ne confie pas à la puissance exécutrice un pouvoir qui pourroit tendre à la subversion de sa propre indépendance, & qui entraîneroit celle de la liberté des citoyens. Voilà pourquoi, en Angleterre, ce pouvoir suprême est divisé en deux branches, l'une législative : savoir, le Parlement composé du Roi, des Pairs & des Communes ; l'autre exécutrice, qui appartient au Roi seul. Le Parlement Britannique, que notre Constitution a revêtu du pouvoir législatif, & par conséquent de l'autorité suprême & absolue dans l'Etat, sera l'objet de ce Chapitre.

L'origine, ou la première institution du Parlement est si cachée dans les siècles obscurs de l'antiquité, que prétendre la découvrir seroit une entreprise aussi difficile qu'incertaine. Le mot *Parlement* est François : Louis VII, Roi de France, est le premier qui donna ce nom aux Assemblées générales des Etats, vers le milieu du douzième siècle. Il est cependant certain que, long-temps avant l'introduction de la langue Normande en Angleterre, toutes les affaires importantes se traitoient & étoient déterminées dans le grand Conseil du Royaume. Cet usage paroît même avoir été universellement pratiqué parmi les Nations du Nord, sur-tout parmi les Allemands, qui le portèrent ensuite dans tous les pays de l'Europe, que

ces Nations inonderent lors de la dissolution de l'Empire Romain. Les restes de cette Constitution, après avoir essuyé différens changemens & modifications, se voyent encore dans les Dietes de Pologne, d'Allemagne & de Suede, ainsi que dans l'Assemblée des Etats, en France; car ce qu'on y nomme actuellement Parlement, n'est qu'une Cour souveraine de Justice, composée de Pairs, de quelques Prélats, de Juges & d'Avocats. La théorie ne prétend pas que ce soit là un Conseil général du Royaume, & la pratique même le prouve.

Il est incontestable que le Parlement ou le Conseil général de la Nation, en Angleterre, date du temps même de l'établissement de ce Royaume. Mais la maniere, dont ces Parlemens furent constitués & composés, est une autre question qui a fourni matiere à beaucoup de disputes à nos savans Antiquaires; & surtout à l'occasion des Communes, dont on a voulu fixer l'époque de l'établissement, celle de leur introduction dans le Parlement, ainsi que celle où elles ont formé une Chambre particuliere. Mon objet n'est pas d'entrer dans ces discussions, il me suffit qu'il soit généralement reçu que la Constitution du Parlement, tel qu'il existe aujourd'hui, a été établie sous le Roi Jean, en 1215, par la grande Charte

accordée par ce Prince, dans laquelle il promet d'y inviter tous les Archevêques, Evêques, Abbés, Comtes & grands Barons personnellement, & tous les autres Tenanciers de la Couronne par le Shériff & les Baillifs; de les assembler dans un endroit indiqué, quarante jours après l'avis donné en conséquence, pour accorder des aides & pour lever les impôts qui seroient jugés nécessaires. Cette Constitution a subsisté en effet, au moins depuis l'année 1266; puisque sous le regne de Henri III, on trouve des Ordonnances de cette date pour appeler les Chevaliers, les Citoyens & les Bourgeois au Parlement. Je vais donc examiner la Constitution du Parlement tel qu'il existe, & tel qu'il a existé, au moins depuis cinq cens ans.

Le Parlement est convoqué régulièrement par la Lettre du Roi, expédiée par la Chancellerie, d'après l'avis du Conseil Privé; quarante jours au moins avant celui de son ouverture. C'est une branche de la prérogative Royale, qu'aucun Parlement ne puisse s'assembler de sa propre autorité, ou par toute autre que par celle du Roi, & cette prérogative est très-bien fondée. Car, en supposant que le Parlement eût le droit de s'assembler de sa propre volonté, sans être convoqué; il seroit impossible de concevoir que tous les Membres des deux

Chambres pussent être unanimement d'accord sur le temps & le lieu du rendez-vous. Or, si la moitié des Membres s'assembloit, & que l'autre moitié s'absentât; qui pourroit alors déterminer lequel seroit réellement le corps législatif de la partieassemblée ou de la partie absente? Il est donc nécessaire que le Parlement soit assemblé dans un temps, & en un lieu fixe? Il est également de sa dignité & de son indépendance de ne pouvoir être convoqué que par l'une des parties qui le constituent; & des trois parties qui le composent, le Roi seul est celui à qui ce droit puisse appartenir, en ce qu'il est une personne seule, dont par conséquent la volonté peut être uniforme & ferme; qu'il est la première personne de la Nation, & supérieure en dignité aux deux Chambres; & enfin qu'il est la seule branche de la Législation qui jouisse d'une existence *séparée*, & qui soit capable d'agir dans les temps où le Parlement lui-même a cessé d'être. Les Statuts modernes qui ordonnent qu'à la mort du Roi, si le Parlement n'existe pas, le précédent Parlement renaîsse, se rassemble & reste assemblé pendant six mois, à moins qu'il ne soit dissout par le nouveau Roi; ces Statuts, dis-je, ne font pas une exception à la règle; car ce même Parlement doit avoir été convoqué, dans le principe, par le Roi.

Il est vrai que lors de la révolution, en 1688, les Seigneurs & les Communes, de leur propre autorité, & sur une sommation du Prince d'Orange, s'assemblerent & disposerent de la Couronne & du Royaume. Mais il faut remarquer que cette Assemblée fut justifiée par un principe de nécessité; d'après une pleine conviction que le Roi Jacques II avoit abdiqué le gouvernement; & que par conséquent, le Trône étoit censé vacant. Dans un tel cas il s'ensuivoit, *ex necessitate rei*, qu'il falloit abandonner la forme des lettres de convocation, ou renoncer peut-être pour toujours à une Assemblée du Parlement. Car admettons un autre cas possible, & supposons, pour un moment, que toute la Race Royale se trouvât éteinte, ce qui rendroit indubitablement le Trône vacant : peut-on nier qu'en cette position il ne soit raisonnable de présumer que le Corps de la Nation, composé des Pairs & des Communes, auroit le droit de s'assembler pour statuer sur le gouvernement; puisque autrement il n'y en auroit plus ?

C'est sur ce seul principe que se tint l'Assemblée, en 1688. La vacance du Trône précéda cette Assemblée des Pairs & des Communes, & n'en fut pas la conséquence. Ils ne s'assemblerent pas sans sommation, pour rendre ensuite le Trône vacant par l'abdication du

Roi; mais il falloit bien qu'ils le fissent, où qu'ils ne s'assemblaient pas du tout. Si le Trône avoit été occupé, leur Assemblée n'auroit pas été régulière; mais, attendu qu'il ne l'étoit réellement pas, elle devint absolument nécessaire. Ainsi, malgré cette exception capitale, de même qu'une à-peu-près semblable, au temps de la *Restauration* de Charles II, lesquelles ne peuvent être justifiées que par un principe de nécessité, exceptions qui (soit dit en passant) produisirent chacune une révolution dans le gouvernement; la règle, en général, est incontestable, que le Roi peut seul convoquer un Parlement; & que par un Statut de Guillaume & Marie, il est obligé de le faire tous les trois ans.

Les parties qui constituent un Parlement, sont le Roi & les trois Etats du Royaume; savoir, les Seigneurs spirituels & temporels, qui siègent avec le Roi dans la Chambre haute, & les Communes, lesquelles ont une Chambre à part, qu'on nomme la Chambre basse. Le Roi, avec ces trois Etats, forme le Corps politique du Royaume, dont le Roi est le chef, le principe & la fin : *caput, principium & finis*. Car dès qu'ils s'assemblent, le Roi s'y trouve en personne, ou par ses Députés; sans quoi cette Assemblée ne peut pas avoir un com-

mencement. Il est aussi le seul qui ait le pouvoir de le dissoudre.

Pour maintenir la balance de la Constitution, il est très - nécessaire que la puissance exécutrice en soit une branche, sans être la totalité de la Législation. Nous avons déjà vu que l'union totale de ces branches, produiroit la tyrannie : une désunion totale produiroit à la fin le même effet. La Législation deviendrait bientôt tyrannique, empiétant sans cesse, & s'arrogeroit insensiblement les droits de la puissance exécutrice. Ainsi, tant que le long Parlement, sous Charles I, continua d'agir d'une manière conforme à la Constitution ; c'est-à-dire, de concert avec le Roi, plusieurs griefs très - importants y furent redressés, & plusieurs Loix salutaires y furent établies. Mais lorsque les deux Chambres s'arrogèrent le pouvoir de la Législation, en excluant l'autorité Royale, elles ne tardèrent pas long - temps à s'emparer de l'administration ; & la conséquence de l'union de ces puissances fut le renversement de l'Eglise & de l'Etat, ainsi que le fondement d'une oppression pire que celle à laquelle elles avoient prétendu remédier. C'est donc pour empêcher de tels abus, que le Roi lui-même est une des parties qui constituent le Parlement : & attendu qu'il ne l'est que par la raison que je viens d'apporter, c'est avec

beaucoup de raison que la Constitution l'a revêtu de cette partie de la Législation, qui consiste dans le pouvoir de *rejeter* plutôt que dans celui de *déterminer*; pouvoir proportionné aux fins mêmes que l'on s'étoit proposées. Car nous pouvons appliquer à la négative Royale en question, ce que Cicéron observe de la négative des Tribuns Romains, à qui on n'avoit pas laissé le pouvoir de faire du mal, mais seulement celui d'empêcher qu'on n'en fit. Le Roi ne peut par lui-même faire aucun changement dans la Loi établie; mais il peut ou approuver, ou désapprouver les changemens suggérés & proposés par les deux Chambres. Ainsi la puissance législative ne peut ôter à la puissance exécutrice qu'avec son propre consentement, aucun des droits dont les Loix l'ont revêue; puisque la Constitution doit rester éternellement comme elle est, à moins que toutes les puissances de l'Etat ne soient d'accord pour la changer. C'est en quoi consiste la véritable excellence du gouvernement Anglois, que les parties qui le composent se tiennent mutuellement en échec dans la Législation. Le Peuple est un frein pour la Noblesse, & la Noblesse pour le Peuple, par le privilege mutuel que chacun a de rejeter ce que l'autre propose: tandis que le Roi, en tenant en échec les deux parties, défend la puissance exécutrice

contre

contre toute espece d'usurpation. Cette même puissance exécutive est réprimée & tenue dans ses justes limites, par le privilege qu'ont les deux Chambres de rechercher, d'accuser & de punir la conduite, non pas du Roi, ce qui détruiroit sa juste indépendance; mais ce qui est bien plus essentiel pour le public, de ses méchans & pervers Conseillers. C'est ainsi que toutes les branches de notre gouvernement civil se soutiennent & se dirigent mutuellement; car l'intérêt personnel faisant agir la prérogative Royale & les deux Chambres, chacune de leur côté, elles se contiennent réciproquement dans les bornes qui leur conviennent, & leur union est assurée par le Roi, qui partage à la fois la Législation, & a seul le pouvoir exécutif. De même qu'en mécanique, toute machine mue par trois différens ressorts d'égale force, mais dans trois directions différentes, a un mouvement composé & une marche commune vers ces directions; de même les trois branches de la Législation, quoiqu'agitées par des passions contraires, se réunissent pour former le bonheur & assurer la liberté de l'Etat.

Après le Roi, dont nous parlerons plus amplement dans le Chapitre suivant, les Lords spirituels tiennent la premiere place dans le Parlement. Ce sont les deux Archevêques & les vingt-quatre Evêques du Royaume, qui pos-

fedent, ou qui font censés posséder certaines anciennes Baronnies relevantes du Roi. Car Guillaume le Conquérant jugea à propos de changer la tenure spirituelle de *Franc-Almoigne*, ou *Franche-Aumône*, par laquelle les Evêques possédoient leurs terres, sous le gouvernement Saxon, en tenure féodale ou Normande, c'est-à-dire, pour les Baronnies; ce qui les assujettissoit aux frais civils & aux cotisations, dont jusques-là ils avoient été exempts. Ce fut par le droit de succession à ces Baronnies, qui étoient attachées à leurs dignités, que les Evêques eurent séance dans la Chambre des Lords. Mais, quoique la Loi fasse une distinction entre ces Lords spirituels & les Seigneurs temporels, toutefois, dans la pratique, ils sont ordinairement confondus ensemble sous le nom de Lords, parce qu'ils opinent alternativement dans le Parlement, & que la pluralité du mélange de leurs opinions ou de leurs voix, décide & fixe ce qui est agité dans ces deux Corps.

Plusieurs Ecrivains sont d'avis que, malgré la distinction théorique de la Loi, les Lords spirituels & temporels ne forment actuellement qu'un seul Corps, ce qui me paroît incontestable; car il est indubitable qu'un Bill pourroit passer dans la Chambre haute, quoique tous les Lords spirituels s'y opposassent : nous en avons même plusieurs exemples. Je présume

aussi qu'un Bill, formé par les seuls suffrages des Evêques, seroit également valide, quand même tous les Seigneurs temporels l'auroient désapprouvé : bien entendu cependant que les Evêques fussent en plus grand nombre que les Lords temporels. Des Auteurs paroissent cependant en douter.

Les Lords temporels sont tous les Pairs du Royaume, quelque soit le titre de noblesse qui les distingue, Ducs, Marquis, Comtes, Vicomtes ou Barons. Les anciens Pairs ont séance dans la Chambre haute, par droit de naissance, les nouveaux par création; d'autres, depuis l'union avec l'Ecosse, par élection. C'est le cas des seize Pairs, qui représentent le Corps de la Noblesse Ecossoise. Leur nombre n'est pas limité, & peut être augmenté à la volonté du Roi : il y a même un exemple sous la Reine Anne, de douze Pairs faits à la fois. Ce qui fut cause que, sous Georges I, on proposa un Bill pour limiter le nombre des Pairs ; qui passa dans la Chambre des Pairs, qui fut appuyé même par les Ministres ; & on se félicitoit de la force qu'alloit ajouter à la Constitution un Bill qui empêcheroit le Roi de se servir de sa prérogative, pour gagner la prépondérance dans cette auguste Assemblée, en y introduisant, à sa volonté, un nombre illimité de nouveaux Lords. Mais ce Bill ne fut pas

goûté par la Chambre basse, qui le rejetta, parce que les Membres qui la composoient vouloient se conserver une entrée facile dans celle des Pairs.

La distinction des rangs & des dignités est nécessaire en tout Etat bien gouverné, afin de récompenser de la maniere la plus flatteuse pour les individus, ceux qui se distinguent par des services rendus à la patrie, sans les rendre à charge à l'Etat, en excitant dans les uns une ambition louable, ou une émulation utile dans les autres. Cette émulation, cette ambition vertueuse, quelque dangereuse qu'elle puisse être dans une pure République ou dans un gouvernement despotique, ne sera jamais suivie que des meilleurs effets dans une Monarchie libre, où, sans détruire son existence, ses excès pourront toujours être réprimés par cette puissance supérieure, qui est la source des honneurs. Un tel esprit d'émulation répand la vie & la vigueur partout, & donne aux ressorts du gouvernement un mouvement qui, sagement dirigé, peut produire les plus heureux effets, en rendant chaque individu un instrument du bien public, lors même qu'il ne croit agir que par des vues personnelles. Un Corps de Noblesse est encore plus essentiellement nécessaire dans une Constitution mixte telle que la nôtre, afin de soutenir les droits de la Couronne & du Peuple, en

formant une barrière contre les usurpations de l'une & de l'autre. L'échelle des dignités doit être graduelle depuis le paysan jusqu'au Prince, telle qu'une pyramide dont la base est considérable, & qui diminuant en raison de ce qu'elle s'élève, se termine enfin par un point. Cette proportion affermit un Etat ; & tout gouvernement qui la néglige & qui laisse un passage trop prompt entre les deux extrêmes, n'est établi que sur un fondement ruineux. Les Nobles sont des colonnes, dont les matériaux ont été pris parmi le peuple, & qui servent à soutenir le Trône : s'il s'écrouloit, ils seroient nécessairement ensevelis sous ses ruines. Ainsi lorsque, dans le dernier siècle, les Membres des Communes eurent déterminé de détruire la Monarchie, ils déclarèrent la Chambre des Pairs inutile & dangereuse. Des titres de Noblesse étant donc si nécessaires dans un Etat, il s'ensuit que ceux qui les possèdent doivent former une branche de la Législation, indépendante & séparée des autres. S'ils étoient confondus avec le Corps du Peuple ; si, comme lui, ils ne pouvoient que donner leurs voix pour l'élection des représentans, leurs privilèges seroient bientôt emportés par le torrent populaire, & toutes les distinctions des rangs seroient totalement détruites. Ainsi il est très-nécessaire que le Corps des Nobles puisse s'assembler & délibé-

rer séparément, & ait un pouvoir distinct de celui des Communes.

Tous les habitans du Royaume qui possèdent quelques biens, & qui n'ont pas séance dans la Chambre des Pairs, ont voix dans la Chambre des Communes, les uns personnellement, les autres par leurs représentans. Dans un Etat libre, tout citoyen qui le compose doit, en quelque sorte, être son propre gouverneur; ainsi il est juste qu'une branche, au moins, de la Législation réside dans le peuple. Ce pouvoir, dans un petit Etat, où il est facile de connoître tous les citoyens, devroit être exercé par le Peuple en corps, comme il fut sagement ordonné dans les petites Républiques de la Grece, & dans le commencement de celle de Rome. Mais cet usage ne pourroit subsister si cet Etat étendoit considérablement ses limites, & lorsque les citoyens multiplieroient en proportion. Après la guerre civile, tous les bourgeois d'Italie furent reçus citoyens de Rome, & chacun eut une voix dans les Assemblées publiques. Il devint alors impossible de distinguer celui qui avoit droit de donner sa voix de celui qui ne l'avoit pas: la confusion & le tumulte qui, depuis cette époque, accompagnèrent toutes les élections & les délibérations populaires, frayerent le chemin à Marius, Sylla, Pompée & César, pour

fouler aux pieds la liberté de leur patrie, & détruire la République. Dans un Etat aussi considérable que le nôtre, on a donc très-sagement ordonné que le peuple agiroit par ses représentans, étant impraticable qu'il le fit en personne; & que ces représentans fussent choisis dans différens petits districts, où il est aisé de connoître tous les Electeurs. Voilà pourquoi les Comtés sont représentés par des Chevaliers élus par les propriétaires des terres; les Cités, Villes & Bourgs, par des citoyens ou bourgeois, choisis par la partie commerçante de la Nation, au moins par celle qui est censée l'être. Le nombre des représentans Anglois monte à 515, & celui des Ecoissois à 45, en tout 558. Chaque Membre, quoique choisi par un district particulier, dès qu'il est élu, devient l'homme de la Nation entière. Car le but de son entrée dans le Parlement n'est pas particulier, mais général; il n'est pas uniquement pour les intérêts de ses Constituans, mais pour ceux de la République même; il doit aider le Roi de ses conseils : *de communi consilio super negotiis quibusdam arduis & urgentibus, Regem, Statum & defensionem Regni Angliæ, & Ecclesiæ Anglicanæ concernentibus.* C'est le style dans les ordres qu'on envoie pour les élections : ainsi il n'est pas obligé, comme un Député des Provinces-Unies, de consulter

ses Constituans sur aucun point particulier, s'il ne juge pas à propos de le faire.

Telles sont donc les parties qui composent le Parlement: le Roi, les Seigneurs spirituels & temporels & les Communes. Elles sont toutes trois si essentielles, qu'aucune nouvelle Loi ne peut être faite s'il y en a une seule qui s'y oppose; à moins qu'il ne s'agisse de leurs privilèges respectifs, où chacune doit juger pour elle-même. Les prétentions des Communes, dans un temps d'anarchie & de confusion, ne doivent pas être regardées comme une exception à ce que je viens d'établir.

Il nous reste maintenant à examiner les Loix & les Coutumes relatives au Parlement, en le regardant comme un Corps collectif.

Le pouvoir & la juridiction du Parlement, sont sans bornes. Par son autorité souveraine & absolue il peut confirmer, étendre, restreindre, abroger, révoquer, renouveler & expliquer les Loix, concernant toutes les matieres possibles, Ecclésiastiques, Temporelles, Civiles, Criminelles, Militaires & Maritimes. C'est en lui que la Constitution a placé ce pouvoir despotique & absolu qui, dans tous les gouvernemens, doit résider quelque part. Tous les maux, les griefs, les abus, les opérations, les remèdes auxquels la juridiction ordinaire ne peut pas s'étendre, sont du ressort de cet

auguste Tribunal. Il peut régler ou intervenir l'ordre de la succession à la Couronne, ainsi qu'il le fit sous Henri VIII & Guillaume III. Il peut changer la Religion établie : il l'a fait plusieurs fois sous le même Henri VIII, & ses trois enfans. Il peut altérer & créer de nouveau la Constitution du Royaume & celle du Parlement même : l'acte d'union avec l'Ecosse le prouve, ainsi que plusieurs Statuts qui ont rendu les élections tantôt triennales, tantôt septennaires ; enfin il peut faire tout ce qui n'est pas naturellement impossible. Mais puisqu'il est certain qu'aucune autre autorité sur la terre ne peut défaire ce que le Parlement a fait, il est très-important, pour la liberté Angloise, que ce dépôt d'autorité ne soit confié qu'à ceux qui se sont le plus distingués par leur probité, leur fermeté & leurs lumières. L'Angleterre (disoit souvent le grand Trésorier Burleigh) ne pourra jamais être renversée que par un Parlement. Le Chef de Justice (Halle) observe aussi que, comme cette Assemblée suprême ne peut être contrôlée par aucune autre juridiction ; si jamais elle adopte des principes contraires à la liberté, les sujets de ce Royaume seront absolument privés de tout secours & ressource. C'est apparemment par la même raison que le Président de Montesquieu prédit que, comme Rome, Sparte & Carthage ont

perdu leur liberté, la Constitution Angloise perdra avec le temps la sienne, & que cela arrivera dès que la puissance législative sera plus corrompue que la puissance exécutrice (*).

Il est vrai que quelques Auteurs théoriques, & entr'autres M. Locke, prétendent qu'il y a toujours un pouvoir suprême inhérent dans le Peuple, lequel peut changer la Législation, lorsque cette Législation trahit la confiance qu'on a placée en elle : car en abusant de son dépôt elle le perd, & il revient à ceux qui l'ont confié (**). Mais quelque juste que puisse être cette conclusion dans la théorie, nous ne pouvons en aucune façon l'adopter, ni raisonner d'après un tel principe, qui ne sauroit être compatible avec aucun gouvernement qui existe. Car un pouvoir ainsi dévolu au Peuple, renferme une dissolution de toute forme de gouvernement établie par ce même Peuple; il réduit tous les Membres à leur premier état d'égalité; en anéantissant la puissance souveraine, il révoque toutes les Loix positives qui ont été faites. Il n'y a pas de Loix humaines qui supposent un cas qui doive nécessairement détruire toutes les Loix, & forcer les hom-

(*) Esp. des L. 11. 6.

(**) Gouv. p. 2. §. 149. 227.

mes à les rétablir sur une nouvelle base ; comment pourroit-on pourvoir à un événement si désespéré, qu'il doit rendre toute pourvoyance légale sans effet ? Ainsi nous osons affirmer que tant que la Constitution Angloise durera, le pouvoir du Parlement demeurera absolu.

Pour prévenir les maux qui pourroient résulter en plaçant une autorité si étendue, en des mains incapables de l'exercer ; les Coutumes & les Loix du Parlement ordonnent, que personne ne pourra siéger ni donner sa voix dans aucune des deux Chambres, qu'après avoir atteint l'âge de vingt & un an. Il est également ordonné, que tout Membre, avant que de prendre séance, prêtera les sermens de fidélité, de suprématie & d'abjuration ; qu'il souscrira & répétera la déclaration contraire à la transsubstantiation, à l'invocation des Saints, & au sacrifice de la messe : le tout en présence de la Chambre à laquelle il doit appartenir. Tout étranger, quoique naturalisé, est incapable d'être Membre de l'une ou l'autre Chambre. De plus, quiconque aura été créé Pair par le Roi, ou qui aura été élu Membre de la Chambre basse par le Peuple, pourra, malgré cette élection, sur une plainte portée contre lui, être jugé par sa Chambre respective, être déclaré incapable & indigne

d'y siéger en qualité de Membre de l'une ou de l'autre. Telle est la Loi & l'usage du Parlement.

Ainsi que toutes les Cours de Justice ont des Loix & des Coutumes pour les diriger, la grande Cour du Parlement a aussi sa Loi particulière, fondée sur cette maxime : que tout ce qui survient de relatif à l'une ou à l'autre Chambre ne peut être examiné, discuté ou jugé que par la Chambre même. Voilà pourquoi, si les Lords ne permettent pas que les Communes s'opposent à l'élection d'un Pair d'Ecosse, les Communes ne souffrent pas que les Lords puissent juger de la validité de celle d'un bourgeois ; & l'une & l'autre Chambre permet encore moins aux Tribunaux inférieurs de Justice de prendre connoissance de ce qui les regarde.

Les privileges du Parlement sont aussi fort étendus, & presque indéfinis ; ce qui a fait dire que le principal privilege de ce même Parlement consistoit en ce que ces privileges n'étoient vraiment connus que par le Parlement seul. Ils furent établis, non-seulement pour empêcher que ses Membres ne fussent molestés par les citoyens, mais encore plus particulièrement pour les mettre à l'abri du pouvoir de la Couronne. D'où il s'ensuit que, si tous ces privileges étoient fixés & déterminés, il

ne feroit pas difficile à la puissance exécutrice d'inventer des cas nouveaux qui ne feroient pas dans la liste des privileges, & qui lui serviroient de prétexte pour vexer tout Membre qui lui feroit contraire, & violer la liberté du Parlement. D'où il résulte encore que la dignité & l'indépendance des deux Chambres exigent en quelque sorte que leurs privileges ne soient pas définis. Nous pouvons cependant en citer quelques-uns des plus connus : tel est celui par lequel un Membre ne peut pas être accusé ni repris hors du Parlement, pour les discours ou pour la conduite qu'il y aura tenus ; tel est celui qui assure la liberté de sa personne & de celle de ses domestiques, & qui défend que ses terres ou ses meubles ne soient saisis. Frapper un Membre de l'une ou l'autre Chambre, ou ses domestiques, est aussi regardé comme une insulte très-grave, faite au Parlement même, & qui la punit très-sévèrement.

Cependant ces mêmes privileges si contraires à la Loi commune, ne sont tolérés qu'afin que les Membres du Parlement ne soient pas détournés des affaires publiques. Ils cessent d'avoir lieu dès que la séance du Parlement est finie, excepté en ce qui regarde la liberté de la personne, qui, dans un Pair, est toujours sacrée & inviolable, & qui l'est également dans celle

d'un Membre des Communes , pendant quarante jours après la prorogation du Parlement, & quarante autres jours avant le temps fixé pour la première séance; ce qui aujourd'hui veut dire autant que la durée du Parlement, puisqu'il est rarement prorogé pour plus de quatre-vingts jours à la fois. Quant aux autres privilèges, qui empêchent le cours ordinaire de la Justice, ils cessent dès que le Parlement est dissous ou prorogé, & même lorsqu'il s'ajourne pour plus de quinze jours. Pendant ces intervalles un Pair ou un Membre des Communes peut être poursuivi en Justice, comme tout autre citoyen; & en conséquence de ces poursuites, il peut être dépossédé de ses terres & de ses biens. Le Roi, en vertu de sa prérogative, peut poursuivre un Membre qui est son débiteur, même pendant la séance du Parlement, sans cependant attenter à la liberté de sa personne : il peut même attaquer en Justice tout Membre accusé de *méfait* ou de malversation dans un emploi public. Il est aussi ordonné, pour le bien du commerce, que tout Négociant, jouissant des privilèges du Parlement, pourra être poursuivi pour une dette légale, qui n'est pas au-dessous de cent livres sterling, & que, s'il n'y satisfait pas au bout de deux mois, il sera censé avoir fait banqueroute, & qu'on procédera contre lui, de même que comme contre les banqueroutiers ordinaires,

Il ne paroît pas non plus que les privilèges dont les Membres des deux Chambres jouissent, puissent également les mettre à l'abri des poursuites de la Justice, lorsqu'ils sont accusés de crimes. Nous avons même des exemples où des personnes privilégiées ayant été convaincues de *méfais*, ont été poursuivies, envoyées en prison, jugées & proscrites, & cela pendant la séance & avec l'approbation du Parlement. On peut ajouter, qu'en 1763, les deux Chambres déclarèrent, que quiconque écrirait, ou publieroit des libelles séditieux, ne jouiroit pas des privilèges du Parlement. Que par les mêmes raisons qui avoient fait excepter les cas ci-dessus des privilèges, cette même exception devoit aussi avoir lieu pour toute offense criminelle. Ainsi le plus grand, & peut-être l'unique privilège que le Parlement paroît avoir dans ces sortes de circonstances, est d'être informé sur-le-champ de la détention de son Membre & des raisons qui l'ont occasionnée.

Telles sont les principales Loix & usages relatifs au Parlement, considéré comme un Corps composé de différens états. Nous allons maintenant examiner les Loix & les usages de la Chambre des Pairs en particulier, abstraction faite de sa qualité de Cour de Justice, dont nous parlerons dans un autre Chapitre.

Un très-ancien privilège des Pairs est celui

qui leur fut accordé par la Charte *des Forêts* ; laquelle fut confirmée par le Parlement, sous Henri III : savoir, que tout Lord spirituel ou temporel, ayant été convoqué au Parlement & passant par les forêts du Roi (soit en allant au Parlement, soit en revenant) peut tuer un ou deux des cerfs du Roi sans en avoir la permission, à la vue même des gardes-chasse, s'ils sont présens ; & que s'ils sont absens, le Lord puisse donner du cor, afin qu'on sache qu'il n'a pas eu dessein de s'approprier clandestinement le gibier du Roi.

Un autre privilege des Pairs est celui d'être accompagnés dans leurs Assemblées (& ils le sont en effet toujours) par les Juges de la Cour du Banc du Roi & de celle des Plaids-communs, par les premiers Barons de l'Echiquier & les Maîtres de la Cour de Chancellerie ; afin qu'ils puissent donner leurs avis sur les matieres de jurisprudence, & augmenter par-là la dignité des procédures de la Chambre. Les Secrétaires d'Etat, le Procureur & le Solliciteur général & les principaux Avocats du Roi étoient autrefois obligés de se trouver aussi dans l'Assemblée des Pairs. Mais depuis quelques années qu'il s'en trouve plusieurs ayant séance dans la Chambre des Communes, cet usage a cessé.

Tout Pair, avec la permission du Roi, peut
donner

donner sa procuration à un autre Lord pour qu'il dispose de son suffrage en son absence : privilege dont les Membres de l'autre Chambre ne peuvent jouir ; parce qu'étant eux-mêmes des représentans, ils ne peuvent se faire représenter.

Chaque Pair a aussi le droit, lorsque quelque chose de contraire à son avis a été déterminé dans l'Assemblée, de faire insérer dans les Journaux de la Chambre, ses protestations, avec les raisons qui les motivent.

Tous les Bills qui, par leurs conséquences, pourroient affecter les droits de la Pairie, doivent selon l'usage du Parlement prendre naissance dans la Chambre des Pairs, & ne peuvent essuyer aucun changement dans celle des Communes.

Telles sont en général les Loix & les Coutumes particulieres de la classe des Pairs. Nous passerons maintenant à celles de la Chambre des Communes, lesquelles consistent principalement dans la levée des taxes & les élections de ses Membres.

A l'égard des taxes, c'est un privilege ancien, un droit incontestable de la Chambre des Communes que tous les dons, subsides ou aides parlementaires soient proposés dans cette Chambre ; que ce soit elle qui les accorde la premiere, quoiqu'ils ne puissent avoir

leur véritable effet qu'après qu'ils sont revêtus de l'approbation des deux autres branches de la Législation. Le motif de ce privilège exclusif de la Chambre des Communes, est que les subsides étant levés sur les peuples, il est juste qu'ils aient seuls le droit de se taxer eux-mêmes. Et cette raison seroit sans réplique, si les Communes ne se taxoient qu'elles seules. Il est cependant notoire que les Pairs possèdent des biens très-considérables, & que ces mêmes biens sont également sujets à être taxés comme ils le sont en effet, ainsi que ceux des Communes. D'où il résulte que les Communes n'étant pas les seules personnes taxées, la raison que nous venons de rapporter ne sauroit leur donner le droit exclusif de lever & d'imaginer des impôts. La vraie raison fondée dans l'esprit de la Constitution, paroît donc être celle-ci : que les Pairs étant un Corps permanent, héréditaire & créé par la volonté du Roi, ils sont censés être plus sujets à l'influence de la Couronne, & à fléchir sous cette influence beaucoup plus que les Communes, qui sont un Corps électif, formé par le libre choix du Peuple, & ne devant durer qu'un certain temps. Il seroit donc très-dangereux d'accorder aux Lords quelque pouvoir pour former des taxes : il suffit qu'ils aient le droit de rejeter les dons accordés par les Communes, lorsqu'ils leur pa-

roissent ou trop forts ou trop foibles. Mais les Communes sont avec raison si jalouses de leur privilege, qu'elles ne peuvent souffrir que l'autre Chambre exerce d'autre pouvoir à l'égard des *Bills de Finance*, que celui de les rejeter, & qu'elles ne permettent pas aux Pairs d'y faire le moindre changement ou correction.

A l'égard des élections des Chevaliers, des citoyens & des bourgeois, on peut remarquer que c'est en quoi consiste l'exercice de la partie démocratique de la Constitution Angloise : car dans une Démocratie la Souveraineté ne peut être exercée que par des suffrages, qui sont la déclaration de la volonté du Peuple. Il est donc de la plus grande importance pour tout gouvernement démocratique, d'établir l'ordre des suffrages, & de désigner précisément ceux qui doivent les donner. Les Athéniens étoient si justement jaloux de cette prérogative, qu'un étranger qui s'introduisoit dans les Assemblées du Peuple, étoit puni de mort par les Loix ; parce qu'un tel homme étoit censé coupable de haute trahison, en usurpant des droits de Souveraineté auxquels il n'avoit aucun titre. En Angleterre, où le Peuple ne discute pas les affaires de l'Etat en Corps collectif, mais par représentation, l'exercice de cette Souveraineté consiste dans le choix des représentans. Mais les Loix, pour prévenir les abus qui pouvoient

naître de ce pouvoir , ont statué sur tous les points qui pouvoient y avoir rapport ; & les réglemens qui ont été faits à ce sujet , peuvent se réduire à trois : savoir , les qualités des Electeurs , celles qui sont requises en ceux qui veulent être élus , & la maniere de procéder aux élections.

La véritable raison qui fait qu'on exige certaines qualités dans les Electeurs , relativement aux biens qu'ils doivent posséder , est afin d'exclure ceux que la bassesse de leur état fait soupçonner de n'être pas dans le cas d'avoir une volonté à eux. Si des personnes de cette espece donnoient leurs voix dans les élections , elles pourroient être tentées de n'en disposer que pour leurs propres intérêts. Les hommes puissans , riches , ou adroits , auroient alors dans les élections une influence incompatible avec la liberté générale qui doit y regner. S'il étoit possible que chacun donnât sa voix librement , sans être déterminé par les autres ; alors , d'après la vraie théorie & les justes principes de la liberté , tout Membre de la Communauté , quelque pauvre qu'il fût , ne donneroit son suffrage qu'à ceux à qui il croiroit pouvoir confier son bien , sa liberté & sa vie. Mais comme on ne peut pas s'attendre à cela de la part de ceux qui vivent dans l'indigence , ou immédiatement sous la domination d'autrui , tous

les gouvernemens populaires ont été obligés d'établir certaines qualités requises, & d'exclure, par un règlement précis, ceux qui peuvent être raisonnablement soupçonnés de n'avoir pas de volonté libre. Par là on a mis une plus grande égalité entre ceux dont les volontés sont censées être indépendantes de celles des autres.

Cette institution des suffrages, en Angleterre, est fondée sur un principe bien plus sage que celui des Romains, de voter par Centuries ou par Tribus. Dans la méthode de voter par Centuries, introduite par Servius Tullius, c'étoit principalement les biens, & non pas le nombre, qui faisoit pencher la balance : dans celle de voter par Tribus, qui fut introduite insensiblement par les Tribuns du peuple, on ne faisoit attention qu'au nombre, sans avoir égard aux biens. Il arrivoit delà que la plupart des Loix, faites du temps du premier règlement, tendoient trop à aggrandir les Patri-ciens & les personnes les plus riches, & que celles du second tendoient trop à confondre tous les rangs. La Constitution Angloise est également éloignée de ces deux extrêmes. Elle n'exclut absolument que ceux qui ne peuvent avoir une volonté à eux : car parmi tous ceux qui ne sont pas dans ce cas, il n'y en a presque pas un seul qui n'ait un suffrage à donner

dans quelque endroit du Royaume. La différence des richesses ou des biens, n'est pas non plus absolument négligée ; car , quoique l'homme le plus riche n'ait qu'une voix à donner dans un endroit ; cependant, pour peu que son bien soit dispersé en différens cantons, il a probablement la faculté de voter en plus d'un lieu, par conséquent il a plusieurs représentans. Tel est l'esprit de la Constitution Angloise : ce n'est pas que j'affirme qu'elle soit absolument dans le fait aussi parfaite que je viens de la décrire ; car j'imagine que s'il y avoit quelque changement à désirer dans la forme actuelle des Parlemens, ce devrait être en faveur d'une représentation plus étendue & plus complète du Peuple Anglois.

Revenons aux qualités qui constituent les Electeurs, & parlons d'abord de celles qu'il faut avoir pour nommer le représentant d'une Province. Les Chevaliers représentans les Provinces doivent être élus par des gens qui y demeurent, & qui y possèdent un franc fief de quarante schelins de revenu net. Les Chevaliers des Provinces sont les représentans des propriétaires des terres du Royaume : il faut donc que les Electeurs aient des biens, soit en terres, soit en maisons dans la Province qui est représentée. Ces biens doivent être tenus en franc-alleu ; c'est-à-dire, pour le terme de la

vie, au moins; attendu que les baux à longs termes n'étoient pas connus au temps où l'on fit ce Statut, & que les Tenanciers n'étoient alors que des *Villains*, qui dépendoient presque absolument de leurs Seigneurs. Ce franc fief fut fixé à quarante schelins de revenu, parce que, du temps de Henri VI, cette somme suffisoit, avec quelque industrie, pour tous les besoins de la vie, & pour rendre le franc Tenancier indépendant, s'il vouloit l'être. Car quarante schelins, de ce temps-là, étoient équivalens à vingt livres sterlin d'aujourd'hui. Les autres qualités, moins importantes, qu'on requiert dans les Electeurs pour les Provinces d'Angleterre & de la Principauté de Galles sont: 1°. que l'Electeur ait atteint l'âge de vingt & un an, pour pouvoir donner sa voix; & cela s'étend aussi jusqu'aux Electeurs des Bourgs, ainsi que l'article suivant. 2°. Que tout homme qui a été convaincu de parjure ou de subornation, ne peut donner sa voix. 3°. Que personne ne donnera son suffrage à la faveur d'un franc fief, dont on l'aura revêtu frauduleusement, afin de lui donner les qualités requises par la Loi. On regarde comme dons frauduleux tous ceux que, par un contrat particulier, on s'oblige à rendre à celui de qui on les a reçus. Ces sortes de contrats deviennent nuls, & le bien reste absolument à celui à qui il a été

donné. Et pour d'autant mieux empêcher cette fraude, il est ordonné, 4°. que tout Electeur doit avoir été en possession, ou avoir joui des profits de son franc fief, un an avant l'élection; à moins que ce bien ne lui soit tombé par héritage, par mariage, par testament, ou par promotion à quelque bénéfice ou emploi. 5°. Que personne ne donnera sa voix, à la faveur d'une rente inféodée, à moins qu'elle n'ait été enregistrée un an auparavant. 6°. Qu'à l'égard des biens hypothéqués ou en fidei-commis, le suffrage sera donné par celui qui en est en possession. 7°. Qu'on ne recevra qu'un suffrage par maison, afin que les possessions ne soient pas divisées. 8°. Que nul bien ne donnera le droit d'un suffrage à son propriétaire, à moins que ce bien n'ait payé l'impôt sur les terres un an avant l'élection. 9°. Que tout homme qui n'est Tenancier que par un *Brévet de la Cour*, est incapable de donner son suffrage comme Franc - Tenancier. Voilà ce qui regarde les Electeurs pour les Provinces.

Quant aux Electeurs des citoyens & des bourgeois, ils sont censés former la partie commerçante du Royaume. Mais comme le commerce est par sa nature très-sujet à changer de lieu, il étoit autrefois d'usage que le Roi eût le pouvoir d'ordonner *pro re natâ* aux Villes les plus florissantes d'envoyer des repré-

sentans au Parlement. Ainsi à mesure que les Villes augmentoient de commerce & de population, elles étoient admises dans la Législation. Mais malheureusement on ne continua pas moins de convoquer les représentans des Bourgs abandonnés, de même que de ceux qui étoient devenus considérables, en recevant chez eux les habitans & le commerce que les autres venoient de perdre. Quelques-uns de ces premiers Bourgs demanderent cependant à ne plus envoyer de Membres, afin de ne plus fournir à leur entretien, comme cela étoit d'usage alors : le Chevalier d'une Province avoit quatre schelins par jour; un citoyen ou un bourgeois, deux. Ce règlement de salaire fut établi sous Edouard III; & c'est par les raisons que je viens de déduire que la proportion des représentans des Bourgs est aujourd'hui plus que du quadruple sur ceux des Provinces, & que le nombre des Membres du Parlement s'est augmenté, depuis le regne de Henri VI, de trois cens qu'ils étoient alors jusqu'à cinq cens treize, sans comprendre ceux d'Ecosse. Jacques I fut celui qui accorda le privilege aux deux Universités, d'envoyer constamment deux Membres de leurs Corps au Parlement pour y représenter les étudians, personnes utiles à la société, mais qui n'ont rien de commun avec le commerce, ni avec la propriété

des biens, & dont les représentans n'ont de place dans la Chambre des Communes, que parce qu'on a cru que la République des Lettres méritoit d'y avoir des protecteurs. Le droit des élections pour les Bourgs varie selon les Chartes, les Coutumes & les Constitutions particulières des différentes Villes; ce qui a donné matière à des disputes infinies. Cependant on y a obvié en quelque façon par deux Statuts récents, dont le premier ordonne que dorénavant le droit de donner des suffrages sera établi; selon la dernière détermination de la Chambre des Communes. Le second déclare que nul bourgeois ne pourra donner sa voix, qu'après qu'il aura joui un an des droits de bourgeoisie; à moins qu'il n'ait eu ces droits par naissance, par mariage, ou par apprentissage.

Passons maintenant aux qualités qui sont requises dans ceux qui veulent être élus Membres de la Chambre des Communes. 1°. Ils ne doivent pas être nés étrangers; & il faut qu'ils soient majeurs. 2°. Ils ne doivent pas être du nombre des douze Juges du Royaume, parce que ceux-ci ont séance dans la Chambre des Lords. Ils ne doivent pas être Ecclésiastiques, parce que le Clergé a séance dans la Chambre de Convocation. Ils ne doivent pas être atteints de trahison, ni de félonie, parce que des gens de cette espèce ne sont pas faits

pour avoir séance nulle part. 3°. Les Shériffs des Provinces, les Maires & les Baillifs des Bourgs ne peuvent pas être élus dans leurs Jurisdiccions respectives, parce que ce sont eux qui président aux élections. Mais le Shériff d'une Province peut être élu Chevalier d'une autre. 4°. Tout Membre doit, à la rigueur, être habitant de l'endroit pour lequel il est élu ; mais cette Ordonnance est entièrement négligée. 5°. Les personnes suivantes sont déclarées incapables d'être élues Membres du Parlement : savoir, tous ceux qui sont employés dans le maniement des droits ou des taxes qui ont été créés depuis 1692, excepté les Commissaires de la Trésorerie ; tous les Commissaires des captures sur mer, des vaisseaux de transport, des soldats, matelots, malades & blessés de la Marine, de l'approvisionnement des troupes, & des privileges pour vendre du vin, tous les Secrétaires & Receveurs des captures, le Contrôleur des comptes de l'armée ; les Agens des Régimens, les Gouverneurs des Colonies & leurs Députés, les personnes employées à Minorque & à Gibraltar, les Employés dans l'accise & les douanes, les Commis & Députés des Bureaux de la Trésorerie, de l'Echiquier, de la Marine, des approvisionnemens, de l'Amirauté, du Trésorier de l'armée, de celui de la flotte, des Secrétaires d'E-

tat, de ceux des sels, des papiers timbrés, des appels, des fiacres & des colporteurs; comme aussi tous ceux qui possèdent quelque charge créée par le Roi depuis l'année 1705. 6°. Toute personne qui jouit d'une pension, sous le bon plaisir du Roi, dut-elle être limitée à un certain nombre d'années, ne pourra pas être élue. 7°. Tout Membre qui accepte un emploi de la main du Roi, excepté un Officier de l'armée ou de la Marine, qui reçoit une nouvelle commission, fait vaquer sa place dans la Chambre; mais il peut être élu de nouveau. 8°. Tout Chevalier d'une Province doit posséder un franc-fief de six cens livres sterling de revenu net; & tout citoyen ou bourgeois de trois cens livres, excepté les fils aînés des Pairs & de ceux qui ont le bien requis pour être Chevaliers, & les Membres des deux Universités. Ceci balance en quelque sorte l'avantage que les Bourgs ont gagné sur les Provinces, en obligeant la partie commerçante de faire un choix parmi les possesseurs des terres. Le Membre doit faire serment qu'il possède ce bien, & lorsqu'il prend séance, il faut qu'il en donne le détail par écrit.

Sous ces conditions, tout sujet d'Angleterre peut être élu Membre de la Chambre des Communes, quoiqu'il y ait des exemples où des personnes, dans des circonstances particu-

lières , ont été déclarées incapables d'être élues pendant la durée du Parlement *actuel* par une *résolution* de la Chambre basse ; & où d'autres ont été déclarées incapables d'être élues à jamais , par un acte de la Législation. La prohibition qu'on fit sous Henri IV , étoit contraire à la Constitution. Elle défendoit qu'on n'élût aucun homme de robe Chevalier d'une Province , pendant cette séance. Aussi les Auteurs Jurisconsultes n'ont pas manqué de traiter ce Parlement de *Parliamentum indoctum* ; & le chef de justice (Coke) observe avec un peu d'aigreur , qu'on ne fit pas une seule bonne Loi dans ce Parlement.

Il s'agit maintenant de considérer la manière de procéder dans les élections , dont je chercherai à donner une idée assez exacte sans rapporter en particulier les Loix du Parlement , & les différens Statuts qui ont été faits à ce sujet depuis le regne de Henri IV , jusqu'à celui de Georges II ; mais en partant uniquement de l'esprit dans lequel ils ont été faits.

Dès que le Roi ordonne une assemblée du Parlement , le Chancelier envoie l'ordre au Clerc de la Chancellerie , qui expédie aussitôt des Lettres-Patentes au Shériff de chaque Province , pour l'élection du représentant de cette même Province & ceux des Villes & Bourgs. Trois jours après la réception de ces Lettres ,

le Shériff doit signifier ses ordres aux Magistrats des Villes & Bourgs de sa Province, qui sont préposés pour présider aux élections, en leur commandant de faire élire leurs Membres. Les élections doivent commencer huit jours après la réception de l'ordre, & l'on doit en donner avis quatre jours avant au peuple. Les noms enfin de ceux qui sont élus, doivent être envoyés au Shériff; & le Shériff lui-même doit présider à l'élection des Chevaliers de la Province. Comme il est essentiel à la Constitution du Parlement que les élections soient absolument libres, on a déclaré illégal, & on a défendu très-sévèrement tout ce qui peut servir à influencer sur les suffrages des Electeurs. Car M. Loke met cette influence illégitime au nombre des abus de confiance dans la puissance exécutrice, qui, selon lui, sont équivalens à une dissolution du gouvernement.

„ Le pacte est nul, dit-il, dès que la puissance exécutrice se sert des troupes, des trésors publics, ou des emplois dont elle dispose pour corrompre les représentans, ou pour engager ouvertement les Electeurs à nommer les personnes qu'elle leur indique. Car tenter de prescrire ainsi un choix aux Electeurs & changer la forme des élections, n'est-ce pas attaquer le gouvernement jus-

„, ques dans ses racines mêmes, & empoisonner la source de la sûreté publique? „ Ainsi dès qu'on a fixé le temps & l'endroit où l'élection doit se faire, soit pour une Province, soit pour un Bourg, (*) tous les soldats cantonnés dans ces endroits, doivent en sortir, un jour au moins avant l'élection, s'en éloigner de deux milles ou plus, & n'y revenir que le jour après que les suffrages auront été donnés. La Chambre des Communes, qui seule peut décider des élections contestées, a déclaré qu'aucun Pair ou Gouverneur de Province, n'avoit le droit de se mêler des élections. Il est défendu, même au Lord Garde des cinq Ports, (**) de recommander quelqu'un pour être élu dans aucune de ces Villes. Si quelque employé dans l'accise, la douane, les timbres, ou quelque autre branche du commerce, se mêle des élections, cherche à persuader ou à dissuader quelque Electeur, il est condamné à payer la somme de cent livres sterlin, & est déclaré incapable de posséder aucun emploi.

(*) Le Shériff a le pouvoir de nommer l'endroit où l'élection pour la Province doit se faire, & c'est ordinairement dans celui où il tient son Tribunal. Ce Tribunal ne peut juger que les petits procès, & dont l'objet n'excede pas la somme de 40 schelins.

(**) Les cinq Ports, du côté de la France, sont Hastings, Douvres, Hithe, Rouineg & Sandwich.

C'est ainsi que les Electeurs sont mis à l'abri de l'injuste influence des autres Corps & de toute violence extérieure. Mais le plus grand danger est celui auquel ils cooperent eux-mêmes, par l'infâme habitude qu'ils ont de se laisser corrompre. C'est afin de prévenir en quelque sorte ce mal, qu'il est défendu aux candidats de donner ou de promettre de l'argent, & de donner des fêtes aux Electeurs, afin d'obtenir leurs suffrages; sous peine d'être déclarés incapables de représenter dans le Parlement. Si une somme d'argent, un emploi, une charge ou une récompense quelconque a été donnée ou promise à un Electeur pour influencer sur son suffrage; celui qui offre & celui qui accepte sont également condamnés à une amende de cinq cens livres sterlin, & déclarés incapables à jamais de donner leur suffrage ou de posséder aucun emploi, dans le Bourg ou la Province où le délit s'est commis; à moins qu'avant d'en être convaincu, ils ne fassent connoître d'autres personnes également coupables du même crime : ce qui seul efface le leur. Le premier exemple de corruption, dans une élection, arriva sous le regne d'Elisabeth. Un certain Thomas Longe, d'un esprit fort borné, & nullement fait pour être Membre du Parlement, avoua qu'il avoit donné au premier Magistrat, & à d'autres personnes du Bourg,

quatre

quatre livres sterlin, & que moyennant cette récompense il avoit été élu. Le Bourg fut condamné à une amende, aussi-bien que le Magistrat, qui fut même emprisonné, & le Membre expulsé. Mais attendu que cette coutume est devenue depuis ce temps bien plus fréquente & plus universelle, elle a donné lieu aux Statuts salutaires dont je viens de parler, & auxquels il ne manque, pour les rendre efficaces, que de la résolution & de l'intégrité pour les mettre en pleine exécution.

La dépravation des hommes ne me permet pas de dire que toute influence injuste dans les élections soit absolument détruite; mais les moyens que je viens de rapporter servent au moins, en quelque sorte, à la prévenir.

L'élection commence au jour indiqué. Le Shériff ou le Magistrat qui y préside, prend d'abord le serment contre la corruption, & jure également d'exercer son emploi avec équité. Les candidats aussi, si on l'exige, doivent faire serment aussi-bien que les Électeurs, qu'ils ont les qualités requises; on peut même encore obliger ceux-ci de prêter le serment de l'abjuration, & celui contre la corruption. On n'auroit pas tort peut-être de faire prêter ce dernier serment aux Membres élus; il produiroit probablement beau-

coup plus d'effet qu'en ne le faisant prêter qu'aux Electeurs.

L'élection étant finie, le Magistrat du Bourg envoie au Shériff les noms de ceux qui ont eu le plus de voix, & le Shériff les renvoie au Clerc de la Chancellerie, & cela un jour avant l'assemblée, si c'est un nouveau Parlement, & quatorze jours après l'élection, s'il ne s'agit que d'une vacance particuliere; le tout sous peine de cinq cens livres sterlin d'amende. Si le Shériff ne renvoie pas les noms des Chevaliers qui sont vraiment élus, il est condamné à payer cent livres sterlin, & le Magistrat d'un Bourg pour la même faute à en payer quarante. Ils peuvent même aussi être poursuivis en justice & condamnés à une amende bien plus considérable. Toute personne qui corrompt celui qui préside aux élections, sera aussi amendée de trois cens livres sterlin; mais ceux dont les noms sont envoyés à la Chancellerie prennent séance comme Membres, jusqu'à ce que, sur une plainte reçue, la Chambre ait déclaré l'envoi faux & illégal. Cet extrait de procédure dans les élections, termine notre recherche sur les Loix & Coutumes purement relatives à la Chambre des Communes.

Je vais actuellement examiner la méthode de faire des Loix, qui est à-peu-près la même dans les deux Chambres, en commençant par

celle des Communes. Mais il faut d'abord savoir que pour mettre plus d'expédition dans les affaires, les deux Chambres ont chacune leur Orateur. Les fonctions de celui des Pairs consistent à présider & à faire observer les formalités dans les affaires. Cet emploi est occupé par le Chancelier, le Garde des Sceaux, ou quelqu'autre personne préposée par le Roi; & s'il n'y en a pas de nommée, la Chambre a le droit, à ce qu'on prétend, de l'élire elle-même. l'Orateur des Communes est élu par les Membres de la Chambre: mais il faut que cette élection soit approuvée par le Roi. L'usage des deux Chambres differe, en ce que l'Orateur des Communes ne peut pas dire son sentiment, ou raisonner sur aucune matière, & que celui des Lords peut le faire s'il est Pair. Dans l'une & l'autre Chambre tout se fait à la pluralité des suffrages, & cette pluralité est déclarée ouvertement & publiquement après avoir compté les voix, & non pas en secret & par ballotes comme à Vénise & en d'autres Sé-nats. Cette dernière méthode peut être très-utile pour éviter les intrigues & les menées contraires au bien de l'Etat. Mais il seroit impossible de la mettre en pratique parmi nous, du moins dans la Chambre des Communes, où la conduite de chaque Membre étant sujette à

la censure future de ses Constituans, elle doit être soumise ouvertement à son inspection.

Pour proposer à la Chambre un Bill qui a pour objet quelque bien particulier, il est nécessaire d'abord de présenter une pétition qui établit les abus dont on demande la réformation, & il faut que cette pétition soit présentée par un Membre de la Chambre. Lorsqu'elle est fondée sur des faits susceptibles de contestation, la pétition est renvoyée à un Comité des Membres, qui, après un mûr examen, en font leur rapport à la Chambre; & si ce rapport lui est favorable, le Bill est admis. Pour faire recevoir un Bill qui regarde le Public, il suffit qu'il soit proposé par un Membre & sans aucune pétition.

Ceux qui proposent le Bill le présentent ensuite à la Chambre, écrit sur un papier où l'on a eu soin de laisser en blanc tout ce qui a paru douteux, ou qui doit être déterminé par le Parlement : telles sur-tout que les dates précises des temps, la nature & la somme des amendes, ou de la quantité d'argent qu'on veut lever. Si c'est dans la Chambre des Lords que le Bill est présenté pour affaire particulière, on le fait examiner d'abord par deux Juges du Royaume qui en font leur rapport, après avoir vu si les faits allégués sont vrais, & si toutes les personnes intéressées sont d'ac-

cord. Le Bill alors est lu deux fois, à deux différentes reprises, & après chaque lecture l'Orateur récapitule le précis du Bill, & demande à la Chambre si elle veut qu'il soit continué. On peut s'opposer même à la lecture du Bill, comme aussi à la première introduction dans la Chambre; & si cette opposition réussit, le Bill ne peut plus être proposé pendant la séance.

Après la seconde lecture, le Bill est renvoyé à un Comité. Dans des matières de peu d'importance, ce Comité est composé de quelques Membres de la Chambre; mais lorsqu'il s'agit d'un Bill de grande conséquence, la Chambre entière se forme en Comité. Pour cet effet il faut que l'Orateur quitte la Chaire pour prendre les fonctions de Membre ordinaire, & un autre Membre est nommé Président. Le Bill est alors examiné, article par article; on le corrige, on en remplit les blancs, & quelquefois on le refait en entier. Lorsque cet examen est fini, le Président fait son rapport à la Chambre, en lui présentant le Bill avec tous les changemens que le Comité a jugé à propos d'y faire. La Chambre alors discute le Bill en détail, & opine séparément sur chaque article & sur chaque changement nécessaire. De là elle confirme ou annule les changemens faits par le Comité, & y ajoute ceux qu'elle juge à propos; puis ordonne qu'il soit

grossoyé. Dès que cette opération est faite ; on le lit pour la troisième fois , & souvent on y fait de nouveaux changemens. L'Orateur , alors , tenant le Bill , & le montrant à l'assemblée , demande si elle veut qu'il passe ? Et au cas qu'elle y consente , on ordonne à un Membre de le porter à la Chambre des Lords , pour les prier d'y donner leur consentement. Ce qu'il fait , accompagné de plusieurs de ses confreres ; & en s'arrêtant à la Barre de la Chambre des Pairs , il le présente à l'Orateur , qui descend de son *sac de laine* pour le recevoir.

Le Bill passe au même examen dans la Chambre des Pairs , que celui qu'il a déjà essuyé dans la Chambre des Communes : si les Pairs le rejettent , il n'en est plus parlé , & ce pour prévenir toute altercation entre les deux Chambres. Mais s'il est accepté , les Pairs font notifier leur consentement aux Communes par deux Maîtres de Chancellerie , & quelquefois par deux Juges du Royaume. Le Bill cependant demeure dans la Chambre haute , si les Lords n'y ont fait aucun changement ; mais s'ils en ont fait quelques-uns , il faut qu'ils les envoient avec le Bill aux Communes , pour avoir leur consentement. Dans les cas où les Communes n'approuvent pas les changemens faits par les Pairs , il est d'usage qu'une conférence s'ensuive entre des Membres des députés

par les deux Chambres, & qui pour l'ordinaire, applanissent les difficultés. Si les deux Chambres demeurent inflexibles, le Bill ne sauroit avoir lieu; & si, au contraire, les Communes consentent aux changemens, un de leurs Membres est envoyé pour en instruire les Pairs & pour leur rapporter le Bill. Les mêmes formes s'observent, *vice versa*, lorsque le Bill commence dans la Chambre des Pairs. Mais s'il s'agit d'un acte de grace ou de pardon, le Roi commence par le signer & on ne le lit qu'une fois dans chaque Chambre, sans y faire aucun changement.

Quand les deux Chambres ont déterminé l'examen d'un Bill, il est déposé dans celle des Pairs pour y attendre l'approbation du Roi; excepté cependant les *Bills pécuniaires*, qui, après avoir reçu le consentement des Pairs, sont renvoyés aux Communes. L'approbation Royale peut être donnée de deux façons. Le Roi arrivant en personne à la Chambre des Pairs, avec la couronne en tête & vêtu des habits Royaux, fait appeler les Communes à la Barre. On lit alors les titres des Bills qui ont passés dans les deux Chambres, & la réponse du Roi est signifiée par le Clerc du Parlement; en *François-Normand*: marque de conquête, la seule à la vérité qui nous reste, mais qui devrait être abolie, à moins

qu'on ne la conserve* comme un souvenir fatal, qui nous rappelle que nos libertés ne sont pas immortelles, puisqu'elles ont été une fois détruites par une puissance étrangère. Quand le Roi donne son consentement à un Bill public, le Clerc dit : *le Roi le veut*. Si c'est à un Bill particulier, *soit fait comme il est désiré*. Si le Roi refuse de donner son consentement, on dit : *le Roi s'avisera*. Quand un Bill pécuniaire a passé, il est présenté au Roi par l'Orateur de la Chambre des Communes, & le consentement Royal est exprimé ainsi : *le Roi remercie ses loyals sujets, accepte leur bénévolence, & aussi le veut*. S'il s'agit d'un acte de grace, comme c'est toujours du Roi qu'un tel Bill émane, & que c'est lui qui le signe d'abord, le Clerc du Parlement exprime ainsi la reconnoissance des sujets : *les Prélats, Seigneurs & Commons en ce présent Parlement assemblés, au nom de tous vous autres sujets, remercient très-humblement votre Majesté & prient à Dieu vous donner en santé bonne vie & longue* ! L'autre manière de donner l'approbation Royale est par des Lettres-Patentes portant la signature & le Scéau du Roi, & signifiées pendant son absence aux Pairs & Communes tous assemblés dans la Chambre haute. Et ce n'est que lorsque le consentement Royal a été donné, de l'une ou de l'autre manière, qu'un

Bill devient Statut ou Acte du Parlement.

Ce Statut est placé parmi les actes publics du Royaume. Et pour qu'il ait toute la force d'une loi, il n'est pas nécessaire qu'il soit proclamé, ainsi que du temps de la Loi Romaine à l'égard des édits des Empereurs : parce que les Loix supposent que chaque homme, en Angleterre, participe à la formation d'un acte du Parlement, puisqu'il y assiste par ses représentans. Cependant on fait ordinairement imprimer les nouveaux actes, afin que chacun puisse en avoir connoissance.

Un acte ainsi fait en Parlement, est l'effet de l'exercice de la plus haute autorité que ce Royaume connoisse sur la terre. Son pouvoir s'étend non-seulement sur tous les sujets de la domination Britannique, mais même sur le Roi, s'il s'y trouve expressément nommé. Il ne peut être ni changé, ni corrigé, ni suspendu, ni révoqué, qu'avec les mêmes formalités & par la même autorité du Parlement. Car c'est une maxime dans la Loi qu'il faut la même force pour dissoudre que pour créer une obligation. Il est vrai qu'on prétendoit autrefois que le Roi pouvoit, en plusieurs cas, dispenser de l'obéissance aux Loix pénales ; mais cette prétention a depuis été déclarée illégale.

Il ne nous reste plus qu'un mot à dire, sur

la façon d'ajourner, de proroger & de dissoudre les Parlemens.

Un ajournement n'est autre chose que la continuation de la séance d'un jour à un autre; le mot même le signifie. L'ajournement se fait tous les jours par l'autorité de chaque Chambre séparément; quelquefois même c'est pour quinze jours ou pour un mois, comme à Noël, à Pâques, & en d'autres occasions particulières. Mais l'ajournement d'une Chambre n'influe pas sur celui de l'autre. Lorsque le Roi fait notifier sa volonté à l'une ou à l'autre Chambre pour qu'elle s'ajourne jusqu'à un certain jour, on est dans l'usage d'y obéir. On auroit tort, en effet, de n'y pas souscrire: car, outre l'indécence d'un refus, on ne feroit que s'attirer une prorogation, ce qui nuirait souvent aux affaires publiques & particulières: attendu qu'une prorogation met fin à la séance, & qu'alors tous les Bills qui ne sont qu'entamés ne peuvent avoir lieu à la séance prochaine, à moins qu'on ne les reprenne de nouveau, *en considération*; ce qui arrive rarement.

La prorogation est une continuation du Parlement d'une séance à une autre, comme un ajournement l'est d'un jour à un autre. La prorogation se fait par l'autorité Royale, signifiée par le Chancelier en présence du Roi, ou par une commission, ou par une proclamation.

Les deux Chambres sont nécessairement prorogées dans le même temps , puisqu'une prorogation ne regarde pas les Pairs ou les Communes en particulier , mais tout le Corps du Parlement , & la séance même ne peut être terminée que par une prorogation. Si pendant cet intervalle il survenoit une rébellion dans le Royaume , ou s'il se trouvoit menacé de quelque péril imminent , le Roi a le pouvoir de rassembler le Parlement par une proclamation qui doit être faite quatorze jours avant celui qui est prescrit pour sa rentrée.

La dissolution est la mort civile du Parlement. Elle peut être opérée par trois moyens : 1°. Par la volonté du Roi notifiée par lui-même en personne , ou par son représentant ; car comme le Roi a seul le droit de convoquer le Parlement , de même c'est une branche de la prérogative Royale de pouvoir , à son gré , le proroger pour un certain temps , ou de mettre une fin à son existence. Si le Parlement ne pouvoit être prorogé & dissous que par lui-même , il pourroit devenir perpétuel , & cela seroit très - dangereux ; attendu qu'il pourroit chercher à empiéter sur la puissance exécutive : ce qui est malheureusement arrivé sous l'infortuné Charles I, qui , après avoir inconsidérément laisser passer un acte pour la continuation du Parlement jusqu'à ce qu'il

plût à ce Corps de se dissoudre lui-même ; ce Prince devint enfin victime de la puissance extraordinaire qu'il lui avoit accordée. Il est donc très - nécessaire que le Prince ait le pouvoir de régler la durée de ces assemblées , sous les limitations prescrites par la Constitution Angloise , afin que d'une part elles puissent être souvent & régulièrement convoquées pour accélérer les affaires & pour redresser les griefs ; & que de l'autre, elles ne puissent , même avec le consentement du Roi , être continuées au delà du temps convenable pour le bien de l'État & la sûreté de la Constitution.

2°. Un Parlement peut être dissous par le décès du Roi. Cette dissolution arrivoit autrefois immédiatement après la mort du Souverain régnant ; attendu qu'étant regardé par la Loi comme le Chef du Parlement , *Caput, Principium & finis* , ce même Chef venant à manquer , tout le corps étoit sensé anéanti. Mais comme la convocation d'un nouveau Parlement , immédiatement après le couronnement du Successeur , fut trouvé incommode & qu'on prévint les dangers qui pouvoient en résulter , si on restoit sans Parlement lors d'une succession contestée ; il fut ordonné par des Statuts faits sous Guillaume III , & Anne , que le Parlement existant continueroit pendant six mois après la mort de tout Roi ou

Reine , à moins qu'il ne fût plutôt ou prorogé ou dissous par le Successeur. Que si le Parlement se trouvoit , à la mort du Roi , ou ajourné ou prorogé , il s'assembleroit néanmoins sur le champ. Et que si alors il n'y avoit pas de Parlement existant , les Membres du dernier s'assembleroient & formeroient un nouveau Parlement.

3°. Un Parlement peut être dissous de lui-même après un certain temps ; car si le corps législatif étoit perpétuel , ou si comme autrefois , il pouvoit durer aussi long-temps que la vie du Prince qui l'assemble , en suppléant seulement aux places qui viendroient à vaquer par des nouveaux représentans , & que dans ce cas il vint à se corrompre ; le mal deviendrait sans remède. Mais lorsque différens Corps se succèdent les uns aux autres , si la conduite du Corps présent déplaît au Peuple , il peut voir rectifier ses fautes par une nouvelle assemblée : il est même sensible que les Membres d'une assemblée législative , sûre d'être un jour séparée , (c'est-à-dire , dont les Membres deviendront eux-mêmes des particuliers , & seront sujets à toute l'étendue des Loix qu'ils ont faites pour les autres) se croiront obligés par l'intérêt personnel aussi-bien que par le devoir , de ne faire que de bonnes Loix. Le plus grand terme accordé par le Statut de

Gulilaume & Marie pour la durée du Parlement, n'étoit que de trois ans. Mais sous Georges I, afin d'éviter les frais énormes & continuels des Elections fréquentes, les violences & les animosités qui en résultoient ainsi que pour conserver la paix & la sûreté dans un Gouvernement qui sortoit à peine des troubles d'une rébellion dangereuse; le terme de sa durée fut prolongé jusqu'à sept ans. Ce qui est même une preuve frappante de la vaste autorité du Parlement, c'est que la Chambre qui n'avoit été choisie que pour trois ans, arrêta elle-même que sa durée iroit jusqu'à sept. L'état actuel de notre Constitution est donc que le Parlement doit expirer à la fin de chaque septieme année; à moins qu'en vertu de la prérogative Royale, il ne soit plutôt dissous.



CHAPITRE III.

Du Roi & de son Titre.

LA puissance exécutrice de ce Royaume réside, selon nos Loix, dans une seule personne, le Roi ou la Reine; car le Trône tombe également à l'un ou à l'autre sexe. Celui qui l'obtient est revêtu sur le champ, des marques, des droits & des prérogatives du pouvoir souverain, ainsi qu'il est réglé par le Statut de la première année de Marie, Statut 3. chap. 1.

En parlant des droits du Roi & de son autorité, je considérerai le Monarque sous six points de vue différens. 1^o Son Titre. 2^o Sa Famille. 3^o Ses Conseils. 4^o Ses devoirs. 5^o Ses prérogatives. 6^o Ses revenus.

C'est en vertu du consentement général de la Nation, que la puissance exécutrice se trouve entre les mains d'une seule personne; & ce consentement est prouvé par un usage ancien & immémorial. La liberté & la sûreté de l'Etat exige une règle uniforme, universelle, permanente, & qui fixe d'une manière précise qu'elle est cette *seule personne* à laquelle sont confiés le soin & la protection de tous, & à qui tous doivent en retour hommage & fidélité. Il importoit à la

tranquillité publique & à celle de chacun en particulier, que cette règle fût claire, précise, incontestable; & notre Constitution n'a laissé aucune obscurité sur ce sujet. Mon objet dans ce Chapitre, est de développer les principes de la Loi de la succession au Trône avec cette franchise & cette vérité que n'excluent point la soumission & le respect, & qu'exigent les maximes de la liberté & l'importance de la matière.

J'établis d'abord cette grande maxime comme le fondement du *Jus Coronæ*, ou du droit de succession au Trône de ce Royaume: „ La Couronne est héréditaire par la Loi Commune „ & par l'usage. Elle est héréditaire d'une manière qui lui est propre; mais le droit d'un „ héritier peut être changé ou restreint par le „ Parlement; & la Couronne continue d'être „ héréditaire sous ces restrictions. “ Je destine donc ce chapitre à prouver cette proposition dans toutes ses parties. 1^o La Couronne est héréditaire. 2^o Elle est héréditaire, d'une manière qui lui est propre. 3^o. Le droit d'en hériter peut être changé ou restreint par le Parlement. 4^o. Enfin, qu'après ces restrictions la Couronne continue d'être héréditaire dans la maison de son nouveau propriétaire.

I. La Couronne est en général héréditaire; c'est-à-dire, elle appartient au plus prochain héritier

héritier après la mort ou la démission du dernier Souverain. Tous les gouvernemens monarchiques doivent être ou héréditaires, ou électifs ; & je ne crois pas que personne, à l'exception des régicides, dans le procès horrible & inoui de Charles I, ait soutenu que la Couronne d'Angleterre fût élective. Elle doit donc être héréditaire.

Les fondateurs de la Monarchie Angloise, qui étoient les maîtres de la rendre élective, préférèrent avec raison d'établir d'abord la succession héréditaire, qui eut le consentement général de la Nation, & que la Loi commune confirma. Bientôt elle fut regardée du même œil que le titre de chaque homme sur son propre bien, & soumise aux regles observées dans les successions ordinaires. Les terres ne sont pas naturellement plus héréditaires que les Trônes ; mais la Loi a jugé qu'il convenoit au bonheur & à la tranquillité de tous, d'établir le même ordre de succession pour les uns & pour les autres.

On doit avouer qu'une Monarchie élective semble plus conforme aux maximes d'un gouvernement raisonnable, & à celles de la liberté. L'Histoire nous apprend en effet que les sociétés naissantes élurent toujours leurs Commandans, leur premier Magistrat, leur Chef. Si les individus qui composent un Etat, pou-

voient être toujours inviolablement attachés aux vrais principes, inaccessibles aux passions & aux préjugés, à l'abri de la corruption, supérieurs à la violence, les élections seroient aussi avantageuses aux grands Royaumes qu'elles peuvent l'être aux Etats inférieurs. Le meilleur, le plus sage & le plus brave, seroit assuré de la puissance qu'il auroit méritée ; le grand nombre rameneroit bientôt à son opinion ceux qui en auroient eu une contraire. Mais l'histoire & l'observation nous apprennent que les élections de toute espece dans l'état actuel de la nature humaine, sont fréquemment l'ouvrage de l'intérêt des partis & de l'adresse. Lors même qu'il n'en est pas ainsi, elles sont soupçonnées de l'être, & elles sont constamment accusées d'intrigues par le petit nombre, toujours affligé de n'avoir pas réussi à placer son protégé.

C'est un malheur auquel toutes les sociétés sont sujettes, & qu'on remarque dans les affaires particulieres & domestiques comme dans celles de l'Etat en général. Les premieres ont du moins un avantage ; c'est que les soupçons de cette espece, s'ils sont faux, se bornent à exciter des jalousies & des murmures que le temps fait cesser ; s'ils sont fondés, les Loix offrent des ressources & des secours contre l'injustice. Il n'en est pas de même dans la grande société indépendante que compose chaque Na-

tion : elle ne reconnoît d'autre supérieur que la Loi de la nature ; l'exercice de la force particuliere est le seul moyen offert pour réprimer les infractions faites à cette Loi. Entre deux Nations qui se reprochent mutuellement des torts , la querelle ne peut être décidée que par la Loi des armes ; elle est également l'arbitre suprême des différens qui s'élevent dans une seule nation. Quand les principes fondamentaux de l'union sont supposés violés ; quand on reproche sur-tout au premier Magistrat l'oubli de ses devoirs ; le seul Juge auquel peuvent recourir les plaignans , est le Dieu des batailles , & le procès devient une guerre intestine & civile. La succession héréditaire au Trône n'a été établie dans ce pays , & dans la plupart des autres , que pour prévenir ces malheurs sanglans & périodiques dont l'histoire ancienne de l'Empire Romain , ainsi que l'exemple moderne de la Pologne & de l'Allemagne , nous présentent des effets si funestes.

II. Quant à la façon particuliere dont le Trône est héréditaire , elle répond en général à la regle féodale des descendances , tracée par la Loi , pour la succession aux fiefs. Elle souffre cependant deux exceptions importantes. La Couronne , comme les fiefs , descend directement du Monarque regnant à son fils , ainsi qu'on le voit dans une suite réguliere de six

génération, depuis le Roi Jean jusqu'à Richard II. La succession à la Couronne & aux fiefs appartient de préférence aux mâles, & le droit d'aînesse est strictement observé. C'est ainsi qu'Edouard V monta sur le Trône, à l'exclusion de son frère cadet (Richard) & de sa sœur aînée (Elisabeth). Au défaut de la ligne masculine, la Couronne & les fiefs passent à la ligne féminine, selon l'antique coutume des Bretons, remarquée par Tacite : *solent feminarum Ductu bellare & sexum in imperiis non discernere*. Ainsi Marie succéda à Edouard VI; ainsi la ligne de Marguerite, Reine d'Ecosse, fille de Henri VII, monta sur le Trône au défaut de la ligne de Henri VIII. Mais parmi les femmes la Couronne passa, par droit de primogéniture, à la fille aînée seule & à ses enfants; au lieu que dans les héritages communs, les biens passent à toutes les filles à la fois. Le Trône doit être indivisible, & c'est la raison qui a forcé la Loi Royale de s'écarter de la Loi commune. La Reine Marie, à la mort de son frère, prit la Couronne, & ne la partagea point avec sa sœur Elisabeth. La Loi de représentation a lieu dans la succession au Trône, comme dans les autres héritages; les descendants directs d'une personne morte représentent leurs ancêtres & succèdent à ses droits. Ainsi Richard II, revêtu des droits de son

pere (le Prince *Noir*), succéda à son grand-pere (Edouard III), à l'exclusion de ses oncles. Enfin, au défaut de la ligne directe, la Couronne passe aux collatéraux les plus prochains du dernier Roi, pourvu qu'ils descendent du Sang Royal; c'est-à-dire, du Prince qui acquit originairement la Couronne. Henri I succéda à Guillaume II, Jean à Richard I, Jacques I à Elisabeth; parce que tous étoient descendus du *Conquérant*, qui étoit alors la source unique & premiere du Sang Royal. On n'exclut point de la succession au Trône comme on exclut des héritages communs, les enfans d'un frere, d'un oncle ou d'un autre parent collatéral, lorsqu'ils sont nés d'un même pere, mais de meres différentes, ou d'une même mere, mais de deux peres différens. Il suffit que l'un des deux, auxquels ils doivent le jour, sorte du Sang Royal, pour qu'il ait pu le communiquer à l'un & à l'autre. Ainsi Marie hérita d'Edouard VI, & Elisabeth de Marie; toutes deux devoient la naissance à Henri VIII, mais étoient nées de différentes meres. La raison de cette différence entre la Loi Royale des descendances & la Commune, sera mieux sentie quand nous examinerons, dans la suite, la nature des héritages en général.

III. La doctrine du droit héréditaire n'en-

traîne point un droit irrévocable au Trône. Tout homme qui aura étudié sans prévention nos Loix, notre Constitution & notre Histoire, n'en disconviendra point. L'autorité suprême & législative résidant dans le Roi & les deux Chambres du Parlement, a incontestablement le pouvoir de détruire ce droit héréditaire, de le changer, de le limiter, de l'ôter à l'héritier immédiat, & de le transporter à un autre : l'existence de ce pouvoir s'accorde parfaitement avec nos Loix & notre Constitution. On peut s'en convaincre, en examinant les expressions employées souvent dans notre Code : *de la Majesté du Roi, de ses héritiers & de ses successeurs*. Comme le mot *héritiers* suppose nécessairement un héritage, un droit héréditaire ; celui de *successeurs*, pris séparément, suppose aussi que cet héritage peut être transmis à un autre, ou que le Roi peut avoir un successeur sans avoir un héritier.

La justesse de cette observation ne peut être contestée, & ce pouvoir d'ailleurs est si nécessaire, que s'il n'existoit pas quelque part, ce seroit un grand défaut dans notre politique. Car supposons que l'héritier apparent du Trône se trouvât un insensé, un imbécile, & incapable de regner ; quel seroit le sort de la Nation, si elle n'étoit pas autorisée à l'exclure ? Il est donc nécessaire qu'elle ait ce pou-

voir. Mais comme la dignité Royale & la succession au Trône seroient exactement précaires, si ce pouvoir résidoit expressément entre les mains des sujets qui pourroient l'employer au gré de leurs préjugés, de leurs caprices, & de leurs mécontentemens; les Loix l'ont placé dans les deux Chambres du Parlement, qui ne peuvent en faire usage qu'avec le concours & le consentement du Roi, qu'on ne présupera jamais disposé à se prêter à ce qu'il croira préjudiciable à ses enfans.

IV. Quoique la succession au Trône puisse être restreinte ou même transportée d'un homme à un autre, la Couronne n'en conserve pas moins sa qualité particulière d'être héréditaire, dans la famille de celui qui la porte. C'est pour cela que selon nos Loix, le Roi ne meurt jamais politiquement, quoique naturellement il soit soumis à la mort comme le dernier de ses sujets. Immédiatement après le trépas naturel de Henri, de Guillaume, ou d'Edouard, le Roi vit dans son successeur; ses droits, son autorité passent dans l'instant même à son héritier, soit celui que la Loi appelle *hæres natus*, soit celui qu'elle appelle *hæres factus*, si l'héritage est l'effet de quelque arrangement particulier. Il ne peut donc exister d'interregne, puisque, comme l'observe Sir Matthieu Hale, le successeur à la Couronne saisit dans l'instant

tous les droits qui y sont attachés. Elle devient héréditaire dans sa famille s'il l'a acquise, mais sous les clauses & les restrictions réglées avant son investiture. C'est ainsi que les biens fonds, pour continuer notre comparaison, sont héréditaires, suivant la Loi; c'est-à-dire, qu'ils passent aux héritiers du propriétaire. Il existe cependant un pouvoir qui peut transporter la propriété de ces biens à un autre : ce pouvoir est la Loi. Si le transport est simple & absolu, les biens transportés seront héréditaires dans le nouveau propriétaire, & passeront à son héritier légitime. S'il est soumis à des clauses particulières, elles feront loi pour le successeur qui les observera, sans pouvoir les changer, ni leur en substituer d'autres.

Ces quatre points principaux constituent la doctrine de la succession au Trône; laquelle sera développée, éclaircie, & mise à l'abri de toute objection par un coup d'œil rapide sur l'histoire de la succession à la Couronne d'Angleterre, sur les opinions de nos anciens Publicistes, sur les actes du Parlement qui ont été faits successivement pour créer, déclarer, confirmer, limiter, ou détruire ce titre héréditaire. Les recherches sur cet objet important nous montreront d'abord les quatre maximes que nous venons de développer, comme faisant le fondement de la Loi de la succession

depuis le temps d'Egbert, qui fut le premier Souverain unique de ce Royaume, jusqu'à présent. Cette succession, il est vrai, fut fréquemment interrompue par l'adresse ou par la violence, & quelquefois par la nécessité, lorsque la Couronne descendit, dans des temps orageux, à un mineur ou à un Prince foible; mais elle reprit toujours son cours ordinaire, après un terme plus ou moins long. Dans les cas même où l'ordre de la succession fut violé, la Couronne fut toujours regardée comme héréditaire dans celui qui la portoit. Les usurpateurs mêmes sentirent si bien la justice & l'importance de ce titre, que la plupart songerent à s'en appuyer. Ils amuserent le peuple de l'idée de ce droit, tandis qu'ils travaillèrent à s'en assurer la possession; & lorsqu'ils l'eurent une fois acquise, ils la considérèrent comme une propriété héréditaire dans leur famille, & la transmirent ou s'efforcèrent au moins de la transmettre, à leur postérité, par une espèce d'usurpation héréditaire.

Vers l'an 800, le Roi Egbert se trouva maître du Trône des Saxons Occidentaux, qu'une suite longue & non interrompue de ses ancêtres avoient occupé pendant plus de trois siècles. Il est inutile de rechercher ici si ses peres devoient leur titre à la trahison ou à la force, ou à un contrat, ou à une élection

libre. Cette discussion, couverte des ténèbres de l'antiquité, ne présente que des conjectures aux recherches les plus exactes : nous pouvons lui supposer un bon droit, parce que nous ne savons pas si quelqu'un en avoit un meilleur. Les autres Royaumes de l'Heptarchie reçurent ses Loix, & la plupart s'y soumirent volontairement. C'est une maxime incontestable & reçue dans la politique civile & la Loi des Nations, que lorsque deux peuples s'unissent pour n'en plus former qu'un seul, l'un garde son gouvernement, & l'autre perd le sien; celui-ci s'assimile à celui-là, se confond presque entièrement avec lui, & en adopte les Coutumes & les Loix. En conséquence de cette maxime, tous les Royaumes de l'Heptarchie prirent les usages des Saxons Occidentaux, après leur réunion sous Egbert, & ne durent rien changer au droit héréditaire établi auparavant.

Depuis Egbert jusqu'à la mort d'Edmond, *Côte de fer*, pendant un espace de plus de deux cens ans, durant lequel on compte quinze Rois, la succession à la Couronne fut régulière & sans interruption. Le cours n'en fut changé que par les fils du Roi Ethelwolf, qui se succédèrent les uns aux autres, sans avoir égard aux droits des enfans du fils aîné, à qui le Trône appartenoit par la Loi de succession

faite par leur pere , & confirmée par le *Wit-tena gemotte* dans le feu des invasions des Danois. Nous ne parlerons pas du Roi Edred, oncle d'Edwy, qui monta sur le Trône pour le garder neuf ans pendant la minorité de son neveu. Les temps étoient très-orageux ; son but étoit de conserver l'ordre de la succession, & non de l'intervertir, puisque Edwy lui succéda.

Edmond, *Côte de fer*, fut obligé, par l'irruption des Danois, de partager son Royaume avec Canut, Roi de Dannemark, qui, après la mort du Roi Saxon, se l'appropriâ tout entier, & força les fils d'Edmond de se retirer dans les pays étrangers. La succession fut alors suspendue par la force : une nouvelle famille s'établit sur le Trône & le garda pendant trois regnes. Delà l'ancienne ligne Saxonne rentra dans ses droits, à la mort d'Hardiknute, auquel succéda Edouard le *Confesseur*.

Ce Prince n'étoit pourtant pas le véritable héritier de la Couronne, puisqu'il étoit le frere cadet d'Edmond, *Côte de fer*, dont le fils Edouard, surnommé le *Proscrit*, à cause de son exil, vivoit encore. Mais ce fils étoit alors en Hongrie, & les Anglois qui venoient de secouer le joug des usurpateurs, avoient besoin d'un homme qui pût monter promptement sur le Trône & achever leur ouvrage. Edouard

le *Confesseur* étoit le Prince le plus près de la ligne Royale qui se trouvoit alors en Angleterre. Il mourut sans héritier, & Harold II usurpa le Trône. L'invasion des Normands eut lieu presque dans le même temps. Edgard, surnommé *Atheling*, mot Saxon qui signifie le premier du Sang Royal, avoit alors un droit incontestable à la Couronne, puisqu'il étoit fils d'Edouard le *Proscrit*, & petit-fils d'Edmond *Côte de fer*, comme le dit Matthieu Paris, qui a très-bien saisi le sens de notre Constitution : *Edmundus autem latus ferreum, Rex naturalis de stirpe Regum, genuit Edwardum; & Edwardus genuit Edgarum, cui de jure debebatur Regnum Anglorum..*

Guillaume le Normand réclama la Couronne en vertu d'un don prétendu d'Edouard le *Confesseur*, don qui s'il étoit réel n'avoit point de valeur; puisque, comme l'observa très-bien Harold, dans sa réponse à la demande de Guillaume, il avoit été fait, *absque generali Senatus & populi conventu & edicto* : expression remarquable, qui prouve que dès-lors on étoit persuadé que le Roi pouvoit, avec le consentement du Conseil général de la Nation, disposer de la Couronne, & changer l'ordre de la succession. Les droits de Guillaume étoient cependant aussi bons que ceux d'Harold, qui n'étoit qu'un sujet, & absolument étranger au

Sang Royal. Ceux d'Edgard *Atheling* furent anéantis par la violence & le malheur des temps. La Noblesse Angloise les rappella pourtant souvent après la conquête, & les soutint jusqu'au temps où ce Prince infortuné mourut sans postérité. Mais tous les efforts pour les faire valoir furent inutiles, & ne servirent qu'à affermir sur le Trône le Conquérant qui venoit de s'en emparer.

Cette conquête, par Guillaume de Normandie, fut (comme la précédente par Canut) un transport forcé, si nous pouvons nous exprimer ainsi, de la Couronne d'Angleterre dans une nouvelle famille. Mais cette Couronne ainsi transportée, conserva ses qualités essentielles, & les porta avec elle à son nouveau possesseur. La victoire d'*Hastings* ne peut être considérée que comme une victoire sur Harold, & non sur la Nation. Le seul droit en conséquence qu'elle put donner au vainqueur, fut celui de posséder la Couronne, & non d'altérer la forme du gouvernement. Ainsi les Loix Angloises restèrent dans toute leur force, & la Couronne, en changeant de maître, y demeura nécessairement soumise, & ne perdit point sa qualité d'héréditaire. Nous abandonnerons, pour un moment, notre race des Rois Saxons, pour suivre les descendants de Guillaume le Conquérant, qu'on peut regarder comme une nouvelle tige, qui

acquies, par le droit de la guerre (lequel a toujours été, & qui est encore, la dernière raison des Rois) un droit incontestable au Trône d'Angleterre.

La Couronne passa, après lui, à ses fils, Guillaume II & Henri I. Il faut pourtant avouer que Robert, son fils aîné, en fut exclu par les artifices & la violence de ses cadets. Ceux-ci emploierent contre lui un usage qui prévalut quelquefois dans la succession au Trône, quoiqu'il n'ait jamais été adopté comme règle dans les successions particulières : c'est que quand l'établissement du fils aîné est fait, les autres sont autorisés à jouir du reste de l'héritage de leur père. Or Guillaume avoit nommé par son testament, Robert Duc de Normandie; mais comme ce dernier mourut sans lignée, le titre de Henri devint légitime, & on ne doit plus examiner à présent s'il ne l'étoit pas auparavant.

Etienne de Blois, successeur de Henri, étoit à la vérité le petit-fils du Conquérant, par Adélie sa fille, & ses prétentions au Trône n'étoient soutenues que par ce foible droit. Il n'étoit pas le plus près de la ligne masculine, mais le mâle le plus proche du Sang Royal, si on en excepte Théobald son frère aîné, qui sembla renoncer à un droit si précaire, puisqu'il n'essaya point de le faire valoir. C'étoit l'Impé-

ratrice Mathilde, ou Maud, fille de Henri I, qui avoit un titre véritable : la regle de la succession étant dans tous les cas où les femmes y sont admises, que la fille du fils soit préférée au fils d'une fille. Le droit d'Etienne étoit donc presque une usurpation. Il le sentit pourtant, & essaya de s'en faire un par élection, pendant que l'Impératrice Mathilde faisoit valoir le sien par les armes; & cette guerre finit enfin par une convention qui abandonna la Couronne à Etienne, à condition que Henri, fils de Mathilde, lui succéderoit.

Henri II étoit, après sa mere Mathilde, l'héritier légitime du Conquérant. Sa naissance lui donnoit encore un autre avantage qui le rendit plus cher aux Anglois; il descendoit, par les femmes, d'Edmond *Côte de fer*, le pénultieme Roi de la Race Saxonne: car Edouard *le Proscrit*, fils d'Edmond *Côte de fer*, avoit eu, outre Edgar *Atheling*, qui mourut sans postérité, une fille (Marguerite), mariée à Malcolm, Roi d'Ecosse, qui avoit le droit héréditaire des Monarques Saxons. Entre autres enfans qu'elle eut de Malcolm, on distingue Mathilde, épouse de Henri I & mere de l'Impératrice Mathilde, à laquelle Henri II devoit le jour. Cette généalogie n'est point échappée à nos Historiens, dont quelques-uns ont fréquemment dit que la ligne Saxonne avoit été

rétablie dans la personne de ce Prince. Ils n'ont pas fait attention que le droit héréditaire, subsistant réellement dans les enfans de Malcolm, époux de Marguerite, le meilleur droit de Henri II, étoit celui d'héritier du Conquérant.

De Henri II, la Couronne descendit à son fils aîné (Richard I), qui mourant sans enfans, transmit ses droits à son neveu Arthur, fils de Geoffrey, son frere puîné : mais Jean, le plus jeune des fils de Henri, s'empara du Trône. Il prétendit que l'héritage lui appartenoit, parce qu'il étoit plus proche parent du feu Roi, dont il étoit le frere, que le jeune Arthur, qui n'étoit que son neveu. Mais quelque foible que ce titre & ceux de Guillaume le Roux, ou d'Etienne de Blois nous paroissent aujourd'hui (que l'ordre de la succession est établi d'une maniere inébranlable, par une suite de plusieurs siècles), ils suffirent auprès de nos braves & ignorans ancêtres. Nous ne devons point nous étonner du nombre prodigieux de partisans qui appuyerent les prétentions de Jean, en particulier ; puisque du temps de son pere (Henri II), il n'étoit pas encore décidé, même dans les héritages communs, si les enfans d'un frere aîné, qui naturellement représentent leur pere, pouvoient succéder aux biens fonds, à l'exclusion de leurs oncles

oncles vivans. Il ne l'est pas même encore aujourd'hui dans la succession collatérale des fiefs, savoir si l'on doit suivre l'ordre de la ligne généalogique, ou le degré le plus prochain de parenté. La mere d'Arthur & celle de sa sœur Eléonore, rendirent incontestable le droit de Henri III, fils de Jean, & la succession passa dans une suite de six générations en ligne directe, depuis ce Prince jusqu'à Richard II. Et c'est sous l'un de ces six Princes (Edouard III) que le Parlement déclara expressément : „ Que „ la Loi de la Couronne d'Angleterre est, & „ a toujours été, que les enfans du Roi nés „ en Angleterre ou ailleurs, doivent succéder „ au Trône, après la mort de leurs ancêtres ; „ laquelle Loi notre souverain Seigneur le „ Roi, les Evêques, les Comtes, les Barons „ & les Communes assemblées en Parlement, „ ont approuvée & affirmée pour toujours.

Lorsque Richard II résigna la Couronne, n'ayant point d'enfans, ses droits passerent aux descendans de son grand-pere, Edouard III. Ce Monarque avoit plusieurs enfans, outre Edouard *le Noir*, Prince de Galles, pere de Richard ; mais pour éviter la confusion, je ne parlerai ici que de trois : Guillaume, son second fils, qui mourut sans postérité ; Lionel de Clarence, son troisieme fils, & son quatrieme, Jean de Gand, Duc de Lancastre. La Loi

de la succession appelloit au Trône les enfans de Lionel de Clarence, après l'abdication de Richard : le Roi lui-même les avoit déclarés, plusieurs années auparavant, ses héritiers présomptifs; & le Parlement même avoit confirmé cette déclaration. Mais Henri, Duc de Lancastre, fils de Jean de Gand, qui avoit alors une armée considérable, s'en étant servi pour soutenir ce qu'il appelloit ses droits, & pour défendre les sujets contre l'oppression; & qu'il étoit difficile, dans ces circonstances, de proposer d'autres droits que les siens, il fut Roi sous le nom de Henri IV. Sir Matthieu Hale remarque ici, que quoique le Peuple eût secondé l'usurpation de ce Prince, il ne permit point qu'il prit la Couronne à titre de conquête, comme il paroissoit le desirer; il exigea même qu'il déclarât qu'il la tenoit à titre d'héritier descendu en ligne directe du Sang Royal. Les actes du Parlement de ce temps ne laissent aucun doute sur ce fait. Et pour prouver cette descendance, Henri IV exposa deux titres. Par l'un il prétendoit être Prince du Sang Royal dans la ligne masculine, attendu que le Duc de Clarence n'avoit laissé qu'une fille, qui, par son mariage avec Edouard Mortimer, Comte de March, fut la tige de la branche d'York. Le second titre de Henri étoit fondé sur un bruit semé par Jean de

Gand, & qu'il s'empressa de faire revivre: savoir qu'Edouard, Comte de Lancastre, dont la mere de Henri étoit l'héritiere, avoit été réellement le frere aîné d'Edouard I, & que sa difformité avoit déterminé ses parens à substituer son cadet au droit d'ainesse, & à en imposer à l'Angleterre. Et ces deux titres répondoient à toutes les objections: le premier le rendoit le légitime héritier du Trône, si la ligne masculine, non interrompue dans une branche, devoit être préférée à la ligne féminine de la branche directe; le second assuroit ses droits, si cette seconde ligne devoit l'emporter sur l'autre.

Si nous avons vû, sous Edouard III, le Parlement approuver la Loi de la Couronne telle qu'elle étoit établie auparavant, nous le voyons également faire usage, sous Henri IV, de son droit d'établir un nouvel ordre de succession. Il est dit expressément dans le septieme Statut de Henri IV, chap. 2: » que le droit à la » Couronne & aux Royaumes d'Angleterre & » de France, ainsi qu'à tous les autres domaines » du Roi, restera dans la personne de notre » souverain Seigneur le Roi & de ses descen- » dans & héritiers nés de lui. » Le Prince Henri est déclaré par le même acte, l'héritier apparent du Trône qu'il doit occuper en personne, & après lui ses propres enfans; à leur

défaut, les Princes Thomas, Jean, & Humphrey y font appelés successivement, ainsi que leurs descendans respectifs. Mais cet acte n'établit réellement rien de neuf : la Loi Royale avoit réglé précédemment tous ces objets ; & ce nouveau changement eût été inutile , si Henri IV eût été le légitime héritier du Trône. Cet acte prouve cependant, & nous le répétons, qu'on croyoit généralement que le Roi & le Parlement étoient en droit de réformer la Loi de la succession au Trône. Nous observerons aussi la délicatesse & la prudence avec laquelle le Parlement évita de parler des titres du Roi. Et Sir Edouard Coke a déclaré plusieurs fois, que dans le temps même que l'on passa cet acte, on convenoit que la succession appartenoit par droit de descendance à un enfant de Philippine, fille & héritière de Lionel Duc de Clarence.

La Couronne descendit régulièrement de Henri IV à son fils & à son petit-fils, Henri V & Henri VI. Et ce fut sous le regne de ce dernier, que la Maison d'Yorck fit revivre son droit oublié jusqu'alors, & qu'après avoir plongé pendant sept ans le Royaume dans tous les désordres & les malheurs inséparables de la guerre civile, elle recouvra ce droit dans la personne d'Edouard IV. A l'accession de ce Prince au Trône, après une interruption dans

la ligne directe de plus de soixante années ; on commença à faire une distinction entre les Rois *de jure* & les Rois *de facto*. Et cette distinction ne fut établie que pour maintenir la paix du Royaume, en conservant les derniers établissemens, en confirmant les honneurs conférés, & les loix faites par ceux qu'on nommoit alors usurpateurs. Dans le premier Statut d'Edouard IV, chap. 1, les trois Henris sont désignés ainsi : » Derniers Rois d'Angleterre » par la volonté du Peuple, & non de droit. » Dans toutes les Chartes que j'ai vues de ce Souverain, j'ai remarqué que par-tout où il a occasion de parler des Rois de la Maison de Lancastre, il les appelle toujours, *nuper de facto & non de jure Reges Angliæ*.

Edouard IV laissa deux fils & une fille. L'aîné de ses fils, Edouard V, regna très-peu de temps. Ce fut Richard son oncle, qui le déposa. Il usurpa immédiatement après la dignité Royale, après avoir répandu dans le peuple quelques soupçons sur la légitimité des enfans d'Edouard IV, pour se donner à lui-même une sorte de droit à la succession. Et l'on croit généralement qu'il finit par faire mourir ses deux neveux, dont les droits passerent à leur sœur Elisabeth.

Le regne tyrannique de Richard III, facilita à Henri, Comte de Richemond, les moyens

de faire valoir le titre qu'il prétendoit avoir à la Couronne. Jamais on n'en présenta de plus éloigné, ni de plus sujet à difficultés. Il n'y avoit que la haine générale de la Nation contre l'Usurpateur qui put les lever. Ils s'appuyoit d'une sorte de descendance de Jean de Gand, dont le titre étoit alors méprisé, & il n'en descendoit que par un Jean, Comte de Sommerfet, fils naturel de Jean de Gand, & d'Anne Catherine Swindford. Il est vrai que l'enfant avoit été légitimé par un acte du Parlement de la vingtieme année de Richard II; & que cet acte l'avoit rendu habile à succéder à tous biens, fonds, emplois & dignités, comme s'il étoit né de légitime mariage; mais à l'exception expresse de la Couronne: *Exceptâ dignitate regali.*

Cela ne l'empêcha pourtant point de prendre la dignité Royale immédiatement après la bataille de Bosworth, quoiqu'elle appartint de droit à Elisabeth, fille d'Edouard IV. Sa possession ayant été assurée par le Parlement assemblé la premiere année de son regne, les deux Chambres imiterent dans l'Acte la circonspection dont il avoit usé précédemment sous le regne de Henri IV. Elles éviterent soigneusement (comme l'observe le Lord Bacon) de reconnoître le droit de Henri VII; car il n'en avoit aucun, & n'en pouvoit avoir que par

une Loi nouvelle, ou par un nouveau règlement qui lui en créât un & le lui conférât. On prit un milieu, & on établit: » que la succession à la Couronne appartiendrait au Roi » Henri VII & à ses enfans. » On reconnut par là sa possession actuelle, & on pourvut en même temps à l'avenir; mais on ne détermina point si cette possession étoit de fait ou de droit. Cependant comme Henri VII épousa bientôt après Elifabeth d'Yorck, héritière directe & légitime du Conquérant, il acquit alors un véritable droit à la Couronne; & l'acte du Parlement, fait auparavant en sa faveur, a été réellement méprisé qu'il n'a jamais été imprimé dans nos Statuts.

Henri VIII, né du mariage de Henri VII & d'Elifabeth, succéda au Trône en vertu de son droit héréditaire, qu'il transmit successivement à ses enfans. Le Parlement, pendant son regne, s'occupa plusieurs fois de la Loi de succession. Nous trouvons même d'abord dans le Statut 25 de Henri VIII, chap. 12, un long détail des inconvéniens qu'avoient causés, & pouvoient encore causer des titres contestés, que l'on attribue à l'insuffisance des réglemens faits sur cet objet important. Et pour les prévenir, à l'avenir, on déclare que le Trône, appartenant à Sa Majesté, passerait à ses enfans mâles; & à leur défaut, à Lady Elifabeth & à ses

descendans. Elisabeth est déclarée par cet acte, la fille aînée & l'héritière du Roi, à l'exclusion de Marie, dont on supposoit la naissance illégitime, à cause du divorce de sa mere, la Reine Catherine. Ce même acte, en appelant Elisabeth à succéder à la Couronne, ainsi que sa postérité, au défaut de la ligne masculine, prévoyoit aussi l'extinction de la ligne féminine, & en transportoit les droits aux autres héritiers légitimes du Roi. Il marquoit expressément, que ce règlement avoit toujours été observé, & n'étoit pas une innovation; ainsi il fournit une preuve complete des quatre principes que nous avons établis précédemment.

Lorsque le Roi se sépara encore d'Anne de Boulen, la partie de ce même Statut, relative à la succession, fut révoquée par un article du Statut 28 du même Roi, chap. 7; dans lequel Elisabeth fut déclarée bâtarde, ainsi que Marie, & le droit d'hériter transporté aux enfans du Roi & de Jeanne Seymour & de ses futures épouses, & à leur défaut à ceux que Sa Majesté désigneroit par des Lettres-Patentes ou par son testament. C'étoit un pouvoir bien étendu que s'arrogeoit ici ce Monarque: mais comme il ne parloit que de concert avec l'autorité législative, on ne peut en contester la validité. Il ne s'en servit cependant jamais; car par le Statut 35, chap. 1, il légittima ses deux filles,

& fixa l'ordre de la succession, d'abord au Prince Edouard, puis à Marie, & après elle à Elisabeth & à leurs descendans respectifs. Ce fut en effet cet ordre qui fut observé, & il rentra dans le cours ordinaire & ancien de la succession.

Mais si ces actes opposés laissoient encore quelque doute, on peut voir le droit héréditaire de Marie, reconnu & confirmé dans les Statuts de cette Princesse, chap. 2. „ La Couronne „ de ce Royaume appartient loyalement, justement & de droit, à Sa Majesté la Reine „ regnante, qui en est l'héritière légitime & incontestable. ” Lorsqu'elle épousa Philippe d'Espagne, le Statut qui règle les préliminaires de ce mariage, assura encore la succession de la Couronne. „ Quant au droit héréditaire „ de ce Royaume & des lieux de la domination Angloise, il passera de la Reine à ses „ fils & à ses filles, selon les Loix connues, „ les Statuts & les usages de l'Angleterre. ” La manière dont le Parlement décide que la succession suivra son cours ordinaire, prouve tacitement le pouvoir qu'il a de le changer dans les circonstances où il le jugera nécessaire.

Le droit de la Reine Elisabeth, à son accession au Trône, fut reconnu d'une manière encore plus marquée que celui de sa sœur. C'est ainsi que s'exprime le Parlement : „ Sa Majesté

„ la Reine, est, & doit être, légitimement,
„ par les Loix de Dieu & par celles du Royau-
„ me, notre légitime Souveraine. Elle est
„ réellement descendue, en ligne directe, du
„ Sang Royal d'Angleterre; la Couronne & la
„ dignité Royale lui appartiennent de droit,
„ & passeront après elle à ses enfans." Dans
le Statut 13 du même regne, chap. 1, nous
trouvons le droit du Parlement de régler la
succession à la Couronne exposé d'une manière
très-claire. „ Si quelqu'un osoit soutenir ou
„ affirmer que la Loi commune de ce Royau-
„ me, tant que le Parlement ne l'aura point
„ changée, ne peut diminuer ni augmenter
„ les droits de la Couronne; & que Sa Ma-
„ jesté, la Reine, de concert avec le Parle-
„ ment, n'a pas le pouvoir de faire des Loix
„ & des Statuts pour limiter & resserrer ces
„ mêmes droits de la Couronne, changer l'or-
„ dre de la succession, & réformer le gouverne-
„ ment; il sera réputé coupable du crime de
„ haute trahison, au cas qu'il soutienne ces
„ opinions pendant la vie de la Reine; & de
„ malversation grave s'il les soutient quand elle
„ ne sera plus : auquel cas il encourra la perte
„ de ses biens & de ses meubles."

A la mort d'Elisabeth, qui ne laissa point
d'enfans, la branche de Henri VIII étant étein-
te, il fallut recourir aux descendans de Hen-

ri VII, par Elisabeth d'Yorck, sa femme. Sa fille aînée (Marguerite) avoit épousé Jacques IV, Roi d'Ecosse. Jacques, sixieme de ce nom en Ecosse, & premier en Angleterre, descendoit de ce mariage en ligne directe. Il réunissoit en conséquence dans sa personne, & ainsi qu'Henri VIII, tous les droits des différens prétendans à la Couronne, depuis Guillaume le Conquérant, dont il étoit alors l'héritier légitime & direct. Ce qu'il y a de plus remarquable encore, c'est qu'il réunissoit aussi les droits des anciens Rois Saxons, qui avoient été suspendus depuis la Conquête, & qui semblerent revivre à son accession. Car, comme nous l'avons observé précédemment, Marguerite, la sœur d'Edgar Atheling, fils d'Edouard *le Proscrit*, petite-fille d'Edmond *Côte de fer*, étoit celle en qui résidoit le droit héréditaire des Monarques Saxons, supposé qu'il n'eût point été aboli par la Conquête. Elle avoit épousé Malcolm, Roi d'Ecosse; & Henri II, qui devoit le jour à leur fille Mathilde, est regardé généralement comme le restaurateur de la ligne Saxonne. Mais il faut se souvenir que Malcolm eut de sa femme des fils aussi-bien que des filles, & que la Famille Royale d'Ecosse étant depuis ce temps la postérité de Malcolm & de Marguerite; Jacques étoit leur héritier direct, & réunissoit en con-

féquence toutes les prétentions héréditaires au Trône d'Angleterre comme à celui d'Ecoffe, en qualité de descendant d'Egbert & de Guillaume le *Conquérant*.

Il n'est donc pas étonnant qu'un Prince, qui avoit plus de fâvoir que de fâgeffe, & qui pouvoit remonter au-delà de 800 ans pour trouver l'origine de fon droit, prêtât facilement l'oreille aux flatteurs de fon temps, qui lui difoient que fon titre avoit quelque chofe de divin, & qu'il portoit l'empreinte vifible du doigt de Dieu qui le lui avoit confervé. L'institution dont émanoit ce droit, étoit afûrément fâge, mais clairement humaine, & fon titre plus positif que naturel. Auffi le Parlement d'Angleterre ne l'envisagea-t-il jamais autrement, puisque par l'acte de la premiere année de Jacques, il reconnoît qu'immédiatement après le décès d'Elifabeth, derniere Reine d'Angleterre, la Couronne eft descendue, par droit de naiffance, à Sa Majefté, comme à l'unique loyal & légitime rejetton de la Famille Royale d'Angleterre; fans qu'il fe trouve un feul mot qui défigne un droit immédiatement dérivé du ciel.

Mais fi la doctrine du droit divin eft une abfurdté, quel nom donnerons-nous à celle de ces Juges infâmes, qui ne pouvant ignorer la réunion des droits héréditaires & humains

dans ce Prince, oserent objecter à son fils & à son héritier (Charles I), qu'il étoit un Prince électif ; & qu'élu par le peuple , il lui devoit compte de sa conduite ? La confusion, l'instabilité, la folie féroce, qui suivirent la mort de ce Prince, aussi religieux qu'infortuné, déposeront éternellement en faveur de la Monarchie héréditaire, chez un peuple détrompé, qui sentit enfin la nécessité de la rétablir ; & ce fut pour recouvrer la paix, qui n'existoit plus depuis vingt ans, que le Parlement rappella le légitime héritier du Trône. La proclamation qui fut faite à ce sujet par les deux Chambres, porte que : „ selon leur devoir „ & leur serment, elles reconnoissent unanimement & avec joie, qu'immédiatement „ après la mort du dernier Roi (Charles), „ la souveraineté de ce Royaume, appartenant „ par droit de naissance & de succession, à Sa „ Majesté (Charles II), comme étant le légitime descendant & le plus près du Sang Royal ; „ la Nation se soumettoit humblement à lui, „ & lui promettoit fidélité pour lui & sa „ postérité. ”

Ces détails prouvent clairement & invinciblement, que la Couronne d'Angleterre est héréditaire depuis la plus haute antiquité. Consacrons maintenant le reste du Chapitre à retracer les exemples où le Parlement a fait usage

de son pouvoir de changer ou de limiter la succession ; ainsi que nous avons déjà vu qu'il l'exerça sous les regnes de Henri IV, Henri VII, Henri VIII, Marie & Elisabeth.

Le premier que je rapporterai est le fameux Bill d'exclusion, qui causa tant de fermentation à la fin du regne de Charles II. On sait que le but de ce Bill étoit d'exclure le Duc d'York, frere du Roi & son héritier présomptif, parce qu'il étoit Catholique Romain ? Que ce Bill passa dans la Chambre des Communes, & fut rejeté dans celle des Pairs ? Que le Roi avoit aussi déclaré d'avance qu'il n'y donneroit jamais son consentement ? Nous recueillerons de cette affaire deux observations. 1°. Qu'on reconnoissoit généralement que la Couronne étoit héréditaire, & que l'ordre de la succession pouvoit être changé par le Parlement ; sans quoi il eût été inutile de proposer ce Bill. 2°. Que le Parlement avoit le pouvoir de transporter l'héritage à un autre. Car s'il ne l'avoit pas eu, le Bill qu'il auroit porté sur ce sujet, auroit été inutile. Les Communes reconnoissoient l'existence actuelle du droit héréditaire ; les Pairs ne contestoient pas sur le pouvoir d'exclure le Duc d'York ; mais sur le motif de l'exclusion. Le Bill n'eut donc pas lieu ; Jacques II monta sur le Trône de ses ancêtres, & en auroit joui toute sa vie, si sa conduite qui

révolta ses fujets , & plusieurs autres circonstances , n'eussent pas occasionné la révolution de 1688.

Les événemens mémorables , & les principes d'après lesquels on agit alors , offrent un cas nouveau & politique ; & l'Histoire de la Nation n'en avoit encore fourni aucun exemple. Ces principes furent l'abdication du Monarque regnant , & en conséquence la vacance du Trône. Il ne s'agissoit pas alors d'un nouveau changement dans le droit de succéder à la Couronne fait par le Roi & les deux Chambres du Parlement ; cet ouvrage fut celui de la Nation , persuadée qu'elle n'avoit plus de Roi. Les Pairs & les Communes assemblés pour délibérer sur cette vacance supposée , décidèrent unanimement : que « le Roi Jacques II , ayant » tenté d'anéantir la Constitution de ce Royaume ; ayant rompu le contrat passé originai- » rement entre le Roi & le Peuple. ; ayant vio- » lé , par le conseil des Jésuites & d'autres mé- » chans , les Loix fondamentales ; & s'étant » retiré hors du Royaume , avoit en consé- » quence abdiqué le gouvernement , & laissé » le Trône vacant. » C'est ainsi que par cette vacance subite & inattendue , finit l'ancienne lignée des Rois qui avoient occupé le Trône pendant six cens ans depuis la Conquête , & près de neuf cens en comptant depuis la réu-

nion de l'Heptarchie sous le Roi Egbert. Les faits cités , à l'appui de cette résolution de la Nation , les efforts du Roi pour renverser la Constitution , la brèche faite par lui au contrat qui existoit entre le Roi & le peuple , la violation des Loix fondamentales & son éloignement du Royaume , étoient de la dernière évidence & de la dernière notoriété. Dès là ces faits furent regardés comme l'équivalent d'une abdication formelle du gouvernement ; abdication dont l'effet , au lieu de s'arrêter simplement au Roi , s'étendoit encore sur ses héritiers & rendoit le Trône vacant. Ce sont nos ancêtres qui nous ont appris à tirer ces conséquences : dès qu'il s'éleve un différent entre la société entière & le premier Magistrat , revêtu d'un pouvoir qu'il tient originairement de cette société ; il ne peut être décidé que par la société elle-même. Il n'y a point d'autre Tribunal sur la terre , où un pareil différent puisse être porté. Nos ancêtres ont solennellement décidé , dans une Assemblée Parlementaire qui représentoit toute la Nation , qu'on ne pouvoit tirer des conséquences différentes d'une suite de faits tels que ceux que nous avons rapportés. On peut même voir les raisons qui motiverent leur décision , dans les actes des Parlemens de ce temps-là. Ces mêmes raisons , considérées comme un objet de spéculation

lation dans notre histoire , peuvent procurer une instruction agréable aux lecteurs ; mais il ne faut pas qu'ils poussent leurs recherches trop loin. L'idée qui suppose la conscience de la postérité intéressée à l'équité de ses ancêtres , a donné lieu à plusieurs hérésies funestes en politique , lesquelles ont long-temps troublé l'Etat , & qui heureusement n'existent plus. J'aime mieux considérer ce grand événement politique d'après le fondement solide de l'autorité , que de chercher à en vanter la justice , la convenance & la modération ; car , si par hasard , nous le trouvions injuste , oppressif & peu convenable ; nous ne pourrions plus le voir que comme l'effet de la révolte & du trouble. Nos ancêtres étoient sans doute autorisés à résoudre cette grande & importante question : ils l'ont fait , & dans l'éloignement où nous nous trouvons d'eux , notre devoir est de nous soumettre à leur décision. Nés sous une nouvelle Constitution établie sur ce fondement , la religion & la politique nous obligent à la soutenir.

En montrant que cet événement est appuyé sur le fondement solide & inébranlable de l'autorité qui le justifie , la justice & la vérité nous forcent d'ajouter en même temps , qu'il fut conduit avec une modération qui suppose nécessairement de l'équité ; & que si à quelques égards

on alla un peu au-delà de la lettre de nos anciennes Loix , nous montrerons bientôt la raison qui obligea de s'en écarter , en se conformant exactement à l'esprit de notre Constitution & aux droits de la nature humaine. Si enfin ce grand ouvrage ne fut pas aussi parfait qu'on pouvoit le desirer , on doit reconnoître que dans l'Ere nouvelle qui commença , les bornes de la prérogative Royale & de la liberté du peuple , furent mieux tracées , les principes du gouvernement mieux approfondis & mieux entendus , les droits des sujets mieux gardés par les Loix que dans toute autre époque de notre Histoire. On doit observer en particulier dans cet acte important , qu'on évita avec sagesse les extrêmes des théories visionnaires de quelques zélés Républicains ; & qu'on se contenta de dire , que la conduite du Roi Jacques étoit une tentative visant à détruire le gouvernement , & non pas qu'il l'eût totalement détruit , ou prétendu absolument détruire : destruction qui , suivant les principes de Mr Locke , eût bientôt ruiné toutes les distinctions , les rangs , les honneurs , les emplois , les propriétés ; qui auroit anéanti le souverain pouvoir , aboli par conséquent les Loix positives , & mis le peuple en droit de créer un nouveau système de gouvernement. On décida seulement que l'effet de la conduite du Roi n'étant

rien de plus qu'une abdication qui laissoit le Trône vacant, le gouvernement étoit censé subsister toujours, quoique le premier Magistrat, chargé du pouvoir exécutif, n'existât plus, & que la dignité Royale n'étoit pas détruite, quoique Jacques ne fût plus Roi. Ainsi la Constitution fut conservée toute entière; laquelle, en partant des véritables principes du gouvernement, auroit été détruite, si l'autorité Royale, qui en fait une partie si importante, avoit été abolie, ou seulement suspendue.

La vacance du Trône une fois établie, le reste s'ensuivit sans difficulté; car si le Trône est une fois vacant, ce qui peut arriver par d'autres moyens que celui de l'abdication: comme si, par exemple, la Famille Royale venoit à s'éteindre, & que le Parlement ne lui eût pas encore nommé de successeur: si, dis-je, le Trône venoit à vaquer de quelque façon que ce fût, le droit d'en disposer appartient sans contredit aux Pairs & aux Communes qui représentent la Nation. Car ce droit ne pouvant être en d'autres mains, il est essentiel qu'il se trouve quelque part, sans quoi le gouvernement périroit. Les deux Chambres ayant donc prononcé la vacance du Trône, en disposèrent de la manière qu'elles jugèrent la plus convenable. C'est même ainsi qu'elles s'expri-

merent dans leur déclaration du 2 Février 1688. „ Guillaume & Marie, Prince & Princesse d'Orange, sont déclarés Roi & Reine d'Angleterre : ils garderont la Couronne pendant leur vie. Elle passera ensuite à celui des deux qui survivra à l'autre. L'exercice plein & entier du pouvoir Royal sera dans les mains du Prince d'Orange, & il le tiendra en son nom & en celui de la Princesse, pendant leur vie. Après leur mort, le Trône passera aux héritiers nés de la Princesse Marie. A leur défaut à la Princesse Anne de Dannemark & à ses enfans ; & si elle n'en a point, aux héritiers du Prince d'Orange. “

D'après les principes que nous avons établis, la Nation pouvoit, si elle eût voulu, transporter la Couronne dans une autre famille étrangère au Sang des Rois. Mais elle connoissoit trop bien les avantages de la succession héréditaire, & son influence sur l'esprit des peuples, pour s'écarter de l'ancienne ligne plus que ne l'exigeoient les circonstances du moment & l'intérêt public. On appella donc à la Couronne le Roi Guillaume & la Reine Marie, fille aînée du Roi Jacques, pour en jouir pendant leur vie. Le survivant devoit la posséder seul. Après la mort de ce dernier, la Nation appelloit les enfans de Marie, à leur défaut la Princesse Anne, deuxième fille de Jac-

ques, & ses propres enfans. Et s'ils venoient à manquer, la Nation transmettoit leurs droits aux héritiers de Guillaume, qui étoit petit-fils de Charles I, & à la fois neveu & gendre de Jacques II, puisqu'il devoit le jour à Marie, sa sœur aînée. Cet arrangement embrassoit par conséquent toute la postérité protestante de Charles I, & n'excluoit que la branche de Jacques II, dans la crainte d'admettre des Catholiques Romains à la succession. Tel fut l'ordre qui fut suivi.

Ainsi ces trois Princes, le Roi Guillaume ; la Reine Marie, & la Reine Anne, ne monterent pas sur le Trône par droit héréditaire de descendance ; ils l'obtinent à titre de don ou d'acquisition, pour nous servir des expressions des Jurisconsultes, qui entendent par-là un bien acquis, & non un bien dont on a hérité. La nouvelle Loi, comme on le voit, ne se borna pas à exclure le Roi Jacques & celui qui portoit le nom de Prince de Galles ; le cours ordinaire de descendance fut interrompu, quoiqu'on tâchât de le conserver, & qu'on y eût beaucoup d'égard. Si l'abdication n'avoit pas eu lieu, voici quel auroit été l'ordre de la succession. Si le Roi Jacques n'avoit point eu alors d'autres enfans que Marie & Anne ; il auroit été remplacé par Marie, & ses enfans, par Anne & ses enfans, ou enfin par Guillaume &

ses enfans. La convention faite, à l'abdication, intervertit cet ordre en partie : Marie fut nommée Reine conjointement avec son époux Guillaume, qui seul eut l'autorité Royale, & qui se trouva encore préféré à la Reine Anne, puisqu'il devoit encore regner s'il lui survivoit. Donc on voit clairement que Guillaume & Marie & leur postérité, étoient dans le cas de posséder successivement la Couronne en vertu d'un droit différent de celui qui étoit fondé sur l'ordre ordinaire des descendance.

Ce ne fut que sur la fin du regne de Guillaume, & quand toutes les apparences de postérité de la part de ces Princes s'évanouirent, par la mort du Duc de Glocestre, que le Roi & le Parlement jugerent nécessaire d'exercer leur droit de pourvoir à la succession, pour prévenir une nouvelle vacance du Trône, qui auroit eu lieu après leur mort : car on n'avoit étendu le réglément à cet égard, lors de la révolution, que jusqu'aux descendans de Guillaume, de Marie, & d'Anne. Le Parlement, il est vrai, avoit décidé par l'acte de la première année de Guillaume, Statut 2, chap. 2, que toute personne attachée au St. Siege & professant la religion Catholique Romaine, seroit par ce motif même exclu de la succession, & déclaré inhabile à y prétendre à l'avenir ; que dans tous les cas de cette espece, le Peuple seroit

délié du serment d'obéissance; que la Couronne passeroit aux Princes protestans, qui en eussent hérité si les Princes catholiques eussent été morts; & que la même exclusion est prononcée contre les Princes protestans qui se seroient mariés à des Princesses Catholiques. Pour agir conséquemment & conserver les égards dus à la succession héréditaire, on jeta les yeux sur la Princesse Sophie, Electrice & Duchesse Douairiere d'Hanovre, la femme la plus accomplie de son siecle. Car attendu que l'extinction de la postérité protestante de Charles I, paroissoit prochaine, l'ancienne Loi Royale autorisoit à recourir aux descendans de Jacques I; & la Princesse fille cadette d'Elisabeth, Reine de Bohême, fille de Jacques I, étant alors de tous les Princes du Sang Royal qui ne professoient point la religion Catholique celle qui étoit le plus près du Trône; elle y fut donc appelée ainsi que ses descendans protestans, au défaut de ceux de Guillaume & de la Reine Anne, par l'acte de la douzieme ou treizieme année de Guillaume, chap. 2, qui porte aussi cette clause importante: "Que quicon-

„ que monteroit sur le Trône d'Angleterre,
 „ se joindroit à la communion de l'Eglise An-
 „ glicane, telle qu'elle est établie par la Loi.

Tel fut le dernier règlement du Parlement, relatif à la succession. Ceux qu'il a fait succes-

sivement depuis Henri IV , jusqu'à présent ; prouvent si bien le pouvoir qu'ont le Roi & le Parlement d'en faire de pareils & de plus considérables , qu'il seroit inutile de le contester. On voit encore dans l'acte de la sixieme année de la Reine Anne , chap. 7 , que si quelqu'un osait malicieusement & directement soutenir , écrire ou imprimer , que les Rois d'Angleterre , de concert avec les Parlemens , ne peuvent pas faire des Loix pour décider de la Couronne , & changer l'ordre des descendances ; il sera réputé coupable de haute trahison ; & que s'il prêchoit cette opinion , s'il l'enseignoit , ou s'il en parloit seulement , il encourroit la peine de la prison , & la confiscation de ses biens.

La Princesse Sophie étant morte avant la Reine Anne , son droit passa à son fils Georges , qui succéda en effet à la Reine Anne. Après lui la Couronne passa sur la tête de Sa Majesté Georges II , & ensuite sur celle de son petit-fils & héritier , Georges III , notre gracieux Souverain actuel.

On peut conclure de tout ce que nous avons dit , que le droit à la Couronne est à présent héréditaire , quoiqu'il ne le soit pas d'une manière tout-à-fait aussi absolue qu'il l'étoit auparavant , & que la tige commune d'où la ligne de descendance commence , est aussi différente. Egbert fut d'abord la tige commune ; de là

Guillaume le Conquérant en forma une autre; les deux tiges communes se réunirent en Jacques I, & leur descendance commune se prolongea jusqu'à la vacance du Trône en 1688. En suite c'est à la Princesse Sophie que le nouveau Roi & le Parlement ont transmis le droit de succéder. La descendance fut d'abord rigoureuse & absolue; la Couronne passa toujours au plus prochain héritier; mais depuis la nouvelle Constitution, la succession est conditionnelle, & elle n'appartient aux héritiers de la Princesse Sophie, qu'autant qu'ils seront Protestans, Membres de l'Eglise Anglicane, & mariés à des Protestantes. Tel est, je crois, le juste milieu dans lequel consiste la véritable doctrine de la succession au Trône de la Grande-Bretagne. Les deux extrêmes détruiroient également le but pour lequel la société est formée, & la base qui la soutient. Si le peuple étoit autorisé à élire son principal Magistrat, à chaque succession; s'il pouvoit, suivant les Loix, le déposer ou le punir; cette prérogative qu'on se plaît à regarder communément comme le triomphe de la liberté (mais qui n'est en effet imposante que dans la spéculation) ne produiroit que troubles, désordres, & enfin l'anarchie. D'un autre côté, un droit héréditaire, immuable & de droit divin, entraînant nécessairement la doctrine d'une obéissance passi-

ve & illimitée , seroit sans doute la plus oppressive & la plus redoutable de toutes les Constitutions. Mais lorsqu'un droit héréditaire , tel que celui que nos Loix ont créé & attribué au Souverain , est intimement lié avec ces privilèges & ces droits établis dans notre Chapitre précédent , & se trouve être , pour ainsi dire , également le patrimoine des sujets ; une telle union doit former une Constitution aussi admirable dans la théorie , que louable & faite pour subsister long-temps dans la pratique. Il étoit de mon devoir de présenter à vos yeux cette Constitution dans son ancien & vrai point de vue : c'est celui de tout bon Anglois de la bien connoître , de la respecter , & de la défendre.



CHAPITRE IV.

Du Roi & de la Famille Royale.

LA Reine est la personne la plus considérable de la Famille Royale, soit qu'on la considère comme régente ou comme regnante elle-même, ou comme femme du Roi, ou enfin comme veuve du Roi. La Reine regnante ou Souveraine, tient sa Couronne de son propre droit. Telles furent, Marie, Elisabeth & Anne. La Reine alors jouit de tous les droits de la Royauté; elle exerce le même pouvoir; elle a les mêmes prérogatives que le Roi, ainsi que nous l'avons dit dans le Chapitre précédent de ces Commentaires, & qu'il est stipulé dans les premier & troisième Statuts de Marie, chap. 1. Mais si elle n'est assise sur le Trône que comme femme du Roi, alors elle ne jouit que de quelques prérogatives qui sont attachées à son titre, & dont les autres femmes ne jouissent pas. Elle est alors considérée comme personne publique; mais tout-à-fait distincte de la personne du Roi. Les autres femmes perdent leur existence légale lorsqu'elles se marient, & n'en ont aucune tant que leur union avec leurs maris subsistent; au lieu que la femme

du Roi , conservant toute la sienne , peut posséder & acquérir en son nom des terres , les affermer , les vendre & les transporter comme bon lui semble. Elle peut aussi , sur ces mêmes terres , créer des fiefs , des titres , enfin agir à son gré dans tout ce qui concerne ses possessions , sans le concours ni l'autorisation de son mari ; ce que les autres femmes ne peuvent pas faire. Ces privilèges dont jouissent les Reines d'Angleterre sont très-anciens , ils subsistoient même du temps des Saxons. Elles peuvent aussi recevoir des concessions des Rois , leurs maris : ce qui est défendu par la Loi pour les autres femmes. Les femmes des Empereurs Romains (ainsi que le dit Justinien) jouissoient du même droit , & elles pouvoient aussi faire des concessions à leurs maris. La Reine d'Angleterre a une Cour & des Officiers de Justice particuliers , tout-à-fait distincts de ceux du Roi ; ce Tribunal a une forme de procédure & suit des Loix qui ne sont pas celles des autres Tribunaux. La Reine a son Procureur général & son Solliciteur , ou Avocat général particulier. Ces Officiers ont séance à la barre des Cours de Justice de Sa Majesté , & entrée dans son Conseil privé. Sans avoir besoin de l'assistance du Roi , elle peut intenter un procès , & on peut l'attaquer en justice , sans que le Roi soit compris dans l'instance. Comme elle

à la faculté de posséder en propre des terres, elle a le pouvoir d'en disposer par testament. Enfin pour tous les actes civils, on la considère comme femme seule, non mariée, & qui, quoique mariée, n'est pas sous la tutelle d'un mari. La raison de cette indépendance (dit le Chevalier Edouard Coke) c'est que le Roi, obligé de s'occuper entièrement des affaires publiques, *& circa ardua Regni*, ne peut ni ne doit s'occuper des affaires domestiques de sa femme, & que dès lors elle doit avoir personnellement la capacité nécessaire pour les régir elle-même, sans le concours & l'appui de son mari.

La Reine d'Angleterre jouit de plusieurs exemptions & prérogatives ; telles que celles de ne payer aucune espèce de droits. Elle ne peut être condamnée par aucune Cour à payer aucune amende ; mais dans tous les cas où la Loi ne lui donne pas d'exemption, elle est, comme tous les autres sujets, soumise à tout ce que la Loi ordonne & prescrit : attendu qu'elle est comme une autre sujette du Roi, & non pas son égale. Ce qui est conforme à la Loi Romaine, qui dit : *Augusta Legibus soluta non est.*

Le revenu de la Reine est formé en partie de quelques droits qui se lèvent pour elle.

1°. Le droit appelé *Aurum Reginae*, qui est sur tout ce qu'on paye au Roi pour obtenir

une permission, un privilege, la remise d'une peine, ou quelque autre grace que ce soit. De façon que si, pour cet effet, on donne au Roi cent marcs d'argent, on en paie cent & dix : lesquels dix marcs équivaloient autrefois à un marc d'or. C'est ce qui a fait qu'on a nommé cette dîme, *Aurum Reginæ*. Il n'en est pas de même des subfides payés au Roi par la Nation, ni des amendes auxquelles les particuliers sont condamnés envers lui par la Loi, ni des autres dons faits au Roi, qui ne sont pas un équivalent d'une grace accordée. La Reine n'a rien non plus à prétendre sur toutes les ventes, de même que sur toute espèce de disposition que fait le Roi de ses revenus.

Le revenu de nos Reines, avant & immédiatement après la Conquête, consistoit dans certaines parties de domaines dont la jouissance étoit attachée à la Couronne; & cette partie de domaine étoit totalement séparée & distincte de ceux du Roi. Dans le *Domesdaybook* (ou Cadaastre) fait sous Guillaume le Conquérant, de toutes les terres du Royaume, il est mention de celles dont la jouissance étoit attribuée à la Reine. On y trouve aussi la quantité d'or & les rentes qui étoient réservées pour la Reine. Ces différens objets de ses revenus étoient destinés pour l'achat de la laine, de l'huile pour ses lampes, & des différentes pie-

ces qui composoient son habillement , ses joyaux & autres accoutremensⁿ nécessaires depuis la tête jusqu'aux pieds. Sous Henri II, la ville de Londres fit présent à la Reine d'une robe , qui coûta plus de 80 liv. sterlin. Les Anglois avoient emprunté cet usage des Orientaux , chez lesquels les Villes & les Provinces étoient obligées de fournir tous les habits & ornemens des Reines. On croit aussi que ce droit d'*aurum Reginae* , dont jouissoient les anciennes Reines d'Angleterre , formoit une addition à leur revenu fixe , & étoit une suite de l'usage où on étoit alors de s'adresser à la Reine , lorsqu'on vouloit obtenir quelques graces du Roi ; & on le regardoit sans doute comme le prix des peines qu'elle prenoit pour les faire accorder. Il est parlé de cette espèce de paiement dansⁿ le *Domesdaybook* , dans le rolle de Henri I , & dans celui fait sous Henri II , pour déterminer la maniere de lever les impôts.

Depuis ce temps , jusqu'à la mort de Henri VIII, les Reines d'Angleterre ont toujours joui du droit d'*aurum Reginae* , lequel ne fut pas jusqu'alors interrompu. Mais comme jusqu'au regne de Jacques I, le Trône ne fut occupé par aucun Roi marié ; ce droit fut , pour ainsi dire , oublié. Cette interruption , qui fut de 60 ans , le rendit même douteux , au point que la femme de

Jacques I tenta vainement de le faire revivre. Son mari ayant consulté les Juges & les Barons sur la légitimité des prétentions de cette Princeſſe, leur déciſion fut ſi défavorable qu'elle prit le parti d'y renoncer. En 1635, temps où Charles I mettoit tout en œuvre pour avoir de l'argent, & qu'il tâchoit pour cela de faire revivre les anciens uſages qui pouvoient lui en procurer, (témoin la taxe ſur les vaiſſeaux qui lui fut ſi funeſte !) Ce Prince, à la réquiſition de ſa femme, Henriette, donna un *Writ*, ou décret, pour percevoir le droit de la Reine, *aurum Reginae*. Mais ayant vu que ſon produit étoit peu conſidérable, & les frais qu'occaſionnoient ſa perception, trop forts; il l'acheta de ſa femme, moyennant dix mille livres ſterlin. Le produit de ce même droit fut enfin réduit preſqu'à rien, loſqu'après la *Reſtauration*, on eut ôté au Roi pluſieurs des droits dont ſes prédéceſſeurs avoient joui. Ce fut même en vain que M. Prynne fit un Traité expreſ pour engager la Reine à l'exercer : cette Princeſſe ne voulut jamais y acquieſcer, & l'honneur que retira M. Prynne de ce Traité, fut tout ce qu'il produiſit.

Un autre droit, dont tous les anciens Auteurs font mention, & qui appartenoit aux femmes de nos Rois, mérite que nous en diſions un mot. C'eſt celui qu'elles recevoient, conjointement

conjointement avec le Roi, de tous ceux qui prenoient une baleine sur les côtes d'Angleterre, attendu que ce poisson étoit réputé poisson Royal, dont *la tête appartenoit au Roi, & la queue à la Reine*. La raison de ce plaisant partage est même motivée dans nos anciennes Archives, qui disent que la queue étoit pour le service de la garde-robe de la Reine. *De sturgione observetur, quod Rex illum habebit integrum; de balenâ verò sufficit, si Rex habeat caput & Regina caudam.*

Mais, quoique la Reine soit censée être sujette du Roi, les Loix ont pourvu à la sûreté de sa personne & à la conservation de sa vie, comme à celle même de son époux. Dans le Statut 25 d'Edouard III, il est formellement dit: que projeter la mort de *Notre Dame, femme du Roi*, tramer quelque chose contre sa personne, ou contre sa vie; c'est se rendre coupable du crime de haute trahison envers son mari. Que tenter de la séduire, ou former quelque projet pour la violer, est un crime aussi grand que si on l'avoit exécuté, & dont le consentement même de la Reine ne diminueroit point l'atrocité. Une autre Loi de Henri VIII, déclare coupable de trahison toute femme qui, n'étant plus vierge, épouserait le Roi, sans lui avoir auparavant avoué sa faute. Mais cette Loi fut révoquée peu de temps après, parce qu'on la

trouva contraire à la Loi de la nature & à la modestie du sexe. Cependant si la Reine étoit accusée, soit du vivant, soit après la mort du Roi, du crime de trahison, de quelque nature qu'il fût; elle doit être jugée par la Chambre des Pairs, ainsi que le fut la Reine Anne de Boulen, femme de Henri VIII.

L'époux d'une Reine regnante, tel que le Prince Georges de Dannemark, qui l'étoit de la Reine Anne, est soumis aux Loix, comme les autres sujets; mais dans le cas de haute trahison, il ne peut avoir d'autres Juges que la Chambre des Pairs. Cependant pour toute espèce d'infidélité conjugale, il n'encourt pas les peines portées par les Loix contre ceux qui s'en rendent coupables; sans doute à cause des conséquences que pourroit avoir la conviction de ce délit, eu égard à la honte qui en rejalleroit sur la Reine elle-même, ainsi qu'à cause des doutes que cela pourroit faire naître sur la légitimité de l'héritier de la Couronne.

Une Reine Douairière, veuve du Roi, jouit de tous les mêmes droits dont elle jouissoit du vivant de son mari; à l'exception qu'un attentat contre sa vie, & le viol même, ne sont plus réputés crimes de haute trahison; attendu que l'héritier du Trône n'est plus intéressé ni à l'un, ni à l'autre crime. Cependant, *pro dignitate regali*, on ne peut épouser une Reine

Douairiere, sans le consentement du Roi regnant, & cela sous peine de perdre ses terres ou ses autres biens. Le Chevalier Coke rapporte, à cette occasion, un acte du Parlement du regne de Henri VI, où cela est formellement énoncé; mais il n'a pas été imprimé. Cependant une Reine d'Angleterre, Douairiere, qui, après en avoir obtenu la permission du Roi regnant, se remarie, ne perd pas son douaire, quand bien même elle seroit étrangère; & en cela nous nous écartons de l'usage observé chez presque tous les étrangers. Si elle se remarie à un simple sujet du Roi, elle ne perd même rien des prérogatives de sa dignité Royale. Les femmes des Pairs d'Angleterre, après la mort de leurs maris, ont aussi le même privilege; de façon que si elles épousent un homme, même du commun, elles continuent de jouir, comme auparavant, des droits de leur dignité. C'est ainsi que lorsque Catherine, veuve de Henri V, épousa Owen Tudor (simple Gentilhomme), elle conserva le titre de Reine Douairiere, dans un procès qu'elle eut à soutenir contre l'Evêque de Carlisle. Il en fut de même de la Reine de Navarre, veuve d'Edmond, frere d'Edouard I, qui conserva son titre de Reine de Navarre & son douaire.

L'héritier présomptif de la Couronne [le

Prince de Galles], La Princesse de Galles sa femme, & la Princesse Royale, fille aînée du Roi, sont aussi spécialement protégés par la Loi. Le Statut 25 d'Edouard III, dit : que conspirer contre leur personne, attenter à leur vie, ou violer leur chasteté, c'est se rendre coupable du crime de haute trahison, & encourir la peine de ce crime, comme si on l'eût commis contre le Roi ou contre la Reine : & cela par respect pour l'héritier présomptif de la Couronne. Car la fille aînée, ayant droit au Trône, au défaut de mâle, doit être aussi protégée par les Loix que le Prince de Galles même, & doit l'être bien plus encore que ses sœurs cadettes.

Du temps de la Loi féodale, le Roi avoit le droit de lever un impôt sur ses sujets, pour le mariage de sa fille aînée seulement. L'héritier de la Couronne d'Angleterre porte toujours le titre de Prince de Galles, & de Comte de Chester, & on lui donne alors l'investiture de ces deux dignités. Et si c'est le fils aîné du Roi qui est l'héritier présomptif, il est encore reconnu Duc de Cornwal, sans qu'il soit besoin de l'investir de cette dignité, qu'il est censé tenir à titre d'héritage.

Les autres enfans du Roi ne jouissent d'aucun autre droit, que de ceux que la Loi donne aux Pairs du Royaume. Ils ont seulement le pas sur ceux-ci, soit ecclésiastiques, soit laïques. Le

Statut 31 de Henri VIII, chap. 10, dit formellement : qu'aucune personne n'aura la préférence dans les Chambres du Parlement & ailleurs, avant les fils, les freres, les oncles & les neveux du Roi. Le Chevalier Coke prétend même que ce droit doit s'étendre jusqu'aux petits-fils, & indifféremment au fils du frere & de la sœur du Roi. Aussi, lorsque le feu Roi [Georges II] créa son petit-fils (second fils de Frédéric, Prince de Galles) Duc d'Yorck ; il ordonna qu'il prendroit place dans la Chambre haute après le Duc de Cumberland, le plus jeune de ses fils, & par conséquent oncle du Duc d'Yorck ; c'est-à-dire, à la gauche du Trône. Mais lorsque le Roi regnant [Georges III] monta sur le Trône, ces Princes se mirent aux rangs que doivent avoir les freres, les oncles & les neveux du Roi : de sorte que lorsque le Duc de Glocestre, second frere du Roi, prit place dans la Chambre haute, il fut se placer sur le banc & à la tête des Ducs.

En 1718, sur une question faite par Georges I aux grands Juges, il fut décidé, à la pluralité des voix, que l'éducation des petits-fils du Roi, pendant leur minorité, appartenoit au Roi ; lequel avoit aussi le droit d'approuver ou de désapprouver leurs mariages, quoique leur pere [le Prince de Galles] fût encore vivant.

CHAPITRE V.

Des Conseils du Roi.

LE troisieme point de vue sous lequel nous devons considérer le Roi, nous conduit à ses Conseils. La Loi lui en a assigné plusieurs pour l'assister dans l'exercice de ses devoirs & de ses prérogatives, & pour l'aider à soutenir sa dignité. 1°. Le premier de ces Conseils est le Parlement, dont nous avons déjà parlé. 2°. Les Pairs du Royaume sont, par leur naissance, les Conseillers héréditaires de la Couronne. Ils peuvent être appelés par le Roi, pour l'aider de leurs avis dans les affaires qui intéressent le Royaume, quand même le Parlement seroit assemblé. Mais c'est principalement pour le temps où il ne l'est pas que leurs conseils sont jugés nécessaires, & qu'on les a convoqués. Quelquefois *Bracton*, en parlant de la Noblesse de son temps, disoit, qu'on pouvoit appeller ceux qui la composent : *Consules à consulendo; Regis enim tales sibi associant ad consulendum.* Dans le recueil de nos Loix il est dit, que les Pairs furent créés pour conseiller & pour défendre le Roi : *Ad consulendum, ad defendendum Regem.* C'est pour cette raison que la Loi leur

accorde de grands privileges, tels que celui de ne pouvoir être arrêtés, lors même que le Parlement n'est point assemblé; car la Loi les suppose toujours assistant le Roi par leurs conseils, pour le bien de la Patrie, ou le défendant par leur valeur.

Les anciens temps nous présentent des exemples fréquens de la convocation des Pairs pour conseiller le Roi. Mais cet usage est tombé en désuétude, depuis que les assemblées du Parlement sont plus régulières, & moins éloignées les unes des autres. Sir Edouard Coke a donné l'extrait d'un acte de la cinquième année d'Henri IV, à l'occasion d'un échange de terres, fait par le Roi & le Comte de Northumberland; où l'on convient que la valeur respective de ces terres sera fixée par le Parlement, s'il est assemblé un mois avant la fête de *Ste. Lucie*; ou autrement par le grand Conseil (des Pairs) que le Roi promet de convoquer après cette fête, dans le cas où le Parlement ne le feroit pas. On trouve plusieurs exemples de ces convocations sous nos anciens Rois, & elles furent cependant si négligées dans la suite, que lorsque Charles I, en 1640, donna un ordre scellé du grand sceau pour appeler tous les Pairs à un Conseil qu'il vouloit tenir à York; le Comte de Clarendon parla de ce projet comme d'une nouveauté dont on

n'avoit jamais entendu parler auparavant ; c'est-à-dire, ainsi qu'il l'explique ensuite lui-même, comme d'un usage fort ancien qu'on n'avoit pas pratiqué depuis quelques siècles. Mais quoiqu'il y eût long-temps qu'il n'y avoit pas eu d'exemple d'une pareille assemblée générale, nos Rois, dans des circonstances importantes, ont souvent jugé à propos d'appeller auprès d'eux autant de Nobles qu'ils en ont pû assembler. C'est ce que fit Jacques II, lorsque le Prince d'Orange eut abordé en Angleterre, & ce que fit ensuite le Prince d'Orange lui-même, avant de convoquer le Parlement qui le mit ensuite sur le Trône.

Chaque Pair du Royaume joint au droit d'assister à ces assemblées générales, celui de demander audience au Roi, & de lui exposer avec décence & respect les objets qui lui paroissent assez importans pour intéresser l'Etat. Parmi les accusations dont on chargea devant le Parlement les deux Hugues Spencer, Pere & Fils sous Edouard II, on distingue celle-ci :
» Ils ne permettoient point aux Grands du
» Royaume, ni aux bons Conseillers du Roi,
» de l'approcher & de lui parler. S'ils le souf-
» froient, c'étoit toujours en leur présence ;
» & ils le faisoient rarement, & seulement
» lorsqu'ils étoient sûrs qu'on ne diroit au Roi
» rien qui pût leur déplaire. »

Le troisieme Conseil du Roi est composé des Juges qui siegent sur les Tribunaux ; mais leurs fonctions se bornent aux procédures. Ils sont souvent appelés *Conseils* dans nos Statuts , & en particulier dans celui de la quatorzieme année d'Edouard III , chap. 5. Lorsqu'on parle d'un Conseil du Roi , il faut toujours le définir , le particulariser , pour ainsi dire , & l'entendre , *secundum subjectam materiam*. Si l'objet porté à ce Conseil est de nature légale , c'est un Conseil de Justice. Quand par le Statut de la seizieme année de Richard II , chap. 5 , on fit un crime grave d'introduire dans le Royaume une Bulle du Pape , où tout autre acte de la Cour de Rome ; on déclara que les coupables seroient arrêtés , enchainés & conduits devant le Roi & son Conseil , pour être interrogés & jugés sur ce délit. Le mot de Conseil du Roi signifie ici , les Juges de ses Cours de Justice. En examinant toujours l'objet du Conseil , on ne se trompera jamais sur l'interprétation de son autorité.

Le Conseil principal du Roi , celui qui en porte le nom par excellence , est son Conseil privé. Sir Edouard Coke l'appelle une Assemblée noble , honorable & respectable , choisie au gré du Roi. La volonté seule du Souverain fait les Conseillers privés ; elle en regle le nombre , qui étoit anciennement de

douze ou environ. Mais il fut si fort augmenté dans la suite, qu'on trouva qu'il nuisoit à l'expédition & au secret des affaires. Ainsi Charles II, en 1679, le borna à trente Conseillers, parmi lesquels il y en avoit quinze qui devoient être les principaux Officiers de l'Etat. Ceux-ci étoient Conseillers, en vertu de leur emploi; les autres quinze étoient composés de dix Lords & de cinq particuliers, tirés des Communes, tous au choix du Souverain. Depuis ce temps leur nombre a encore été fort augmenté, & il est aujourd'hui indéfini. L'ancien Office de Président du Conseil fut rétabli dans le même temps dans la personne d'Antoine Comte de Shaftsbury; & cet emploi, par le Statut 31 d'Henri VIII, chap. 10, fait marcher celui qui en est revêtu, immédiatement après le Lord Chancelier, & le Lord Grand Trésorier.

Les Conseillers privés sont à la nomination du Roi, sans qu'ils reçoivent aucune Patente. Aussi-tôt qu'ils ont prêté le serment nécessaire, ils sont Conseillers privés pendant la vie du Roi, qui les a choisis, & qui peut aussi les éloigner de ses Conseils, à sa volonté.

Les devoirs d'un Conseiller privé consistent dans les sept articles suivans, qui forment ceux de son serment : 1^o De donner au Roi les meilleurs conseils, selon ses talens & sa ca-

pacité. 2°. De n'écouter pour cela que l'honneur du Prince & l'avantage du public, sans se laisser entraîner par la partialité, la passion, le doute ou la crainte. 3°. de garder le secret du Roi. 4°. De ne pas se laisser corrompre. 5°. De faciliter & soutenir l'exécution de ce qui a été résolu. 6°. De résister à toutes les personnes qui voudroient tenter le contraire. 7°. Et enfin d'observer & exécuter tout ce qu'un bon & fidele Conseiller doit à son maître.

* Le pouvoir du Conseiller privé se borne à connoître de tous les crimes contre le gouvernement, & à faire mettre sous sûre garde les coupables dont le procès doit être fait ensuite par quelque Tribunal de Justice. Sa juridiction, en conséquence, ne s'étend qu'au droit de faire des enquêtes, & non à celui de juger. Les personnes qu'il envoie en prison, sont autorisées à réclamer la Loi *habeas corpus*, par le Statut 16, art. 1, chap. 10, comme s'il y avoit été envoyé par un Juge de Paix ordinaire. Le même Statut abolit le Tribunal de la Chambre de l'*Etoile* & de la Cour des Requêtes, qui étoient composés l'un & l'autre de Conseillers privés; & la Loi défendit au Conseil privé de prendre connoissance d'aucune affaire qui intéressât la propriété des citoyens. Cependant il continue de connoître

des affaires de plantations & d'amirauté, qui peuvent s'élever hors du ressort des juridictions du Royaume. Il en est de même de celles pour cause de folie & d'imbécillité, quoiqu'elles aient quelquefois rapport aux propriétés : c'est au Conseil qu'on appelle de ces sortes d'affaires, ou pour mieux dire, l'appel en est porté devant le Roi lui-même, siéant au Conseil. Quand il s'élève une question entre deux Provinces, en Amérique ou ailleurs, relativement à l'étendue de leurs Chartes ; c'est le Roi & son Conseil qui prononcent selon les principes du droit féodal. Lorsque quelqu'un réclame aussi, en vertu du même droit féodal, une Isle ou une Province qu'il tient du Roi ou de ses ancêtres, c'est aussi devant le Roi que cette réclamation est portée. Ce fut le cas du Comte de Derby, à l'égard de l'Isle de *Man*, sous le regne d'Elisabeth ; celui du Comte de Cardigan & autres, en qualité de représentans du Duc de Montague, relativement à l'Isle de Saint Vincent, en 1764. Le Conseil privé est encore le Tribunal auquel on appelle de tous les domaines de la Couronne, à l'exception de la Grande-Bretagne & de l'Irlande : il juge en dernier ressort. Un Comité du Conseil instruit le procès, & en rend compte au Roi & au Conseil, qui juge ensuite définitivement. Tout sujet naturel de

l'Angleterre est fait pour entrer au Conseil, en prêtant le serment requis pour la sûreté du gouvernement & celle de l'Eglise. Cependant, pour prévenir le danger d'y admettre des étrangers ou des personnes attachées aux étrangers, comme cela est arrivé du temps du Roi Guillaume; l'acte d'établissement a réglé qu'aucune personne née hors de l'Angleterre, quoique naturalisée par le Parlement, ne pourra entrer dans le Conseil privé, qui ne doit être composé que de sujets nés Anglois.

Les privileges des Conseillers privés, comme tels, consistent principalement dans l'attention de la Loi, à les préserver des conspirations & attentats contre leur vie. Le Statut 3 d'Henri VII, chap. 14, porte : que si aucun des serviteurs du Roi, ou des gens de la maison, conspire contre la vie d'un Conseiller privé, quand même il n'en auroit fait que le projet sans l'exécuter, il sera réputé coupable de félonie. Ce Statut fut porté, dit Sir Edouard Coke, parce que les domestiques du Roi ont plus de facilité que les autres pour se défaire des personnes qui approchent du Souverain. On a un exemple du procès fait pour un pareil attentat, du temps de Henri VII. Le Statut que nous venons de citer ne comprenoit que les domestiques du Roi. Mais un autre, de la neuvième année de la Reine Anne, chap. 16, va

plus loin. Il déclare que toute personne quelconque, qui attaquera, insultera, maltraitera, blessera, ou tuera un Conseiller privé, pendant qu'il sera dans l'exercice de son emploi, sera puni de mort. Ce dernier Statut fut fait après le téméraire attentat du Sieur *Guiscard*, qui, pendant qu'on l'examinait pour crime grave, frappa avec un canif, dans le Conseil privé, Sir Harley, qui fut depuis Comte d'Oxford.

La dissolution du Conseil privé dépend absolument du bon plaisir du Roi. Il peut, quand il le juge à propos, en renvoyer un membre, & même tous les Conseillers, & les remplacer par d'autres. Par la Loi commune, le Conseil est dissous, *ipso facto*, par la démission, ou à la mort du Roi; parce que c'est de lui qu'il tenoit son autorité. Mais comme il seroit souvent dangereux qu'il n'y eût point de Conseil, à l'avènement d'un nouveau Roi au Trône; il a été décidé, par un Statut de la sixième année de la Reine Anne, chap. 7, que le Conseil privé existant avant la mort du Roi, subsistera encore six mois après, à moins que son successeur n'en ordonne autrement.



CHAPITRE VI.

Des Devoirs du Roi.

LE Roi, suivant notre Constitution, a des devoirs à remplir, & je vais les examiner. La Loi du pays, qui règle ses prérogatives & sa dignité, a fixé aussi ses devoirs. C'est même une maxime reçue dans notre Constitution, que la protection & la sujétion sont des devoirs réciproques. La convention de 1688 attesta cette vérité, lorsqu'elle déclara que le Roi Jacques avoit enfreint le contrat original, existant entre le Monarque & le Peuple. Mais comme on disputa en quelque sorte sur le contrat original, & qu'on allégua qu'il n'existoit que dans la théorie; que ses conditions étoient seulement des conséquences de la Loi naturelle; & que cette manière de les envisager pouvoit différer selon les esprits qui s'en occupoient; on jugea à propos, après la Révolution, de marquer expressément ces conditions. Ainsi les hommes foibles & scrupuleux n'ont plus de raison de douter de ce contrat. Il a eu lieu, sur-tout, à l'égard des Rois qui ont régné depuis 1688.

Le principal devoir du Roi, est de gouverner le peuple selon la Loi : *Nec Regibus in-*

finita aut libera potestas, étoit la maxime fondamentale de nos ancêtres du continent, les anciens Germains. Cette maxime n'est pas seulement conforme aux principes de la nature, de la raison, de la liberté, & de la société; mais elle a toujours été regardée comme faisant expressément partie de la Loi commune de ce Royaume, dans les temps mêmes où les Rois porteroient leurs prérogatives & leurs prétentions au plus haut degré. „ Le Roi (dit Bracton, qui écrivoit sous Henri III) ne doit pas „ être soumis aux hommes, mais à Dieu & „ aux Loix : car c'est la Loi qui le fait Roi. „ C'est elle qui lui a donné le pouvoir & l'autorité sur les autres, & qui la conserve sur lui. „ Il n'est pas vraiment Roi, selon sa volonté & son plaisir, mais selon la Loi." Plus bas, il ajoute : „ Le Monarque a pour supérieur, „ Dieu; après lui, la Loi, qui l'a fait Roi." Fortescue, après avoir distingué entre la Monarchie absolue & despotique, établie par la violence ou par la conquête, & la Monarchie politique ou civile, qui doit son origine au consentement général; déclare que celle d'Angleterre est de cette dernière espèce, & ajoute ensuite : „ Le Roi d'Angleterre doit gouverner son peuple, selon les Loix existantes. Il „ jure, à son couronnement, de conserver & „ observer les Loix." Pour prévenir toutes difficultés

difficultés sur ce sujet, il est expressément déclaré par les Statuts 12 & 13 de Guillaume III, chap. 2 : „ Que les Loix d'Angleterre sont le „ droit inviolable du peuple, & passent avant „ le Roi. Que les Rois ou Reines, en mon- „ tant sur le Trône, doivent gouverner selon „ ces mêmes Loix ; que leurs Officiers & leurs „ Ministres doivent les servir aussi conformé- „ ment à ces Loix ; que toutes celles du Royau- „ me qui assurent la religion établie, les droits „ & les libertés du peuple, ainsi que toutes les „ autres qui sont en vigueur, sont ratifiées & „ confirmées par le Roi, de l'avis & du con- „ sentement des Pairs tant ecclésiastiques que „ séculiers, & des Communes.”

Quant aux conditions du contrat original entre le Roi & le peuple, elles sont stipulées dans la formule du serment de couronnement, qui, suivant le Statut 1 de Guillaume & Marie, chap. 6, doit être remise au Prince ou à la Princesse qui succède au Trône, par un Archevêque ou Evêque du Royaume, pour le prononcer en présence de tout le peuple, qui, en même temps, prête serment d'obéissance. Celui du Roi est conçu en ces termes :

L'Archevêque ou l'Evêque lui dira : „ Pro- „ mettez-vous solennellement, & jurez-vous „ de gouverner le peuple de ce Royaume d'An- „ gleterre & des pays qui en dépendent, selon

„ les Statuts faits & approuvés par le Parlement
„ & les Loix , & les Coutumes reçues ? ” Le
Roi ou la Reine doit répondre : » je le pro-
» mets solennellement. ”

L'Archevêque ou l'Evêque continue : » pro-
» mettez-vous de suivre dans tous vos juge-
» mens , la Loi , la Justice & la miséricorde ? ”
Le Roi ou la Reine : » je le promets. ”

L'Archevêque ou l'Evêque. » Promettez-
» vous de soutenir , de tout votre pouvoir , les
» Loix de Dieu , la véritable profession de l'E-
» vangile , & la Religion protestante & réfor-
» mée , établie par la Loi ? Conservez-vous
» aux Evêques , au Clergé de ce Royaume ,
» aux Eglises confiées à leurs soins , tous les
» droits & privileges que la Loi leur a accor-
» dés , à tous & à chacun d'eux en particulier ? ”
Le Roi ou la Reine : » je le promets. ”

Après cela , le nouveau Souverain met la
main sur l'Evangile , & dit : » je maintiendrai
» & remplirai tout ce que je viens de promet-
» tre ici : ainsi Dieu me soit en aide. ” Puis
il baise le saint Livre.

Telle est la formule du serment de cou-
ronnement , tel qu'il est à présent prescrit par
nos Loix. Les principaux articles paroissent ,
au moins , aussi anciens que le *Miroir de Justi-*
ce. Mais les expressions en furent changées
lors de la Révolution , parce que plusieurs mots

de ce serment devenoient vagues & de difficile interprétation, en ce qu'ils se rapportoient à d'anciens usages maintenant inconnus (*). Mais dans quelque forme que ce serment soit conçu, on doit le regarder incontestablement comme un contrat exprès & fondamental. De même que le devoir de protéger est celui du Souverain, avant le couronnement & après; le devoir d'obéissance est celui des sujets, au moment où le Roi reçoit la Couronne, à la mort de son prédécesseur, avant qu'il ait prêté le serment; & quand même il ne le prêteroit

(*) Dans le viel Abrégé, in-fol. des Statuts imprimé par Lettou & Maclinia, sous le regne d'Edouard IV, on trouve la copie d'un ancien serment de Couronnement. Et comme ce livre est extrêmement rare, on le transcrit ici. *Ceo est le serment que le Roy jure à son coronement. Que il gardera & maintenera les droitz & lez franchises seynte Esglise grauntez auncienment dez droitz Roys christiens d'Engleterre, & qu'il gardera toutes ses terres, honours & dignitez droiturelx & franks del Coron du Royalme d'Engleterre en tout maner d'entiere sanz nul maner d'ameusement; & les droitz dispergez dilapidez ou peerdus de la Corone a son polair reappeller en l'auncien estate, & qu'il gardera le peas de seynte Esglise & al Cleigie & al peuple de bon acorde, & qu'il face faire en toutes ses jugementz owel & droit justice oue discrecion & misericorde, & qu'il grauntera a tenure lez Leyes & Custumes du Royalme & a son polair lez face garder & affermer que lez gentes du peuple avont fait & esliez & les malveyz Leyes & Custumes de tout oustera & seime peas & establie al peuple de son Royalme en ceo garde & gardera a son polair: come Dieu luy alde. (Tit. Sacramentum Regis fol. m. ij.)* Prinne nous a aussi donné une copie du serment de Richard II, à son couronnement; de ceux d'Edouard VI, de Jacques I & de Charles I.

point du tout. Nous traiterons à sa place de ce devoir du sujet ; & nous observerons maintenant que la partie de ce contrat original , qui regarde le Roi , contient expressement tous ses devoirs à l'égard de son peuple : qui sont , de gouverner selon la Loi , de consulter la miséricorde dans l'exécution de ses jugemens , & de maintenir la religion établie. Nous observerons encore , sur le dernier de ces devoirs , que dans l'acte d'union de la première année de la Reine Anne , chap. 6 , on rapporte & on confirme deux Statuts précédens , l'un du Parlement d'Ecosse , & l'autre du Parlement d'Angleterre. Le premier porte , que le Roi , à son couronnement , promettra , de vive voix , & par écrit , de conserver la religion protestante , & le gouvernement de l'Eglise presbiterienne , en Ecosse. Le second prescrit , à la même époque , du couronnement , un pareil serment , de protéger & de conserver l'Eglise Anglicane , telle qu'elle est établie dans l'Angleterre , l'Irlande , le pays de Galles , Berwich & les territoires qui en dépendent.



CHAPITRE VII.

De l'Autorité Royale.

Nous avons observé dans un des Chapitres précédens (*), que le principal boulevard de la liberté, ou plutôt de la Constitution nationale de l'Angleterre, étoient les limites qu'on avoit données à l'autorité royale. Les bornes qui constatent ces limites sont si bien établies, si bien désignées, & si certaines, qu'il est impossible de les franchir sans le consentement de la Nation entière, & sans violer la convention primordiale, faite entre le Roi & les sujets. Nous devons présentement considérer la nature & l'étendue de l'autorité royale, & en démontrer la nécessité en général. De cet examen s'ensuivra nécessairement que le pouvoir & la puissance, attachés à la Couronne par les Loix Angloises, sont essentielles au maintien de la société; qu'ils ne sont pas contraires à notre liberté naturelle, & qu'ils sont le soutien de notre état civil. Mais si quelque chose prouve que dans ce siècle les Anglois jouissent de tous les droits de la liberté naturelle, c'est de pouvoir discuter & examiner avec la décence & le respect dû

(*) Chap. I.

à la Royauté, les bornes de cette Royauté même. Dans les siècles qui ont précédés celui-ci, on regardoit cette matière comme trop délicate pour être traitée, & même comme une chose sacrée sur laquelle on devoit garder le silence. C'étoit l'*Arcanum Imperii* & le mystère de la bonne Déesse, que ceux qui y étoient initiés pouvoient seuls connoître, & sur lequel il étoit peut-être impossible, vu le grand secret qu'on observoit sur cette matière, d'entrer dans aucune discussion.

La célèbre Elisabeth elle-même, ordonnoit au Parlement de ne pas raisonner sur les affaires du gouvernement. Elle répétoit sans cesse, ainsi que ses Ministres, que ceux qui composoient l'Assemblée générale de la Nation, ne pouvoient légitimement se livrer à cet examen, ni juger & se mêler en aucune façon de ce qui regardoit les prérogatives royales. Son successeur (Jacques I), rempli de l'idée que tout ce qui composoit l'autorité royale devoit être sacré, disoit souvent, dans ses harangues : » Que » de même qu'on se rendoit coupable d'athéisme & de blasphème, toutes les fois qu'on se » permettoit de parler du pouvoir de la Divinité; » de même aussi c'étoit pour tous les sujets se » rendre coupable de rébellion, toutes les fois » qu'ils discutoient & examinoient quelle étoit » l'étendue du pouvoir souverain." Il ajoutoit encore : » Que comme les bons Chrétiens obéis-

» sent à Dieu , en tout ce que l'Ecriture Sainte
 » prescrit , les bons sujets devoient aveuglément
 » se soumettre aux volontés du Prince, dont
 » la Loi leur donnoit connoissance.”

Que nos Princes pensent sur ce point ce qu'ils voudront , jamais l'ancienne Constitution de cet Etat & la Loi n'ont variés. Il est même certain que tous les anciens gouvernemens de l'Europe ont toujours eu pour principe , que l'autorité royale devoit être limitée. Il est vrai que ce principe s'est altéré peu-à-peu dans les Etats du continent ; qu'on a d'abord disputé sur sa légitimité , & qu'on a fini par le détruire par la violence. Dans le Chapitre précédent , nous avons rapporté le sentiment de Bracton & de Fortescue , qui écrivoient à deux siècles l'un de l'autre. Deux siècles après , sous le regne de Charles I, Henri Finch , quoiqu'il écrivit en faveur de la prérogative royale , en parle comme ayant toujours été limitée en faveur de la liberté du peuple : le Roi , dit-il , a une prérogative dans toutes les choses qui ne sont pas nuisibles aux sujets ; mais elle ne s'étend point jusqu'à lui donner le droit de commettre une injustice : *nihil enim aliud potest Rex , nisi id solum quod de jure potest*. Et il est bien satisfaisant pour nous de remarquer combien la Loi civile diffère de notre Loi constitutionnelle , dans ce qui re-

garde l'autorité des Loix sur le Prince, ou plutôt (pour parler le langage de certains Jurisconsultes) l'autorité du Prince sur les Loix. Une maxime des Loix Angloises, comme le remarque Bracton, c'est que : *Rex debet esse sub Lege, quia Lex facit Regem*. La Loi Romaine dit : *in omnibus, Imperatoris excipitur fortuna; cui ipsas Leges Deus subjecit*. Il n'est pas difficile de décider laquelle de ces deux maximes est plus conforme aux vues que les sociétés politiques ont eues, lorsqu'elles se sont formées. Les Jurisconsultes Romains eux-mêmes se sont souvent élevés contre l'injustice de leur propre Constitution : *decet tamen Principem*, dit Paulus, *servare Leges quibus ipse solutus est*. N'est-ce pas à la fois s'élever contre les principes du despotisme, & en reconnoître l'absurdité ?

Nous entendons par prérogative, la prééminence que nos Rois ont sur tous leurs sujets, qui est une suite, ou plutôt un droit inséparable de la dignité dont ils sont revêtus. Dans l'origine, cette prérogative n'a été qu'une préférence demandée par le Roi, accordée par le peuple sur tous les autres Membres de la société; par conséquent elle a dû être, par sa nature, unique dans son espece, possédée par les Rois seuls, relative aux droits de leur dignité, & uniquement attachée à leur caractère public. Mais cette même prérogative n'a au-

cun rapport à leur caractère privé, ni aux droits dont ils jouissent en commun avec leurs sujets. De façon que si une seule des prérogatives de la Couronne pouvoit être commune avec le sujet, elle cesseroit d'être prérogative; & c'est pour cela que Finch dit : » Que la prérogative royale est une Loi qui ne regarde que » le Roi, & ne peut en aucune manière regarder le sujet. »

Les prérogatives sont directes ou dépendantes. Les directes font partie du caractère public du Roi, & de l'autorité royale qu'il exerce, parce qu'elles sont attachées inséparablement à sa qualité de Roi, & qu'elles en sont même indivisibles, sans avoir rapport à aucune espèce de circonstances extérieures : comme sont, le droit d'envoyer des Ambassadeurs, de créer des Pairs, de faire la guerre ou la paix. Les dépendantes ont toutes des rapports avec des choses étrangères à la personne du Roi, & ces prérogatives doivent être considérées comme des exceptions à la règle générale, établie pour le reste de la société. Tel, par exemple, que le droit qu'ont les Rois d'Angleterre de n'être jamais recherchés pour aucune des dépenses qu'ils ont faites, parce qu'ils ne sont jamais censés pouvoir être financiers; tel encore celui d'être payés de leurs débiteurs, avant tous les autres créanciers. Nous entre-

346 DE L'AUTORITÉ ROYALE.

rons dans de plus grands détails sur ces prérogatives dépendantes, lorsque nous traiterons des regles auxquelles elles sont astreintes. Nous nous contenterons présentement de traiter des prérogatives directes.

Celles-ci sont de trois especes. Celles qui regardent le caractère public du Roi ; celles qui ont rapport à son autorité royale ; enfin celles dont il jouit, relativement à ses revenus royaux. Les premières sont nécessaires pour conserver l'honneur de sa personne ; les secondes pour maintenir l'obéissance due à ses commandemens ; les troisiemes pour qu'il soit en état de faire les dépenses indispensables du gouvernement. Sans la jouissance de ces prérogatives, il seroit impossible au Roi de conserver l'indépendance de son pouvoir, & la vigueur de son autorité. Pour empêcher le mauvais usage que nos Rois pourroient faire de leurs grandes prérogatives contre nos libertés, ainsi que cela pourroit arriver dans un gouvernement arbitraire ; on a limité & contenu ces prérogatives dans de si justes bornes, qu'il ne peut présentement résulter de leur exercice aucun désordre dans le mouvement des autres ressorts de la machine : parce que tous les poids qui font mouvoir ces ressorts, sont toujours maintenus dans un parfait équilibre. Dès là tous les mouvemens étant sagement modifiés,

la machine entière est dans toute sa force; parce que chacune des parties qui la composent, répond au but de sa construction.

Dans ce Chapitre, nous ne traiterons que des prérogatives relatives à la personne ou à la dignité du Roi & à son pouvoir royal. Nous remettrons à traiter séparément des prérogatives relatives à ses revenus, qui demandent un examen plus étendu. En cela, nous nous conformerons à l'usage des auteurs qui ont traité de la féodalité, & qui distinguent les prérogatives royales, en *majora* & en *minora Regalia*, dans la seconde classe desquelles ils ont placés les revenus royaux. *Majora Regalia Imperii præminentiam spectant; minora verò ad commodum pecuniarium immediatè attingunt; & hæc propriæ fiscalia sunt, & ad jus Fiscî pertinent.*

Parlons donc d'abord de la *Dignité Royale*. Dans tous les établissemens monarchiques, il a été indispensable de distinguer le Prince des sujets, non-seulement par des marques extérieures, qui, par leur pompe & leur éclat décorassent leur Majesté, & en imposassent au peuple; mais encore en lui attribuant certaines qualités inhérentes à son caractère de Roi, qui fussent distinctes de celles qui distinguent généralement les autres individus qui composent la Nation, & supérieures à toutes celles que

chacun d'eux possède. Car, quoiqu'en suivant les principes de la Philosophie, on puisse considérer le Roi comme un homme choisi par les autres hommes pour les conduire & être leur chef, & qu'en conséquence on doive lui rendre des devoirs, lui obéir, & avoir pour lui du respect; il arriveroit de la persuasion où l'on seroit, que ce chef n'est qu'un homme ordinaire, & pas plus parfait que les autres; il en arriveroit, dis-je, que les sujets lui manqueraient & pourroient souvent lui désobéir. C'est pour prévenir les suites funestes que pourroit avoir pour la société cette façon de juger le Roi, que la Loi Angloise lui accorde non-seulement un pouvoir & des avantages très-étendus, qui forment sa prérogative royale; mais en même temps certains attributs marqués & particuliers, qui déterminent le peuple à ne l'envisager que comme un être supérieur, & à avoir pour lui un respect de crainte qui lui donne la faculté de régir les affaires du gouvernement avec plus de facilité; & c'est-là en quoi consiste la prérogative attachée à la dignité royale, dont nous allons examiner les différentes branches.

1°. La Loi donne au Roi les attributs de la souveraineté : *Rex est*, dit Bracton, *Vicarius Dei*, & *Minister Dei super terram*. *Omnis quidem sub eo est*, & *ipse sub nullo, nisi*

tantum sub Deo. La Loi appelle quelquefois sa dignité du nom d'Impériale; & avant la Conquête le Roi d'Angleterre est souvent appelé *Imperator*, comme les Empereurs d'Orient & d'Occident : son Royaume est appelé Empire, & sa Couronne, Impériale. On trouve même ces qualifications dans plusieurs actes de Parlement, & notamment dans le Statut 24 d'Henri VIII, chap. 12, & dans le 25 du même Roi, chap. 28. Les mêmes Statuts déclarent que le Roi est à la tête du Royaume, tant pour ce qui concerne les affaires civiles, que les affaires ecclésiastiques; que par conséquent il n'est inférieur à aucune personne qui soit sur la terre, dépendant de nul homme, ni responsable de sa conduite à aucun autre homme. Autrefois les Jurisconsultes Allemands & Italiens enseignoient qu'un Empereur pouvoit plusieurs choses qu'un Roi ne pouvoit pas faire. Par exemple, de nommer des Notaires publics; & que tous les Rois étoient subordonnés, en certains cas, aux Empereurs d'Allemagne ou de Rome. C'est ce qui nous a engagé à donner à nos Rois le titre d'Empereur, & à leur Royaume celui d'Empire, pour leur faire entendre que nous regardions nos Rois comme aussi souverains dans leurs Etats, que les Empereurs dans les leurs, & que nos Souverains ne doivent aucune espèce

de soumission à aucune espèce de Potentat. Cette indépendance absolue fait qu'on ne peut procéder contre nos Rois, ni les actionner même dans les affaires civiles; attendu qu'il n'est point de Cour de Justice dont la juridiction s'étende jusqu'à lui. Car toute juridiction doit avoir un pouvoir supérieur, jouir de l'autorité de poursuivre & de juger; ce qui ne peut avoir lieu, s'il n'y a pas une autorité supérieure à la sienne, qui puisse réformer ses jugemens. De même que ses jugemens pourroient être méprisés, si elle n'avoit pas le pouvoir d'en ordonner l'exécution. Or, toute juridiction manque de ce pouvoir dont le Roi seul jouit, ainsi que de la puissance de réformer les jugemens: par conséquent, dit Finch, qui pourra faire un commandement au Roi? Et c'est pour cela que la Loi a déclaré sacrée la personne du Roi, quand bien même il se permettroit des actes tyranniques & arbitraires. D'où il s'ensuit qu'aucune juridiction sur la terre n'a le droit de le juger, & moins encore de le punir. Si une juridiction étrangère avoit ce droit, comme le prétendoient autrefois les Papes, l'indépendance du Roi n'existeroit plus; & si un Tribunal du Royaume avoit ce droit, la Constitution nationale ne subsisteroit pas davantage, puisque l'action libre des parties constitutives du pouvoir souverain législatif ne

subsisteroit plus elle-même. Mais (pourra-t-on demander) si la Couronne usurpe sur les droits des sujets, ou par des moyens particuliers, ou par des usurpations publiques; il faudra donc que le mal reste sans remède? Mais la Loi y a pourvu, & donne aux sujets les moyens dans l'un & l'autre cas de se défendre contre l'oppression.

Dans le cas où un sujet du Roi d'Angleterre auroit à former contre lui une demande juste, dans une affaire qui regardât sa propriété; la Loi veut qu'il présente sa requête à la Cour de Chancellerie, qui lui rendra justice, pour le Roi, non comme contraint, mais à titre de grace : ce qui est conforme à ce qu'ont écrit les auteurs du droit naturel & du droit public. Un sujet, dit Puffendorf, aussi longtemps qu'il est sujet, n'a aucun moyen de forcer son Prince à lui donner, contre sa volonté, ce qui lui est dû. Un Prince sage ne refusera jamais d'exécuter un contrat légitime qu'il aura fait, & il doit permettre à son sujet d'entrer en instance avec lui, dans ses propres Cours de Justice; mais alors cette conduite du Prince est plus conforme au droit naturel qu'au droit civil, & le but de cette action est moins de contraindre le Prince à remplir les engagemens qu'il a pris par son contrat, que de lui persuader qu'il doit les remplir. Quant

à ce qui regarde les insultes personnelles ; M. Locke observe , que le mal que peut faire personnellement un Souverain , ne peut jamais être bien considérable , puisqu'il n'a pas le pouvoir de renverser les Loix , ni d'opprimer le peuple , lors même qu'il seroit réellement méchant. D'ailleurs le mal particulier que seroit un Prince trop prévenu de sa dignité , ou qui en abuseroit , seroit balancé par la tranquillité publique , & la sécurité du gouvernement eu égard à la personne du premier Magistrat. Quant aux actes d'oppression auxquels le public seroit intéressé , & qui cependant n'attaqueroient pas directement la Constitution nationale ; la Loi qui a prévu que cela pourroit arriver , a aussi pourvu aux moyens d'empêcher que cela n'arrive. En supposant que le Roi ne peut abuser de son pouvoir , sans y être porté par l'avis de mauvais Conseillers , & sans être aidé par de mauvais Ministres ; la Loi veut qu'ils soient poursuivis , & même punis. Ainsi notre Constitution , en permettant qu'on se plaigne de leur conduite au Parlement , empêche qu'aucun homme n'ait la hardiesse d'aider celui qui porte la Couronne dans les choses qui peuvent être contraires aux Loix du pays. D'ailleurs , la Loi a pour maxime , de croire toujours le Roi incapable de faire le mal. Au reste ce seroit une absurdité , ou une grande marque de foiblesse

foiblesse dans tout système de Loi positive , de présumer la possibilité du mal , ainsi que de manquer de moyens pour l'empêcher , & même pour le punir. Quant aux actes d'oppression publique , qui romproient la Constitution & renverseroient les fondemens du gouvernement ; la Loi , par décence , ne suppose pas qu'ils puissent avoir lieu , elle ne peut même en présumer capables ceux auxquels elle confie une partie du pouvoir suprême. Car ce seroit leur ôter les moyens de l'exercer , que de paroître avoir d'eux la moindre défiance. Aussi toutes les fois que la Loi soupçonne seulement l'abus du pouvoir qu'elle a confié , elle remet en d'autres mains l'autorité suffisante pour le réprimer ; la souveraineté ne peut même exister , si celui ou ceux qui l'exercent , peuvent être soupçonnés. Ainsi s'il arrivoit , parmi nous , que le Roi pût faire quelques reproches aux Chambres du Parlement , ou seulement à l'une des deux ; ou que ces Chambres pussent accuser le Roi d'abuser de son pouvoir ; alors la branche de la Législation , qui accuseroit , & celle qui seroit accusée , ne subsisteroient plus ; & la Constitution nationale seroit renversée , parce qu'alors la balance du pouvoir ne pourroit avoir lieu.

C'est ce qui fait que la Loi suppose que le Roi & les deux Chambres , pris collective-

ment, sont incapables de faire le mal ; attendu que s'il arrivoit que l'un ou l'autre le fit, elle feroit elle-même dans l'impuissance d'y apporter remède. Aussi toutes les oppressions qui pourroient naître de l'exercice du pouvoir suprême, ne sont pas prévues ; il n'y a même aucune règle établie pour les réprimer directement : de façon qu'on a remis au temps où cela pourroit arriver, à chercher les remèdes convenables contre des maux qui ne sont pas présumés devoir arriver.

L'expérience, au reste, a prouvé que s'il arrive que le pouvoir souverain marche à pas de géant vers l'oppression, & menace l'Etat d'un renversement total, la nature de l'homme ne perd aucun de ses droits. Les citoyens alors, peu disposés à sacrifier leur liberté menacée par respect pour des maximes qui ont été établies pour la conserver, mais qui se trouvent insuffisantes, ont recours à des moyens que la Loi ne leur a pas indiqués, mais qui souvent se trouvent assez modifiés, pour ne point paroître contraires à la Loi. Lorsque Jacques II attaqua la Constitution nationale, & viola les Loix fondamentales de l'Etat, on supposa le Trône vacant, qu'il avoit renoncé à sa Couronne, & qu'il étoit censé les avoir abandonnés par sa fuite en pays étrangers. Ainsi par cela seulement nous sommes autorisés à croire,

que si par la suite quelqu'un de nos Rois s'efforçoit de renverser les Loix nationales, rompoit le pacte fait entre lui & son peuple, & quittoit le Royaume ; nous nous croirions, dis-je, alors en droit de penser qu'il auroit abdiqué la Couronne, que son Trône seroit vacant, & que par conséquent nous pourrions choisir un autre Roi pour nous gouverner. Mais le silence de la Loi & de l'Histoire ne nous permet pas de décider quelles sont toutes les circonstances où cette conduite peut avoir lieu légitimement ; ainsi nous laissons aux générations futures à prononcer à cet égard, lorsqu'elles se trouveront forcées, pour le salut de la société, à avoir recours à ce moyen réprimant : car les droits naturels de la société ne peuvent jamais être détruits ou affoiblis, ni par le temps, ni par aucunes Constitutions ; le climat même ne les dénature jamais.

L'un des attributs naturels de la Souveraineté, est d'être censée posséder la perfection absolue ; ce qui fait que la Loi décide qu'elle doit se trouver dans la personne politique de celui qui l'exerce. Le Roi ne peut donc jamais être jugé capable de faire le mal, dans tout ce qui regarde le gouvernement. D'où il résulte que quelque chose qu'on puisse trouver à redire dans la conduite des affaires publiques, la faute n'en doit pas être attribuée au Roi ; car

s'il en restoit responsable envers son peuple ; l'indépendance de la Couronne ne subsisteroit plus , & cette indépendance est absolument nécessaire pour former la balance du pouvoir qu'exigent notre Constitution & notre liberté. D'ailleurs une des prérogatives de la Couronne est de n'être jamais obligée de rien faire qui soit préjudiciable au peuple ; mais , si le Roi est toujours réputé incapable de faire le mal , il doit être aussi réputé incapable de donner occasion à ce que d'autres cherchent à le faire. Par ce moyen il ne peut jamais rien faire qui soit contraire à l'essence de sa dignité ; à moins que ce soit par folie ou par faiblesse : de manière que dans le cas où il accorderoit quelques franchises ou quelques privilèges qui fussent contraires en quelque façon que ce fût à l'Etat , ou seulement à une seule personne ; la Loi ne croit pas qu'elle puisse lui en faire reproche au Roi ; mais que dans ce cas il faut qu'elle déclare que le Roi a été trompé , lorsqu'il a fait telle ou telle concession ; & la concession est déclarée nulle , comme ayant été obtenue par la fraude & la tromperie des agens de la Couronne. La Loi rejette toute imputation de mal contre le premier Magistrat , qui , dans l'exercice de son autorité , peut donner sa confiance à quelqu'un qui le trompe : l'être le plus par-

fait qui soit sur la terre, étant exposé à être trompé ou à se tromper.

Malgré l'étendue de la perfection personnelle que la Loi accorde au Roi, elle l'a en quelque façon limitée à l'égard des deux Chambres du Parlement; puisqu'elle leur accorde le droit de faire des remontrances & de porter des plaintes au Roi sur les actions qu'il fait relativement à sa dignité: telles, par exemple, sur les commissions qu'il donne, & sur les discours émanés du Trône.

Mais quoique le Parlement ait incontestablement le droit de prendre connoissance des affaires de l'Etat, il doit, non-seulement par respect pour le Trône, mais encore pour laisser une plus grande liberté aux débats dans les deux Chambres; il doit, dis-je, toujours supposer que le Roi n'a rien fait de son chef, mais de l'avis de ceux qu'il a chargés de l'administration. Il y a plus encore: c'est qu'en rejetant tout le mal sur les agents du Prince, ceux qui condamnent leur conduite dans le Parlement, doivent y employer la plus grande circonspection, afin de ne pas s'écarter de la décence, & de ne rien faire qui puisse être pris pour un manque de soumission envers le Souverain. Aussi a-t-on vu un membre de Parlement être envoyé à la *Tour*, pour avoir dit que la réponse du Roi, à une adresse des Com-

munes, contenoit des mots très-vifs, dont on ne s'étoit servi sans doute que pour épouvanter les membres de la Chambre, & les empêcher de faire leur devoir. Un autre subit la même punition, pour avoir avancé qu'une partie de la harangue du Roi, paroissoit avoir été faite dans le midi de l'Allemagne, plutôt que dans la Grande-Bretagne, & que le Roi ne connoissoit pas plus notre langage que notre Constitution.

D'ailleurs la Loi ne présume pas que le Roi puisse faire le mal par négligence ni par paresse, & comme elle le suppose toujours occupé du bien public (*Nullum tempus occurrit Regi.*) Que par conséquent il n'a pas le temps de défendre lui-même ses droits dans le même temps qui seroit marqué aux sujets pour défendre les leurs; elle le déclare incapable du crime de félonie : de façon même que si l'héritier du Trône étoit atteint & convaincu du crime de félonie & de trahison, & que dans cet intervalle il vint à regner, il en seroit déchargé *ipso facto*. Henri VII, n'étant encore que Comte de Richemond, après en avoir été convaincu, & même proscrit, ne crut pas, lorsqu'il fut parvenu au Trône, qu'il fût nécessaire de demander, pour lui, au Parlement, un acte d'abolition. Le Lord Bacon dit, dans son histoire de ce Prince, que son accession

au Trône avoit suffi pour le purger de son crime, & rendre de nul effet le jugement porté contre lui. Suivant nos Loix, le Roi, considéré comme Roi, n'est jamais regardé comme mineur; de maniere que tous les actes auxquels il auroit donné son approbation avant l'âge de vingt & un an, seroient regardés comme valides. Sous Henri VIII on fit un règlement, par lequel tout acte consenti avant l'âge de vingt-quatre ans par le prédécesseur du Roi regnant, pourroit être aboli par celui-ci. Ce règlement fut confirmé sous Edouard VI, Statut 1, chap. 11, & de même ensuite par le Statut 20, chap. 27, de Georges II. On a cru cependant qu'il étoit plus prudent, lorsque le Prince étoit mineur, de lui nommer un tuteur, qui porteroit le nom de Protecteur ou de Régent, pour un temps limité. Ainsi, quoique le Roi ne soit jamais censé mineur, la Loi commune lui donne pourtant un tuteur juridique. (*)

[*] La maniere de nommer ce Tuteur, ou Régent, a si fort variée, & la durée de son pouvoir a été si peu déterminée, qu'il n'est pas étonnant que la Loi commune n'en fasse pas mention. Aussi Sir Edouard Coke dit-il, que la regle la plus sûre à suivre, est de le faire nommer par le Parlement. Le Comte de Pembroke s'empara par la force de la Tutelle d'Henri III, qui alors n'avoit que neuf ans. A dix-sept, ce Prince fut déclaré majeur; ce qui fut confirmé dans sa dix-huitième année. Enfin dans sa vingtième année, il prit les rênes du gouvernement. Un Régent & un Conseil de Régence su-

360 DE L'AUTORITÉ ROYALE.

Le troisieme attribut de la dignité royale, est sa perpétuité. La Loi donne au Roi dans sa capacité politique, une immortalité absolue. Le Roi ne meurt jamais : Henri, Edouard ou Georges peuvent mourir, mais le Roi leur survit toujours ; car immédiatement après le décès du Roi regnant, son successeur est revêtu de sa dignité. De façon que le Trône ne reste

rent nommés par le Parlement, lorsque Edouard III monta sur le Trône, après l'expulsion de son pere par ce même Parlement. Edouard n'avoit alors que quinze ans, & ne gouverna qu'à dix-huit. Lorsque Richard II parvint au Trône, il n'avoit que onze ans; le Duc de Lancastre prit de sa propre autorité le titre de Régent, & le Parlement nomma un Conseil de Régence pour l'aider dans son administration. Henri V. nomma, au lit de la mort, le Tuteur de son fils Henri VI, qui n'avoit que neuf mois; mais le Parlement n'en tint pas compte; il nomma un Protecteur, & un Conseil de Régence, & la minorité d'Henri ne finit qu'à vingt-trois ans. Edouard n'avoit que treize ans, quand son pere mourut. Le Conseil privé nomma Protecteur le Duc de Gloucestre, que le Roi défunt avoit aussi désigné. Par acte du Parlement du Regne d'Henri VIII, on déclara que si son successeur étoit un Prince, il seroit majeur à dix-huit ans, & que si c'étoit une Princesse, elle le seroit à seize, & que jusqu'à cet âge ils resteroient sous la Tutelle de leur mere. Les mêmes actes approuverent la nomination que le Roi feroit d'un Conseil de Régence. Aussi ce fut lui qui nomma le Conseil de Régence sous Edouard VI, son fils. Ce Régent étoit le Comte d'Hereford, l'un des exécuteurs testamentaires d'Henri VIII. Le Statut 24 de Georges II, chap. 24, dit, que si la Couronne tomboit à un des enfans de Frédéric, Prince de Galles, qui n'auroit que dix-huit ans, ce seroit la Princesse Douairiere de Galles qui seroit Régente. Un autre acte donne pouvoir au Roi regnant de nommer pour Régent, s'il vient à mourir avant que ses enfans soient en âge de regner, la Reine, la Princesse de Galles ou un autre descendant de Georges II, résidant dans le Royaume, pourvu qu'il fût assisté d'un Conseil de Régence.

jamais vacant, & qu'il n'y a jamais d'inter-regne. La Loi ne dit jamais le décès du Roi, mais la démission du Roi ou de la Couronne : *demissio Regis vel Coronæ* : ce qui prouve une tradition permanente & perpétuelle de la propriété. Aussi Plowden observe que, lorsqu'on dit le décès du Roi, on n'entend parler que de la séparation qui se fait de son corps politique d'avec son corps naturel. De sorte qu'au même instant le Royaume passe à celui qui prend ce même corps politique. Ainsi on doit dire que la dignité royale est perpétuelle : de façon que quand Edouard IV fut chassé de son Trône, dans la dixième année de son regne, par la faction de Lancastre, cette tradition de sa dignité fut nommée sa mort, & tous les procès cessèrent comme à la mort naturelle du Roi.

Nous devons maintenant considérer la nature du pouvoir, & l'étendue de l'autorité qui constituent la puissance exécutrice que donne la dignité royale. Cette puissance a été sagement placée dans une seule main par notre Constitution, afin qu'elle eût plus de force & de promptitude dans l'exécution. Là où cette puissance est remise dans plusieurs mains, il arrive souvent que tant par le défaut d'union entre ceux qui l'exercent, que par la différence des moyens que chacun veut employer, le

gouvernement est foible, qu'il faut aussi plus de temps pour réunir les volontés, & que les affaires de l'Etat essuient des lenteurs qui lui sont préjudiciables. Si le Roi d'Angleterre n'est pas le seul chef de la Nation, il en est le premier Magistrat par qui tous les autres sont mis en action, qui reçoivent de lui leur mission, & qui lui sont subordonnés. C'est ainsi qu'après l'extinction de la République Romaine, toute la puissance se trouva concentrée dans la personne de l'Empereur. *In ejus, dit Grævina, unius personâ veteris Reipublicæ vis atque majestas per annullatas Magistratum potestates exprimebatur.*

J'espère que ce que je viens de dire ne me fera pas prendre pour l'Avocat de l'autorité arbitraire; & qu'on ne soupçonnera pas que j'en aie eu le dessein, lorsque j'ai avancé que le pouvoir absolu que le Roi tenoit légitimement de sa prérogative royale, étoit tel qu'on ne pouvoit lui résister.

Le Roi peut rejeter les Bills, faire des traités, battre monnoie, créer des Pairs, pardonner des offenses, toutes les fois qu'il le juge à propos; pourvu cependant que ce qu'il fait, ne soit pas expressement condamné par la Constitution qui peut avoir limité son pouvoir, lorsqu'elle a déclaré que la prérogative royale ne passeroit pas telle ou telle borne. Excepté

ces cas prévus, si la prérogative n'étoit pas entière, le pouvoir de la Couronne ne seroit qu'une ombre, & seroit insuffisant pour le gouvernement. Car lorsque la juridiction est établie, & l'étendue de son pouvoir clairement déterminée, il ne doit être permis à aucun homme, ni à aucune société d'hommes, de se soustraire au cours ordinaire de la Loi. Je dis le cours ordinaire de la Loi, car je ne parle pas ici de ces cas extraordinaires, où le contrat social est violé, où la société est menacée d'une dissolution, où la Loi trop foible est prête à succomber sous les entreprises de la fraude & de l'oppression. Faute d'avoir fait cette distinction on a confondu la légitimité avec l'il-légitimité du pouvoir. Cette confusion a donné naissance à différentes opinions, dont les unes ont été favorables au pouvoir absolu du Prince, & les autres à la résistance nationale. On a balancé les suites de l'esclavage & de la liberté; celle-ci a eu des partisans factieux, celui-là des Avocats de la tyrannie. On a présenté dans nos livres la Souveraineté absolue de la Couronne dans toute sa force & son étendue, sans admettre que dans aucun cas cette même Souveraineté puisse être réprimée; & on a oublié que par les principes de la Loi, il étoit des remèdes accidentels auxquels, dans certains cas, on pouvoit avoir recours.

D'un autre côté l'esprit républicain a jetté dans les plus grandes absurdités. A force de vouloir limiter l'étendue de l'obéissance passive, on n'en a parlé que par caprice & avec humeur; on n'a pris que le langage de la faction, en prétendant que la résistance à la volonté du Prince est justifiée par le danger que court l'Etat. Dans le cas où la résistance est nécessaire & même légitime, on a donné à chaque individu le pouvoir de déterminer la nature du remède, & d'employer la force particulière pour résister à l'oppression particulière; & cette doctrine, qui produit nécessairement l'anarchie, est aussi fatale pour la liberté civile que pour la tyrannie même. Car la liberté civile, bien entendue, consiste dans le pouvoir de protéger le droit de chaque individu, non par une force particulière, mais par toutes les forces réunies de la société. Mais la société elle-même ne peut agir pour ses propres droits; qu'en vertu d'un pouvoir souverain quelconque qui l'y autorise; & cette obéissance qu'elle doit au pouvoir souverain, n'existeroit pas, si chaque individu avoit le droit de décider de la nature & des bornes de cette obéissance.

Si le Roi, se servant du pouvoir que la Loi lui donne, & auquel la Loi ne veut pas qu'on oppose de résistance, attaquoit la Constitution, ou faisoit quelque chose contre l'honneur du

Royaume ; alors le Parlement en demanderoit compte aux Conseillers du Roi ; & c'est pour cela que M. Locke définit le pouvoir exercé par le Roi en vertu de sa prérogative, *un pouvoir illimité pour le bien public*. Il dit aussi, que c'est pour cela que les Loix n'ont pas prévu qu'il pût en abuser. Mais, ajoute-t-il encore : pour que l'on puisse croire à l'abus de ce pouvoir, il faut que son exercice soit visiblement démontré *inconstitutionnel*. S'il arrivoit que le Roi, en vertu de sa prérogative, fit un traité avec un Etat voisin ; la Nation qui le trouveroit contraire à ses intérêts, ne peut pas pour cela refuser de l'exécuter : mais alors elle peut s'en prendre aux Ministres qui l'ont conseillé.

Il nous reste à considérer la prérogative de la Couronne, relativement au commerce national, & étranger au gouvernement & à la police civile.

Relativement à toutes les affaires étrangères, le Roi est le délégué, ou le représentant de son peuple ; parce qu'il est impossible que tous les individus d'un Etat, dans leur capacité collective, puissent traiter par eux-mêmes les affaires de cet Etat : faute d'unanimité, il arriveroit que les mesures prises resteroient sans exécution. Le Roi est un centre où tous les rayons émanés du peuple se réunissent ; &

cette réunion leur donne une consistance d'éclat & de pouvoir, qui les fait craindre & respecter par les Potentats étrangers, qui les empêche d'y opposer des contrats ou des engagements avec la Nation. Mais ces engagements réciproques du Roi & des autres Potentats, doivent être ensuite reçus & ratifiés par l'Assemblée du peuple. Dans les traités on doit distinguer ce qui s'est fait par l'autorité royale, de ce qui a été fait sous la concurrence du Roi. L'un est censé un acte de quelques personnes, l'autre un acte de la Nation; de façon que suivant nos Loix, la guerre que feroit toute la Nation, sans le consentement du Roi, à un Prince son allié, ne romproit pas l'alliance de ce Prince avec le Roi. Le Statut 2 chap. 6, d'Henri V, déclare coupable de haute trahison tout sujet du Roi qui commettra quelque acte d'hostilité contre une nation alliée du Roi. Le Statut 20 chap. 11, d'Henri VI, décharge ceux qui commettroient ces hostilités du crime de haute trahison, mais ne les exempte pas d'être punis capitalement ou autrement, relativement à la nature de l'offense.

Le Roi, comme seul représentant du peuple, a aussi le pouvoir d'envoyer des Ambassadeurs aux Princes étrangers, & d'en recevoir d'eux. Cela nous donne occasion d'examiner ici de quelle nature, & de quelle étendue, est la protection que

le Roi accorde chez nous aux Ambassadeurs étrangers, considérés comme représentans leurs maîtres, & qui ne doivent reconnoître d'autres Loix que celle de leur pays & non celles du pays où résident leurs Ambassadeurs. Conséquemment ces Ambassadeurs, comme représentans leurs maîtres, doivent jouir de la même indépendance. Mais s'ils offensent grossièrement les Loix de la nation chez laquelle ils exercent leurs fonctions ; alors ils doivent être renvoyés à leurs maîtres, qui sont obligés de donner satisfaction à la Nation à laquelle ils ont manqué. S'ils ne le font pas, c'est en avouant leur Ambassadeur, avouer sa faute ; & ce point a occasionné de grandes discussions entre ceux qui ont écrit du droit des Nations. Les uns ont prétendu que le privilege des Ambassadeurs devoit être sans bornes, & qu'il n'y avoit pas de crimes pour lesquels la Nation chez laquelle ils étoient, pût les punir ; d'autres ont distingué les crimes positifs des crimes accidentels. Ils appellent les uns *mala in se*, tel est le meurtre ; les autres *mala prohibita*, tel celui de battre monnoie. Nos Loix ont sur cela varié ; les unes ont regardé l'immunité des Ambassadeurs comme devant être totale, les autres l'ont restreinte.

Il a été assez communément décidé par nos Jurisconsultes, que si les Ambassadeurs tiroient

leur immunité des Loix de la nature & de celles des nations, ils la perdoient dès qu'ils se rendroient coupables de quelque action contraire à la raison & à la nature. De façon que l'Ambassadeur qui conspireroit contre la personne du Prince chez lequel il résideroit, seroit dans le cas d'être puni suivant les Loix du pays, comme coupable de haute trahison. Mais que s'il commettoit quelque autre crime, ou seulement quelque autre délit de moindre conséquence, il devroit être renvoyé à son maître. Cette décision me paroît raisonnable. Car si toutes les Loix dérivent de celles de la nature, comme nous l'avons fait voir, toutes les actions faites au mépris de la Loi primitive, c'est-à-dire, de la Loi naturelle, doivent être punies par-tout où elles se font : attendu que la Loi naturelle n'est pas pour telle ou telle nation, mais qu'elle est également obligatoire pour toutes. Quoi qu'il en soit, ce principe, qui peut avoir autrefois été admis, non-seulement dans cette contrée, mais même dans toute l'Europe, ne l'est plus aujourd'hui. On est revenu au sentiment de Grotius, qui pense que la sûreté absolue d'un Ambassadeur est plus importante que la punition du crime qu'il commet ; aussi y a-t-il peu d'exemples d'un Ambassadeur puni, pour avoir commis un crime quelque atroce qu'il ait pû être.

Quant

Quant aux affaires civiles, tous les Jurisconsultes étrangers décident que ni un Ambassadeur, ni personne de sa suite, ne peuvent être poursuivis pour dettes dans les Tribunaux du pays dans lequel ils résident. Cependant Edouard Coke soutient, que si un Ambassadeur fait un contrat qui soit bon *jure gentium*, il doit personnellement répondre de son exécution. Mais cela a paru de si peu de conséquence, que nos livres de Loix n'en parlent pas avant le regne de la Reine Anne, qu'il arriva qu'un Ambassadeur de Pierre le Grand, Empereur de Moscovie, fut arrêté dans sa voiture, dans les rues de Londres, pour une dette de 50 liv. sterlin qu'il avoit contractée sans égard à son caractère, & qui après avoir donné caution, en porta sa plainte le lendemain à la Reine. Sur quoi, ses créanciers furent interrogés juridiquement par le Conseil privé, dont un des Membres étoit le Lord Holt, chef de Justice, & surquoi, dix-sept d'entr'eux furent envoyés en prison & poursuivis à la requête du Procureur Général. Mais l'affaire n'eut pas de suite, & on remit à examiner à un autre temps, si la Loi les autorisoit ou les condamnoit. L'Empereur, mécontent, se plaignit hautement & demanda même qu'on punit de mort le Shériff & les autres Juges qui avoient assisté au Jugement des créanciers de son Ambassadeur. Mais la Reine répondit

qu'elle n'avoit pas le pouvoir d'infliger au plus petit de ses sujets la plus légère punition, que n'auroit pas ordonné la Loi. Réponse qui surprit beaucoup la Cour de Moïcovie, sujette d'un Empereur & accoutumée au despotisme. Tous les Ministres firent cause commune avec celui de Russie; & pour appaiser leurs clameurs, ainsi que Pierre I, le Parlement fit un acte pour qu'à l'avenir pareille chose n'arrivât plus, & on en donna une copie en bonne forme à tous les Ambassadeurs. La Reine envoya aussi un Ambassadeur extraordinaire à l'Empereur; lequel déclara publiquement que, quoique sa maîtresse ne pût pas infliger la peine qu'exigeoit l'Empereur, attendu que la Loi n'avoit pas prévu ni prononcé sur cette offense; elle avoit, conjointement avec le Parlement, donné une Loi pour que pareille chose n'arrivât plus à l'avenir. L'Empereur se contenta de cette satisfaction, & demanda même que les coupables ne fussent plus poursuivis.

L'acte du Parlement déclara même la prise de l'Ambassadeur de Russie, faite au mépris de la protection qui lui avoit été accordée par Sa Majesté, tout-à-fait contraire aux droits des Nations, en vertu desquels les personnes des Ambassadeurs & des Ministres publics ont toujours été considérées comme sacrées. C'est pourquoi le même acte veut, qu'à l'avenir, toute

DE L'AUTORITÉ ROYALE. 371

pour suite faite pour quelque affaire que ce soit, contre les biens & la personne des Ambassadeurs & celles de leurs domestiques, soit nulle; & qu'on déclare tous ceux qui les poursuivroient ou les arrêteroient, coupables d'avoir violé le droit des Nations, regardés comme perturbateurs du repos public, & qu'en conséquence il leur sera infligé telle peine pécuniaire, ou même corporelle, que le Lord Chancelier, les deux Chefs de Justice, ou seulement l'un d'eux, le jugeront à propos. Les seuls marchands banqueroutiers, qui seront au service de quelques Ambassadeurs, sont exceptés du bénéfice de cette Loi; qui ne veut pas non plus que ceux qui arrêteront un domestique d'Ambassadeur soient punis, si auparavant ledit domestique n'a pas fait inscrire son nom & sa qualité, chez le Secrétaire d'État, qui sera ensuite obligé de le donner au Shériff de Londres & de Middlesex; afin qu'il soit connu pour être au service d'un Ambassadeur. Exceptions conformes au droit des Nations, & constamment pratiquées dans tous les pays civilisés de l'Europe (*).

(*) *Sæpè quæsitum est an comitum numero & jure habendi sunt, qui legatum comitantur, non ut instructior fiat Legatio, sed unice ut lucro suo consulant, institores fortè & mercatores. Et quamvis hos sæpè defenderint, & comitum loco habere*

Le pouvoir de faire des traités & des alliances avec les Princes & les Etats étrangers, doit résider dans la personne qui a le souverain pouvoir, & par conséquent être exercé par la Loi. Il lui est donné par le droit même des Nations, attendu qu'elles sont essentiellement intéressées à ce que les traités qu'elles font soient obligatoires pour toute la société ; & afin qu'ils acquiescent par-là un degré de solidité, qui en assure l'existence : ce qui ne pourroit pas être, si le Roi, en qui réside le souverain pouvoir, n'avoit pas celui de faire ces alliances & ces traités. De maniere que quelque contrat public que fasse le Roi, il ne peut être nul, ni son exécution retardée juridiquement. Mais cependant, pour que dans cette partie la plénitude de l'autorité ne tourne pas au détriment du public ; la Constitution, comme nous l'avons dit précédemment, emploie, sans restreindre ce pouvoir, un moyen qui en empêche l'abus : c'est d'en rendre responsables les Ministres du Roi envers le Parlement, qui peut les punir des traités que fait le Roi, lors-

voluerint legati, apparet tamen satis eo non pertinere, qui legati Legationisve officio non sunt. Quam autem ea res nunquam tur/as dedit, optimo exemplo in quibusdam aulis olim receptum fuit, ut Legatus teneretur exhibere nomenclaturam militum suorum. Van Bynkersh. C. 15. prope finem.

qu'ils sont jugés contraires à l'honneur & à l'intérêt de la Nation.

C'est d'après le même principe, qu'on doit regarder comme incontestable le pouvoir qu'a le Roi de faire la guerre ou la paix. Tous ceux qui ont écrit du droit de la Nature sont d'accord, que le droit de faire la guerre est un droit naturel qu'ont tous les individus; mais qu'ils transmettent, lorsqu'ils se réunissent en société, à celui qui est revêtu du pouvoir souverain, & que le corps entier du peuple qui lui obéit, lui confirme lorsqu'il se met sous sa domination. Il seroit très-inconséquent que cela fût autrement, & que quelques-uns des sujets eussent le droit de lier le suprême Magistrat & de le mettre, contre sa volonté, dans l'obligation de faire la guerre. Aussi les hostilités que commettent les particuliers, ne sont pas regardées comme étant faites par toute la Nation; si ce n'est, lorsqu'après avoir justifié les motifs qui les fait agir, la Nation approuve leur conduite. Sans cela les actes de violence qu'ils commettent, ne sont pas réputés des hostilités, ils ne sont pas mis au nombre des ennemis de la Nation offensée; mais ils sont regardés comme voleurs & corsaires, & traités en conséquence suivant la Loi civile, qui dit : *hostes hi sunt qui nobis aut quibus nos, publice bellum decrevimus : cæteri latro-*

nes aut prædones sunt. La raison qu'en donne Grotius, c'est que, conformément au droit des gens, la déclaration de guerre doit toujours précéder les hostilités, afin que l'ennemi puisse se mettre sur ses gardes : ce qui est cependant plutôt un acte de magnanimité, que de justice. Mais, sous quelque point de vue qu'on envisage la déclaration de guerre, il n'en est pas moins vrai que la guerre ne doit pas être entreprise par des personnes privées, mais par la société réunie, qui s'est dépouillée elle-même de la faculté d'en décider en faveur du Souverain, auquel la Loi fondamentale de la société en a assuré le droit. Si donc le pouvoir de faire la guerre réside dans la seule volonté du Roi ; si, pour l'entreprendre, il faut qu'elle soit déclarée en son nom ; il doit s'ensuivre que le plus grand, comme le plus petit de ses sujets, peuvent alors agir contre les ennemis ; mais cependant par ses ordres & sous son autorisation. Par la même raison, si le Roi a le droit de commencer la guerre, il doit aussi avoir celui de la finir : c'est-à-dire, de faire la paix ; le Parlement restant toujours le maître de punir les Ministres d'une paix honteuse, comme il les auroit punis d'une guerre dangereuse que le Roi auroit entreprise trop légèrement, & pour des objets peu intéressans pour la Nation. On empêche par ce moyen que le Roi

n'abuse de la prérogative qu'il a de faire la paix ou la guerre.

Mais comme il pourroit arriver que les délais que le Roi apporteroit à faire la guerre, feroient préjudiciables à l'intérêt des individus qui auroient souffert des entreprises des ennemis; nos Loix, qui y ont eu égard, ont autorisé les Ministres du Roi à accorder aux sujets de leur maître des lettres de représailles ou de marque : au moyen de quoi, ils peuvent exercer leur vengeance même avant la déclaration de guerre; ce qui peut être regardé comme les préliminaires de la guerre, que le Prince a résolu de faire. Ces lettres ne sont pas contraires au droit des gens; elles sont très-justes lorsque les sujets d'un état, ayant été injuriés par ceux d'un autre, ne peuvent obtenir satisfaction. Ces lettres, au reste, ne sont qu'une permission que reçoit l'offensé de reprendre sur l'offenseur ce qui lui a été enlevé. Elles donnent au premier le pouvoir de saisir le corps & le bien du deuxième, par-tout où il se trouvera & jusqu'à ce qu'il l'ait forcé de lui faire justice. Ce droit de représailles n'est pas contraire aux droits de la nature, & l'antiquité la plus reculée en a fait usage : mais c'est à celui qui est revêtu du souverain pouvoir à déterminer le temps, où il doit & peut être exercé. Il étoit nécessaire d'attribuer au Souverain

ce droit de détermination, afin d'éviter que chacun fût juge dans sa propre cause, comme on l'est toujours, quand les maux qu'on souffre sont cachés. C'est cette considération qui a fait donner le Statut 4 chap. 7, d'Henri V, qui dit : que si quelque sujet du Roi se trouve oppressé par l'ennemi en temps de trêve, il peut s'adresser au Lord Garde du sceau privé, pour demander satisfaction de l'insulte qu'il a reçue ; & que si l'offenseur ne la lui accorde pas dans un espace de temps convenable, le Lord lui livre des lettres de marque du grand sceau, en vertu desquelles il peut attaquer & saisir la propriété de l'agresseur, sans pouvoir être regardé comme corsaire ou comme voleur. La prérogative de nos Rois leur donne le droit d'accorder des sauf-conduits, en vertu desquels, suivant le droit des gens, nul membre de la société n'a droit de se mêler de ce qui concerne celui qui a le sauf-conduit. Tous les Etats, dit Puffendorf, ont le droit de prendre telles mesures qu'ils jugent convenables, lorsque les étrangers sont forcés par la nécessité d'aborder dans leur pays, sur-tout si leur situation est telle qu'elle excite la compassion. L'humanité de nos Loix ne se fait pas moins sentir aux étrangers qui sont forcés par accident d'aborder sur nos côtes, même à ceux qui viennent chez nous volontairement. Tant que la paix subsiste en-

tre leur nation & la nôtre, & qu'ils se comportent convenablement, ils sont sous la protection du Roi. Mais en temps de guerre, conformément au droit des gens, ces mêmes étrangers ne peuvent ni venir parmi nous, ni voyager sur nos mers, ni envoyer leurs marchandises ou leurs biens d'une place à une autre, sans risquer d'être arrêtés & leurs marchandises saisies, s'ils n'ont obtenu auparavant un sauf-conduit du Roi; lequel, suivant l'ancien Statut, doit être scellé du grand sceau & enregistré à la grande Chancellerie. Tout autre sauf-conduit seroit sans effet, le Roi étant supposé le meilleur Juge de la justice de leur demande & des inconvéniens que pourroit avoir son obtention. Les passeports que donne le Roi ou ses Ambassadeurs dans les pays étrangers, ont le même effet pour la sûreté de ceux qui les obtiennent. Ils ont la même validité & la même légalité que les saufs-conduits.

L'Angleterre étant un pays de commerce, il doit y avoir des Loix qui concernent les marchands étrangers. Il y a une quantité de distinctions dont il seroit trop long de faire ici mention. Mais il y en a une dont je ne puis omettre de parler, & qui est dans la grande Charte. Il y est dit : que toutes marchandises qui ne sont pas prohibées, ne doivent pas entrer dans notre Isle, y rester, aller de marché en mar-

ché, & sortir du pays, sans avoir un sauf-conduit ; mais sans être obligé de payer aucun impôt, autre que ceux stipulés par la Loi, excepté en temps de guerre. Car s'il arrive qu'elle se déclare entre le pays des marchands & le nôtre ; alors leurs marchandises peuvent être confisquées, mais sans violence envers leurs personnes ; & cette saisie a lieu jusqu'à ce que le Roi & ses Ministres aient été informés de la manière dont les marchands Anglois sont traités dans le pays des marchands saisis. Si l'ennemi en use bien avec nos marchands qui se trouvent chez lui, alors nous devons faire aux siens le même traitement. C'est ainsi que les Nations du Nord en usoient ; car, dit Stiernook : *quam legem exteri nobis posuere, eandem illis ponemus*. Mais ce qui est plus surprenant, c'est que la grande Charte en ait fait une Loi, & pour le Roi & pour le peuple. Aussi le savant Montesquieu, dit-il : *il est beau que la Nation Angloise ait fait de cela un des attribus de sa liberté* ! Et dans un autre endroit : *la Nation Angloise est le peuple du monde qui a le mieux su se prévaloir à la fois de ces trois grandes choses, la religion, le commerce, & la liberté*.

Après avoir exposé, comme nous venons de le faire, les droits que la prérogative royale donne au Roi, considéré comme chef de son peuple, & le représentant dans ce qui regarde

le commerce avec les nations étrangères ; nous examinerons présentement quels sont ses droits dans les affaires intérieures , pour lesquelles il doit être considéré relativement à un grand nombre de caractères différens.

1°. La Loi fait partie de la puissance législative , & a le pouvoir de rejeter les Loix qu'il juge à propos. J'ai prouvé précédemment l'utilité de l'exercice de ce droit , & je remarquerai seulement , qu'aucune Loi ne le lie , à moins qu'il ne soit fait spécialement mention de lui dans cette Loi. - Tout ce qui peut avoir rapport dans la Loi à quelque personne que ce soit , à quelque corps public que ce puisse être , à une Communauté quelconque , ne l'affecte point , si ses droits ou ses intérêts n'en souffrent aucune atteinte ni limitation. Car il seroit de la plus dangereuse conséquence pour le bien public , que la vigueur du pouvoir exécutif pût être altérée sans le consentement exprès de celui qui l'exerce , par la volonté de celui sur qui il doit l'exercer. Un acte fait pour le bien public & contre les maux publics , ne doit pas attaquer les droits de la Couronne , puisqu'il est fait également & pour le Roi & pour le sujet. Et c'est pour cette raison , que le Roi peut profiter de tout ce qu'une Loi lui offre d'avantageux , quoiqu'il ne soit pas nommé spécialement dans cette Loi.

2°. Le Roi doit être considéré comme Généralissime du Militaire de la Nation. Le but de l'établissement d'une force militaire, est de protéger la foiblesse des individus pris en particulier, par les forces réunies de la Communauté. Le principal usage du pouvoir du gouvernement doit donc être de diriger ces forces de la maniere la plus efficace au but de leur réunion. On a jugé que notre gouvernement étoit le plus propre pour que cela fût; d'où il s'est ensuivi que le but principal de son institution a été que dans une Monarchie, le pouvoir militaire fût mis en entier dans la main du Monarque. Ainsi le Roi, considéré comme Généralissime des forces militaires, doit seul avoir le pouvoir de lever des troupes, de former des armées de mer & de terre, & de diriger leurs marches, de la maniere qu'il le juge à propos. Je m'étendrai davantage sur ce point, quand je parlerai de notre état militaire. Nous nous bornerons maintenant à ce qui regarde la discipline & les enrôlemens. Les prétentions du *long* Parlement, sous Charles I, étoient aussi absurdes que contraires à tous principes. Les droits du Roi sur cela furent, lors de la Restauration, reconnus par la Nation, & assurés par les Loix. Le Statut 13, chap. 6 de Charles II, dit positivement : qu'au Roi seul appartient parmi nous, le droit de le-

ver des troupes de terre & de mer; de leur donner des regles de discipline, de diriger leurs marches dans le Royaume & autres possessions de la Couronne; comme aussi tout ce qui regarde la défense des places & des forts; & que le Parlement sur ces objets n'a aucun pouvoir à exercer. Anciennement, comme à présent, tous les sujets étoient obligés de payer une taxe pour bâtir des châteaux & fortifier les places, comme le Roi le jugeoit à propos; personne en Angleterre n'étoit exempt de cette taxe, que nos anciens Saxons appelloient, le *Trinoda necessitas*, *pontis reparatio*, *arcis constructio*, & *contra hostem expeditio*. Sir Edouard Coke, d'après M. Paris, assure que sous Henri II, on comptoit en Angleterre 1115 châteaux forts; que ces châteaux appartenoient aux Barons, & étoient fort préjudiciables au peuple & à la tranquillité publique. Car, comme le remarque Guillaume de Newbridge, il y avoit sous Etienne, en Angleterre, autant de Rois, ou autant de tyrans que de châteaux : *Erant quodam modo in Angliâ tot Reges, vel potius tot tyranni quot Domini Castellorum*. Mais ce fut principalement sous les regnes de Jean & d'Henri III, qu'on ressentit les plus grands effets de leur tyrannie. C'est ce qui fit que la plus grande partie de ces châteaux, ayant été démolie pendant la guerre, les Rois

s'opposèrent à ce qu'ils fussent rebâti & fortifiés. A cette occasion Edouard Coke remarque : qu'aucune forteresse, ni fort, ni château fortifié, ne peut être bâti, sans la permission expresse du Roi, vu le danger qu'il y auroit qu'il en fût autrement.

C'est par la même raison, & à cause des droits relatifs à la Marine dont il jouit, que le Roi, en vertu de sa prérogative royale, peut seul ordonner de ce qui regarde les havres & les ports de ses Royaumes. En conséquence, désigner les Villes ou autres lieux, où les marchands & marchandises doivent débarquer & s'embarquer, tant pour le transport intérieur qu'extérieur ; & cela, à sa volonté. Du temps de la Loi féodale, toutes les rivières navigables, & tous les havres faisoient partie du revenu du Souverain, & étoient dans sa dépendance absolue. Le Roi, en Angleterre, a toujours été regardé comme le Seigneur de tous les rivages & côtes, & comme le gardien des ports & des havres, qui sont censés être les portes du Royaume. Avant & après le regne du Roi Jean, nous trouvons plusieurs exemples de vaisseaux saisis par les Officiers du Roi, dans des ports qui n'étoient pas du nombre de ceux où ils devoient aborder. Et cette distinction n'avoit sans doute lieu, que parce que dans ces ports désignés étoient établies les juridictions roya-

les , concernant les marchés. Les grands ports sont aussi parmi nous dans la dépendance du Roi , ainsi que les ports marchands. Le Statut 4 chap. 20 , d'Henri IV , défend toutes descentes quelconques dans les ports , sans la permission du Roi , sous peine de confiscation. Et le Statut premier , chap. 11 , d'Elisabeth , dit : que la permission de charger & de décharger les vaisseaux , ne peut être accordée que par le Souverain.

Mais quand une fois les ports & les havres sont désignés , le Roi n'a pas le pouvoir de changer cette désignation ; il ne peut même la restreindre. De façon que tout vaisseau peut débarquer ses marchandises dans ces mêmes ports , où les douanes sont établies pour lever les droits ; parce que , sans cela , les revenus que l'Etat tire de ces mêmes douanes ne seroient pas assurés : attendu que la fraude auroit plus de moyen de se faire , si les vaisseaux pouvoient librement décharger dans les endroits où il n'y auroit pas de bureau de douane. Ce fut pour prévenir cet inconvénient que , sous Elisabeth , & sous Charles II , on fit plusieurs Statuts pour assurer à la Couronne le droit de désigner les ports & de marquer les endroits où il seroit permis de charger & de décharger les marchandises.

L'établissement des signaux , tant pour la nuit

que pour le jour, sur les côtes & dans les ports; pour avertir la contrée de se mettre sur la défensive contre les entreprises des ennemis, pour diriger la marche des vaisseaux, & les préserver des écueils & autres accidens imprévus, appartient aussi au Roi, en vertu de sa prérogative royale. Il peut les changer les multiplier, ou les faire établir tant sur les terres qui appartiennent à la Couronne, que sur celles qui appartiennent aux particuliers. Le pouvoir est donné à ceux qui sont chargés de ces signaux, par des lettres-patentes du bureau du grand Amiral. Suivant le Statut 8, chap. 13, d'Elisabeth, la corporation de Trinity-house, peut établir tels signaux en tels endroits qu'elle jugera à propos; & si le propriétaire de l'endroit où ces signaux auront été établis, ou quelqu'autre personne vient à les détruire, ou à prendre quelque-unes des cloches, arbres ou autres marques de mer; le même Statut veut qu'elle soit condamnée à une amende de cent liv. sterl. & en cas d'impuissance de la part du coupable de la payer, il est pros crit, *ipso facto*.

En vertu de leur prérogative royale, nos Rois peuvent empêcher l'exportation des armes & des munitions de guerre. Le Statut 12, chap. 4, de Charles II, & le 29, chap. 16, de Georges II, condamnent à de grosses amendes ceux qui, au mépris des ordres du Roi, fe-
ront

ront cette exportation. Le Roi peut encore parmi nous retenir ses sujets dans ses Etats, & les y rappeler quand ils en sont sortis; mais cela n'empêche pas que tous les Anglois ne puissent, quand ils le veulent, passer les mers, sans être obligés de demander aucune permission au Roi: pourvu, cependant, que le Roi ne leur ait pas défendu auparavant de sortir du Royaume; & cela est une suite de l'obligation où sont tous les sujets de défendre le Roi & ses Etats. De maniere que celui qui contreviendrait à cet ordre, seroit dans le cas d'être puni de sa défobéissance. La liberté de passer les mers dans toute autre circonstance, est établie par la grande Charte, & par celle d'Henri III. Il y avoit anciennement parmi nous, plusieurs places, qui mettoient ceux qui les occupoient dans le cas de ne pouvoir quitter le Royaume sans en avoir obtenu la permission du Roi; parce qu'ils étoient censés être les Conseillers nés de la Couronne; tous les Chevaliers, parce qu'ils étoient constitués pour la défense du Roi; les Ecclésiastiques, à cause de la dépendance où ils se croyoient de la Cour de Rome tant que dura le Catholicisme; (chap. 4. constitut. Clarendon) tous les Archers & les Artisans, de crainte qu'ils ne portassent aux étrangers les manufactures & les divers métiers. Cette Loi qui subsistoit du temps même des anciens Bretons, fut don-

née sous Edouard I. Edouard Coke cite plusieurs exemples qui prouvent, qu'elle étoit encore en vigueur sous Edouard III. Sous les règnes suivans, une Loi un peu différente fut établie. Elle défendoit à toutes autres personnes, qu'aux Lords & autres constitués en dignités, ainsi qu'aux marchands reconnus pour tels & aux gens de guerre, de sortir du Royaume sans la permission du Roi. Mais cet acte Parlementaire fut aboli par le Statut 4, chap. 1 de Jacques I, & à présent tout sujet du Roi peut indistinctement sortir du Royaume, quand il lui plaît; excepté dans le cas où le Roi lui enverroit un ordre de *ne exeat regnum*, scellé du sceau privé. Si le Roi envoie ordre à un de ses sujets de revenir dans le Royaume, & qu'il n'y revienne pas; ses biens sont saisis &, lui même lorsqu'il revient, emprisonné & condamné à une amende: parce que son refus est pris pour un mépris des droits du Roi, & une désobéissance à ses ordres.

Le Roi est considéré dans les affaires du gouvernement intérieur, comme la source de la Justice & le conservateur de la paix publique. Ce n'est pas qu'en le regardant ainsi, on puisse dire qu'il est l'auteur & le principe de la Justice, mais seulement comme le distributeur, qui, par mille canaux différens, la fait passer à tous les individus: car suivant les prin-

cipes fondamentaux de toute société, le pouvoir de juger & d'administrer la Justice, appartient à toute société réunie. Mais, comme l'exercice de ce pouvoir seroit impraticable, toutes les sociétés politiques l'ont réuni à quelque'un de leurs Membres, & par-là ont rendu plus aisée l'administration de ce même pouvoir. Il a toujours été exercé en Angleterre par le Roi & par ses substitués : aussi a-t-il seul le droit d'ériger des Cours de Justice. La Constitution du Royaume a donné au Roi tout le pouvoir exécutif des Loix ; mais, comme il étoit impossible, & même peu convenable qu'il l'exercât personnellement ; il a fallu qu'il eût des Tribunaux, établis par lui, qui l'exercassent pour lui & en son nom. Ainsi toute Cour de Justice, en Angleterre, n'a point de pouvoir à elle appartenant ; celui qu'elle exerce n'est qu'une émanation du pouvoir royal. Aussi n'agissent-elles qu'au nom du Roi : leurs jugemens sont expédiés sous son nom, & exécutés par ses Officiers. Cependant, avant que notre Constitution eût acquis le point de perfection où elle est aujourd'hui, il est souvent arrivé que nos Rois ont pris connoissance par eux-mêmes des différens qui s'élevoient entre leurs sujets, & ont jugé leurs procès ; mais à présent il est établi par un usage de plusieurs siècles, que tout le pouvoir judiciaire appar-

tient aux différens Tribunaux de Justice que le Roi a établis, & que les Membres de ces Tribunaux sont dépositaires des Loix. De façon même que le Roi ne peut aujourd'hui rien changer à la composition de ces mêmes Tribunaux, ni aux formes qui y sont établies; & c'est sans doute pour assurer l'incorruptibilité des Juges, que les actes du Parlement les ont rendu indépendans, de manière qu'ils ne peuvent être dépossédés de leurs offices, que dans le cas où ils s'en rendroient indignes. Par-là on a voulu aussi donner plus de relief aux Juges des grands Tribunaux de la Justice. Le Statut 13, chap. 2, de Guillaume III, dit : que leur commission durera, & qu'ils jouiront de leurs appointemens, tant qu'ils rempliront leur charge avec exactitude : *quamdiu bene se gesserint*; & non pas tant qu'il plaira au Roi : *durante bene placito*. Il est vrai que, sur la demande d'une des deux Chambres du Parlement, le Roi peut ôter aux Juges leurs commissions; qu'elles cessent autrefois à la mort du Roi régnant; mais que par le Statut 1, chap. 23, de Georges III, & sollicité par ce Prince même, elles subsistent comme auparavant; & que ceux qui en sont revêtus continuent leurs fonctions & jouissent de leurs appointemens, comme si le Roi n'étoit pas mort. Avant qu'on fit ce Statut, le Roi avoit déclara-

ré : „ qu'il regardoit l'indépendance des Ju-
 „ ges comme aussi essentielle à l'administra-
 „ tion impartiale de la Justice, que leur inté-
 „ grité; & que de l'une & l'autre dépendoit
 „ la sûreté des droits & des libertés de ses
 „ sujets, ainsi que l'honneur de sa Couronne.”

Il seroit bien plus absurde encore que ce
 fût le Roi qui connût des offenses criminel-
 les; qu'il poursuivît lui-même ceux qui s'en
 feroient rendus coupables, & qu'il les jugeât.
 Ce seroit alors prendre un caractère de ven-
 geur qui ne conviendrait nullement à sa di-
 gnité, & qui seroit tout-à-fait étranger à celui
 qu'elle lui donne. Toute offense est ou contre
 la tranquillité du Roi, ou contre sa dignité,
 ou sa Couronne : ainsi qu'il est dit dans tou-
 tes les plaintes portées contre les coupables.
 Car, quoiqu'en apparence, le crime de haute
 trahison & quelques autres exceptés, les autres
 crimes paroissent plutôt être des attentats con-
 tre le Royaume en général, que contre le Roi
 en particulier; cependant ils doivent tous être
 regardés comme des attentats commis contre
 lui; attendu que ce qu'on nomme le *Public* est
 un corps invisible qui a délégué tous ses droits
 & son pouvoir, pour l'exécution des Loix à
 un Magistrat visible, qui représente ce même
 • public, pour suivre, en son nom & pour lui-
 même, la réparation des crimes & de la vio-

lation de la paix , comme si l'offense le regardoit personnellement. Et elle le regarde en effet , aux yeux de la Loi. Suivant nos anciennes Constitutions , le Roi devoit , à son couronnement , promettre de maintenir la paix , de façon que celui qui offenseroit quelqu'un seroit censé parjure , comme ayant violé le serment fait par le Roi à son couronnement : *dicebatur fregisse juramentum Regis juratum*. De-là s'ensuit nécessairement le pouvoir qu'a le Roi de pardonner les offenses ; attendu qu'étant censé toujours offensé par les coupables , il n'y a que lui qui puisse leur remettre la peine qu'ils ont méritée , pour la réparation de leur offense. Car il est de principe , qu'à l'offensé seul appartient le droit de pardonner à l'offenseur. Je traiterai dans la suite plus au long ce qui regarde la punition & le pardon. Quant à présent , je me contenterai d'examiner les principes sur lesquels est fondé ce pouvoir de pardonner les offenses qu'exerce le Roi , & comment il est régulièrement lié aux prérogatives de la Couronne.

Le pouvoir judiciaire , remis à un Corps particulier de citoyens , & que la Couronne ne peut lui ôter , est un des plus grands foyers de la liberté publique ; laquelle ne peut subsister dans aucun pays , à moins que l'administration de la Justice ne soit tout-à-fait sé-

parée du pouvoir exécutif & du pouvoir législatif. Si la puissance législative avoit aussi celle de l'administration de la Justice ; la vie , la liberté & la propriété seroient également soumises à l'arbitraire des Juges, lesquels pourroient diriger leurs jugemens, non d'après la Loi , mais d'après leur opinion. Tout à la fois Juges & Législateurs , ils pourroient , comme Législateurs , changer la Loi ; au lieu que n'étant que Juges , ils sont obligés de se renfermer dans les principes de la Loi même. Si le pouvoir judiciaire étoit uni au pouvoir exécutif , il arriveroit bientôt que la puissance exécutive ne seroit plus balancée par la puissance législative. C'est pour cela que le Statut 16, chap. 10, de Charles I, pour supprimer la Chambre Etoilée dit : que le motif de cette suppression, est d'ôter le pouvoir judiciaire de la main du Conseil privé , dont les membres doivent être toujours enclins à interpréter la Loi en faveur du Prince & de ses Officiers. Aussi doit-on éviter, dans toute Constitution libre, de réunir la qualité de Juge & celle de Ministre. Il est vrai cependant, que le pouvoir absolu , tel qu'il est exercé chez une Nation voisine de la nôtre , n'est plus tolérable que celui des Empires d'Orient, que parce qu'on y a investi du pouvoir judiciaire les Parlemens , dont les fonctions & la puissance sont tout-à-fait dif-

tinées de celles de la puissance législative & exécutrice. Et s'il arrivoit que cette Nation recouvrât sa première liberté, ce seroit par les efforts qu'auroit fait ce Corps judiciaire. En Turquie, les procès civils & criminels sont tous terminés par le Sultan, où par ses Ministres. Le pouvoir despotique y est à son plus haut période, & présente l'aspect le plus affreux.

Sa Majesté, aux yeux de la Loi, est toujours censée présente dans les Cours de Justice, quoique ce ne soit pas elle qui la distribue. Les Juges (si on peut s'exprimer ainsi) sont des miroirs qui réfléchissent l'image du Roi, qui, quoiqu'absent, ne donne pas moins au Tribunal le titre de Cour royale, toujours prête à poursuivre & à prononcer des jugemens favorables à l'avantage des sujets. D'où il s'ensuit, que le Roi ne peut jamais quitter les Tribunaux; car quelque peu fondées que soient ses prétentions, le demandeur est toujours en droit de les faire valoir; & suivant les formes judiciaires, jamais le Roi ne paroît dans les procédures par son Avocat comme les autres hommes : il est toujours censé présent dans l'endroit où est la Loi.

Le Roi, étant la source de la Justice, il doit seul avoir le droit de faire des proclamations; & ces proclamations, comme l'observe Edouard Coke, ont le pouvoir de lier tous

les fujets , lorsqu'elles font fondées fur les Loix , & pour les Loix. Car, quoique ces Loix foient faites par la puiffance législative , toutefois la maniere & le temps de les mettre à exécution doivent être laiffés à la puiffance exécutive. Et c'est par cette raifon que les édits & ordonnances de nos Rois , que nous appellons proclamations , obligent le citoyen comme la Loi même ; attendu qu'elles n'établiffent pas de nouvelles Loix , mais qu'elles déterminent le temps & la maniere dont doivent être exécutées les Loix déjà établies. Ainfi la Loi qui autorife le Roi à défendre à fes fujets de fortir du Royaume étant établie , le Roi peut , par une proclamation , empêcher qu'en temps de guerre , il ne fe faffe , pendant trois femaines , aucun embarquement dans aucun port du Royaume. Et cette proclamation a force de Loi , parce qu'elle eft fondée fur une Loi déjà donnée. Mais une proclamation qui , en temps de paix , & même en temps de difette , empêcheroit la sortie des grains , feroit de nul effet ; attendu qu'une telle proclamation feroit contraire à la Loi , & particulièrement au Statut 22 , chap. 13 , de Charles II. Pour qu'elle eût force de Loi , il faudroit qu'elle eût été précédée d'un acte du Parlement , qui défendit la sortie des grains , ainfi que le veut le Statut 7 , chap. 7 , de Georges III. Il n'en fe-

roit pas ainsi d'une proclamation pour désarmer les Papistes, parce qu'une Loi l'a précédemment ordonnée. Au lieu qu'une proclamation pour favoriser les Papistes, & désarmer quelques sujets Protestans, seroit nulle; puisque ce seroit ordonner le contraire de ce que la Loi auroit prescrit. Dans le vrai, la proclamation du Roi n'ajoute rien à la force de la Loi; mais elle assure & facilite son exécution; & c'est son seul effet. Aussi le Statut 31, chap. 8, d'Henri VIII, qui dit : que les proclamations du Roi auroient force de Loi, a été regardé comme un acte tyrannique, qui auroit pu faciliter parmi nous l'entrée au despotisme le plus absolu, s'il n'eût pas été supprimé pendant la minorité d'Edouard VI.

4°. Si le Roi est la source de la Justice, il est aussi celle des honneurs, des offices & des privilèges, qui tiennent de lui leur existence, comme un fils la tient de son père; ce qui n'est pas, quant aux Loix. Il est impossible que le gouvernement puisse être maintenu sans une distinction de rang, qui fasse connoître au peuple la subordination, en lui faisant voir comment ceux qui sont au-dessus de lui, sont en droit d'exiger obéissance & respect. Les Officiers, par exemple, ayant l'espérance de monter en grades, en ont plus de zèle pour remplir les fonctions de leur état. La Loi a sup-

posé que personne ne pouvoit mieux juger du mérite & des services que le Roi, & lui a confié le pouvoir de conférer les dignités & les honneurs, avec la persuasion qu'il n'useroit de ce pouvoir qu'envers ceux qui en seroient dignes. C'est pour cela que les différens degrés de noblesse, les lettres de Chevaliers, &c. sont émanés de la Couronne. Les uns sont conférés par des Lettres-Patentes, tels que la Pairie & le titre de Baronnet; les autres, par une investiture, telle que l'installation d'un simple Chevalier.

D'après le même principe, le Roi dispose aussi des offices; car ceux-ci sont de la même nature que les honneurs & les dignités. Au jugement de la Loi, tous les offices de la Couronne honorent ceux qui les possèdent: attendu qu'ils leur donnent une supériorité qu'ils tirent, & de l'autorité qu'ils exercent, & de l'idée favorable qu'on se fait de leur capacité. D'ailleurs, dans l'origine, il n'y avoit pas d'honneurs sans fonctions. Un Comte étoit le conservateur ou le gouverneur d'un Comté; un Chevalier, *Miles*, suivoit le Roi à la guerre. Or si les honneurs étoient inséparables des emplois, il falloit que les uns & les autres dépendissent du Roi; & cet usage s'est perpétué jusqu'à nos jours. De façon que si le Roi peut créer de nouveaux titres d'honneur, il peut

aussi créer de nouveaux offices. Ce droit souffre pourtant une restriction : c'est qu'il ne peut créer de nouveaux offices avec salaires , sans y être autorisé par un acte du Parlement. Dans la treizieme année d'Henri IV , un nouvel office de Mesureur de toiles , ayant été créé par le Roi , avec attribution d'un droit ; cette création fut déclarée nulle , par un acte du Parlement.

Le droit d'accorder des privileges appartient encore au Roi , en vertu de sa prérogative. Ce droit dérive des mêmes principes que celui d'accorder des honneurs & des emplois. Il peut donc accorder la préférence à celui de ses sujets qu'il juge à propos , pour telle ou telle chose , comme pour telle ou telle place. Ainsi il peut faire d'un étranger un regnicole , il peut former l'union de plusieurs de ses sujets , sous le nom de communauté , leur accorder des libertés , des exemptions , &c. dont chacun en particulier ne pouvoit jouir , mais dont ils sont susceptibles collectivement. Quant aux regnicoles étrangers & à ceux d'entre ceux-ci qui sont naturalisés , j'en parlerai dans la suite plus en détail ; comme aussi des communautés & corporations. Je me contente maintenant de remarquer que le pouvoir dont le Roi jouit d'établir ces corporations , est fondé sur ce principe : que le Roi seul ayant l'administra-

tion du gouvernement, est le meilleur & le seul juge des avantages que la société peut retirer de leur établissement, & de la destination qui convient le mieux pour le bien public à chacun de ses sujets en particulier. La Loi Romaine, (*) sous les Empereurs, déclare sacrilège ceux qui douteront du droit qu'ont les Empereurs de nommer les Officiers de l'Etat.

5°. Ce seroit un champ trop vaste que d'entreprendre d'entrer ici dans l'examen de ce qui regarde le commerce étranger, de considérer les privilèges qui lui sont accordés, les réglemens qu'on a faits relativement à cet objet, & les entraves qu'on lui a données. D'ailleurs ce seroit m'éloigner du but de ces Commentaires, qui doivent se borner à ce qui regarde les Loix d'Angleterre, relatives à sa Constitution, & non les Loix municipales, qui sont suffisantes pour régler les affaires compliquées du commerce. D'ailleurs, la Loi du commerce est plutôt la Loi des Marchands : *Lex mercatoria*, & généralement, comme de toutes les Nations. En Angleterre, les affaires qui regardent le commerce, s'y décident par les mêmes regles que par-tout ailleurs; & sou-

(*) *Disputare de principali judicio, non oportet : sacrilegum enim instar est, dubitare aut indignum sit quem elegerit Imperator, C. 9, 29, 3.*

vent même relativement au négoce intérieur, ayant égard au lieu où s'est fait le tirage, l'acceptation ou le refus de payement des billets, ou lettres de change.

Quant à ce qui regarde le pouvoir du Roi sur le commerce intérieur, il se borne, 1^o. à l'établissement des foires publiques, ou des places d'achats & de ventes; aux péages & à ce qui les concerne, lesquels ne peuvent être établis que par concession du Roi, ou d'après une longue & immémoriale jouissance qui suppose une concession antérieure; le temps où ces foires & marchés doivent avoir lieu; le choix des places où il faut les établir: ce qui peut être regardé comme faisant partie de l'économie ou police intérieure; parce que l'Etat étant considéré comme une grande famille dont le Roi est le chef, il doit avoir le droit de régler tout ce qui a rapport à sa police.

2^o. La détermination & la fixation des poids & mesures, toujours eu égard à l'avantage du public, & qui doit être la même pour tout le Royaume, afin de prévenir, autant qu'il est possible, la diversité des prix. Mais comme le poids & la mesure, sont, par leur nature, des choses incertaines & arbitraires, il est important qu'ils soient assujettis à certaines règles fixes & déterminées. Cependant comme il est presque impossible que la Loi explique toutes

ces regles, il est nécessaire qu'elles soient indiquées par quelque chose de visible & de palpable, qui soit par sa matiere & sa forme au-dessus de tout doute & interprétation, & serve en même temps de modele pour le poids & la mesure: nos anciennes Loix ont donné à la Couronne le droit d'établir ces modeles. Les Ducs de Normandie en jouissoient aussi. Ces modeles furent originaiement déposés & gardés à Winchestre, & nous trouvons parmi les Loix d'Edgard, un siecle avant la Conquête, que tous les poids & mesures du Royaume devoient être conformes aux modeles déposés à Winchestre. Presque toutes les Nations ont déterminé la mesure de longueur, par comparaison avec les parties du corps humain: tels par exemple que la palme, l'empan, le pied, la coudée; l'aulne, par la brasse, & le pas ordinaire. Mais il en arrivoit une variation continuelle, occasionnée par la différence qu'il y a entre les membres des hommes, relativement à leurs différentes Statures. Nos anciens historiens nous apprennent qu'une nouvelle regle des mesures de longueur fut établie parmi nous, par Henri I. Car l'ancienne aulne, qui répondoit à notre verge d'à présent, étoit conforme à la longueur de son bras, Cette mesure une fois fixée, toutes les autres le furent aisément, soit en la multipliant, soit en la diminuant; de maniere

que, suivant le Statut, appelé *compositio ulnarum & perticarum*, cinq verges & demie font une perche, la perche se divise en trois pieds, chaque pied en douze pouces, & chaque pouce de la longueur de trois grains d'orge. Les mesures superficielles sont dérivées de celle de longueur, & celles de capacité, du cube. La règle du poids étoit originairement prise du bled, dans la plus petite dénomination. Le petit poids a été appelé, un grain. Trente-deux grains, suivant le Statut, *compositio mensurarum*, faisoit une once; douze onces, une livre. Ces mesures & ces poids ayant été originairement établis par nos Rois, ce sont eux qui par la suite les ont changés, d'accord avec le Parlement. Sous Richard I, dans le Parlement tenu à Westminster, en 1197, il fut ordonné qu'il n'y auroit dans tout le Royaume qu'une même mesure & un même poids, & que les modes de ses mesures & poids seroient confiés dans chaque Villes & Bourgs, à la garde de certaines personnes. Ces gardiens devinrent ensuite Officiers du Roi, pour la perception du droit qu'on lui payoit sur les toiles; & c'étoit ces Officiers qui étoient chargés de mesurer ces toiles, lors de la vente. Leur office subsista jusqu'à Guillaume III. La Loi qui avoit fixé les poids & les mesures sous Richard, fut souvent violée sous le regne de Jean. On corrompoit

corrompoit avec de l'argent ceux qui étoient préposés à son exécution , & ils fermoient les yeux sur les abus qui se commettoient dans la vente. On essaya d'y remédier , par une Loi donnée sous Jean & sous son fils. Au reste les modeles qui devoient servir de regle , étoient nommés *pondus Regis & mensuræ Domini Regis*. Plusieurs Statuts faits pour régler ces mêmes poids & mesures , ont voulu que les modeles fussent déposés dans le trésor du Roi.

L'argent étant intermédiaire , & la Loi l'arbitre du commerce intérieur , c'est au Roi à établir le cours & à déterminer la valeur de l'argent. C'est d'après cette valeur , que celle des marchandises est fixée. Il est aussi un signe représentatif de la valeur de toutes les choses commerçables. Et si on a préféré de former ce signe avec des métaux , c'est que leur solidité les rend plus durables , & qu'ils peuvent se diviser en plusieurs parties , afin de former des signes représentatifs de différentes valeurs. Dans le choix des métaux , on a préféré le plus précieux , pour faciliter le transport. Le métal est plus propre que toute autre chose pour une mesure commune , parce qu'il peut être réduit à la même regle pour toutes les Nations. Chacune d'elles peut régler le poids , la forme & les signes représentatifs ; & c'est d'après ce qu'elles ont déterminé qu'on peut juger de leur

valeur idéale. Mais quant à leur valeur réelle & intrinsèque, ce n'est que par l'inspection des signes mêmes qu'on peut la déterminer.

Plus on tire de la mine de ces précieux métaux, plus les signes se multiplient, & plus aussi ces mêmes signes perdent de leur valeur réelle, quoiqu'elle soit dans le vrai la même. Dans l'espace de trois siècles, on a calculé que l'Amérique avoit fourni à l'Europe, plus de 1000 millions d'or & d'argent. La quantité de ces métaux accroit encore tous les jours, & il s'ensuit qu'il faut aujourd'hui donner une plus grande quantité de signes représentatifs pour la même denrée, qu'on n'en donnoit il y a 200 ans. Si au contraire & par accident, la quantité d'or & d'argent que nous avons, venoit à diminuer, il arriveroit que la valeur des métaux augmenteroit en proportion de leur rareté. Un cheval qu'on vendoit autrefois dix livres sterling, se vend aujourd'hui vingt livres. Il peut arriver qu'il revienne au même prix ; mais dans l'un & dans l'autre cas, sa valeur réelle sera toujours la même. Et si autrefois le métal, dont on fait des signes représentatifs, étoit de deux fois plus rare qu'à présent, la denrée étoit alors de moitié moins chère.

Dans tous les Etats, le monnayage appartient au souverain pouvoir, par la raison que ce n'est qu'à l'inspection du métal qu'on peut

connoître sa véritable valeur. Mais la valeur, que le métal doit avoir quand il est monnoyé, dépend, ainsi que son cours, de la matiere qui compose la monnoie, de sa forme, & de sa dénomination. A l'égard de la matiere, Edouard Coke avance, que la nôtre doit être faite d'or ou d'argent, & qu'aucune autre n'avoit été employée en Angleterre avant 1672, que Charles II, qui regnoit alors, fit frapper des liards de cuivre & des demi sols, & que par une proclamation, il ordonna qu'on en pourroit faire tous les payemens au-dessous de six sols. Mais pour éviter qu'on ne contrefit cette monnoie, on ne la fit pas sur le même modele que les autres, quant à l'empreinte. C'est une prérogative incontestable de la Couronne, qu'elle seule ait le droit de battre monnoie; car, quoiqu'autrefois plusieurs Evêques & Monasteres exerçassent ce droit, ce ne pouvoit être, comme l'a remarqué Matthieu Hale, qu'en vertu d'une concession du Roi : ce qui confirmoit le droit de celui-ci, bien loin de le détruire. D'ailleurs ils ne jouissoient que du droit de monnoyage, mais non pas de celui de l'empreinte; car c'étoit du Roi seul qu'ils recevoient celle que portoient leurs monnoies.

La dénomination de la monnoie, c'est-à-dire, la valeur pour laquelle la monnoie doit avoir cours, doit être déterminée par le Roi;

qui doit la faire connoître par une proclamation. Pour la fixer, il faut avoir égard au poids & à la finesse du métal; & le poids & le titre du métal fixés, il perd son nom & prend celui de sterlin. De toutes les raisons qu'on a données pour faire connoître pourquoi toute notre monnoie porte ce nom de sterlin, il n'en est pas qui soit vraiment satisfaisante. C'est le Statut 23, chap. 13, d'Edouard III, qui lui donne cette dénomination; & le pouvoir du Roi ne peut s'étendre jusqu'à donner à la monnoie une valeur qui soit au-dessous ou au-dessus de celle du sterlin. Matthieu. Hale est cependant d'une opinion différente. Le Roi peut encore, par une proclamation, donner cours aux monnoies étrangères, & déterminer pour quelle valeur elles seront reçues. Mais il faut que cette détermination soit relative à la valeur de notre monnoie; sans quoi le concours du Parlement est nécessaire. Nous n'avons aujourd'hui parmi nous aucunes monnoies étrangères qui aient un cours légal; car celle de Portugal même ne l'a qu'en vertu du consentement des particuliers: de façon qu'on pourroit la refuser en paiement. Au reste, le Roi peut encore décréter telle monnoie du Royaume, & en diminuer la valeur, quand il le juge à propos.

5°. Enfin le Roi d'Angleterre est considéré par nos Loix, comme le Chef de l'Eglise na-

tionale ; mais quant à la raison sur laquelle est fondée cette prérogative , cela regarde plutôt le droit divin que la Loi. Je me contenterai d'observer , que le Statut 26 , chap. 1 , d'Henri VIII , dit : que le Roi est de droit , & légitimement , le chef de l'Eglise d'Angleterre ; & que tout le Clergé du Royaume l'a reconnu pour tel , chaque fois qu'il s'est assemblé. De sorte qu'il est aujourd'hui reconnu que celui qui porte la Couronne de ce Royaume , réunit au pouvoir royal celui de Chef suprême de l'Eglise , ayant la juridiction & autorité sur tout ce qui regarde la nôtre. C'est ainsi que le veut le Statut 1 , chap. 1 , d'Elisabeth.

En vertu de cette suprématie , & par l'autorité qu'elle donne , le Roi convoque & tient assemblée , & dissout les Synodes. Pouvoir qu'il exerçoit bien avant Henri VIII , & la Réformation , ainsi qu'on le peut voir , par le Statut 8 , chap. 1 d'Henri VI , & dans le grand nombre d'Auteurs tant jurisconsultes qu'historiens qui ont écrit sur ces matières , entre autres dans Edouard Coke. Par le Statut 25 , chap. 19 , d'Henri VIII , il est dit : que le Roi peut empêcher l'exécution de quelque Canon que ce soit qui seroit contraire à la prérogative royale , ou aux Loix du Royaume ; de manière qu'aucun Canon ne peut avoir force de Loi si

le Roi ne l'a pas autorisé par son consentement. Au reste nos Synodes sont tout différens par leur composition, de ceux des autres Royaumes Chrétiens. Ceux-ci ne sont composés que d'Evêques ; au lieu que chez nous ils le sont comme le Parlement : les Evêques y représentent la Chambre des Pairs, & les députés des diocèses la Chambre basse.

De sa qualité de Chef de l'Eglise, s'ensuit le droit qu'a le Roi de nommer aux Evêchés vacans & aux autres dignités Ecclésiastiques, dont nous parlerons avec plus d'étendue lorsque nous traiterons du Clergé d'Angleterre. Ce droit de nomination a été assuré au Roi, par le Statut 24, chap. 20, d'Henri VIII.

Comme Chef de l'Eglise, le Roi y jouit du droit d'appel ; il décide, en dernier ressort, de toutes les causes Ecclésiastiques, &c. C'est au Tribunal de la Chancellerie que sont portés les appels des jugemens rendus par les Cours Ecclésiastiques, & celui de ce Tribunal est définitif. Ce droit a été restitué au Roi, par le Statut 25, chap. 19, d'Henri VIII, & nous en traiterons plus amplement dans la suite.



CHAPITRE VIII.

Des Revenus du Roi.

J'AI examiné, dans le Chapitre précédent, d'une manière fort étendue, la branche de la prérogative du Roi, dont l'exercice est nécessaire à sa dignité, & qui constitue le pouvoir exécutif de son gouvernement. Nous allons à présent considérer les autres branches de la prérogative, qui composent son revenu. Elles ont été attribuées par la Constitution Britannique à la personne du premier Magistrat, pour qu'il pût soutenir la dignité de son rang & maintenir son pouvoir. Ces revenus sont composés de la partie de sa propriété que chaque particulier donne, pour assurer la conservation des autres. Les revenus du Roi sont de deux sortes : revenus ordinaires & revenus extraordinaires. Les premiers ont de tout temps appartenus à la Couronne, à qui le Parlement les a concédés, après en avoir acquis la propriété, ou par achat, ou par échange, pour d'autres revenus héréditaires du Roi, dont la perception pouvoit incommoder les sujets.

Quand je dis que ces revenus ont toujours été attachés à la Couronne, je ne prétends pas qu'on croie que le Roi soit actuellement

dans la possession de tous les revenus attachés anciennement à cette même Couronne ; puisque la plus grande partie de ce qui les composoit autrefois , est maintenant dans la possession de ses sujets , auxquels les Rois d'Angleterre les ont concédés dans différens temps : ce qui a rendu en quelque façon la Couronne dépendante du peuple : car celui de qui dépend la subsistance d'un autre , tient celui-ci dans sa dépendance.

I. La première branche des revenus du Roi , consiste dans la garde de tous les revenus des sieges épiscopaux & archiepiscopaux , que le Roi perçoit pendant leur vacance ; c'est-à-dire , de tous les produits des terres qui sont attachées à la Baronnie dont l'Evêque & l'Archevêque ont la jouissance. Ce droit du Roi est établi sur ce qu'il est censé être le fondateur de tous les Evêchés & Archevêchés. En vertu de cette qualité de fondateur , le Roi , avant la *Réformation* , & par conséquent l'anéantissement de toutes les Abbayes & Prieurés du Royaume , avoit aussi la garde des revenus pendant la vacance des unes & des autres , qui étoient de fondation royale ; mais non pas de ceux qui étoient fondés par les sujets. Ce qui avoit encore déterminé la Loi à donner au Roi cette garde du temporel des Evêchés & des Abbayes , c'étoit sans doute parce que le successeur de

L'Abbé ou de l'Evêque n'étant pas connu, les biens du Siege & de l'Abbaye seroient restés exposés à être pillés pendant leur vacance. Lorsqu'elle cesse, le Roi cesse aussi d'exercer son droit; mais il ne doit aucun compte au nouveau pourvu des revenus qu'il a reçus comme d'un bien qui lui appartiendrait en propriété, & ainsi que ferait un usufruitier. Le Roi a aussi le droit de nommer à tous les bénéfices, & dignités ecclésiastiques, lorsqu'elles sont vacantes. Ce droit est si considérable, ainsi que le produit de la garde des bénéfices, qu'il ne peut pas être exercé par un sujet. Le Statut 15, chap. 4, & le Statut 4, chap. 5, disent : que le Roi, en temps de vacance, peut donner la garde du temporel d'un Evêché vacant, au Doyen & au Chapitre de ce même Evêché, & conserver pour lui les lods & ventes, ou tel autre droit qu'il juge à propos. Pour jouir plus long-temps de leur droit de garde, nos anciens Rois, & sur-tout Guillaume *le Roux*, prolongeoient la vacance des Sieges. Guillaume, non-seulement grossissoit par-là ses revenus, mais encore dévastait les forêts, détruisoit les bois dont il jouissoit pendant la vacance des bénéfices, & souvent même les aliénoit; de façon que les nouveaux Evêques étoient obligés de les racheter à très-haut prix de ceux à qui le Roi les avoit vendus.

Pour éviter par la suite de pareils abus, Henri I donna, au commencement de son règne, une Charte qui défendoit à toutes personnes, de vendre ou acheter, de prendre même à ferme, en temps de vacance, aucun des biens de l'Eglise. La grande Charte défend de commettre aucun dommage dans les biens temporels des Evêchés, & que la garde de ces Evêchés soit vendue. Les Statuts donnés à Westminster, la première année d'Edouard III, chap. 2, ordonnent la même chose. Le quatorzième Statut du même Roi, permet d'affermir aux Doyens & Chapitres les biens des Evêchés vacans, & défend en même temps les vexations que les Rois pouvoient exercer, en gardant pendant leur vie la possession des biens de ces mêmes Evêchés.

La garde des biens ecclésiastiques, pendant la vacance des bénéfices, formoit autrefois une des plus considérables portions des revenus du Roi; mais aujourd'hui ce qu'elle produit est de peu de conséquence: car dès que le nouvel Evêque est nommé, que sa nomination est confirmée par le Roi, & qu'il est sacré; tous les biens attachés à son siège lui sont remis, & il peut même demander les fruits perçus pendant la vacance.

II. Le droit de *Corody*, (ainsi que l'appelle la Loi) dont le Roi d'Angleterre jouissoit,

étoit une espece d'indult , au moyen duquel l'Evêque nouvellement élu , étoit obligé de nommer à un bénéfice, celui des Chapelains du Roi qui lui étoit désigné ; & jusqu'à ce qu'il l'eût fait , de payer une pension audit Chapelain ; & ce droit étoit exercé par le Roi , en qualité de fondateur de l'Evêché. Il se percevoit aussi sur tous les bénéfices royaux , qui payoient au Roi , comme fondateur , une annate ou pension. Ce droit a été négligé & ne s'exerce plus ; mais suivant Matthieu Hale , il pourroit s'exercer comme anciennement , étant un droit imprescriptible de la Couronne.

III. Autrefois les dîmes qui se levoient sous les terres *Extraparoiissiales*, étoient remises au Roi , & pouvoient par conséquent être regardées comme le *Corody* , & faire partie du revenu de la Couronne , avec d'autant plus de justice , que ce *Corody* n'avoit d'effet qu'en faveur des Chapelains du Roi ; au lieu que les dîmes , dont le produit passoit par ses mains , devoient être distribuées par lui à tout le Clergé.

IV. La perception des premiers fruits , ou annates , des décimes ou autres taxes qui se levent sur le Clergé , fait aussi partie du revenu royal. Ces différens impôts faisoient partie de ceux que la puissance Papale avoit usurpés sur le Clergé d'Angleterre. L'usage en

avoit été introduit par le Légat du Pape, sous Henri III & Jean, d'abord dans le Diocèse de Norwich, & qui devint général pour tout le Royaume, sous le Pontificat de Clément V & de Jean II, au commencement du quatorzième siècle. Les annates se payoient, non sur le produit de la première année, mais sur l'évaluation arbitraire qu'on faisoit de ce produit. Walter, Evêque de Norwich, sous Henri III, fut chargé par Innocent IV de faire cette évaluation, qui fut encore portée plus haut, sous Nicolas III, en 1292, & l'état de cette évaluation est conservé dans les Archives de l'Échiquier.

Les Lévites de l'ancienne Loi offroient au Seigneur, ou plutôt au Grand Prêtre, la dîme de celle qui, suivant la Loi, devoit leur être payée. Les Papes, en s'arrogeant le même droit, voulurent aussi exiger que le Clergé leur donnât la dixième partie de la dîme des fruits de la terre qu'il percevoit sur les peuples, & que cette décime leur fut payée non sur le produit réel de la dîme, mais sur l'évaluation arbitraire qu'ils en firent. Le Parlement s'opposa avec vigueur à cette prétention. Nombre d'actes furent faits pour arrêter ces entreprises, & nombre d'autres pour empêcher qu'elles ne devinssent encore plus onéreuses. Le Statut 6, chap. 1 d'Henri IV, qua-

liste la levée des décimes que faisoient les Papes, un usage malheureux & pernicieux. Cependant le Clergé, aveuglément dévoué au Pontife Romain, continua de lui obéir; de maniere que sous le regne d'Henri VIII, on évalua à 800, 000 ducats l'argent qui avoit été envoyé à Rome, dans l'espace de cinquante années, pour les annates reçues en Angleterre. Sous ce même regne le pouvoir du Pape fut détruit en Angleterre; le Roi prit le titre de Chef de l'Eglise Anglicane, & annexa à sa Couronne tous les droits dont jouissoient auparavant les Papes. Le Statut 26, chap. 3, d'Henri VIII, confirmé ensuite par le premier, chap. 4 d'Elisabeth, ordonna une nouvelle appréciation du produit des biens du Clergé; & c'est sur cette appréciation qu'ils sont encore imposés aujourd'hui.

Par les Statuts ci-devant mentionnés, tous Vicariats qui ne rapportent que 10 liv. sterlin par an, & toute Cure qui n'a que 10 marcs de revenu, sont également exempts de payer l'annate. Pour les bénéfices sujets à la payer, si le bénéficiaire nouvellement pourvû ne jouit de son bénéfice qu'une demie année, il n'est obligé de payer que le quart du revenu. Si au contraire, il en jouit un an, il paye la moitié, trois quarts s'il en jouit un an & demi, & le tout s'il est resté en possession pendant

deux ans. Pour la première année, la terre bénéficiaire est exempte de payer toutes dîmes, par le Statut 29, chap. 8, d'Henri VIII : par la raison que le produit de cette première année est pour le paiement de l'annate. Un Statut de la cinquième année, & un de la sixième de la Reine Anne, déclarent tout bénéfice, dont le rapport est au-dessous de 50 liv. sterling, exempt de payer l'annate & la dime. C'est ainsi que par la superstitieuse soumission de leurs prédécesseurs, les Ecclésiastiques d'Angleterre furent d'abord soumis à un joug étrange qui les accabloit d'exactions ! Lorsque ce joug fut secoué, on fit une autre fausse application d'une partie de leurs revenus ; & malgré les changemens heureux arrivés dans la Monarchie, cela dura jusqu'à la Reine Anne, qui restitua indirectement à l'Eglise ce qu'on lui avoit ôté. Elle ne la déchargea pas, à la vérité, du paiement des annates ni des dîmes ; mais elle en employa le produit, qu'elle regardoit comme un superflu des gros bénéficiers, à augmenter les revenus des petits. Pour cet effet, elle donna une Charte, qui fut confirmée par le Statut 2, chap. 11, de son regne, par laquelle il fut ordonné que le produit des annates & des dîmes seroit destiné à être joint à celui de la taxe des pauvres ; & on a donné au fonds, qui en est composé, le nom de *Fonds de la*

générosité de la Reine Anne. Tous les Statuts depuis son regne , ont confirmé la destination humaine & bienfaisante de cet argent.

V. La cinquieme branche du revenu ordinaire du Roi , est formée par le produit des terres domaniales de la Couronne. Les terres domaniales *Terræ dominicales Regis* , sont des portions de territoires qui furent réservées pour la Couronne , lors du partage primordial des terres , ou qui lui sont tombées soit par confiscation , soit autrement. Ces domaines étoient anciennement en grand nombre ; ils comprennoient des Evêchés & des Seigneuries , sur lesquels les Seigneurs avoient de singuliers droits , dont nous parlerons dans le second volume de ces Commentaires , à l'article des revenus de ces anciens domaines. Les terres domaniales du Roi sont maintenant réduites à très-peu de chose ; les Rois ayant disposé de presque toutes , en faveur de quelques-uns de leurs sujets. Le Parlement s'est souvent opposé à ces aliénations , sur-tout après le regne de Guillaume III , qui avoit considérablement appauvri la Couronne. Le Parlement donna alors un acte , qui déclaroit nul tout bail des terres de la Couronne qui passeroit plus de trente & un an , & ceux des maisons qui passeroient quarante & un an. Le même acte veut que les baux qui avoient alors vingt ans , ne pussent être prorogés que

pour onze ans au-delà de leur expiration. Le possesseur d'une terre domaniale, suivant le même acte, doit être puni, s'il détériore la terre. Dans le cas de détériorations, on peut le forcer à continuer la rente qu'il payoit ; & dans celui où il n'y auroit pas de rente à payer, lui retirer la terre avant qu'elle eût été plus détériorée. Mais cet acte fut malheureusement donné trop tard ; attendu qu'alors toutes les terres de la Couronne avoient été oualiénées pour toujours, ou données à bail pour très-long-temps. Mais il sera avantageux à nos descendants, qui en profiteront.

VI. Avant qu'on eût aboli, par le Statut 12, chap. 24, de Charles II, les redevances militaires, le Roi en retiroit un très-grand revenu : presque toutes les terres du Royaume y étoient sujettes.

Nous parlerons plus particulièrement de ces redevances, dans le second Livre de ces Commentaires. Le droit de Pourvoirie étant encore un droit fiscal de la Couronne, le Pourvoyeur du Roi pouvoit, en vertu de ce droit, acheter, au prix qu'il fixoit lui-même, toutes les choses nécessaires au Roi & à sa famille. Nulle personne ne pouvoit avoir sur lui la préférence, & le vendeur étoit obligé de donner sa marchandise au prix où le Pourvoyeur l'avoit estimée. Toutes les voitures & tous les
sujets

sujets étoient obligés de transporter les bagages & les vivres du Roi au prix qui étoit fixé. L'usage de ces corvées s'étoit établi dans toute l'Europe, de même qu'en Angleterre, & il étoit une suite nécessaire de la rareté de l'or & de l'argent, qui mettoit les vasseaux dans l'impossibilité de payer au Roi ou à un Seigneur, dont leurs terres relevoient, les redevances autrement qu'en bled ou autre denrées. Tant que le Roi fut sédentaire dans le même lieu, tous les vivres & autres denrées qui se consommoient dans le palais, étoient achetés dans un marché qui se tenoit pour cela devant la porte du palais même. Mais les Rois, ayant été obligés, pour les affaires du gouvernement, de changer continuellement de demeure, & ces sortes de marchés devenant inutiles, on fut obligé d'établir des Pourvoyeurs qui alloient acheter dans tous les marchés des environs du lieu où étoit le Roi, les choses dont il avoit besoin pour sa consommation. Et comme on appréhendoit que les vendeurs n'abusassent de cette augmentation de consommation pour hausser les prix des denrées, on donna aux Pourvoyeurs [comme nous l'avons dit] le droit de fixer eux-mêmes les prix. Mais les abus qu'ils commirent, & l'argent devenant plus abondant, le droit dont ils jouissoient leur fut ôté, non-seulement chez nous, mais dans tous les autres

pays où ce même droit de pourvoirie s'étoit établi. Gustave-Adolphe fut le premier qui l'abolit, en Suede, au commencement du dernier siecle. Chez nous on cessa d'en faire usage, après l'abolition de la Royauté. Charles II, étant remonté sur le Trône, consentit à ce que le droit de pourvoirie restât entièrement aboli; & pour l'indemniser, le Parlement accorda à ce Prince, tant pour lui que pour ses successeurs, un droit de quinze deniers sterlin sur chaque baril de biere, ou d'*aile*, qui seroient vendus dans le Royaume, & un droit proportionnel sur certaines autres liqueurs, dont nous parlerons plus bas.

VII. La septieme branche du revenu de la Couronne étoit formée par le produit des permissions de vendre du vin, & que le Roi seul pouvoit donner; à l'exception cependant pour les endroits privilégiés, où, sans cette permission du Prince, on pouvoit vendre le vin en détail. Ce droit fut établi par le Statut 12, chap. 25, de Charles II, auquel il fut donné, en dédommagement des autres droits, dont il permit l'abolition. Le Statut 30, chap. 19, de Georges II, a aboli le droit des permissions de vendre du vin; & pour indemnité, on donna à ce Prince une somme annuelle de 7000 liv. sterl. sur le produit du contrôle des permissions de vendre du vin en détail.

VIII. La huitieme branche du revenu de la Couronne étoit formée par le produit des forêts. Ces forêts consistantes en des terrains qui n'étoient d'aucun rapport, appartenoint au Roi; elles étoient remplies de bêtes fauves & de toutes sortes de gibier, réservé pour l'amusement du Souverain. Pour les conserver on fit des Loix particulieres, on accorda des privileges, on créa des Officiers, on érigea des Cours de Justice, dont nous parlerons plus amplement dans la suite. Nous dirons seulement que le revenu que le Roi retiroit de ces forêts, consistoit principalement dans les amendes que payoient ceux qui contrevenoient aux Loix faites pour cet objet. Et que la nature de ces Loix, la maniere dont on les faisoit exécuter, les procédures contre ceux qui les violoient, rapportés dans nos livres des Loix & dans nos Histoires, ne feront regretter à personne les changemens qu'on y a faits sous Charles I; en 1632.

IX. Ce que le Roi retire de ses Cours de Justice forme la neuvieme branche de ses revenus ordinaires. Les amendes pour défauts, pour for appel, & autres droits pour une infinité d'actes judiciaires, & les confiscations forment une partie du revenu que le Roi retire des Tribunaux de Justice; à quoi il faut encore ajouter le droit du scéau, ceux qui se

payent au greffe pour toute espece d'actes & de procédures, pour les substitutions enfin, & pour tout ce qui est nécessaire à la validité des titres publics. Les droits qui se perçoivent en conséquence sont censés être accordés au Roi, pour l'indemniser des peines qu'il prend, ou que ses Officiers prennent pour lui. Mais quoique les droits du greffe soient considérables, ils ne rendent que très-peu au Roi, parce que la plus grande partie de ce qu'ils produisent a été concédée à d'autres personnes. Cependant, par le Statut 1, chap. 7, de la Reine Anne, ces concessions doivent cesser à la mort du Prince qui les a faites.

X. La dixieme branche du revenu ordinaire de la Couronne est formée de ce que les vaisseaux payent au Roi pour être protégés & défendus contre les corsaires, ainsi que de ce qu'il retire des poissons royaux, qui sont l'esturgeon & la baleine lorsqu'ils sont pris sur les côtes de ses Royaumes. Nos ancêtres attachoient à ce droit une grande importance, & les Rois de Danemarck, ainsi que le Duc Guillaume de Normandie le regardoient comme une de plus grandes prérogatives de leur Couronne. L'ancien Statut de *Prerogativa Regis*, & les plus anciens traités de nos Loix en font mention; mais il semble cependant que les uns & les

autres mettoient une grande différence entre la baleine & l'esturgeon.

XI. Ce que rapportoit au Roi le droit de débris & de naufrages, formoit encore une branche de revenu ordinaire. Tous vaisseaux qui échouoient ou périssoient sur nos côtes, appartenoient au Roi, en vertu du Statut 17, chap. 11, d'Edouard III. Insensiblement l'exercice de ce droit oppressif pour les malheureux propriétaires, devint moins rigoureux. On le négligea par compassion pour la misère des infortunés négocians; & on l'abolit enfin par justice. Avant cela, tout ce qui se trouvoit dans le vaisseau appartenoit au Roi; car, suivant la Loi, la propriété du vaisseau cessoit, au moment du naufrage: ce qui étoit certainement contre la raison & l'humanité.

Ce fut par cette considération que Henri I déclara, que si quelqu'un se trouvoit dans le vaisseau échoué, il ne seroit pas dans le cas de la confiscation. Henri II déclara que si dans les vaisseaux échoués sur les côtes d'Angleterre, de Poitou, d'Oleron & de Gascogne, il se trouvoit un homme en vie, ou même une bête, quelconque, le vaisseau seroit rendu à son propriétaire, au cas qu'il le réclamât dans l'espace de trois mois après le naufrage; à défaut de quoi, le vaisseau seroit estimé & remis au Roi, ou au Seigneur à qui appartiendrait la

côte où se feroit fait l'échouement. Richard I, la deuxième année de son regne, non-seulement confirma ce qu'avoit établi Henri II, mais ajouta généreusement que le propriétaire du vaisseau échoué auroit ses effets, *comes res suas liberas & quietas haberet*, mais encore que si le propriétaire venoit à périr, ses enfans, ses freres & sœurs prendroient sa place; & qu'au défaut de ses freres & sœurs, ce seroit au Roi que le vaisseau & tout ce qu'il contiendrait seroit dévolu. Après Henri III, ou donna une Loi dans laquelle il fut dit, que s'il se trouvoit dans le vaisseau un chien, & qu'il pût faire découvrir le propriétaire du vaisseau, où qu'il s'y trouvât quelque renseignement qui pût faire connoître à qui il appartenoit; le vaisseau lui seroit remis. (*) Ce qui est conforme à la raison : car le droit du Roi ne peut hériter qu'autant que le légitime propriétaire ne sera pas connu. Lorsqu'il se trouve présentement sur quelque vaisseau échoué, quelque chose qui ait vie, comme homme, chien ou chat, &c. Le Shériff du Comté, est obligé de s'em-

(*) Constantin restreignit les droits que la Loi donnoit au Prince, sur les vaisseaux échoués, [CoL. II, 5, 1.] Et ordonna de les remettre à leurs propriétaires. *Quod enim jus habet fixus in alienâ calamitate, ut de re tam luctuosâ compendium scilicet*.

parer de tout ce qui s'y trouve, & de le faire garder un an & un jour tout entier.

La même chose se pratique en France, conformément à la Loi maritime d'Oleron, & en Hollande le sequestre dure un an & demi. Si dans cet espace de temps quelque chose prouve la propriété, les effets doivent être remis sans délai; si au contraire personne ne les réclame, ils appartiennent au Roi. Si ce qui se trouve dans le vaisseau peut souffrir quelque dommage à être gardé, le Sheriff doit en faire faire la vente, & en garder le produit jusqu'au temps révolu. Mais il n'y a guères de parties de côtes où les Rois se soient réservés les débris & naufrages non réclamés; ils les ont abandonnés aux Seigneurs les plus voisins.

Mais pour que le droit de bris puisse être juridiquement exercé, il faut que le vaisseau soit échoué; car lorsqu'il continue d'être à flot, de même que ses débris en cas de naufrage, la Loi se sert d'une autre qualification que celle de bris. Les mots dont elle se sert sont anciens & même barbares: ce sont ceux de *jetsam*, *flotsam*, and *ligan*. *Jetsam* sert pour exprimer les effets qui tombent dans la mer & vont à fond. *Flotsam*, ceux qui flottent au-dessus de l'eau, *ligan*, ceux qui enfoncés dans la mer, se font remarquer par un-liege ou bouée qu'on y attache & qui

flote au-dessus de l'eau pour marquer l'endroit où on les a laissés. Ces effets appartiennent au Roi si personne ne les réclame, car dans le cas de la réclamation ils sont remis au propriétaire qui a prouvé qu'ils lui appartenoient. Si les effets qui sont jettés hors du vaisseau, dans le cas où il faut diminuer sa charge, sont ensuite retrouvés ; quand même on n'auroit pas attaché à ces effets aucune bouée pour les reconnoître, le propriétaire ne seroit pas censé avoir renoncé à son droit de propriété. On présume que c'est même pour conserver le vaisseau que le propriétaire a jetté à la mer une partie des effets qui étoient dessus : au moyen de quoi ils ne sont pas partie du droit de bris & de naufrage que le Roi a cédé.

Au moyen des réglemens qui ont été faits en faveur des vaisseaux échoués & naufragés, le droit de bris & de naufrage est devenu de peu de conséquence, car il est rare qu'il ne se trouve sur ces malheureux navires aucune créature vivante ; & depuis que le commerce s'est si fort étendu & que la navigation est devenue si considérable, il est bien difficile que le propriétaire du vaisseau échoué ne soit pas instruit à temps pour faire sa réclamation dans l'an & jour. D'un autre côté on a fait tant de sages réglemens pour prévenir les naufrages, & pour assurer du secours aux naufragés, ou à ceux qui

sont menacés de périr, qu'aujourd'hui les naufrages & les échouemens sont beaucoup plus rares qu'ils ne l'étoient autrefois. Ces réglemens sont remplis d'humanité, & bien différens de ceux qui subsistoient auparavant, surtout dans le Nord pour les côtes de la mer Baltique. Tous les habitans de ces côtes étoient par les Loix autorisés à se saisir de tout ce qui échouoit sur leurs côtes : *in naufragorum miseriam & calamitate, tanquam vultures ad prædam currere*. Par les Statuts 2 & 13, d'Edouard III, il est dit que si un vaisseau échoue sur les côtes du Royaume & que sa cargaison soit apportée à terre, elle sera remise aux marchands pour lesquels elle étoit destinée, en payant seulement une récompense honnête à ceux qui auront apporté à terre les effets trouvés sur le vaisseau. Notre Loi commune ordonne que si quelque personne où le Sheriff même s'emparerait des marchandises ou autres effets trouvés dans un navire jetté sur la côte, il sera permis au propriétaire dudit navire d'informer contre eux & de les attaquer, pour les obliger à lui restituer ses effets. Par le Statut 12, chap. 18, de la Reine Anne, confirmé ensuite par le Statut 4, chap. 12, de Georges I. Il est ordonné de donner secours aux vaisseaux qui sont en détresse, & il défend qu'on en use à leur égard de la même manière qu'il se pratique sur quelques parties

de nos côtes, où l'on fuit à l'égard des naufragés l'usage inhumain des habitans des côtes de la Baltique. Par le même Statut, il est ordonné à tous les premiers Officiers des Villes les plus proches de la mer d'envoyer, lorsqu'ils en seront requis, le plus d'hommes & de chaloupes qu'il se pourra, aux secours des vaisseaux en danger de périr, à peine de 100 liv. sterlin d'amende pour ceux qui ne le feront pas ; & que ceux qui seront ainsi employés à secourir les vaisseaux, seront payés de leurs peines par les propriétaires des vaisseaux, suivant ce qui en sera décidé par les trois Juges de paix le plus proches des côtes.

Que tous ceux qui souffriraient quelques effets des vaisseaux échoués ou naufragés, feroient condamnés à rendre trois fois la valeur de ces mêmes effets ; & que s'il se trouvoit quelqu'un, qui, par méchanceté, contribuât à la ruine totale du vaisseau échoué, soit en y faisant des trous pour y faire entrer l'eau, soit en ôtant les pompes ; il seroit poursuivi comme *fêlon*, & condamné comme tel, sans pouvoir jouir du bénéfice de *Clergie*. Par le Statut 26, chap. 19, de Georges II, tout pillage de vaisseau qui a fait naufrage, sur lequel même il n'y auroit nulle créature vivante, rend coupable celui qui le commettrait, du crime de *félonie*, comme le sont ceux qui ôtent les

bouées ou autres marques mises pour retrouver les effets qu'on a jettés à la mer. Ils sont, en vertu du Statut 8, chap. 13 d'Elisabeth, condamnés à une amende de 100 liv. sterlin. C'est aussi un crime qui mérite la mort, que d'apporter quelque empêchement à ce que quelqu'un se sauve du naufrage, soit en le blesant, ou autrement; comme aussi de poser des feux qui dirigent les vaisseaux vers des endroits dangereux, & les entraînent à leur perte. Le Statut de Georges I, déclare que c'est un vol que de s'approprier quelques-uns des effets que la mer aura jettés sur le rivage. Le même Statut fait encore plusieurs autres réglemens utiles en faveur des navires étrangers qui sont menacés, à la vue de nos côtes, d'un danger imminent. (*)

XII. La douzieme branche du revenu ordinaire du Roi, est formée du produit des mines. Ce droit dérive de celui de battre monnoie,

(*) Suivant la Loi civile, c'est un crime capital que de détruire les personnes qui ont fait naufrage, ou de mettre obstacle à ce que les vaisseaux évitent le péril qui les menace. Voler une seule planche du vaisseau échoué, c'est se rendre responsable de tout ce que contient le vaisseau. (Ff 47 9. 3.) Les Loix Wisigothes & celles des anciens Napolitains, punissoient avec la plus grande sévérité, tous ceux qui négligeoient d'aider les vaisseaux qui se trouvoient en danger de périr, ou qui pilloient quelques-uns des effets jettés par les flots sur le rivage de la mer. *Lindenbrog. Code L. C. L. Antiqu. 146 715.*

& afin d'en faciliter au Roi les moyens. Aussi les mines d'or & d'argent sont-elles appelées parmi nous, *Mines Royales*; ce sont les seules qui portent ce titre. Celles de cuivre, d'étain, &c. doivent, suivant certains auteurs, être réputées aussi telles, lorsqu'on y trouve de l'or ou de l'argent mêlés avec le métal; suivant d'autres, seulement quand la quantité des métaux fins est plus grande que celles des autres métaux. Le Statut 1, chap. 6 de Guillaume & Marie, & celui 5, d'Henri VI, disent : que nulle mine de cuivre, de plomb, d'étain & de fer, ne seront réputées être mines royales. Mais les mêmes Statuts donnent au Roi & à ses fermiers la faculté de retirer des mines, les précieux métaux qui se trouveront mêlés dans celles qui seront nouvellement découvertes, en les payant aux propriétaires des mines, sur le pied du métal que donne la mine même. Et cette Loi est d'autant plus équitable, qu'elle n'est nuisible ni aux droits du Roi, ni à aucun des propriétaires. Ceux-ci, assurés de leur propriété, ne craignent pas qu'on la leur enleve, & par conséquent ne sont pas découragés par la crainte de voir leurs travaux devenir inutiles; & le Roi, en prenant les métaux précieux que renferme la mine, ne leur fait pas d'injustice, puisqu'il en paye la valeur sur le pied du métal, pour

l'extraction duquel le propriétaire a formé son entreprise. D'ailleurs le Roi a, par la Loi, la propriété de tous les métaux précieux, renfermés dans les mines de sa domination.

XIII. Ce sont les trésors trouvés qui font la treizieme partie du revenu ordinaire; & ce droit est une suite de celui du monnoyage que possède le Roi. Le mot *trove* dérive du verbe François *trouver* : en latin, *Thesaurus inventus*, trésor trouvé. Ce que nous entendons par trésor, c'est une certaine quantité d'or ou d'argent, ou quelques pieces de ces métaux cachées dans quelque endroit particulier, soit en terre, soit autrement, & dont le propriétaire n'est pas connu. Ces sortes de trésors appartiennent au Roi. Mais s'il arrive que l'endroit ait été désigné par celui qui les a cachés, ce trésor n'appartient ni au Roi, ni au propriétaire de l'endroit où il a été trouvé, non plus que les trésors trouvés dans la mer, ou sur la surface de la terre. Les uns comme les autres n'appartiennent à celui qui les trouve, qu'au cas que le propriétaire ne les réclame pas. Car (dit Bracton) celui qui cache & confie un dépôt à la terre ou à la mer, n'abandonne pas son droit de propriété. C'est sur les différentes intentions que la Loi suppose à celui qui cache un trésor, qu'elle décide sur ce qui regarde sa propriété. Celui qui cache son trésor n'est pas pré-

sumé, au jugement de la Loi, être dans l'intention d'en abandonner la propriété; il est même à croire qu'il ne l'a caché que pour la mieux conserver, & qu'il s'est proposé de le reprendre quand il le jugera à propos. Mais s'il vient à mourir, sans avoir confié son secret, la Loi donne ce trésor au Roi, qui en fait une partie de ses revenus. Mais un homme qui jette son trésor sur la terre, sans prendre la peine de le cacher, ou qui le jette dans la mer, n'est pas présumé avoir eu l'intention de le conserver, & dès lors ce bien rentre dans la masse commune des biens de l'Etat, qui appartient au premier occupant. Si pourtant le propriétaire prouvoit que le trésor est tombé dans la mer, ou a été jeté par terre, par accident; alors il peut le réclamer, parce qu'il n'est plus censé avoir renoncé à sa propriété.

Anciennement, les trésors trouvés appartenoient à ceux qui les trouvoient. Depuis on jugea qu'il étoit utile de donner au Roi [pour lui faciliter le monnoyage] la propriété de tous les trésors cachés, & dont on supposoit l'abandon fait par le propriétaire. Cela s'observe à présent, non-seulement en Angleterre, mais en Allemagne, en France, en Espagne & en Dannemarck. Grotius appelle ce droit, *Jus commune & quasi gentium*. On trouvoit jadis, chez nous, beaucoup plus de trésors qu'on n'en

trouve maintenant ; parce que les Romains & les autres peuples voisins , que les habitans du Nord chassoient de leur pays , avoient soin , avant de l'abandonner , d'enfouir leurs trésors , dans l'espoir de les retrouver à leur retour. Mais cet espoir ayant été trompé , ils ne recouvrent pas leurs trésors , & ceux à qui ils appartenoient étant morts , ils restèrent ignorés. Les Conquérens , qui savoient qu'il y en avoit beaucoup dans les pays conquis , menacèrent de peines corporelles ceux qui les cacheroient , & ne rendroient pas leurs découvertes publiques , quand ils les trouveroient ; & ceux qui en étoient convaincus étoient condamnés à la mort. Aujourd'hui ils n'encourent plus d'autres peines que celles de la prison & de l'amende.

- XIV. Le produit des *Epaves* : *Bona waviata* , forment la quatorzième branche du revenu ordinaire. On comprend sous le nom d'*Epaves* , les biens volés , ou abandonnés & trouvés. La Loi veut qu'ils soient remis au Roi , auquel elle en accorde la disposition & la propriété. Elle regarde la privation de ces effets , qu'elle fait supporter à celui à qui ils appartenoient , comme une punition de sa négligence à poursuivre le voleur , & à reprendre son vol. Dans le cas où celui qui est volé intente un procès au voleur , & le poursuit

devant la Loi, il peut réclamer les effets qui lui ont été enlevés; & ils lui sont rendus, lorsque, par l'aveu & la conviction du coupable, il est prouvé qu'ils lui appartenoient. Mais pour que le Roi puisse être mis en possession des Epaves, il faut que les Officiers s'en emparent avant que ceux auxquels ils appartiennent ne s'en soient refaisis. Quand bien même il y auroit vingt ans qu'ils auroient été perdus ou volés, le propriétaire peut s'en refaisir, quand ses effets jettés par le voleur, lorsqu'il s'enfuit, retombent en son pouvoir. Les marchandises d'un marchand étranger qui ont été volées, & que le voleur a jettées en s'enfuyant, ne sont pas non plus censées être Epaves. Cette exception a eu pour motif l'encouragement du commerce, & de plus qu'étant étranger, il n'a pas tant de facilité que les naturels du pays pour poursuivre son voleur; attendu le défaut de connoissance des Loix, des usages, & même de la langue du pays.

XV. La quinzième branche du revenu ordinaire, consiste dans les Epaves des animaux; c'est-à-dire, dans les animaux utiles égarés & errans, & que personne ne réclame. La Loi accorde ces Epaves au Roi, comme Prince Seigneur de tout le territoire du Royaume, & à titre de compensation de tous les dégats qu'ils ont faits. A présent ils appartiennent

nent au Seigneur du territoire sur lequel ils ont été trouvés, en vertu de la concession qu'il leur a faite de son droit.

Mais pour que le Roi ou les Seigneurs mis en sa place dans l'exercice de son droit, puissent l'exercer ; il faut nécessairement que la faïsse de l'Epave soit publiée dans l'Eglise, & dans les deux marchés les plus prochains de l'endroit où l'animal Epave a été trouvé. Si après ces proclamations personne ne se présente pour le réclamer dans l'espace de deux jours, il appartient, mais non avant, ou au Roi, ou à son représentant. L'usage ancien étoit, qu'aussi-tôt qu'on trouvoit une Epave, sa prise étoit rendue publique par une proclamation : *Coram Comitibus & viatoribus obviis, deinde in proximâ villâ vel pago, postea coram Ecclesiâ vel judicio* ; & le propriétaire avoit toute l'année pour réclamer sa propriété. Dans le cas de la réclamation juridique, de la part des propriétaires, ils doivent payer à ceux qui ont trouvé l'Epave, les frais de la garde & de la proclamation qu'ils ont faite. Si, avant l'année révolue, l'Epave s'échappe, celui qui l'avoit en sa garde peut la reprendre chez celui où il la trouvera. Si quelque bétail, comme bœufs, moutons, cochons ou chevaux, s'échappent, ils sont sujets au droit d'Epave, & celui à qui ils appartiennent, peut les réclamer ; ce

qui est relatif à la définition que donne Fleta de ces animaux : *Pecus vagans, quod nullus petit, sequitur vel advocat*. Mais la Loi ne met pas au nombre des Epaves, les animaux domestiques, qui suivent ou sont aisément attirés : tels que les chiens, les chats, & les animaux d'une nature sauvage, *feræ naturæ*, comme les ours & les loups. Le cigne est le seul oiseau qui puisse être Epave. La raison pour laquelle le bétail peut être Epave, & que les animaux domestiques ne le sont pas, c'est que les uns ne sont pas d'une nature & d'une valeur assez considérables pour être réclamés, & que par conséquent le gardien de ces animaux courroit risque de perdre ses frais à les garder pendant un an & un jour ; au lieu qu'il n'a pas les mêmes risques à courir pour les autres, qui sont toujours d'un prix au-dessus de la dépense que leur garde occasionne. Le gardien de l'Epave ne doit pas la faire travailler, ni en tirer aucun avantage. De sorte, que non-seulement il n'en tire aucun service, mais qu'il est encore obligé de payer les frais nécessaires, pour soutenir l'action qu'intente contre lui le propriétaire de l'Epave, lorsqu'il la réclame. Il est vrai que si c'est une vache, il peut la faire traire ; attendu que cela est essentiel pour la conservation de l'animal.

Les Epaves, tant volées qu'égarées, étant

comme les trésors trouvés, & les poissons royaux, dont nous avons ci-devant parlé, des biens vacants, *bona vacantia*, qui n'ont pas de propriétaires connus; la Loi de nature en donne la propriété ou à celui qui les trouve, ou au premier possesseur des terres. La Loi Romaine a suivi la même conduite que la Loi naturelle; mais les Constitutions modernes des différens gouvernemens de l'Europe, pour prévenir les contestations que pourroit faire naître le droit de possession & le tort qu'il en pourroit résulter pour le public, ont établi que la propriété de ces objets appartiendrait à l'avenir au premier Magistrat de l'Etat, dépositaire de l'autorité suprême. Aussi Bracton dit : *Hæc quæ nullius in bonis sunt, & olim fuerunt inventoris de jure naturali, jam efficiuntur Principis jure gentium.*

XVI. Le produit des confiscations forme la seizieme branche du revenu ordinaire du Roi. Les Jurisconsultes appellent les biens confisqués, *bona confiscata*, du mot *fiscus*, auquel ils appartennoient. Ils lui sont dévolus quand ceux qui les possèdent, ont commis quelques crimes dont la Loi les a jugés coupables. La Justice de cette disposition est fondée sur le principe : que toute propriété, appartenant originairement à la société, la société les auroit cédés en échange de la portion de liberté

naturelle dont chacun de ces individus s'est defaifi lorsqu'il s'est réuni à la société, & en s'engageant à ne pas transgresser la Loi établie par elle pour l'avantage commun de tous ses membres. Celui qui transgresse cette Loi & viole le pacte fait entre lui & la société, n'a plus droit de rentrer dans la propriété qu'il lui avoit cédée. C'est d'après ce principe que les Loix d'Angleterre ordonnent; que ceux qui se feront rendus coupables de certains délits perdront la propriété de leurs biens-meubles, & suivant la nature du crime, tantôt pour un temps seulement, tantôt à perpétuité. Quelquefois aussi elle ordonne la confiscation des immeubles, & qu'ils soient transportés en toute propriété les uns & les autres au Roi; lequel étant le Magistrat en qui réside la Majesté publique, & représentant la société, est toujours censé être celui que le coupable a offensé. Nous entrerons dans de plus grands détails sur ce qui regarde ces confiscations, quand nous parlerons des délits & des crimes, & je me contenterai de les considérer présentement comme biens de la Couronne, ou du *census regalis*; à l'exception pourtant de celles que nous nommons *Deodand*, & qui sont plutôt la suite d'un accident malheureux que du crime du propriétaire de la chose confisquée. Toutes choses mobilières, comme chevaux, charret-

tes, voitures, qui blessent ou donnent la mort à quelque créature raisonnable, sont saisies & confisquées au profit du Roi. C'est ce qu'on appelle *Deodand*, sans doute, parce que leur produit est destiné à des œuvres pies & distribué par le grand Aumônier du Roi. Dans l'origine, & dans le temps du Papisme, ce produit étoit employé à faire prier pour le repos de l'ame de ceux qui avoient été tués, de même que les habits & les effets de ceux qu'on trouvoit morts sur les chemins & qui n'étoient pas connus. Mais cette confiscation n'a pas lieu, si c'est un enfant qui tombe en bas d'un cheval, ou d'un chariot arrêté. La raison que donne Matthieu Hale de la distinction que fait la Loi entre l'enfant & l'adulte tué par accident, ne me paroît pas raisonnable. Il dit que c'est, parce que l'enfant n'est pas en état de prévoir le danger & de l'éviter; & c'est précisément le contraire. Car alors, le défaut de raison de l'enfant, en feroit une pour que le propriétaire du cheval ou du chariot, fût plus prévoyant, & prît plus de précautions pour un enfant que pour une adulte. Suivant moi, la différence que met la Loi entre l'enfant & l'adulte, est une suite du motif sur lequel la confiscation a été ordonnée par la Loi. L'enfant étant incapable de pécher, n'a pas besoin de prières pour le repos de son ame; & l'adulte, qui a l'âge de

raison , peut , au contraire , avoir besoin de ces mêmes prières.

Mais cette distinction que fait la Loi , n'a lieu que pour les accidens qui arrivent lorsque le chariot ou le cheval sont arrêtés. Car dans le cas où cela arriveroit , le cheval ou le chariot marchant , & qu'alors ils tuaient un enfant ; ils sont aussi bien confisqués que si cet accident étoit arrivé à un adulte ; attendu que ces accidens sont attribués à la négligence du conducteur. La Loi Judaïque infligeoit la même peine , quand un bœuf bleffoit un homme , & quand il mouroit de sa blessure ; le bœuf devoit être assommé , & sa viande ne devoit pas être mangée. Chez les Athéniens , quelque chose qui par sa chute écrasoit un homme , étoit exterminée & jetée hors de la domination de la République. Au reste la partie seule qui occasionne le mal est dans le cas de la confiscation ; de manière que si le charriot est arrêté , & qu'un homme montant sur une de ses roues , tombe , & soit écrasé ; alors cette partie seule du charriot , qui a causé la mort de l'homme , est confisquée ; mais , lorsque le charriot est en mouvement , & qu'une de ses roues écrase un homme , alors ce n'est pas seulement la roue qui est confisquée , mais le corps du charriot entier , & tout ce qu'il porte ; attendu que le poids du charriot étant plus grand

lorsqu'il est chargé, que s'il ne l'étoit pas, la blessure qu'il fait est plus dangereuse, & dès-lors tout ce qui fait sa charge doit être confisqué, comme ayant participé à l'offense. Si un homme tue un autre homme, avec une épée, l'épée est saisie; parce que dans tous procès, pour cause d'homicide, l'instrument dont on s'est servi pour le meurtre est représenté devant les Juges & les Jurés, & sa valeur fixée. Et dût le coup mortel avoir été donné avec un canif de six sols, le Roi peut demander la confiscation de l'instrument : ce qu'il ne pourroit pas faire s'il n'avoit été examiné & évalué par les Jurés. Dans les accidens arrivés sur la haute mer, les confiscations n'ont pas lieu; attendu qu'ils ne sont pas du ressort du droit coutumier. Mais s'il arrivoit qu'un homme tombât d'un bateau ou navire, dans la rivière, & s'y noyât; le bateau & sa charge sont saisis. Mais il est souvent arrivé que les Jurés ont pris sur eux de mitiger la rigueur de la Loi, en cherchant à attribuer la cause de l'accident à une des choses particulieres appartenantes au vaisseau. Mais, quoique les Jurés se soient écartés en cela de la Loi, le Tribunal du Banc du Roi n'a pas cru, vu l'odieus du droit seigneurial, devoir s'opposer à cet adoucissement.

Les confiscations, en général, ainsi que les droits sur les naufrages, sur les trésors trou-

vés, les poissons royaux, les mines, les Epaves & les bêtes épaves, peuvent être concédés par les Rois à leurs sujets, comme droits royaux, & presque tous ces droits l'ont été par nos Rois aux Seigneurs des terres, & dès à font sortis de leur primitive institution.

XVII. Une autre branche du revenu ordinaire sont les aubaines, ou terres confisquées au profit du Roi, faute d'héritiers de celui qui les possédoit; & ces terres retournent au Roi comme au possesseur primitif des terres du Royaume. Mais ce qui regarde le droit d'aubaine appartient moins à ce présent Livre de Commentaires qu'au second, dans lequel nous examinerons comment les terres peuvent être acquises & perdues, comme aubaines.

XVIII. La dix-huitième & dernière branche du revenu ordinaire est formée par la garde des idiots, des imbécilles & des insensés de naissance. Un idiot ou un fou de naissance, étant présumé ne devoir jamais être capable d'aucun entendement; la Loi donne la garde de ses biens au Seigneur de la terre. Le droit coutumier de quelques terres est que le Seigneur suzerain à la garde de tous les biens de ses tenanciers, qui seront idiots, imbécilles ou fous. Mais les abus qui se sont ensuivis de cet usage ont fait que ce droit a été ôté aux Seigneurs & transporté au Roi, comme conserva-

teur général des biens de ses peuples. On a pensé que ce seroit le moyen le plus sûr d'empêcher qu'il ne se commît à l'avenir les mêmes dégats dans les biens des imbécilles, qui souvent se trouvoient réduits à la plus extrême pauvreté, & leurs héritiers frustrés de leurs héritages.

Ce droit, de la garde des insensés & des lunatiques, a été transporté au Roi par le Statut 17, chap. 9, d'Edouard III, qui dit: que, conformément à la Loi commune, le Roi aura la garde des biens des insensés de naissance; qu'il en percevra les fruits, sans ravager, ni détériorer le bien; que les changemens qu'il pourra y faire, n'aurent lieu, que dans le cas de la plus grande nécessité; & qu'après la mort de l'imbécille, il les remettra aux héritiers, dans l'état où ils seront alors. Le motif de la Loi fut d'empêcher que les imbécilles ne vendissent leur propriété, & que leurs héritiers n'en fussent frustrés après leur mort.

Dans l'ancien droit coutumier, il se trouve un paragraphe intitulé de *Idiota inquirendo*, dans lequel est prescrite la maniere dont l'imbécillité est légalement constatée. L'homme doit être examiné par douze Jurés; & s'il se trouve *purus Idiota*, le revenu de ses terres & la garde de sa personne seront remises par le Roi à quelqu'un de ses sujets qui sera intéressé à leur con-

servation. Ce droit du Roi a été regardé comme très-dur pour les familles : ce qui a fait que, sous Jacques I, le Parlement prit en considération le parti qui lui fut proposé d'ôter au Roi cette prérogative, comme on avoit aboli la servitude des tenures féodales, & de lui donner un revenu qui pût l'indemniser de celui qu'on vouloit lui ôter. Mais, dans le vrai, cet objet étoit peu important, puisqu'il est rare qu'il y ait des imbécilles de naissance. Les autres sont ce qu'on appelle, *non compos mentis*, & que la Loi distingue bien formellement des imbécilles nés.

Un homme n'est pas un idiot, s'il a quelque lueur de raison, s'il peut connoître ses parens, savoir son âge, & s'il a quelques-unes des notions les plus vulgaires ; mais la Loi regarde comme idiot un sourd & muet de naissance ; par la raison qu'elle le suppose incapable d'aucune connoissance, attendu qu'il manque de l'usage des sens qui fournissent aux hommes les idées, & lui donnent l'usage de l'esprit.

Un lunatique, ou *non compos mentis*, est un homme qui ayant eu l'usage de la raison, l'a perdu ou par maladie, ou par chagrin, ou par d'autres accidens quelconques ; mais qui de temps à autres, a pourtant des momens de raison ; jouissant quelquefois de l'usage de ses

sens, quelquefois en étant privé, suivant les phases de la lune : sa véritable qualification est, *non compos mentis*. Suivant le Chevalier Edouard Coke, ou comprend aussi sous ce nom les frénétiques ; c'est-à-dire, ceux qui pendant la maladie perdent l'usage de la raison. Ceux qui ne sont pas nés sourds, aveugles & muets, mais qui le deviennent, sont déclarés par la Cour de Chancellerie incapables de conduire leurs propres affaires, ainsi que les idiots ; & le Roi est, de droit, leur tuteur. Mais avec cette différence, que ce n'est pas pour toute leur vie : parce que la Loi suppose que comme ils ne sont dans ce triste état que par quelque accident, il peut arriver qu'ils recouvrent l'usage de leurs sens. Aussi le Roi n'est à leur égard que le dépositaire de leurs biens, afin de défendre leur propriété, & il est même obligé de leur tenir compte de tous leurs revenus, lorsqu'ils reviennent dans leur état naturel, ou après leur décès à leurs héritiers. Aussi le Statut 17, chap. 10, d'Edouard II, dit-il : que le Roi pourvoira à la garde & à la conservation des lunatiques ; conservera leurs terres, emploiera ce qui sera convenable du revenu d'icelles pour leur propre usage, afin qu'ils puissent en jouir quand ils seront rétablis ; que le Roi n'en distraira rien pour lui ; & qu'à la mort de ces infortunés, il emploiera ce qui lui restera de ces

mêmes revenus à faire prier Dieu pour leurs âmes, en prenant sur ce sujet l'avis de l'Evêque Diocésain. On a depuis changé la destination de ces fonds ; ils sont aujourd'hui remis aux Exécuteurs testamentaires, ou aux Administrateurs de leurs biens.

La manière de constater qu'un homme est, *non compos mentis*, diffère peu de celle qui est établie, pour prouver qu'un homme est idiot. Le grand Chancelier, qui est spécialement chargé par le Roi de constater l'état des idiots & des lunatiques, & auquel on présente requête, accord un Writ, de *idiotia inquirendo* ; c'est-à-dire, pour informer de l'état de l'esprit de celui qu'on dit en être privé ; & s'il est réellement trouvé, *non compos*, il confie le soin de sa personne à celui qui lui plaît.

Ordinairement on n'en charge point son plus proche héritier, afin d'éviter que l'idiot ne soit exposé à quelques mauvaises pratiques de la part de celui à qui ses biens doivent appartenir après lui. On choisit toujours, de préférence, quelque proche parent, qui, étant chargé de la garde des biens, a un intérêt sensible de conserver le plus long-temps qu'il lui sera possible la vie du lunatique, afin d'en prolonger la tutelle. Et l'héritier lui est adjoint, par la raison que devant, après la mort du lunatique, entrer en possession de ses biens,

il est intéressé à ce qu'ils soient bien administrés. L'un & l'autre sont comptables de leur gestion au Chancelier , & au *non compos*, lorsqu'il recouvre le plein usage de ses sens.

Les Loix Romaines donnoient, comme les Angloises, des tuteurs aux idiots & aux lunatiques, pour protéger leurs personnes, & des administrateurs pour conserver leurs biens; mais plus vigilantes que les nôtres, elles étendoient leurs soins jusques sur ceux dont la prodigalité inconsidérée & continue, mettoient leur fortune en danger. Elle les plaçoit dans la classe des *non compos*; elle leur ôtoit la gestion de leurs biens; & le Préteur en donnoit le soin & la disposition à des tuteurs qu'il leur nommoit. Les Loix de Solon vouloient que les prodigues fussent notés d'infamie, & qu'ils fussent marqués d'un fer chaud. Parmi nous, après une enquête juridique, quand il étoit prouvé qu'un homme étoit un débauché, & non un idiot, on ne faisoit nulles procédures ultérieures, & on agissoit avec lui comme s'il eût été véritablement un idiot. Cet usage, quoique assez peu juridique, étoit pourtant bon pour conserver les biens dans une famille; mais peu compatible avec le génie d'une nation libre, dont chaque individu peut prétendre à l'usage libre & arbitraire de sa propriété : *sic uteretur, ut alienum non lædas*, est la seule restriction

que nos Loix aient mise à l'exercice de ce droit. D'ailleurs il n'est pas indifférent que la circulation qui ne peut, jusqu'à certain point, avoir lieu, sans quelques extravagances des propriétaires, ne reçoive aucunes entraves.

Ce que nous venons de dire des revenus ordinaires du Roi doit suffire, pour faire connoître ce patrimoine de la Couronne, qui, quoiqu'originaiement considérable, est depuis devenu bien plus fort, & même au point de rendre la Couronne redoutable. Car à différens périodes, presque toutes les terres du Royaume ont passées par les mains du Roi, ou par confiscation, ou par aubeine, & sur-tout depuis la conquête. Mais heureusement pour notre liberté, ces terres, par une suite d'imprudences de nos Souverains, ont passées dans différentes familles, ainsi qu'une grande partie du *Census Regalis*. Et ces aliénations ont tellement appauvri la Couronne, que nous sommes obligés d'avoir recours à différens moyens pour lever de l'argent. Ces moyens qui étoient inconnus à nos ancêtres, sont les produits de ces levées extraordinaires qui forment aussi les revenus extraordinaires du Roi. Dès que le patrimoine public est passé dans les mains des sujets, il est raisonnable que chacun d'eux contribue au fonds nécessaire pour le service de ce même public. Car quoiqu'il ait pu arriver que

les ancêtres d'une partie de ceux qui payent ces contributions, n'aient pas eu de part à la dispersion des biens de la Couronne ; la Nation entière contribuant cependant aux frais extraordinaires, pour tenir lieu du revenu ordinaire, qu'elle n'a plus ; il en résulte que chacun des payans souffre moins, que si en rétablissant les choses sur l'ancien pied, on ôtoit aux Gentilshommes les terres que leur a concédées la Couronne, qu'on rétablît le droit de pourvoirie, les tenures féodales, & les Loix oppressives des forêts, des épaves, & tant d'autres droits Royaux, du produit desquels étoient formés les revenus ordinaires de la Couronne. Ce qu'on doit désirer dans un pays de liberté, ce n'est pas que toutes les taxes soient supprimées, ce qui seroit d'une dangereuse conséquence, & de la politique la plus absurde. L'idée qu'on doit se former de la perfection d'un gouvernement, & de l'état de ceux qui gouvernent, c'est qu'un petit nombre de citoyens choisis par les autres, se chargent des affaires publiques ; afin que le reste de la nation puisse tranquillement s'occuper des affaires particulières. Ceci posé, il est nécessaire que chacun contribue à la dépense du gouvernement, d'une partie de ses profits, ainsi qu'à la récompense du Magistrat qui lui procure la tranquille jouissance de sa propriété. Mais ce

qu'on peut desirer, c'est que cette contribution générale & nécessaire au gouvernement, soit faite avec modération, non-seulement dans l'imposition, mais même dans la maniere de la lever ; qu'on n'emploie que les moyens les plus convenables pour le bien général, & que ces moyens soient les plus économiques & les moins effrayans pour la liberté du citoyen. De cette maniere, la taxe est juste & équitable : c'est, comme nous l'avons déjà dit, une partie de sa propriété qu'on donne pour assurer celle qui reste. Ces octrois extraordinaires des sujets sont nommés indifféremment secours, subsides, ou supplémens ; ils sont accordés par les Communes de la Grande-Bretagne, assemblées en Parlement ; c'est-à-dire, par la Chambre basse. Lorsqu'elle a résolu d'accorder le subside au Roi, & qu'elle a arrêté la somme ; elle délibère en grand Comité, sur les moyens de la lever. Quoique ce soit particulièrement l'affaire du Chancelier de l'Echiquier de trouver ces moyens, il est libre à chacun des Membres de la Chambre de proposer ceux qu'il peut imaginer. On n'attend pas ordinairement que l'arrêté de la Chambre, sur cet objet, soit passé en Loi par le concours de la Chambre haute, pour négocier les emprunts ; & personne ne fait difficulté de traiter avec le gouvernement sur ce crédit d'un
simple

simple arrêté de la Chambre basse, ni de lui faire même des avances d'argent très-considérables.

Les taxes levées sur les sujets, sont de deux espèces ; annuelles, & perpétuelles. Les annuelles sont de deux sortes ; la taxe des terres, & les droits sur la *Dreche*. 1°. La taxe des terres remplace plusieurs anciennes taxes auxquelles on avoit recours quand les besoins de l'Etat exigeoient des secours extraordinaires : on les appelloit secours occasionnels ; & on les levoit ou sur les propriétés, ou sur les personnes. Sur les propriétés, par dixieme ou quinzieme ; par subsides sur les terres, ou *hydages*, *scutages* ou *taillages*. L'explication que nous allons donner sur chacune de ces taxes, pourra aider beaucoup à l'intelligence des anciennes Loix d'Angleterre & de son histoire.

Les dixiemes & quinziemes étoient des secours momentanés, accordés au Roi par le Parlement. Ils étoient la dixieme, ou la quinzieme partie de tous les mobiliers des sujets. Ces biens mobiliers étoient alors bien moins considérables qu'ils ne le sont aujourd'hui. Le premier dixieme fut établi par Henri II, à l'occasion d'une croisade contre les Sarrazins ; & cet impôt prit le nom de dime *Saladine*, du nom de *Saladin*, leur Empereur. Le quinzieme devint ensuite plus fréquent que le dixieme. Le produit de l'une & de l'autre de ces taxes étoit

de la permission qu'ils donnoient de sortir du Royaume & d'emporter avec soi ses biens ; à cause aussi de l'obligation où étoit le Roi d'entretenir les ports, & de protéger les marchands lorsqu'ils étoient en mer, contre les corsaires. Parce que d'ailleurs il étoit d'un ancien usage, & qu'il n'y a pas de preuves que nos Rois le tinssent de leur Parlement. Mais le célèbre Edouard Coke, qui a prouvé la fausseté de cette opinion, dit : que ce droit fut accordé par le Parlement à Edouard I, & quoique l'acte n'en existe pas, que cela est appuyé sur le Statut 25, chap. 7, de ce Prince, dans lequel il promet de ne prendre aucune *coûtume* des marchands sans le consentement du Parlement : *sauf cependant pour nous & pour nos héritiers, les droits sur les Laines & Peaux & les Cuirs, à nous auparavant accordés par la Nation.*

Les droits sur les Laines, &c. étoient communément appelés les Douanes héréditaires de la Couronne, qui ne se payoient que dans les trois ports désignés pour être les entrepôts du Roi, & d'où les marchandises du Royaume étoient exportées. Et suivant nos anciens actes publics, ce droit s'appelloit *coûtume*, du mot François *coûtume*, ou *couslume*, qui signifioit *prix* ; mais non du mot *consuetudines*, dont se servent nos anciennes Loix pour exprimer les

formoit en même temps que celles du Parlement, & le Parlement confirmoit cette imposition, qui, sans ce consentement, auroit été illégale; ainsi (comme l'observe le Lord Clarendon) que le fut le subside accordé par le Clergé après la dissolution du Parlement en 1640. L'évaluation de la cotisation du Clergé pouvoit aller à 4 schellins par livre du revenu du bénéfice, tel qu'il étoit porté sur la feuille du Roi; & son total, suivant Edouard Coke, pouvoit aller à 20000 livres sterlin. La dernière levée que fit sur lui-même le Clergé d'Angleterre, fut confirmée par le Statut 15, chap. 10, de Charles II. Depuis qu'on a aboli cet usage, de laisser le Clergé s'imposer lui-même, & qu'on a confondu dans l'imposition, les biens Ecclésiastiques & les biens laïques, on a donné aux membres du Clergé le droit qu'ils n'avoient pas auparavant, de donner leur voix dans les Elections des représentans au Parlement.

Pendant la guerre civile, le Parlement s'arrogea le droit de lever chaque mois & chaque semaine une certaine somme, sous le nom de subside, dans la forme des subsides ordinaires; & cet usage dura tout le temps de l'usurpation de Cromwel. Quelquefois ce subside rapportoit 120000 liv. sterlin par mois, & quelquefois moins. Après la Restauration, on essaya encore deux fois l'ancienne méthode, & ce fut

pendant les années 1663 & 1670. Dans cette dernière année, il rapporta 800, 000 liv. sterling. Mais la méthode de lever une somme par mois, produisant un revenu plus certain, on ne la quitta plus, & on accorda au Roi des subsides occasionnels suivant ses besoins. Il est aisé de voir que ces impositions périodiques de mois en mois, les *scutages*, *hydages*, & *tail-lages*, étoient au fond la même chose que la taxe annuelle des terres. Ce nom même avoit quelquefois été donné aux impositions. Malgré cela le vulgaire s'est obstiné à croire que la taxe des terres n'a commencée qu'en 1692, sous Guillaume III, époque où l'on fit une nouvelle évaluation de toutes les terres du Royaume. Mais ce ne fut qu'une modification à une taxe presque en tous points de la même nature qu'elle est aujourd'hui, quoique cette évaluation ne soit pas, à beaucoup près aussi parfaite qu'elle eût pu l'être. Il en est pourtant résulté cet avantage, qu'on peut aujourd'hui compter sur un produit fixe de 500000 livres sterling, pour chaque schellin par livres de la valeur des terres. Et que dans la révolution de 70 années, c'est-à-dire depuis 1693, cette taxe a été imposée régulièrement tous les ans plus de la moitié du temps à 4 schellins par livre, quelquefois à trois, deux fois à deux seulement, & à un schellin en 1733; & qu'elle

peu considérable, & très-incertain ; parce qu'on faisoit une nouvelle assise de ces mêmes taxes , chaque fois qu'elles étoient octroyées. On ne les fixa même par un tarif permanent , que sous Edouard III. Et le quinzième de tous les mobiliers de routes les Communautés & Villes ne se monta dans la huitième année du regne de ce Prince , qu'à 29000 liv. sterlin. Chaque Communauté levoit elle-même ce quinzième , & le versoit dans le Trésor du Prince ; & par ce moyen , chaque Paroisse connoissoit ce qu'elle fournissoit pour l'Etat. Le *scutage* étoit une taxe sur les terres , qui ressembloit à celle d'à présent. On peut en faire remonter l'origine à l'établissement des *tenures militaires*. Ce *scutage* étoit payé par les possesseurs des fiefs nobles , au lieu du service militaire , qu'ils devoient à leur Seigneur suzerain , d'abord de leur personne , & depuis en fournissant quelqu'un à leur place. Henri II fut le premier qui leva ce droit , pour son expédition de Toulouse. Il dégénéra bientôt en impôt arbitraire , les Rois l'exigeant à leur gré quand il leur plaisoit de prendre des troupes auxiliaires à leur solde , pour faire la guerre. Les peuples soulevés par cet abus , obligèrent le Roi Jean à promettre , par sa grande Charte , qu'il ne feroit levé aucun *scutage* , sans l'aveu du Conseil général de la Nation. On astreignit , sous Edouard I , & son petit-fils , à la

même condition, les autres taxes comme les *hydages* & les *taillages*.

Les *hydages* étoient payés pour chaque *hyde* ou charrue, par toutes les terres en roture ; & les *taillages* se levoient sur les Bourgs & les Villes. Les *hydages*, *scutages*, & *taillages*, firent insensiblement place aux subsides dont l'usage s'établit sous Richard II, & Henri IV. Ces subsides étoient imposés sur les sujets en proportion du bien qu'on leur connoissoit, au taux de 4 schellins par livre pour les immeubles, de 2 schellins 6 deniers, pour les meubles, & du double pour les étrangers. Les biens alors étoient évalués si bas, qu'en pareil cas le subside ne rendoit que 70000 liv. sterling ; & cependant on n'en octroyoit qu'un, avec deux quinzièmes. Mais lorsque le Royaume fut menacé, en 1588, d'une descente de l'armée Espagnole, la Reine Elisabeth obtint deux subsides & quatre quinzièmes. La valeur de la monnoie étant baissée encore depuis, le nombre des subsides augmenta proportionnellement. Et le Parlement ne fit pas difficulté, en 1640, d'en accorder jusqu'à 12, qui devoient être levés en trois ans, & dont le montant n'équivaloit pas ce que rend actuellement la taxe des terres à 2 schellins.

Le Clergé ne payoit aucune de ces taxes ; il s'imposoit lui-même dans les assemblées qu'il

Il y avoit encore d'autres droits d'exportation & d'importation, sous le nom de subfides accordés par le Parlement sur les marchandises d'étapes, & en vertu des *coustumæ antiquæ & magnæ*. Celui de *Tonnage* étoit un droit mis sur les vins importés, outre & par-dessus le *prisage* & le *butlérage*. Enfin le *Poundage*, droit de douze deniers par livre de la valeur de toute autre espece de marchandises importées dans le Royaume ; & tous ces droits étoient perçus accidentellement & suivant que les circonstances l'exigeoient. Mais la distinction de ces différens droits n'est plus aujourd'hui nécessaire qu'aux employés de la Douane, & le produit n'en est plus connu que sous la dénomination générale du produit de la Douane.

Nous entendons aujourd'hui, par le droit de Douane, le droit que paye le marchand sur le port où est déchargée & embarquée sa marchandise, imposé par le Parlement ; comme aussi certains droits que quelques raisons particulières font accorder sur certaines exportations ou importations, qui sont des récompenses que nous nommons *drawback*, & qu'on accorde pour l'encouragement du commerce.

Ceux de *Tonnage* & de *Poundage*, comme on peut le voir par les anciens Statuts, & particulièrement par le premier, chap. 19, d'Elisabeth, ne furent établis que pour mettre le

ficulté, quinze deniers par barril de bierre, pour lui tenir lieu de la partie des revenus ordinaires dont il se dépouilloit, tel que du droit de Pourvoirie, &c. Guillaume III, & ses successeurs, ont assujetti à ce droit une infinité d'objets, à proportion de besoins qu'ils ont eus pour les dépenses énormes des guerres sur le Continent. Les eaux-de-vie & autres liqueurs, payent maintenant l'excise, & ce droit se paye par le distillateur; les foyeries & toilles peintes payent chez les fabriquants, ainsi que l'amidon & la poudre; le fil d'or & d'argent, chez le tireur d'or, la vaisselle chez l'orphevre qui la vend & qui achete tous les ans de nouveau la permission de vendre, & ensuite chez celui qui l'a achetée, & qui paye un droit annuel pour l'avoir en sa garde. Enfin les carrosses & autres voitures y sont également assujetties. Il est pourtant vrai que la vaisselle & les voitures, ne sont pas livrées comme les autres aux rigueurs de l'administration arbitraire. C'est le détaillier qui paye le droit du café, du thé, du chocolat & de la pâte de cacao. Le manufacturier & le fabricant en sont chargés, pour les vins factices; pour le papier & le carton blanc, peints & imprimés; pour la *Dreche*, dont le droit est de six deniers par boisseau, du revenu annuel, & de trois deniers qui y ont été ajoutés, à perpétuité, par acte de 1760; pour les

avoit fait mettre en délibération, si pour prévenir la fraude, on n'infligeroit point de peines capitales au fraudeur. Mais ce seroit ne plus conserver de proportion entre la peine & l'offense, & traiter avec la même rigueur celui qui commettrait une légère faute, & celui qui se rendroit coupable d'un homicide.

Un autre objet auquel on ne fait pas assez d'attention, c'est à l'effet que produit l'impôt sur la vente de la marchandise. Le marchand qui le paie doit non-seulement retirer un bénéfice sur son travail & sur la matière, laquelle matière a payé un impôt, mais encore sur l'avance qu'il a faite de ce même impôt. On avouera que sans cela il perdrait l'intérêt de l'argent qu'il a donné en payant cet impôt, puisqu'il n'en peut être remboursé qu'à la vente; & que par conséquent, s'il garde cette marchandise trois mois, il perd l'intérêt de ces trois mois. Qu'un marchand de Londres, par exemple, tire d'une papeterie étrangère des marchandises : s'il paye l'impôt à la Douane, il en ajoute le montant au prix du papier, & à son bénéfice. Delà, l'Imprimeur, le Libraire, ou celui qui achète du papier, paye ces mêmes impôts avec l'intérêt de l'avance que le marchand a payée.

2°. Un impôt d'une nature différente est celui de l'*excise*, qui est une charge intérieure,

quelquefois sur le consommateur, mais plus fréquemment sur la vente en détail, qui est le dernier degré avant la consommation. C'est, sans partialité, la manière la moins dispendieuse de taxer, & la plus économique pour la levée de la taxe. Celle de lever l'excise est certainement celle qui coûte le moins, & la moins embarrassante. Mais la rigueur des Loix de l'excise semble incompatible avec le génie d'une nation libre. Car comme les fraudes qui peuvent être commises à son occasion, peuvent être fréquentes; c'est pour les éviter qu'on a jugé à propos de donner aux Officiers de l'excise le pouvoir d'entrer & de visiter dans les maisons de ceux qui sont sujets à ce droit, à telle heure du jour & de la nuit qui leur plaisent; que les procédures qu'on fait contre les contrevenans, sont si promptes qu'un homme qui est pris en contravention, peut être convaincu dans l'espace de deux jours & condamné à payer plusieurs mille livres sterlin: & cela par deux Juges de paix, & non par des Jurés, & contre tout ce que prescrit la Loi du Commerce. Ce fut par cette raison, que, comme le dit le Lord Clarendon, sous Charles I, Bedford, Lord de la Trésorerie, ne put jamais obtenir cet impôt, dont il avoit pris pour modèle celui que les Hollandois avoient établi chez eux. Le Parlement en l'établissant ensuite, s'étoit conformé à

Souverain en état de maintenir la liberté de la navigation, & de l'entrée des ports du Royaume, & ils n'étoient d'abord accordés que pour un temps. Sous Richard II, leur durée fut fixée à deux ans. Henri IV fut le premier qui les obtint pour tout son regne, ainsi qu'Édouard IV, & il subsista jusqu'à Charles I, qui ne put l'obtenir, attendu que ses Ministres ne le sollicitèrent pas avec assez de chaleur. Ils voulurent après cela l'établir de leur propre autorité, sans le concours du Parlement. Cette imprudence fut une des causes des troubles affreux de ce regne; & Charles I voulut remédier, mais trop tard aux abus, par l'acte où il s'engagea de ne plus lever ni *Tonnage* ni *Poundage*, sans le consentement du Parlement.

Ces mêmes droits furent accordés à son fils, après la Restauration, pour tout son regne; de même qu'à Jacques II, & à Guillaume III. Enfin trois actes passés sous Anne, Georges I, & Georges II, les ont rendus perpétuels. Tous les droits de Douane sont détaillés dans deux tarifs, l'un de Charles II, signé par Sir Harbothle Grimston, Orateur des Communes; & l'autre, qui contient les augmentations des droits, a été rédigé sous Georges I, & signé par Sir Spenfer Compton, Orateur de la même Chambre. Ces droits sont portés plus haut pour

les étrangers ; ce qui fait que le Parlement est si fréquemment sollicité pour des actes de naturalité.

Ces droits sont payés d'abord par le marchand, mais ensuite par le consommateur ; & c'est cependant la nature d'impôts la moins à charge au peuple , qui même croit ne pas les payer. C'est une avance que fait le marchand qui , dans le vrai , n'en doit pas supporter le poids. Car , en le joignant au prix réel de la marchandise , celui qui la vend fait que l'acheteur ne s'apperçoit pas qu'on lui en fait faire le remboursement. Tacite observe que Néron , en faisant payer au vendeur la taxe sur les esclaves , que payoit l'acheteur , acquit la réputation d'avoir supprimé la taxe : *remissum magis specie, quam rei ; quia cum venditor pendere juberetur, in partem pretii emptoribus accrescebat*. Cependant on ne peut disconvenir que ces impôts ne portent sur le commerce ; surtout si la marchandise , étant de peu de valeur , on ne proportionne pas l'impôt à sa médiocrité. C'est même alors qu'il se commet beaucoup de fraudes ; qui pourtant tournent à l'avantage de la Douane , par les confiscations qu'elles engendrent. Car si le marchand trouve qu'il risque moins en perdant sa marchandise qu'en payant l'impôt , il n'hésite guères à prendre le parti d'en frauder les droits : c'est ce qui

ici que cette utile invention est due à la même assemblée. Il faut avouer cependant qu'il y eut des maîtres de poste dès les temps les plus anciens ; mais je crois que leurs fonctions se bornoient à fournir des chevaux de poste aux voyageurs pressés, & aux personnes qui avoient à dépêcher des paquets dans des occasions particulières. Il paroît que le plan actuel de cet établissement a été d'abord conçu par M. Edmond Prideaux, qui fut fait Procureur Général de la République, après le meurtre du Roi Charles I. En 1642, il fut Président du Comité, chargé de régler la taxe qui seroit mise sur les lettres de l'intérieur du Royaume ; & peu de temps après il fut nommé maître des Postes par les deux Chambres du Parlement. Ce fut pendant qu'il étoit revêtu de cet emploi, qu'il établit un ordre stable de courriers, qui, pour la première fois & par ses soins, partirent régulièrement toutes les semaines, pour porter des lettres dans toutes les Provinces. Cet établissement soulagea le public de l'entretien des maîtres de poste, qui lui coûtoit 7000 liv. sterl. par an. Les émolumens de Prideaux étoient vraisemblablement considérables ; ils excitèrent l'envie, & le commun Conseil de Londres essaya d'établir une autre poste, qui devoit être opposée à celle qui existoit. Mais les Communes déclarèrent

qu'un établissement de ce genre & sa direction, étoient & devoient toujours être au pouvoir & à la disposition du Parlement. Il fut pris à ferme en 1654, par un certain Manley; en 1657 le Protecteur & son Parlement exigèrent une poste réglée, à-peu-près sur le modele de celle qui existe aujourd'hui, & avec la taxe établie précédemment, qui fut la même jusqu'au regne de la Reine Anne. Après la Restauration, Charles II en forma une semblable à celle du Protecteur, avec quelques changemens. Cependant par le Statut de la douzieme année de son regne, chap. 35, les taxes des lettres furent corrigées, & le Statut 9, de la Reine Anne, chap. 10, le 6, de Georges I, chap. 21, le 26 de Georges II, chap. 12, le 5 & le 7, de Georges III, chap. 25 & 50, fixerent divers réglemens sur ce sujet, & défendirent d'envoyer des lettres par d'autres voies que par la poste publique, en n'exceptant que quelques circonstances particulières, où cette défense n'auroit pas lieu. Ce réglement étoit absolument nécessaire; il n'y avoit qu'un privilege exclusif qui pût soutenir cet établissement, car plusieurs postes rivales n'auroient fait que se nuire les unes aux autres, & priver le public des avantages qu'elles devoient lui procurer. La Chambre des Communes, en 1660, quand on fit le premier

établissement légal de la poste , réclama la franchise des lettres que recevroient ou enverroient les membres du Parlement. Le Roi , en conséquence , ordonna à l'administrateur général des postes , de leur rendre francs tous les paquets qui n'excédroient pas le poids de deux onces. Cet ordre répété constamment chaque fois que le Parlement s'assembloit , fut expressément confirmé par le Statut 4 , de Georges III , chap. 24 , qui ajoute de nouveaux réglemens rendus nécessaires par les abus qui s'étoient glissés dans la franchise des lettres. La somme annuelle des lettres affranchies a monté graduellement de 23600 liv. sterl. en 1715 , jusqu'à 170700 , en 1763. On ne pouvoit imaginer une manière plus favorable de lever de l'argent sur les peuples. Le Souverain & les sujets y trouvent réciproquement leur compte. Le gouvernement acquiert un revenu considérable , & les sujets font leurs affaires avec plus de commodité , & de célérité , que s'il n'existoit pas un impôt de ce genre.

5°. Le droit du timbre forme la cinquième branche du revenu perpétuel. C'est une taxe imposée sur tout le parchemin & le papier qui sert aux actes de tout genre , ou publics ou particuliers , judiciaires ou extrajudiciaires ; elle s'étend sur les permis-

sions de vendre du vin, sur les almanachs, les gazettes, les avertissemens, les cartes, les dez, & les brochures qui n'excèdent pas six feuilles. Ces taxes sont très-variées; & suivant la nature des choses imprimées, elles vont depuis un denier jusqu'à dix livres. C'est un impôt qui, quoiqu'il paroisse onéreux à certains égards, puisqu'il augmente les frais des procédures, soit mercantiles, soit légales, ne laisse pas, lorsqu'il est régi avec modération, d'être utile au public en général. Il rend les actes particuliers, plus authentiques, & il empêche les fraudes, & les faux actes qu'il rend plus difficiles à fabriquer. Les Officiers préposés à cette branche de revenu, varient fréquemment leurs timbres, par des marques imperceptibles à tout autre qu'à eux. Un homme qui contreferoit un acte du temps du Roi Guillaume, devroit être en même temps capable de contrefaire le timbre qui alors étoit employé. En France & dans quelques autres pays, l'impôt est mis sur le contrat même & non sur l'instrument du contrat. Mais cette manière d'imposer, est la source d'une multitude de difficultés & de procès, tant sur la nature du contrat que pour savoir s'il peut être taxé ou non; & le fermier a presque toujours l'avantage dans ces sortes de différends. Notre méthode répond mieux à l'intérêt de l'Etat & à

celui des particuliers. La première institution de l'impôt du timbre, remonte aux Statuts 5 & 6, de Guillaume & Marie, chap. 21; & son produit a été poussé depuis en différentes circonstances, jusqu'à cinq fois au-delà de ce qu'il rendoit originairement.

6°. La sixième branche de revenu, est le droit qui se leve sur les maisons & les fenêtres. Ce droit est très-ancien. On le trouve consigné dans le cadastre des maisons qui payoient, lors de la Conquête, un droit pour les cheminées. Nous lisons qu'Edouard, dit le Prince *Noir*, l'introduisit dans les Provinces qu'il avoit conquises en France, où il établit un impôt d'un florin sur chaque foyer. Le Parlement l'établit pour la première fois en Angleterre, par les Statuts 13 & 14, de Charles II, chap. 10, & le rendit perpétuel, au taux de deux schellins par foyers dans toutes les maisons, qui payoient un droit à l'Eglise & aux pauvres. Pour fixer précisément la levée de cette taxe, & connoître tous ceux qui devoient la payer, des Statuts postérieurs autoriserent le Connétable de la Paroisse, & deux habitans élus annuellement, avec l'Inspecteur nommé par la Couronne, assisté d'un Connétable ou d'un autre Officier public, à entrer dans les maisons, une fois l'année, pour s'assurer du nombre des feux. Mais après la Révolution,

cet impôt fut aboli par le Statut 1, de Guillaume & Marie, chap. 10, comme onéreux aux pauvres, & injurieux à la liberté du peuple, puisqu'il exposoit chaque particulier à voir des étrangers, que souvent il ne connoissoit pas, entrer dans sa maison, & la visiter à leur gré. Mais six ans après on fit reparoître le même impôt, sous une autre forme. Le Statut 7, de Guillaume III, chap. 18, établit sur toutes les maisons une taxe de deux schellins, laquelle est portée actuellement à trois; & une autre sur toutes les fenêtres, quand elles excédroient le nombre de neuf. Il n'y a plus aujourd'hui que les maisons à six fenêtres qui en soient exemptes; & les collecteurs nommés par la Couronne, sont autorisés à visiter les maisons deux fois par an, pour compter les vues pratiquées dans l'intérieur.

7^e. La septième branche du revenu extraordinaire & perpétuel, consiste dans les permissions pour les carrosses de place, & les chaises à porteurs dans Londres & ses environs. En 1654, il n'y avoit que cent de ces carrosses qui fussent permis dans Londres, Westminster & leurs environs, jusqu'à six milles à la ronde. Ils étoient sous la direction de la Cour des Aldermans. Par les Statuts 13 & 14, de Charles II, chap. 2, on en permit quatre cens, & le produit de ces permissions fut des-

tiné aux réparations des rues. Ce nombre fut porté à sept cens, par le Statut 5, de Guillaume & Marie, chap. 22, & le produit affecté à la Couronne. Le Statut 9, de la Reine Anne, chap. 23, & quelques autres postérieurs, ont fixé les carrosses à huit cens & les chaises à porteurs à quatre cens; & c'est leur nombre actuel. Ce revenu est levé par des commis particuliers; & on doit encore le regarder comme avantageux au public qui le paye, sans s'en appercevoir, & en se procurant beaucoup de commodités.

8°. La huitieme & derniere branche du revenu extraordinaire & perpétuel du Roi, est le droit sur les Offices & les pensions payées par la Couronne. Il consiste en un sol par livre, indépendamment des autres droits, sur tous les salaires, honoraires & casuels de ces Offices & pensions. Cette taxe, très-agréable à la Nation, a été imposée par le Statut 31, de Georges II, chap. 22, & est levée par les préposés à la recette de l'impôt sur les terres.

Le produit net de ces différentes branches de revenu, toutes charges de recette & de régie prélevées, monte à présent à une somme annuelle d'environ 7, 650, 000 liv. sterl. Et la taxe sur les terres & la dreche à 2, 250, 000. Nous allons maintenant examiner l'emploi de ces produits considérables. Le premier & le

principal est destiné à l'acquittement des intérêts de la dette nationale.

Pour prendre une idée claire & générale de la nature de cette dette, il faut considérer qu'après la Révolution, nos nouvelles liaisons avec l'Europe introduisirent un nouveau système politique qui exigea des efforts & des dépenses considérables, soit pour soutenir de longues guerres sur le Continent, soit pour assurer la barrière des Hollandois, pour abaisser la France, régler la succession d'Espagne, protéger la Maison d'Autriche, & maintenir les libertés du Corps Germanique. Ces grands intérêts & une multitude d'autres, multipliant à l'infini les besoins annuels, il n'eût été ni prudent, ni praticable, de lever chaque année des taxes suffisantes pour payer les dépenses de chaque année : leur poids, auquel on n'étoit pas accoutumé, auroit excité les murmures du peuple. La politique du gouvernement d'alors, crut devoir préférer d'anticiper sur les revenus de la postérité, en empruntant de grosses sommes, pour le service courant, & de n'imposer sur le peuple que ce qui étoit nécessaire pour payer l'intérêt annuel des emprunts. On convertit, par ce moyen, en une sorte de propriété commercable, la portion que chacun avoit dans le capital. Ce système semble avoir pris naissance à Florence. En 1344, le gou-

vernement qui se trouvoit devoir 60000 liv. sterl. se voyant hors d'état de payer, partagea le capital en plusieurs sommes égales, dont la réunion fut appelée métaphoriquement, *Mont* ou *Banque*, & dont les portions remises aux propriétaires, furent rendues commercables comme nos billets, avec un intérêt de cinq pour cent, & dont la valeur varia selon les besoins de l'Etat.

Tel a été le véritable fondement de la dette nationale. Car le petit nombre d'annuités créées sous le regne de Charles II, ne méritent pas ce nom. L'exemple de faire des emprunts a été si bien suivi durant les longues guerres soutenues par la Reine Anne, & depuis, que le capital de la dette nationale montoit, en Janvier 1769, à près de 145 millions de liv. sterl. dont les intérêts & les frais de régie font d'environ quatre millions & trois quarts.

Les revenus extraordinaires que nous avons détaillés, à l'exception de la taxe des terres & de celle sur la Dreche, ont été d'abord hypothéqués & rendus perpétuels par le Parlement. En disant qu'ils sont perpétuels, je n'entends pourtant pas qu'ils ne peuvent être supprimés par le pouvoir qui les a créés; & il le fera sans doute, aussitôt que l'on sera parvenu à payer le capital.

Ce moyen a prodigieusement augmenté les

propriétés dans ce Royaume. Mais cette augmentation n'est pourtant qu'idéale, & n'offre rien de réel à qui veut l'examiner froidement. Nous pouvons nous vanter d'avoir des grandes fortunes, & des sommes immenses dans les fonds publics : mais où est l'argent ? Nous n'en connoissons que le nom ; nous n'avons que du papier, dont la sûreté n'existe que dans la foi publique & celle du Parlement. Elle suffit sans doute ; mais quel est le garant de la sûreté de la dette publique ? Les terres, le commerce, l'industrie, qui payent les taxes. Mais alors la vraie valeur des terres, du commerce, & de l'industrie est réellement diminuée du montant de la dette nationale dont ils répondent. Si A. jouissant de 100 liv. sterl. de rente, est obligé d'en payer 50 d'intérêt à B, son créancier ; il est clair que la moitié du bien d'A, appartient à B. Or la propriété d'un créancier existe dans la demande qu'il est en droit de faire à son débiteur. Et celui-ci n'est que dépositaire de la moitié de son bien, puisqu'il doit l'autre. Pareillement la propriété des créanciers de l'Etat, consiste dans une certaine portion des taxes nationales ; & par conséquent, plus ils sont riches, plus la Nation qui paye les taxes doit être pauvre.

Le seul avantage qui puisse résulter de la dette nationale, est la facilité qu'elle donne à

la circulation des richesses de l'Etat, en créant une nouvelle espece de monnoie, ou un signe représentatif de ces mêmes richesses, d'un transport plus facile, plus libre, & rapportant toujours quelque profit à celui qui le possède, lors même qu'il le laisse dans son porte-feuille. Un peuple commerçant doit avoir une dette; mais je n'entreprendrai pas d'en fixer la proportion. Je dirai seulement qu'il est incontestable, que l'état actuel de la dette nationale, est à une distance prodigieuse de tout calcul de profits de commerce, & qu'il entraîne les inconvéniens les plus fâcheux. D'abord les taxes énormes que supportent toutes les choses de première nécessité, font un tort égal au commerce & aux manufactures, en haussant le prix de la main d'œuvre, & celui de la matière première. En second lieu, si partie de cette dette appartient aux étrangers, ils sort du Royaume des sommes immenses en intérêts. On est même forcé quelquefois, pour attirer ces étrangers dans le Royaume, de leur accorder des privileges déraisonnables. Troisièmement, si tous les créanciers sont regnicoles, il en résulte une distribution inégale des taxes, dont le poids tombe sur le sujet actif & industrieux, qui paye pour servir le luxe & la mollesse du créancier, qui en reçoit le produit : parce qu'il n'y a point d'impôt sur les portes-feuilles. Enfin la

dette affoiblit les forces de l'État, par cette anticipation sur ses ressources, qu'il auroit dû réserver pour des besoins pressans. L'intérêt que nous payons aujourd'hui, suffiroit presque seul pour fournir aux frais d'une guerre. Si nos ancêtres, du temps du Roi Guillaume, avoient payé annuellement, & seulement autant de temps que le besoin l'exigeoit, une somme même beaucoup moindre que celle que nous payons aujourd'hui pour eux; ils n'auroient pas, en temps de guerre, supporté des fardeaux plus pesans que ceux qu'ils forcent leur postérité de porter en temps de paix; & ils auroient été soulagés au moment où le besoin auroit cessé, au lieu qu'ils en ont appesanti sur nous & perpétué le poids.

Les produits de toutes les taxes dont nous avons parlé, étoient originairement des fonds séparés & distincts; chacun ne garantissoit que les sommes avancées sur la taxe qui le composoit. Mais s'étant trop multipliés, on jugea nécessaire, pour éviter la confusion, de réduire le nombre de ces fonds séparés, en réunissant quelques-uns, & de les mettre sous la garantie du Parlement. Il n'y a donc, à présent, que trois fonds capitaux : les fonds aggrégés, le fond général, & le fond de la Compagnie du Sud, qui est le produit des taxes affectées au payement de la partie de la dette nationna-

le avancée par cette même Compagnie. Les fonds séparés, ainsi réunis, se servent réciproquement de sûreté. Leur produit entier, depuis leur aggrégation, est destiné à payer les intérêts, ou annuités, dont ils étoient chargés lorsqu'ils étoient encore séparés, & le Parlement répond des non-valeurs.

Les droits de Douane, d'excise & autres qui forment la substance de ces fonds, dépendent des variétés auxquelles le commerce est sujet, dans les importations, les exportations & les consommations, & ne peuvent jamais donner un produit certain. Mais il a pourtant toujours été au-delà de ses charges. Le superflu des trois grands fonds nationaux, l'aggrégé, le général & celui de la Compagnie du Sud, doivent, en vertu de l'acte 3, de Georges I, chap. 7, être réunis ensemble, & rester à la disposition du Parlement. On appelle la réunion de ces excédens, le fonds d'amortissement, parce qu'ils furent originellement destinés à diminuer, & même à éteindre la dette nationale; & on y a joint depuis plusieurs autres droits accordés dans les années suivantes. L'intérêt annuel des sommes empruntées pour chaque fond, est payé par celui d'amortissement. Cependant le surplus de ce dernier, malgré toutes ses charges, & lorsque les déductions sont faites, ne laisse pas de monter an-

nuellement à une somme considérable. En 1768, il étoit de près de deux millions sterlin. L'intérêt de la dette nationale a été réduit plusieurs fois, du consentement des propriétaires, auxquels on donnoit le choix de recevoir leur capital, ou de consentir à la diminution de l'intérêt; & les réductions ont dû produire beaucoup. Ce fond d'amortissement est la dernière ressource de la Nation; c'est la seule qui nous donne l'espérance de voir un jour éteindre, ou du moins diminuer la dette publique. L'emploi des sommes qui le composent, est un objet de la plus grande importance, & digne de toute l'attention du Parlement. Il le mit en état de diminuer la dette nationale de plus de deux millions sterl. en 1765, & d'en éteindre encore environ trois autres dans les années suivantes.

Avant que le fond aggrégé, & dont le surplus, comme nous l'avons vû, forme celui d'*amortissement*, puisse être employé à éteindre une partie du capital de la dette de la nation, il faut en tirer annuellement une somme pour l'entretien de la Maison du Roi, & pour la liste Civile. Dans les regnes précédens, le produit de certaines branches de l'excise & des Douanes, de la poste, des droits sur les permissions de vendre du vin, des revenus des terres de la Couronne, des profits que ren-

dent les saïfies, les taxes de justice, & une somme annuelle de 120,000 liv. sterl. en argent, furent appliqués à l'entretien de la Maison du Roi, & à soutenir l'honneur & la dignité du Trône. Mais comme le produit de ces différentes branches étoit incertain, quoiqu'on sâche que sous le dernier regne, il a monté quelquefois à un million; le Parlement s'engagea à fournir ce qui y manqueroit pour faire 800,000 liv. sterl. lorsqu'il resteroit au-dessous de cette somme. Le Roi aujourd'hui regnant, ayant consenti, à son avenement au Trône, que l'on disposât du fond de ses revenus héréditaires, & qu'on le régît de la manière la plus avantageuse pour le public, en se contentant du revenu fixe de 800,000 liv. sur lesquels il paye trois annuités, montant en tout à 77,000 liv. à la Princesse de Galles, au Duc de Cumberland & à la Princesse Amélie; le fond de ces revenus héréditaires & autres, a été porté dans le fond aggrégé, dont il fait partie, & qui paye en conséquence au Roi 800,000 liv. tous les ans. Ces revenus mis ainsi sous la même régie que les autres branches du patrimoine public, produisent davantage, & sont levés avec moins de frais. Le public gagne par ce moyen au-delà de 100,000 liv. sterl. par an. La liquidation de la liste Civile, jointe aux quatre mil-

lions 500,000 liv. d'intérêt de la dette nationale, & aux deux millions versés dans la caisse d'amortissement, fait la somme nette de 7,250,000 liv. que nous avons vu ci-devant être le produit annuel de nos taxes perpétuelles. Calculez aussi les sommes considérables, mais incertaines, que produisent la taxe des terres & celle sur la Dreche, qu'on peut évaluer, par approximation, à plus de 2,250,000 liv. Joignez-les, dis-je, aux sommes précédentes, & vous verrez que le produit net des taxes qui sont payées par le peuple, monte à près de dix millions sterling, sans y comprendre les frais de levée & de régie.

Le Roi paye sur la liste Civile, toutes les dépenses du gouvernement Civil : telles sont sa Maison, les salaires des Officiers de l'Etat, des Juges, de tous ses serviteurs, les appointemens des Ambassadeurs, la maison de la Reine, celle de ses enfans, ses dépenses particulières, ou celles de sa cassette, les services secrets, les pensions, & autres. Mais ces frais ont quelquefois tellement surpassé les fonds qui y étoient destinés, qu'on a été obligé de solliciter auprès du Parlement, des secours pour l'acquit des dettes contractées sur la liste Civile. En 1724, le Statut 11 de Georges I, chap. 17, accorda un million pour cet objet ; & en 1669, il en fut accordé un demi pour le même

me usage, par le Statut 9, de Georges III, chap. 34.

La liste Civile est proprement le revenu du Roi, comme Roi; le reste peut être regardé comme le revenu du public ou des créances de l'Etat, quoiqu'il soit levé au nom du Roi, & par les Officiers de la Couronne. Elle tient aujourd'hui la place de l'ancien revenu, qui a diminué par degrés, & a été augmenté en suite par le Parlement. Le revenu entier de la Reine Elisabeth n'alloit pas à plus de 600,000 liv. par an. Celui de Charles I, étoit de 800,000; & on en accorda 1,200,000 à Charles II. Il faut observer que sur ces sommes, le Monarque payoit toutes les dépenses publiques. Parmi ces dépenses, le Lord Chancelier Clarendon, dans sa harangue au Parlement, comptoit annuellement 800,000 liv. pour l'entretien des forces de terre & de mer; & c'étoit dix fois plus que cet entretien ne coûtoit avant les premiers troubles. On accorda le même revenu, mais soumis aux mêmes charges, au Roi Jacques II. Par l'accroissement du commerce, & par une régie plus économe, il fut porté à 1,500,000 liv. indépendamment de quelques autres droits accordés par le Parlement, & qui produisoient annuellement 400,000 liv. Les dépenses de la flotte & de l'armée coûtoient alors tous les ans

1, 100, 000 liv. Lorsqu'après la Révolution, le Parlement se fut chargé des forces du Royaume, on fixa le revenu de la liste Civile pour le nouveau Roi & la Reine, à 700, 000 liv. par an, y compris les droits héréditaires. Il fut le même pour la Reine Anne, & le Roi Georges I. Nous avons vu qu'il fut fixé à 800, 000 pour Georges II, & qu'il fut réellement plus considérable. Celui du Roi actuellement régnant, est expressément borné à cette somme; & à raison des charges dont il est grevé, il va peu au-delà de 700, 000. Il est donc incontestablement plus avantageux pour la Couronne & pour le peuple, qu'il soit établi sur le pied moderne que sur l'ancien pied. Il est plus sûr pour le Roi, & recueilli avec plus de facilité, les sujets sont délivrés de toutes les vexations féodales, & de toutes les branches odieuses de la prérogative. On s'est plaint très-souvent de l'augmentation de la liste Civile; mais si l'on examine les sommes qui ont été précédemment accordées, les bornes qu'on a fixées à ces octrois, les revenus & les prérogatives abandonnées par la Couronne, & par-dessus tout la diminution de la valeur de l'argent, comparée à celle qu'il avoit dans l'autre siècle; on reconnoîtra que ces plaintes n'ont aucun fondement solide, & qu'il est impossible de soutenir, d'une manière con-

venable , la dignité d'un Roi de la Grande-Bretagne, avec un moindre revenu que celui qui a été fixé par le Parlement.

Nous terminerons ici nos recherches sur les prérogatives fiscales du Roi , ou sur les revenus ordinaires & extraordinaires. Nous avons marqué les principaux détails de ce titre sublime , de Magistrat suprême & d'exécuteur de tous les attributs de la Majesté royale considérée sous toutes ses faces. Avant que de quitter entièrement ce sujet , il ne fera pourtant pas inutile de comparer ici ce qu'est actuellement le pouvoir du Magistrat exécuteur, (ou la prérogative de la Couronne) avec ce qu'il étoit autrefois. Nous observerons d'abord que la plupart des Loix qui assurent, limitent & restreignent cette prérogative, ont été faites dans le cours d'un siècle & peu au-delà, en comptant depuis la troisième année de Charles I, jusqu'à présent. La puissance de la Couronne a été prodigieusement diminuée depuis le règne de Jacques I; elle l'a été particulièrement par l'abolition de la Chambre Etoilée & des commissions sous Charles I; par celle de la Loi martiale, & du droit de lever des taxes sur les sujets, pendant le même règne; par celle des Loix forestières, qui tomberent en désuétude; par d'excellens réglemens qui furent faits sous Charles II. (entre autres par

ceux qui abolirent les redevances militaires ;) par celui de faire faire ses provisions par les sujets, & d'acheter le premier ; par l'acte de l'*habeas corpus*, & celui qui ordonne de ne pas laisser passer plus de trois ans sans assembler le Parlement ; par la force & l'énergie avec lesquelles nos libertés furent assurées dans le Bill des droits ; par l'acte des élections triennales, qui se sont faites depuis tous les sept ans ; par l'exclusion de certains Officiers de la Chambre des Communes ; par la Loi qui rend les sièges des Juges permanens, & leurs salaires fixes & indépendans ; & en privant le Roi du droit de faire grace, lorsque cette grace peut arrêter l'effet des accusations Parlementaires. Si nous considérons enfin combien la Couronne est appauvrie, combien elle est dépouillée de ses revenus, combien elle dépend de la libéralité du Parlement, pour soutenir sa dignité ; nous trouverons peut-être que la balance penche de beaucoup du côté du peuple, & que le Magistrat exécutif n'a ni assez d'indépendance, ni assez de pouvoir, pour opprimer le Parlement ; & c'est ce que vouloient prévenir, & qu'ont en effet prévenu les fondateurs de notre Constitution.

D'un autre côté, il faut observer que chaque Prince, à son avènement au Trône, obtient du premier Parlement qu'il assemble, &

en conséquence d'un usage très-ancien, une addition vraiment royale au revenu héréditaire qui lui est fixé pour sa vie; qu'il n'est jamais dans le cas de s'adresser au Parlement pour demander d'autres subsides, que ceux qu'exigent les besoins du Royaume; & que cela le rétablit dans l'indépendance qu'il faut avouer, qu'il n'avoit pas à son accession à la Couronne. A l'égard du pouvoir, nous trouverons peut-être que l'on a suffisamment lié les mains au gouvernement; qu'un Monarque Anglois n'est plus exposé à être détrôné, ni par la noblesse, ni par le peuple. Que les instrumens du pouvoir ne sont ni si apparens, ni si avoués qu'ils l'étoient autrefois, & excitent conséquemment moins de jalousie & d'envie; mais qu'ils n'en sont pas plus foibles pour cela. Que notre dette nationale enfin & nos taxes, outre les inconvéniens dont nous avons parlé, jettent aussi un poids considérable dans la balance des deux pouvoirs: poids qui n'entroit sûrement pas dans les calculs de nos ancêtres patriotes, lesquels combattirent avec tant de gloire pour l'abolition des parties les plus redoutables de la prérogative royale, & qui, par une inconséquence bien inconcevable, leur substituèrent ce système. La collection & l'administration de ce revenu immense, mises entre les mains de la Couronne, donnerent lieu à

la création d'une multitude de nouveaux Officiers que le Roi nomme & révoque à sa volonté, & qui ne laissent pas d'étendre l'influence du gouvernement sur toutes les parties de la Nation. Qu'on compte les commis, & la multitude de ceux qui dépendent des Douannes dans chaque port du Royaume, ceux de l'excise, & leurs subalternes dans tous les districts de l'intérieur de l'Etat, les maîtres des postes, & leurs employés placés dans chaque Ville & sur toutes les routes publiques, les commis du timbre & leurs distributeurs, qui sont aussi répandus & aussi nombreux; les Officiers du sel, & les Préposés à tous les genres d'excises, les Inspecteurs des maisons & des fenêtres, les Receveurs de la taxe des terres, les Employés aux lotteries, ceux qui le sont aux droits des carrosses de place; tous sont nommés immédiatement par la Couronne, dont ils reçoivent leurs commissions, & qu'elle peut leur ôter comme elle les leur a données, sans en apporter aucune autre raison que sa volonté! Il ne faut pas une pénétration bien étendue, pour voir quelle extrême influence ils donnent au pouvoir dont ils dépendent. Joignez-y les fréquentes occasions que ces mêmes gens ont d'obliger par des préférences, par des délais qu'ils peuvent accorder : attachés immédiatement à la Couronne, parce qu'ils lui doivent leur

bien-être , ils lui répondent de l'attachement des personnes qu'ils servent. Telle est la conséquence , qu'on n'a peut-être pas prévue , de l'érection de nos fonds de crédit , & des taxes perpétuelles établies pour les former. Les uns & les autres sont postérieurs à la Restauration de 1660 , & pour la plupart à la révolution de 1688. Nous pouvons en dire autant des Officiers de notre nombreuse armée , & des places qui en dépendent. Tous ces objets réunis donnent au pouvoir exécuteur une influence prodigieuse , sur les personnes & sur les familles , qui le dédommagent amplement de la perte de quelques prérogatives extérieures.

Mais quand cette multitude d'emplois n'auroit aucun effet sur les individus , on n'en feroit dire autant d'une autre branche nouvelle de pouvoir acquis , & qui ne se borne pas à une simple influence : c'est la force d'une armée disciplinée , qui est payée , à la vérité , par le peuple , mais immédiatement par le Roi. C'est lui qui la leve , c'est lui qui lui donne des Officiers , c'est lui qui la commande. Elle ne doit rester sur pied qu'une année , & de l'aveu du Parlement ; mais pendant cette année , dès qu'une fois elle est levée , elle est entièrement à la disposition du Monarque. Il n'est pas besoin de faire remarquer ici l'étendue de la confiance du peuple en son Roi ; confiance qui équi-

vaut seule à plus de mille petites prérogatives qui souvent ne sont que pénibles.

Ajoutez encore, à ce que nous avons dit, qu'outre la liste Civile, le revenu immense de près de sept millions sterl. qui est payé annuellement aux créanciers du public, ou porté dans le fond d'amortissement, est d'abord déposé dans le Trésor royal, d'où il est distribué aux banques où l'on paye ; & que le peuple ne peut refuser de payer le revenu, parce qu'il a été rendu perpétuel par acte du Parlement. Nouvelle marque de confiance, qui, lorsqu'on la considère bien, ne paroît ni moins importante, ni moins délicate.

Il me semble, d'après tous ces détails, que si le mot de *Pouvoir* a été affoibli dans les actes du dernier siècle, le Pouvoir effectif & réel ne l'a pas été beaucoup. On en a supprimé quelques parties, à la vérité ; mais il a aussi beaucoup acquis. A l'ordre sévère & précis de la prérogative royale, a succédé la voix douce de l'insinuation & de l'influence ; la doctrine fervile de la non résistance, a été remplacée par l'établissement militaire légal ; & un revenu perpétuel a été confié à la Couronne. Quand notre fond d'amortissement, par une suite d'opérations libres, aura diminué les dettes nationales ; quand l'Etat des affaires étrangères, & l'introduction universelle d'une milice

nationale, nous permettront d'affoiblir notre armée formidable; quand enfin nos taxes auront été réduites par degrés; ce pouvoir accidentel de la Couronne, diminuera imperceptiblement, comme il s'est élevé. En attendant, notre devoir principal, en qualité de bons sujets & d'Anglois, est de respecter la Couronne, en nous tenant en garde contre l'influence servile de ceux qui sont revêtus de son autorité; d'être loyaux, libres, obéissans & indépendans; d'espérer que nous serons longtemps & très-long-temps gouvernés par un Souverain, qui, dans tous les actes publics émanés de lui depuis son avènement au Trône, a montré la plus profonde vénération pour la Constitution Britannique; qui a déjà, dans plus d'une occasion remarquable, fortifié les boulevards qui la défendent, & qui ne formera jamais de vœux, ni n'adoptera de conseils qui puissent nuire en rien à la liberté publique.

FIN DU TOME PREMIER.

648159
5BN







T A B L E

Du contenu dans ce premier Volume.

DISCOURS PRÉLIMINAIRE.

SECTION PREMIERE.

De l'étude des Loix. A M. M. les Vice-Chancelier & Membres de l'Université. Page 1

SECTION II.

De la nature des Loix en général. 51

SECTION III.

Des Loix d'Angleterre. 91

SECTION IV.

Des Pays sujets aux Loix d'Angleterre. 136

COMMENTAIRES

SUR LES LOIX D'ANGLETERRE.

LIVRE PREMIER.

Des Droits des personnes.

CHAPITRE PREMIER.

Des Droits absolus des individus. 175

T A B L E

CHAPITRE II.

Du Parlement. Page 216

CHAPITRE III.

Du Roi & de son Titre. 271

CHAPITRE IV.

Du Roi & de la Famille Royale. 315

CHAPITRE V.

Des Conseils du Roi. 326

CHAPITRE VI.

Des devoirs du Roi. 335

CHAPITRE VII.

De l'Autorité Royale. 341

CHAPITRE VIII.

Des Revenus du Roi. 407

Fin de la Table.

